

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'HÉTÉROGÉNÉITÉ SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA MICROENTREPRISE ET LA
PETITE ENTREPRISE INFORMELLE : LE CAS DU NICARAGUA

THÈSE
PRÉSENTÉE
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DU DOCTORAT EN SOCIOLOGIE

PAR
YALINA MOLINA BLANDON

JUILLET 2013

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

*A mis maravillosos hijos, Maria
Paula y Juan Pablo, quienes a
pesar de su corta edad han tenido
la paciencia y sabido aceptar
durante todos estos años, mis
largas horas de trabajo.*

REMERCIEMENTS

J'aimerais remercier très spécialement mon directeur de thèse, Monsieur Dorval Brunelle, professeur du Département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal pour son soutien constant tout au long de mon travail, pour sa grande écoute et pour avoir été disponible chaque fois que j'ai eu besoin de ses précieux conseils.

Merci à toutes les personnes qui ont accepté de participer à cette étude et d'offrir leur témoignage dans le but de faire connaître la réalité dans laquelle vit une grande partie de la population du Nicaragua.

Merci à messieurs Mario Vega, fonctionnaire du ministère de l'Industrie et du Commerce du Nicaragua, et Noel Castellón, fonctionnaire de l'Institut nicaraguayen de la petite et moyenne entreprise, pour tout l'intérêt porté à la présente étude et pour toute l'information fournie, laquelle a grandement contribué à la réalisation de l'enquête de terrain.

Merci aux membres de ma famille et à mes amis au Nicaragua qui m'ont aidée dans mes démarches et ont facilité les contacts avec des acteurs clés dont les témoignages ont contribué à enrichir la présente étude.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	x
LISTE DES TABLEAUX.....	xi
LISTE DES ACRONYMES.....	xiii
RÉSUMÉ.....	xv
INTRODUCTION.....	1

PREMIÈRE PARTIE : LE CONTEXTE

CHAPITRE I

CONTEXTUALISATION.....	9
1.1 Portrait socioéconomique.....	9
1.2 L'évolution du secteur informel au Nicaragua.....	14
1.2.1 Période précédant la révolution du 1979 (1960-1977).....	14
1.2.2 Période de la révolution du 1979 (1979-1990).....	15
1.2.3 La période post-révolution des années 1990.....	17
1.3 Le marché du travail : formel et informel.....	20
1.4 Le parc entrepreneurial du Nicaragua et la microentreprise.....	22
CONCLUSION.....	27

SECTION II : APPROCHES THÉORIQUES ET CADRE D'ANALYSE

CHAPITRE II

L'ESTRUCTURALISME LATINO-AMÉRICAIN ET LES PRINCIPALES APPROCHES THÉORIQUES DU SECTEUR INFORMEL.....

2.1 Les fondements théoriques du structuralisme latino-américain	31
2.1.1 La théorie du développement périphérique et la notion d'hétérogénéité structurelle...31	
2.1.2 Dualisme et marginalité.....	33
2.2 L'émergence de la notion du secteur informel.....	39

2.3	L'opérationnalisation de la notion « secteur informel »	41
2.4	Les différentes approches théoriques autour du secteur informel	47
2.4.1	Approche néoclassique.....	47
2.4.2	Approche marxiste.....	50
2.4.3	Approche néo-marxiste.....	53
2.5	Le secteur informel urbain dans la perspective structuraliste latino-américaine	59
	CONCLUSION.....	64

CHAPITRE III

	LES MICROENTREPRISES COMME UNITÉ D'ANALYSE DU SI.....	67
3.1	Quelques précisions sur la microentreprise en tant qu'unité d'analyse du SI.....	68
3.2	Les établissements informels et l'emploi.....	71
3.3	Critères servant à caractériser les établissements informels du Nicaragua.....	73
3.4	Principaux problèmes auxquels sont confrontés les MYPES.....	77
	CONCLUSION.....	78

CHAPITRE IV

	LA RÉALITÉ DES MYPES : UN DÉFI POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES.....	81
4.1	Les actions entreprises par l'État à partir de la décennie des années 1990.....	82
4.2	La caractérisation et la segmentation des MYPES selon le PROMIPYME.....	85
4.3	Thèmes jugés prioritaires dans le cadre du PROMIPYME.....	91
4.4	Les ressources.....	98
	CONCLUSION.....	101

TROISIÈME PARTIE : MÉTHODOLOGIE ET ENQUÊTE DE TERRAIN

CHAPITRE V

	MÉTHODOLOGIE.....	104
5.1	Choix de la méthode en vue de la caractérisation des entreprises informelles.....	104
5.2	La pré-enquête, l'enquête et la collecte de données.....	106
5.3	Catégorie, choix et caractéristiques des acteurs qui ont participé à cette étude.....	107
5.4	Cueillette de données et grille des entrevues.....	113
5.5	Localisation des entreprises et secteurs économiques visés par l'étude.....	117

5.6	Critères de validité.....	117
5.7	Limitations de la recherche.....	118
5.8	Aspects déontologiques.....	119
	CONCLUSION.....	120

CHAPITRE VI

LA CARACTÉRISATION DES MYPES ET LEUR NIVEAU DE SEGMENTATION....121

6.1	Portrait des personnes qui intègrent le secteur des MYPES	122
6.1.1	Établissements de subsistance.....	123
a)	Niveau de productivité.....	123
b)	Taille de l'établissement et type des travailleurs.....	124
c)	Conditions de vie et pauvreté.....	125
d)	Niveau d'informalité et gestion comptable.....	125
e)	Facteurs menant à l'informalité.....	127
f)	Le niveau de scolarité.....	129
g)	Motivation entrepreneuriale.....	130
h)	Niveau d'organisation ou capacité d'association de l'établissement.....	130
6.1.2	Établissements d'accumulation simple.....	133
a)	Niveau de productivité.....	134
b)	Taille de l'établissement et type des travailleurs.....	135
c)	Conditions de vie et niveau de pauvreté.....	137
d)	Niveau d'informalité et gestion comptable.....	137
e)	Facteurs amenant à l'informalité.....	139
f)	Niveau de scolarité.....	141
g)	Motivation entrepreneuriale.....	142
h)	Niveau d'organisation ou capacité d'association de l'établissement	142
6.1.3	Segment d'accumulation accrue.....	145
a)	Niveau de productivité.....	145
b)	Taille de l'établissement et type de travailleurs.....	146
c)	Conditions de vie et niveau de pauvreté.....	147
d)	Niveau d'informalité et gestion comptable.....	147

e)	Facteurs menant à l'informalité.....	148
f)	Niveau de scolarité.....	149
h)	Motivation entrepreneuriale.....	149
i)	Niveau d'organisation ou capacité d'association de l'établissement.....	150
6.1.4	Nouvelles entreprises.....	152
a)	Niveau de productivité.....	153
b)	Taille de l'établissement et type de travailleurs.....	153
c)	Conditions de vie.....	154
d)	Niveau d'informalité.....	155
e)	Facteurs menant à l'informalité.....	155
f)	Niveau de scolarité.....	156
h)	Motivation entrepreneuriale.....	156
i)	Niveau d'organisation ou capacité d'association de l'établissement.....	157
6.1.5	Segment de la petite entreprise	159
a)	Niveau de productivité.....	159
b)	Taille de l'établissement et type des travailleurs.....	161
c)	Conditions de vie.....	162
d)	Niveau d'informalité.....	163
e)	Facteurs amenant à l'informalité.....	164
f)	Niveau de scolarité.....	165
h)	Motivation entrepreneuriale.....	166
i)	Niveau d'organisation ou capacité d'association de l'établissement.....	166
6.2	Principaux problèmes auxquels doivent faire face les MYPES informelles.....	171
6.2.1	Établissement du segment de subsistance.....	171
6.2.2	Établissement du segment d'accumulation simple.....	173
6.2.3	Établissement du segment d'accumulation accrue.....	175
6.2.4	Établissements du segment des jeunes professionnels.....	177
6.2.5	Établissement du segment de la petite entreprise.....	179
6.3	Attentes du secteur à l'égard de l'État.....	184
6.3.1	Segment de subsistance.....	185
6.3.2	Segment d'accumulation simple.....	186

6.3.3 Segment d'accumulation accrue.....	187
6.3.4 Les nouvelles entreprises	189
6.3.5 Segment de la petite entreprise.....	190
CONCLUSION.....	194

CHAPITRE VII

LES DÉFIS À RELEVER PAR LES PROGRAMMES D'AIDE AUX MYPES : LA PERCEPTION DES ACTEURS INTERVENANTS

203

7.1 Les principaux obstacles.....	204
7.1.1 La perception des fonctionnaires.....	204
7.1.2 La perception des représentants des associations.....	222
7.1.3 La perception de représentants des organisations de coopération.....	230
7.2 L'impact social du microcrédit : la perception des acteurs des microfinances.....	241
7.2.1 L'apparition des institutions de microfinance au Nicaragua.....	242
7.2.2 La clientèle.....	244
7.2.3 Le taux d'intérêt.....	245
7.2.4 Réglementation et contrôle du microcrédit.....	246
7.2.5 L'impact social du microcrédit.....	247
CONCLUSION.....	250

RÉSULTATS ET CONCLUSIONS.....258

APPENDICE A

TABLEAU GUIDE D'ENTREVUE POUR LES ACTEURS MYPES.....278

A.1 Questions se rapportant aux critères qui servent à la caractérisation des établissements selon leur niveau de segmentation	278
--	-----

A.2 Questions se rapportant aux obstacles rencontrés par les Acteurs MYPES dans la réalisation de leurs activités et leurs attentes à l'égard de l'État.....	279
--	-----

APPENDICE B

Tableau guide d'entrevue pour les Acteurs INTERVENANTS.....	280
---	-----

APPENDICE C

Tableau guide d'entrevue pour les Acteurs DU SECTEUR DE MICROFINANCES.....	279
BIBLIOGRAPHIE.....	280

LISTE DES FIGURES

Figure		Page
1	Le niveau de pauvreté selon les régions.....	11
2	Niveau d'instruction de la population occupée.....	13
3	Emplois dans les secteurs formel et informel.....	21
4	Composition du parc entrepreneurial du Nicaragua, CEPALC.....	69
5	Distribution de l'emploi selon la taille de l'entreprise	70
6	La composition du SI d'après CIST, 1993.....	128
7	Composition de l'économie informelle, BIT.....	129
8	Structure occupationnelle.....	139
9	Classification des entreprises du secteur MIPYMES-PROMIPYME.....	157

LISTE DES TABLEAUX

Tableau

1	Distribution de la population selon l'âge.....	10
2	La composition du parc entrepreneurial, MIFIC.....	23
3	La composition du parc entrepreneurial -PROMICRO.....	24
4	La localisation des petits établissements.....	25
5	Distribution des établissements selon le secteur économique.....	26
6	Critères servant à définir le secteur informel.....	44
7	Critères servant à identifier les établissements informels.....	62
8	Niveau de segmentation des établissements à faible revenu.....	63
9	Critères servant à définir les MYPES-législation.....	70
10	La segmentation du marché du travail du Nicaragua.....	72
11	Catégories de travailleurs.....	74
12	Structure du PROMIPYME.....	84
13	Classification des MYPES selon leur productivité.....	87
14	Classification des MYPES selon leur compétitivité.....	89
15	Structure du programme.....	97
16	Agences de coopération internationale.....	99
17	Financement du PROMIPYME.....	100
18	Acteurs MYPES et nombre d'entrevues.....	108
19	Catégorie d'acteurs et nombre d'entrevues.....	109
20	Acteurs, lieu et durée des entrevues.....	111
21	Liste de codes et fréquences d'utilisation.....	114
22	Regroupement des codes par thèmes.....	115
23	Liste des codes et leur fréquence par famille.....	116
24	Segment de subsistance : principaux constats.....	133
25	Segment d'accumulation simple : principaux constats	144
26	Segment d'accumulation accrue : principaux constats	152
27	Nouvelles entreprises : principaux constats.....	159
28	Petites entreprises : principaux constats.....	169

29	Portrait des entreprises informelles.....	170
30	Principaux problèmes évoqués par les MYPES.....	184
31	Les attentes des établissements informels.....	194
32	Le niveau de productivité.....	196
33	La taille de l'établissement et la catégorie des travailleurs.....	197
34	Le niveau d'informalité.....	198
35	Les facteurs amenant à l'informalité.....	199
36	Scolarité.....	199
37	Motivation/vision entrepreneuriale.....	200
38	Niveau d'organisation.....	201
39	Aspects soulevés reliés au financement des programmes.....	251
40	Aspects soulevés reliés à la formalisation.....	252
41	Aspects soulevés reliés à la qualification.....	253
42	Aspects soulevés reliés à l'organisation.....	254
43	Aspects soulevés reliés au financement.....	255
44	Aspects soulevés reliés à l'exécution du PROMIPYME.....	257

LISTE DES ACRONYMES

ASOMIF	Asociación nicaragüense de instituciones de microfinanzas (Association nicaraguayenne d'institutions de microfinances)
BANADES	Banco nacional de desarrollo (Banque nationale de développement)
BM	Banque mondiale
BID	Banco Interamericano de Desarrollo (Banque interaméricaine de Développement)
CAFTA-DR	Accord de libre échange entre les États-Unis et les pays de l'Amérique centrale et de la République Dominicaine
CAMIPYME	Centro de apoyo a las micro, pequeñas y medianas empresas (Centres d'appui aux micro, petites et moyennes entreprises)
CENPROMIPYME :	Centro para la promoción de la micro y pequeña empresa de Centroamérica y el Caribe (Centre pour la promotion de la micro et de la petite entreprise de l'Amérique centrale)
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
COSUDE	Agence suisse pour le développement et la coopération
DGI	Dirección General de Ingresos (Direction générale du revenu)
FMI	Fonds monétaire international
PPTE	Initiative pour les pays très endettés
INPYME	Instituto nicaragüense de apoyo a la pequeña y mediana empresa (Institut nicaraguayen d'appui à la petite et moyenne entreprise)
INIDE	Instituto nacional de información y desarrollo (Institut national d'information et de développement)
GAP	Grupo de apoyo presupuestario (Groupe de soutien budgétaire)
MCCA	Marché commun centroaméricain
MYPES	Micro et petites entreprises
MIPYMES	Micro, petites et moyennes entreprises

MIFIC	Ministerio de fomento, industria y comercio (Ministère de l'industrie et du Commerce)
OIT	Organisation internationale du Travail
ONG	Organisation non gouvernementale
PEA	Población económicamente activa (Population Économiquement Active)
PREALC	Programme régional de l'emploi pour l'Amérique latine et les Caraïbes
PAMIC	Programa nacional de apoyo a la microempresa (Programme national d'appui à la microentreprise)
PROSEDE	Programa de servicios de desarrollo empresarial (Programme de services de développement entrepreneurial)
PROMIPYME	Programa para el desarrollo de la micro, pequeña y mediana empresa (Programme pour le développement de la micro, petite et moyenne entreprise)
SIU	Secteur informel urbain
SICA	Système d'intégration de l'Amérique centrale
REDCAMIF	Réseau centroaméricain de microfinance

RÉSUMÉ

Dans cette thèse, nous allons étudier le secteur informel du Nicaragua qui constitue une source importante de revenus et d'emploi pour une grande partie de la population. Plus de 50 % des emplois sont créés par ce secteur, mais dans des conditions très précaires. Ce dernier, qui se caractérise par son hétérogénéité est composé d'une diversité d'établissements qui connaissent différents niveaux de productivité. Les activités qui s'y réalisent prennent la forme d'auto-emploi ou de petits établissements de type familial et se regroupent dans la catégorie d'établissements connue sous le nom de « microentreprise » et dans la catégorie « petites entreprises à faible productivité » qui, dans le cas du Nicaragua font aussi partie du secteur informel.

L'objectif de cette étude est de procéder à une caractérisation des établissements informels et de favoriser ainsi une meilleure compréhension de la réalité du secteur. Ce travail devrait nous aider à identifier les thèmes qui semblent importants à explorer dans le cadre des politiques d'aide aux établissements informels. Pour y arriver, nous avons articulé aussi bien des éléments théoriques que pratiques. En effet, nous avons réalisé une série d'entrevues individuelles semi-dirigées auprès de cinq groupes d'acteurs : (i) microentreprises et petites entreprises; (ii) fonctionnaires; (iii) représentants des associations qui regroupent des petites et grandes entreprises; (iv) des représentants des organisations de coopération internationale et; (v) les représentants du secteur de la microfinance.

Notre recherche s'inspire de l'approche méthodologique du Programme régional de l'emploi pour l'Amérique latine et les Caraïbes (PREALC) qui à l'aide de certains critères est parvenu à identifier trois groupes d'établissements dans la catégorie de la microentreprise informelle : (i) de subsistance; (ii) d'accumulation simple et; (iii) d'accumulation accrue. Ensuite, nous avons procédé à leur caractérisation. Notons toutefois que les petites entreprises informelles ainsi que les établissements gérés par des jeunes professionnels ont été incorporés également dans notre démarche. La décision d'incorporer les établissements gérés par des jeunes professionnels se justifie par le fait qu'au Nicaragua le secteur informel devient un passage obligatoire vers la formalité pour un bon nombre de professionnels qui veulent démarrer une entreprise à leur compte pour créer ainsi une source de revenus.

Nous avons ainsi eu recours à huit indicateurs, identifiés à partir de notre recension des écrits et de l'enquête de terrain (le niveau de productivité, la taille de l'établissement et le type de travailleurs; le niveau de pauvreté, la gestion comptable, le niveau d'informalité, le niveau de scolarité, les raisons menant à l'informalité, la motivation ou vision entrepreneuriale et la capacité associative). Le recours à ces huit indicateurs a favorisé une meilleure caractérisation de chacun de groupes d'établissements qui composent le secteur informel.

L'enquête de terrain nous a également permis de faire ressortir les principaux défis à relever par les programmes d'aide aux petits établissements, dont l'impact s'est révélé jusqu'à présent, peu significatif.

Mots clés : Secteur informel, microentreprise, petite entreprise, hétérogénéité, pauvreté, développement, politiques d'aide, microcrédit, microfinancières, formalisation, informalité, formation, coopératives.

INTRODUCTION

Les interprétations sur les facteurs qui sont à l'origine du secteur informel, les méthodes pour mesurer son ampleur et les critères qui devraient servir à caractériser les établissements qui le composent, sont diverses. En 1993, la Conférence des experts statisticiens du travail (CIST)¹ organisée sous l'auspice du Bureau international du travail (BIT) a adopté une définition du secteur informel dans le but d'harmoniser les méthodes et critères utilisés pour mesurer la taille du secteur et caractériser les établissements dans les différents pays où le secteur informel joue un rôle important en matière d'emploi.

Le secteur informel est ainsi défini comme l'ensemble d'unités produisant des biens et services dont l'objectif principal est la création d'une source d'emploi et de revenus pour les personnes concernées². La CIST de 1993 incitait donc les pays où le secteur informel est en expansion, à mettre en place des systèmes de collecte de données qui serviront à fournir suffisamment d'information sur ce secteur et sa contribution à l'économie du pays. Ces systèmes statistiques pourraient également constituer une source de référence pour l'adoption de politiques et de programmes d'aide plus adaptés afin de mieux répondre aux besoins des établissements informels. Le BIT accorde en effet, une grande importance au rôle de l'État dans la recherche de solutions à cette problématique d'autant plus que le secteur informel constitue une source importante d'emploi pour une bonne partie de la population dans les pays en développement.

En Amérique latine, les études sur les activités informelles remontent aux années 1950, mais ce n'est que dans les années 1970 que le terme « secteur informel » a été introduit dans la

¹ Bureau international du Travail, *Résolution concernant les statistiques de l'emploi dans le secteur informel* adopté par la 15^{ème} Conférence internationale des statisticiens du travail OIT (1993), en ligne : http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---integration/---stat/documents/normativeinstrument/wcms_087485.pdf

² Ibidem, paragraphe 6.

région par le Programme régional de l'emploi pour l'Amérique latine et les Caraïbes (PREALC) qui l'a adapté à la réalité des pays de cette région. Ce programme du Bureau international du travail avait déjà beaucoup avancé dans l'analyse et l'identification des critères servant à caractériser les établissements qui composent le secteur informel. Sous l'influence de la théorie structuraliste comme nous le verrons au chapitre II, le programme décrivait le secteur informel comme étant le résultat d'un excédent de la main-d'œuvre dû à la croissance urbaine et au modèle économique appliqué dans la région. Le PREALC présentait son hétérogénéité comme une des caractéristiques principales du secteur informel et à l'aide de certains critères, que nous expliquerons au chapitre II et III, il est parvenu à identifier trois différents types d'établissements informels³ :

- Les établissements dont le principal objectif et la principale motivation est de survivre et d'affronter la pauvreté;
- Les établissements qui possèdent un certain capital pour réaliser leurs opérations, mais ont une capacité très restreinte quant à la génération d'excédents et à l'utilisation de main-d'œuvre et;
- Les établissements qui ont la capacité de générer un certain excédent et d'employer de la main-d'œuvre qualifiée.

En raison du manque de ressources et de données insuffisantes, les systèmes d'enquête dans plusieurs pays de la région, notamment au Nicaragua, n'ont pas pu s'adapter complètement au cadre méthodologique proposé lors de la CIST de 1993. Les pays suivent encore le modèle du PREALC⁴.

Il importe de mentionner que dans les années 1980, le secteur informel absorbait 52% de l'emploi au Nicaragua. Il est passé à 68 % en 1995 et par la suite, il est redescendu à 62,4 % en 2001 en raison d'une certaine réactivation économique du secteur de la construction et des zones franches industrielles. Les facteurs qui expliquent l'expansion de ce secteur sont

³ Instituto Nicaragüense de apoyo a la Pequeña y Mediana Empresa (INPYME), « Propuesta de desarrollo para la micro, pequeña y mediana empresa nicaragüense » (2001), Centre de documentation INPYME, , p. 20

⁴ Trejos. J D, 2002 "El trabajo decente y el sector informal en los países del istmo centroamericano", BIT, p.7-8. En ligne: http://www.oit.org.pe/WDMS/bib/publ/doctrab/dt_158.pdf

multiples. D'abord, la pauvreté qui affectait à plus de 2 000 000 de ses 5 142 098 habitants⁵ en 2005, dont 770 000 qui vivaient dans l'extrême pauvreté, soit avec un dollar ou moins par jour⁶. De plus, les crises politiques et économiques qui ont créé une grande instabilité au pays dans les années 1970 et 1980 ont déclenché un exode important de la population rurale vers les principales villes du pays à la recherche de meilleures conditions de vie et d'emploi. Toute cette main d'œuvre qui cherchait une source de revenus s'est tournée vers le secteur informel favorisant ainsi la prolifération d'activités d'auto-emploi ou de petits établissements (microentreprises). Pour des raisons de compétitivité, d'accessibilité aux services, les microentreprises se concentrent principalement dans les zones urbaines du pays, notamment dans les villes de Managua, Masaya, León, Granada et Rivas⁷.

L'importance de ces petits établissements en matière d'emploi est indéniable. Au Nicaragua, deux emplois sur trois sont créés par de petits établissements qui comptent de un à cinq travailleurs, ce qui représente 67 % de la masse totale des travailleurs. Si on incorpore ici les établissements qui comptent entre six et dix travailleurs, on arrive à 76 % du total des travailleurs à l'échelle nationale⁸.

On estime à plus de 300 000 le nombre d'établissements au pays. Cependant, il est difficile de déterminer avec exactitude le nombre d'établissements existants au pays en raison du nombre élevé d'établissements qui opèrent dans l'informalité (plus de 80% selon une étude de la Commission économique pour l'Amérique latine et le Caraïbe⁹ (CEPALC). Les études

⁵ Instituto Nacional de Información y Desarrollo (INIDE), « VIII Censo de población y IV de Vivienda, Resumen Censal, Censos Nacionales 2005 », 2006, p.24, en ligne : <http://www.inec.gob.ni/censos2005/ResumenCensal/Resumen2.pdf>

⁶ Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), « Objetivo 1, Erradicar la pobreza extrema y el hambre », p.1, en ligne : http://www.pnud.org.ni/files/dmilenio/1170781797_objetivo1.pdf

⁷ Obando Montero, et autres, « Características de las microempresas y sus necesidades de formación en Centroamérica » 2008, OIT, 1e Ed. Costa Rica, en ligne : http://portal.oit.or.cr/dmdocuments/oml/observa_form.pdf, p.23

⁸ Trejos Solórzano, J.D., « La microempresa en Nicaragua en la década de los noventa », 2000, Projeo centramericain d'appui aux programmes en faveur des micro-entreprises (PROMICRO), OIT, en ligne : http://www.sipromicro.org/fileadmin/pdfs_biblioteca_SIPROMICRO/1151.pdf, p.11

⁹ Chacabana, E., *Experiencias de formalización empresarial y laboral : un análisis comparativo en Guatemala, Honduras y Nicaragua*, 2009, CEPALC, », Serie Macroeconomía del desarrollo, no. 88,

qui portent sur ce sujet sont très divergentes. D'où l'importance d'harmoniser les critères qui permettraient de fournir aux États suffisamment d'information à ce sujet.

Depuis 1990, le Nicaragua met en place différentes initiatives pour inciter les entreprises à se formaliser et à renforcer leurs capacités pour les aider à surmonter les différents obstacles auxquels ils sont confrontés, notamment en matière de formation et d'accès au financement. Cependant, l'impact réel de ces mesures s'est révélé peu significatif¹⁰. Un rapport élaboré par le Centre de promotion de la microentreprise et de la petite entreprise en Amérique centrale (CENPROMYPE)¹¹ fait justement référence à la méconnaissance du secteur informel comme étant un des principaux obstacles que rencontrent les États et les organismes de cette région dans leur travail.

Il faut préciser également que la quasi-totalité des programmes et projets appliqués au Nicaragua depuis les années 1990 a été financé par la coopération internationale. Ce pays ne dispose pas des ressources nécessaires pour le faire, ce qui le rend très dépendant de l'aide internationale. Malgré tous ces obstacles, nous constatons que les politiques d'aide au secteur ont évolué de manière positive. La promotion des microentreprises fait dorénavant partie d'une approche plus large et d'une stratégie nationale de développement. Une loi spéciale¹² et un programme-cadre (le Programme national d'appui à la microentreprise et à la petite et moyenne entreprise-PROMIPYME)¹³ ont été adoptés en 2008 dans le but d'assurer une

CEPALC, División de Desarrollo Económico, juillet 2009, p. 55-56, en ligne :

http://www.eclac.org/publicaciones/xml/8/36888/Serie_MD_88.pdf

¹⁰ Instituto Nicaragüense de apoyo a la Pequeña y Mediana Empresa (INPYME). 2000. « Análisis institucional del Instituto Nicaragüense de Apoyo a la Pequeña y Mediana Empresa », pp.15-19. Nicaragua: Centro de documentación.

¹¹ Centro para la promoción de la micro y pequeña empresa en Centroamérica (CENPROMYPE). 2006. « Análisis de políticas y programas de apoyo a la competitividad de la mipyme en Centroamérica ». P.17, en ligne :

http://www.sica.int/busqueda/busqueda_archivo.aspx?Archivo=info_10729_3_05102006.htm

¹² Ley de promoción y fomento de las micro, pequeñas y mediana empresa (Loi MiPYME), Loi No. 645, adoptée le 31 janvier 2008, publiée dans La Gaceta No.28 le 8/02/08, en ligne :

[http://www.mific.gob.ni/PROMIPYME/documentos/VOLUMEN_%20I_%20-%20Documento%20General%20PROMIPYME%20\(APROBADO%20noviembre%202007\).pdf](http://www.mific.gob.ni/PROMIPYME/documentos/VOLUMEN_%20I_%20-%20Documento%20General%20PROMIPYME%20(APROBADO%20noviembre%202007).pdf)

¹³ Programa Nacional de promoción y fomento a las micro, pequeñas y medianas empresas (PROMIPYME), adopté le 1 juin 2007, en ligne : PROMIPYME Vol. I, en ligne : [http://www.mific.gob.ni/PROMIPYME/documentos/VOLUMEN_%20I_%20-%20Documento%20General%20PROMIPYME%20\(APROBADO%20noviembre%202007\).pdf](http://www.mific.gob.ni/PROMIPYME/documentos/VOLUMEN_%20I_%20-%20Documento%20General%20PROMIPYME%20(APROBADO%20noviembre%202007).pdf) et Vol II en ligne :

meilleure coordination entre les différents projets en exécution au pays et d'offrir une aide plus adaptée à ces établissements. Cependant, les obstacles à relever pour l'État sont nombreux, car il faut offrir aux établissements non seulement d'incitatifs à la formalisation qui est une des priorités du nouveau programme, mais aussi de l'accompagnement dont ils ont besoin pour rester dans la formalité. L'identification des critères permettant de caractériser les différents établissements qui composent le secteur informel pourrait contribuer à une meilleure compréhension de la problématique entourant les entreprises informelles afin que les institutions de l'État puissent mieux répondre à leurs besoins. La simple distinction de ces unités par leur taille, leur capital et le nombre de travailleurs n'est pas suffisante pour rendre compte de l'hétérogénéité du secteur et des besoins qui sont propres à chacun des segments qui le composent.

L'objectif de cette étude est ainsi d'avancer vers une meilleure compréhension de la réalité du secteur de la microentreprise et de la petite entreprise informelle. Nous sommes conscients que la carence d'information sur la situation, la composition et la segmentation du secteur informel représente un grand défi pour mener à bien notre travail. Toutefois, afin de combler certaines lacunes dans la collecte de données et d'informations en général, nous avons intégré et articulé des éléments théoriques et pratiques à partir d'une analyse documentaire et d'une enquête de terrain. Cette enquête a consisté en une série d'entrevues semi-dirigées réalisées au Nicaragua auprès de cinq groupes d'acteurs, notamment des propriétaires de petits établissements informels, des fonctionnaires, des associations représentatives de la microentreprise, de la petite et moyenne entreprise, des organisations non gouvernementales de coopération internationale, ainsi que des représentants du secteur des microfinances.

L'analyse des entrevues réalisées auprès de ces acteurs devrait nous permettre d'avancer vers une meilleure caractérisation de chacun des segments qui composent le secteur de l'entreprise informelle du Nicaragua. Cette démarche permettra également d'identifier les obstacles

auxquels les institutions publiques et les organisations de coopération qui travaillent dans le secteur sont confrontées.

Cela nous amène à poser notre question de recherche, à savoir dans quelle mesure une meilleure connaissance du secteur informel et du rôle joué par les établissements qui le composent comme source d'emploi et de revenu pour une grande partie de la population au Nicaragua, pourrait en effet mieux orienter les politiques d'aide aux petits établissements? Quels seraient les autres facteurs ou moyens qui pourraient être mis à contribution pour assurer la viabilité des programmes d'aide aux établissements informels en vue de répondre aux demandes et aux besoins de ce secteur?

Suite à la recension des écrits et à la réalisation de notre pré-enquête, nous avons pu formuler les hypothèses suivantes :

1. Les maigres résultats obtenus par les programmes ou les stratégies mises en place au Nicaragua depuis 1990 s'expliqueraient essentiellement par deux principaux facteurs : une connaissance insuffisante de la diversité d'établissements qui composent le secteur informel et l'insuffisance des ressources de l'État.
2. L'insuffisance d'information sur le secteur informel et sur son hétérogénéité ne permet pas aux institutions de l'État de suivre son évolution et connaître les obstacles auxquels les établissements qui composent ce secteur sont confrontés dans leur quotidien. Ce même manque d'information ne favorise pas la mise au point de programmes d'aide adaptés à la réalité du pays, susceptibles de renforcer les capacités de développement de ces établissements.
3. L'importante dépendance financière de l'État vis-à-vis de la coopération internationale met en péril la viabilité des programmes d'aide aux petits établissements et limite son pouvoir de décision lors de la conception et mise en application de stratégies mieux adaptées à la réalité du pays.

Afin de répondre à notre question de recherche et pour confirmer ou infirmer notre hypothèse, nous amorcerons cette étude avec la description du contexte socioéconomique dans lequel se développe notre problématique. Ensuite, dans une deuxième partie qui comporte trois chapitres, nous présenterons au chapitre II, le structuralisme latino-américain qui nous a orienté dans l'élaboration de notre cadre d'analyse et méthodologique pour l'étude et la caractérisation du secteur informel. En nous inspirant du modèle structuraliste du PREALC, nous présenterons au chapitre III, la microentreprise en tant qu'unité d'analyse du secteur informel. Quant au chapitre IV, il sera consacré à l'analyse des stratégies mises en place par le Nicaragua en vue de promouvoir le développement des petits établissements.

La troisième partie de la thèse est composée de trois chapitres dans lesquels nous présenterons les résultats de notre enquête de terrain. Le chapitre V annoncera la méthodologie employée dans notre enquête et l'analyse des résultats. Par la suite, le chapitre VI sera consacré exclusivement à l'analyse des entrevues des acteurs des microentreprises et des petites entreprises (Acteurs MYPES). Nous tenterons ici de dresser un portrait de ces établissements et d'identifier leurs principaux problèmes. Finalement au chapitre VII, nous présenterons les défis à relever par les programmes d'aide au secteur. Ce dernier chapitre est divisé en deux sections : dans la première section, nous analyserons les entrevues réalisées auprès des fonctionnaires, des représentants d'associations qui regroupent les microentreprises, les petites et moyennes entreprises, un représentant des moyennes et grandes entreprises ainsi que les représentants des organisations de coopération internationale. Étant donné que l'accès au financement est un des principaux problèmes des établissements informels et qu'il représente un de plus grand défi à relever par l'État en matière d'aide à ce secteur, la deuxième partie de ce chapitre sera consacrée à ce sujet.

En conclusion, nous présenterons les résultats de notre analyse théorique et pratique sur les principaux thèmes visés par notre question de recherche.

PREMIÈRE PARTIE

LE CONTEXTE

CHAPITRE I

CONTEXTUALISATION

L'objectif de ce chapitre est de décrire le contexte socioéconomique dans lequel le secteur informel du Nicaragua s'est développé. Dans une première partie nous allons tracer un portrait très général de la situation sociodémographique du Nicaragua. Ensuite, nous présenterons le contexte économique et politique dans lequel le secteur informel et plus particulièrement celui de la microentreprise a évolué dans le but de mettre en lumière les facteurs qui ont favorisé son expansion. Dans une troisième section, nous présenterons la segmentation du marché du travail (formel et informel) qui nous permettra de comprendre l'ampleur du secteur informel et son importance en matière d'emploi. Finalement, nous allons nous concentrer sur les microentreprises et les petits établissements à très faible productivité qui composent le secteur informel.

1.1 Portrait sociodémographique

Le Nicaragua est l'un des pays le moins peuplés de la région de l'Amérique centrale avec une population de 6 071 045 habitants¹⁴. Son territoire est divisé en trois régions : (i) la région du pacifique d'une densité populationnelle élevée (152 habitants/km²); (ii) la région centrale nord à prédominance rurale dont l'économie est basée sur l'agriculture (48 habitants/km²) et; (iii) la région de l'Atlantique qui constitue 46 % du territoire, fondamentalement rural et d'une faible densité populationnelle (10 habitants/km²). Plus de 50 % de la population totale se concentre dans les régions urbaines, principalement dans la capitale, Managua qui compte 1 448 271 habitants¹⁵.

¹⁴ Source : Système national de statistiques vitales (SINEVI), Projections au 30 juin 2012, en ligne : <http://www.inide.gob.ni/estadisticas/Cifras%20municipales%20año%202012%20INIDE.pdf>

¹⁵ Ibidem

Le taux moyen de croissance de la population est de 1,2% annuel¹⁶. Tel que l'illustre le tableau ci-dessous, la population du Nicaragua est très jeune (55% des habitants sont âgés de moins de 20 ans)¹⁷, situation qui est très semblable à celle des pays en voie de développement. Nous pouvons constater que dans les pays en voie de développement, le groupe populationnel de 0-14 ans est plus élevé comparativement à celui des pays développés tandis que le groupe d'âge de 65 ans et plus est très inférieur. Dans les pays développés par contre, la tranche de la population de 15 à 64 ans ainsi que celle de 65 ans et plus est plus élevée que dans les pays en voie de développement.

Tableau 1 Distribution de la population selon l'âge : pays de l'OCDE, pays en voie de développement et Nicaragua

Groupe d'âge	Pays OCDE	Pays en développement	Nicaragua
0-14	19,6	42	37,5
15-64	66,8	52,8	58,2
65 et plus	13,6	3,2	4,3

Source: Monserrat, Roser Solà, 2008, *Estructura económica de Nicaragua y su contexto centroamericano y mundial*, 1era. Éd. Hispamer, Managua

Le pays est l'un des plus pauvres de l'Amérique latine¹⁸. En 2005, plus de deux millions de personnes vivaient dans la pauvreté, dont 770 000 dans l'extrême pauvreté¹⁹. Malgré le fait que le pays bénéficie de l'aide de la coopération internationale²⁰ et qu'en 2004, une partie importante de sa dette extérieure a été pardonnée grâce à l'initiative des pays pauvres très

¹⁶ Source: Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE), fiche statistique du Nicaragua, <http://www.bcie.org/uploaded/content/article/1249943988.pdf>

¹⁷ PNUD, *Mécanisme de développement. Suivi de la cime du Milenio, Nicaragua, Premier Informe*, p. 14 en ligne : http://www.undp.org.ni/files/doc/1275498295_primerinformemilenio.pdf

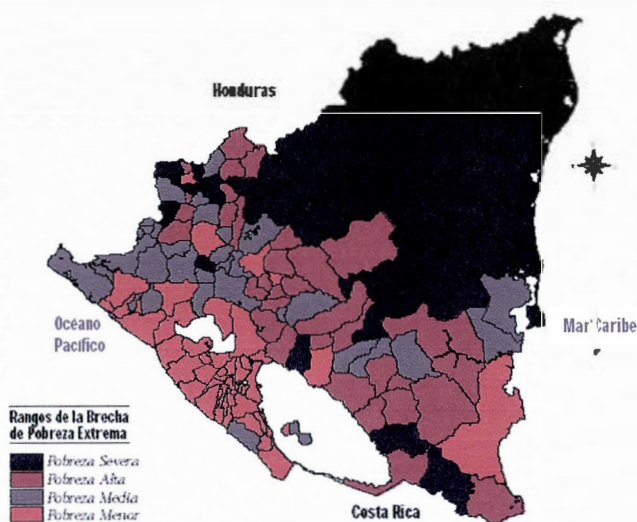
¹⁸ Source : UNDP Nicaragua, en ligne : <http://www.undp.org.ni/objetivos/1>

¹⁹ Le critère retenu par la Stratégie de Développement Économique et de Réduction de la Pauvreté, adoptée par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International en décembre 1999 est celui du niveau du revenu. Ainsi, le seuil de la pauvreté est déterminé par le niveau de revenu dont dispose une personne pour satisfaire ses besoins essentiels alimentaires, l'habillement, le logement, éducation, santé et transport. Ce seuil se situe à 402,05 \$ US par personne/an. Quant au seuil de la pauvreté extrême, il se situe à 212,22 \$ US par personne/an. Source : Institute of Social Studies, 2003, « Estrategia sin Dueño? La Estrategia de Reducción de la Pobreza en Nicaragua », Informe País, en ligne : <http://www.cisas.org.ni/prsp/PDF/issnica.pdf>

²⁰ Delgadillo, M., 2007, « Desigualdades sociodemográficas en Nicaragua : tendencias, relevancia y políticas pertinentes » CEPALC, Série 77, Población y desarrollo, Chile, p. 18, en ligne : <http://www.eclac.org/publicaciones/xml/8/30268/lcl2794-P.pdf>

endettés (PPTE²¹), les politiques de lutte contre la pauvreté n'ont pas donné les résultats escomptés. Le taux d'extrême pauvreté n'a baissé que de 2 % en 2005²², étant les régions rurales les plus touchées avec un taux de pauvreté qui se situe à 30,5 %. En milieu urbain cependant, il est de 6,7 %. Pour ce qui est de la pauvreté générale, il est de 30,9% dans les régions urbaines et de 70,3% en milieu rural²³. Le tableau ci-dessous illustre les régions qui sont les plus touchées par l'extrême pauvreté et la pauvreté générale:

Figure 1 Le niveau de pauvreté selon les régions



Source: Institute of Social Studies, 2003: <http://www.cisas.org.ni/prsp/PDF/issnica.pdf>

Cette carte découpe le territoire du Nicaragua dans 151 municipalités, lesquelles ont été regroupées selon les différents niveaux de pauvreté extrême : a) la couleur gris foncé désigne les municipalités dans lesquelles le niveau de pauvreté est sévère (la brèche pour atteindre le seuil de la pauvreté extrême est supérieur à 12%); b) la couleur rouge désigne les municipalités dans lesquelles la pauvreté extrême est élevée (la brèche se situe entre 9 et 12%); c) la couleur gris pâle désigne les municipalités dans lesquelles la pauvreté extrême est moyenne (entre 6 et 9%); et la couleur rose pâle (la brèche de l'extrême pauvreté est inférieure à 6%).

²¹ L'initiative des pays très endettés (PPTE) a été adoptée en 1996. C'est un programme d'action coordonné entre les institutions financières multilatérales visant à réduire la dette extérieure des 41 pays les plus pauvres, dont le Nicaragua. Source : <http://www.clubdeparis.org/sections/termes-de-traitement/initiative-ppte>

²² Monserrat, Roser Solà, 2008, *Estructura económica de Nicaragua y su contexto centroamericano y mundial*, 1era. Éd. Hispamer, Managua, p.93

²³ Ibidem, p.93

Le Nicaragua étant un pays agricole, l'économie est très vulnérable aux fluctuations des prix internationaux. Entre les années 1993 et 1998, la forte chute du prix international du café a grandement affecté l'économie ainsi que les régions du centre du pays où se concentre 80 % de la production totale de ce produit. Le taux de pauvreté a augmenté de 5,7 % dans cette période²⁴. Malgré les progrès observés en matière de croissance économique, les inégalités sociales et les taux élevés de pauvreté générale et d'extrême pauvreté en milieu rural persistent et constituent un des plus grands défis à relever pour le pays²⁵.

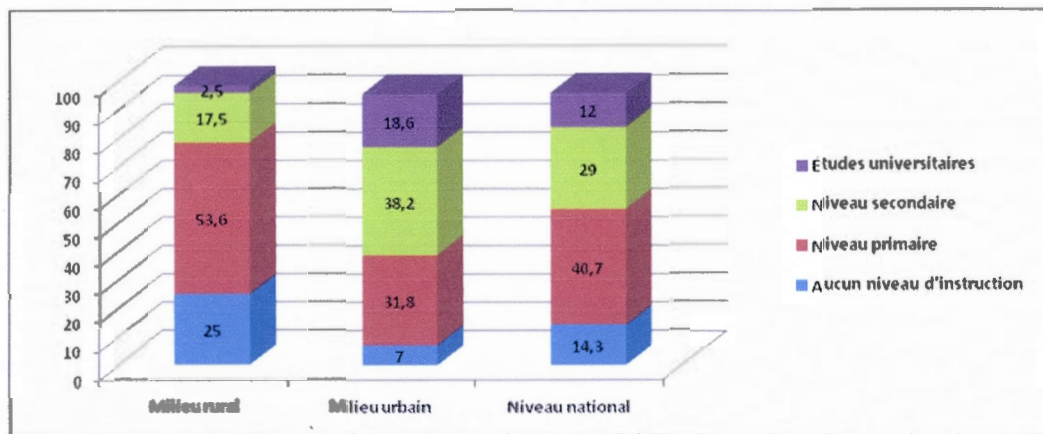
En ce qui est du niveau d'instruction de la population et la pauvreté, celui-ci est très faible. Au Nicaragua, seulement 40,7 % du total de la population occupée a complété ses études du niveau primaire, 29 % le niveau secondaire, 12% accèdent aux études supérieures et 14,3 % ne possèdent aucun niveau d'instruction. Ces pourcentages varient selon les régions. Dans le milieu rural par exemple, le nombre de travailleurs ne possédant aucun niveau de scolarité s'élève à 25 % contre 7 % en milieu urbain; 53,6% détient un niveau d'instruction primaire contre 31,8 % en milieu urbain, 17,5 % a complété l'école secondaire contre 38,2 % en milieu urbain. Un maigre 2,5 % du milieu rural contre 18,6 % du milieu urbain accède aux études universitaires²⁶.

²⁴ Banque Mondiale, «Nicaragua, Reporte de pobreza: aumentando el bienestar y reduciendo la vulnerabilidad », (2003), pp.ii-iii, en ligne: http://www.bcn.gob.ni/publicaciones/nicaragua/Nicaragua%20Poverty%20Assess%20Main_spa.pdf

²⁵ FMI, Rapport du Fonds monétaire international sur les pays No. 11/323, nov. 2011, Nicaragua : Rapport sur les avancements du Plan national du développement humain, p. 6, 171p. En ligne : <http://www.imf.org/external/spanish/pubs/ft/scr/2011/cr11323s.pdf>

²⁶ Supra note 5, p.26 et 37

Figura 2 Niveau d'instruction de la population occupée



Source : Compilation de l'auteure à partir du rapport sommaire du recensement de 2005, Instituto Nacional de Información y Desarrollo (INIDE), « VIII Censo de población y IV de Vivienda, Resumen Censal, Censos Nacionales 2005 », 2006, en ligne : <http://www.inec.gob.ni/censos2005/ResumenCensal/Resumen2.pdf>

Sans doute, le nombre élevé de travailleurs avec un faible niveau d'instruction représente un de principaux obstacles au développement du pays et aux possibilités d'amélioration de l'employabilité et des conditions de vie de ses habitants²⁷. En effet, tout comme dans les autres pays de l'Amérique centrale, au Nicaragua, les personnes moins qualifiées travaillent dans le secteur agricole ou dans les petits établissements à très faible productivité²⁸. Par ailleurs, les effets des crises économiques, sociales et politiques qui ont ébranlé le pays, notamment durant la période 1970 et 2000 ont provoqué un exode important des travailleurs qui ont décidé quitter leur terre pour aller s'installer dans des régions qui offraient de meilleures conditions de vie et d'emploi²⁹, continue d'exercer une grande pression sur un marché du travail qui n'a pas la capacité d'absorber une main-d'œuvre en constante croissance. Ceci a donné lieu à une augmentation considérable des activités d'auto-emploi et à la création de petits établissements (microentreprises), phénomène connu sous le nom de « secteur informel urbain »³⁰.

²⁷ *Supra* note 22, p.70

²⁸ *Supra* note 8, p.68

²⁹ *Supra* note 22, pp.96

³⁰ *Supra* note 17

1.2 L'évolution du secteur informel au Nicaragua : le contexte politique et économique

Pour bien comprendre l'évolution du secteur informel au Nicaragua, il faut partir d'un fait marquant dans l'histoire de ce pays : le processus révolutionnaire des années 1970 qui a transformé de manière radicale la structure sociale, politique et économique du pays, caractérisée jusqu'à là, par la concentration du pouvoir politique et économique entre les mains d'un groupe de familles. Par conséquent, nous estimons pertinent de diviser cette section en trois périodes : la première commençant dans les années 1960 et allant jusqu'à 1979, la deuxième débutant avec le processus révolutionnaire s'établissant entre 1979 et 1990 et la troisième s'étendant de la décennie des années 1990 à nos jours.

1.2.1 Période avant la révolution de 1979 (1960-1979)

Durant les années 1960 et 1970, le Nicaragua enregistrait une croissance économique moyenne de 7,3 %, laquelle s'est maintenue jusqu'à 1977³¹. L'économie reposait sur un secteur agraire ouvert, indépendant de la dynamique du secteur agro-exportateur de la région de l'Amérique centrale³² ce qui l'a rendue très vulnérable aux fluctuations des prix internationaux et dépendante de l'investissement étranger. Par ailleurs, la production agricole, destinée à la consommation interne et donnant emploi à une grande partie de la population n'occupait qu'une place très marginale dans les politiques économiques³³.

D'autre part, au début des années 1960, un nouveau modèle économique connu comme « l'industrie de substitution aux importations³⁴ », lequel visait l'implantation du capital et de

³¹ Cruz-Sequeira, A, « Qué ocurrió con Nicaragua? Un relato de medio siglo 1951-2005 », s/d. En ligne: http://www.incae.ac.cr/ES/centros-academicos-investigacion/pdfs/Que_ocurrio_con_Nicaragua.pdf p.5-8

³² Fernández Jilberto *et autres*, «La situación socioeconómica de Nicaragua en el nuevo esquema de desarrollo », dans la *Revue Afers InterNacionals*, (1985), Barcelona, p.38-53, pp. 40

³³ *Supra* note 22, p.99-100

³⁴ L'industrie de substitution d'importation était un modèle de développement qui prétendait structurer une économie suffisamment flexible et diversifiée et adopter des mesures de protection face à la concurrence des produits importés. Il s'agissait d'un processus complexe dans lequel on substituait certains biens ou produits en les remplaçant par d'autres d'origine nationale. Toutefois, bien que la promotion de ce modèle puisse conduire à la stimulation de la production nationale, il peut aussi faire augmenter la demande de produits intermédiaires et de capitaux ce qui peut également entraîner une

la technologie étrangère a été instauré dans toute la région de l'Amérique centrale. Avec le temps, ce modèle qui était dissocié de la dynamique du secteur primaire exportateur national et très dépendant de l'importation de biens intermédiaires et de matières premières, a commencé à montrer des signes de stagnation et s'est révélé incapable de créer un effet multiplicateur sur le reste de l'économie³⁵. La situation s'est aggravée par le manque d'ouverture démocratique du gouvernement provoquant ainsi une grande mobilisation sociale qui s'est rapidement transformée en une guerre civile, laquelle est finalement parvenue à renverser le régime politique qui détenait le pouvoir depuis 1936³⁶.

1.2.2 Période de la révolution sandinista (1979-1990)

En 1979, le nouveau régime politique qui s'est emparé du pouvoir a abandonné le modèle économique en place et décidé d'instaurer un modèle d'économie mixte, soit d'hégémonie étatique et sociale³⁷ dont un des objectifs était la promotion et le renforcement du coopératisme et la planification d'un modèle de propriété du peuple³⁸. D'ailleurs, une importante réforme de la propriété agraire a été amorcée et des terres ont été redistribuées dans les secteurs de la population organisés en coopératives. Ces réformes qui visaient les secteurs moins favorisés de la population n'ont pas donné toutefois, les résultats escomptés en raison du manque de financement et d'assistance technique pour les petits producteurs et les nouveaux propriétaires³⁹. Il est important de souligner que l'objectif principal de telles réformes était de réactiver la production industrielle et la reconstruction du pays suite à la guerre civile qui a dévasté le pays durant les années 1977 à 1979, étant l'industrie un des secteurs les plus affectés. Durant cette période, la fuite des capitaux a dépassé les 600 millions de dollars américains⁴⁰.

plus grande dépendance de l'extérieur. Dans Baumann, Renato, *et autres*, «La sustitución de importaciones en Brasil», 2006, *Revista CEPALC No 89*, pp.195-209 en ligne: http://pdf2.biblioteca.hegoa.efaber.net/ebook/16215/La_sustitucion_de_importaciones_en_Brasil.pdf p.197-198.

³⁵ Supra note 32, p.38-53.

³⁶ Supra note 22, pp.349

³⁷ Supra note 31, p.12.

³⁸ Supra note 32, p.41-42

³⁹ Supra note 32, p.5

⁴⁰ Supra note 22, pp.367-368

Un processus de transition économique vers ce nouveau modèle économique a été entamé comme résultat de l'expropriation des biens de la famille qui avait gouverné le pays pendant 45 ans, près d'un quart de la production industrielle est passé aux mains de l'État sous forme de société industrielle, contrôlée par le ministère de l'Industrie. Il est à noter que les grandes et moyennes entreprises du secteur privé ont continué à jouer un rôle important dans la production manufacturière en détenant 54 % de la production. Les petits producteurs et les artisans étaient responsables de 15 % de la production industrielle⁴¹. En 1984, la participation de l'État dans les activités économiques se chiffrait à 40 % dont 60 % étaient détenus par le secteur privé. L'État contrôlait toutefois, le processus de production nationale, la distribution des matières premières, l'importation et la distribution de la machinerie agricole.

Ces mesures étaient destinées à réactiver le secteur industriel, particulièrement les entreprises qui ont été les plus affectées par la guerre en priorisant celles dédiées à la production de biens de consommation essentiels et de matières premières⁴². Cependant, l'absence de politique d'aide à la production a limité l'effet bénéfique de ces réformes qui tentaient de réactiver la production industrielle et d'implanter un modèle d'industrie moins dépendant de l'extérieur. Ainsi, la période de relative expansion économique est entrée dans une nouvelle étape de contraction économique, situation qui s'est aggravée à la suite d'un nouveau conflit armé, instigué et financé par les États-Unis et par un blocus économique imposé par ce dernier. Ceci a provoqué un effondrement de la production, une diminution des exportations et des investissements qui ont entraîné une hausse du taux de chômage, du sous-emploi et de la précarisation des salaires⁴³.

Dans ce climat de grande instabilité économique et politique, intensifié par le blocus économique, certains produits ont commencé à disparaître du marché engendrant une importante pénurie de produits essentiels⁴⁴. Cela a favorisé l'apparition du marché noir et

⁴¹ *Ibidem*, p.368

⁴² *Ibidem*, p.369

⁴³ *Supra* note 32, p.44

⁴⁴ *Ibidem*, p.47

l'expansion du marché informel urbain, lequel est devenu un refuge⁴⁵ non seulement pour les personnes qui quittaient les zones de conflit pour s'installer dans les villes, mais aussi pour une grande partie de la population qui cherchait des moyens pour survivre face à la crise qui sévissait dans le pays. D'ailleurs, le secteur informel qui en 1980 comptait 52,1% de l'emploi est passé à 68% en 1995 et est redescendu à 62,4% en 2001, comme résultat d'une certaine réactivation économique et de la création d'emplois dans le secteur de la construction et des zones franches industrielles principalement. Dans cette conjoncture, le gouvernement s'est vu dans l'obligation, à partir de 1988, de mettre en œuvre une série de mesures pour contrôler l'inflation et entrer dans un régime de discipline monétaire, de libéralisation des prix, d'élimination des subsides aux projets d'investissement et d'aliments⁴⁶. L'application de ces mesures a été plus radicale avec le nouveau gouvernement qui a pris le pouvoir en 1990.

1.2.3 La période post-révolution des années 1990

En 1990, le conflit armé se termine avec le changement de gouvernement et les États-Unis mettent fin au blocus économique⁴⁷. Le pays entre de nouveau dans un régime d'économie de marché, de libéralisation des prix et un processus de privatisation des entreprises publiques est entamé. Le nouveau gouvernement s'est fixé trois grands objectifs : (i) que le secteur privé et le libre marché deviennent le moteur de l'économie; (ii) la stabilisation économique et (iii) la réduction du déficit fiscal et de la dette extérieure⁴⁸.

Toutefois, la récession économique a continué et le gouvernement en place a décidé de signer un accord avec le Fonds monétaire international (FMI) et un nouveau plan économique a été appliqué avec l'aide internationale. Cet accord visait la réduction de l'État, la restructuration du secteur public, la diminution des effectifs des forces armées, la privatisation des entreprises publiques, la libéralisation du taux d'échange et la restructuration de la banque.

⁴⁵ Arana, M. et Rocha, J., «Efecto de las políticas macroeconómicas y sociales sobre la pobreza en el caso de Nicaragua», pp.17, (1997), en ligne: <http://198.62.77.13/sds/doc/721spa.pdf>, p.10

⁴⁶ Ibidem, pp.10

⁴⁷ Rodríguez Alas, T., 2002, *Ajuste estructural y desarrollo rural en Nicaragua*, Cuaderno de investigación No.16, Nitlapan, UCA, pp.38

⁴⁸ Supra note 45, p12-13.

Par l'application de cet accord, 188 600 employés du secteur public et du secteur bancaire ont été congédiés et 351 entreprises de l'État ont été privatisées⁴⁹.

Bien que ces mesures soient parvenues à contrôler l'inflation et à stabiliser les prix⁵⁰, le pays s'est vu contraint à signer deux nouveaux accords avec le FMI afin de pouvoir bénéficier de l'aide de la coopération internationale. Ces accords prévoyaient, entre autres, la suppression de 9000 emplois supplémentaires dans le secteur public, la réduction du déficit public et la fermeture de la Banque Nationale de développement (BANADES) qui desservait les petits producteurs agricoles et les petits entrepreneurs⁵¹.

Ces réformes connues sous le nom « d'ajustements structurels » ont nui à certains secteurs de l'économie et à une grande partie de la population. Dans le secteur agricole seulement, l'insertion de l'économie nationale au marché international a fait diminuer les exportations des produits traditionnels (le café, le coton, la banane, le sucre et les fruits de mer, entre autres) pour faire place à l'exportation de produits non traditionnels comme les produits manufacturiers et agroalimentaires⁵². Puisqu'aucune mesure ou politique d'industrialisation n'a été adoptée par le gouvernement afin de réactiver la production interne face à l'ouverture du marché, plus de 40 000 emplois dans le secteur de l'industrie ont été perdus en raison de la fermeture des industries et des difficultés d'intégration au marché extérieur très compétitif. Le taux de chômage s'est élevé à 21,8 %, et celui du sous-emploi a dépassé 50 % de la PEA dans les premières années de cette période⁵³.

D'une croissance économique moyenne de 3,1 % enregistrée durant la période de 1990 à 2008, celle-ci est passée à 1,9 % en 2009⁵⁴. Les exportations ont diminué de 26 %⁵⁵ et 25 000

⁴⁹ Supra note 47, p.39-40.

⁵⁰ Supra note 45, p.15.

⁵¹ Supra note 47, p.41-45.

⁵² Espinoza G., Isolda, 2004, *Perfil de género de la economía nicaragüense en el nuevo contexto de la apertura comercial* 1^a éd. UNIFEM, Managua, Nicaragua, , pp.105-106. En ligne: http://www.pnud.org.ni/files/perfil_complete.pdf, p.133-137.

⁵³ Supra note 45, p.2-4.

⁵⁴ Revista Perspectiva, Suplemento de análisis político No.29, febrero 2009, p.3

⁵⁵ Grigsby, Arturo. 2009. «Nicaragua, Golpe a golpe, paso a paso, la crisis mundial nos está afectando severamente». *Revista Envio*, número 324, en ligne: <http://www.envio.org.ni/articulo/3973>

emplois ont été perdus par la fermeture d'entreprises textiles⁵⁶. Tandis que d'autres pays de la région, tels que le Salvador, mettaient en place des mesures visant à promouvoir la création d'emploi⁵⁷, au Nicaragua, le manque de ressources financières et la forte dépendance vis-à-vis de la coopération internationale ne lui ont pas permis de créer les conditions pour dynamiser l'économie ni d'offrir des incitatifs fiscaux et des subventions à l'industrie. Au contraire, différents programmes et projets ont subi des compressions importantes en fonction de fonds réellement disponibles étant donné la crise économique. De plus, en raison des divergences entre le gouvernement et ses principaux bailleurs des fonds l'aide de la coopération a été diminuée, une aide qui avait déjà subi des compressions pour un montant de 360 millions de dollars américains⁵⁸.

Malgré tous ces obstacles, le Nicaragua est parvenu à retrouver un certain équilibre. Le secteur de l'industrie a commencé à montrer signes de réactivation grâce à une série de mesures et de programmes qui visaient à renforcer le secteur des microentreprises, des petites et moyennes entreprises⁵⁹ dont la compétitivité est considérée comme déterminante dans la stratégie de lutte à la pauvreté et dans le processus de réactivation économique tel que le souligne le Plan national du développement adopté en 2008⁶⁰. Cependant, la croissance économique demeure modeste et reste d'ailleurs une des plus faibles de la région. D'importants défis restent à relever autant sur le plan économique que social particulièrement en matière d'investissement en technologie, éducation et les infrastructures, etc⁶¹.

⁵⁶ Revista Confidencial Edición 2010, en línea: <http://www.confidencial.com.ni/articulo/349/17-300-empleos-perdidos-en-zonas-francas>

⁵⁷ ECLAC/OIT. 2009. «Crisis de los mercados laborales y respuestas contra cíclicas. *Coyuntura laboral en América latina y el Caribe*» CEPAL, Boletín No.2, p.13
[http://www.oit.org.pe/WDMS/bib/publ/coyuntura/boletin_2\[cepal-oit\]sp.pdf](http://www.oit.org.pe/WDMS/bib/publ/coyuntura/boletin_2[cepal-oit]sp.pdf)

⁵⁸ Arana, M. Chamorro, J., De Franco, S., Rivera R. et Rodríguez, M. 1999. *Nicaragua dans Gasto publico en servicios sociales basicos en América Latina y el Caribe. Publications. CEPALC*, pp. 587-632, en ligne : <http://www.eclac.org/publicaciones/xml/8/4648/NICARAGUA.pdf>

⁵⁹ *Supra note 22*, p.372-374

⁶⁰ *Plan nacional de desarrollo nacional 2008-2012, Plan National du Développement 2008-2012*. En ligne : http://www.pndh.gob.ni/documentos/Plan_%20Nacional_%20de_%20Desarrollo_%20Humano%202008-2012-Nicaragua.pdf

⁶¹ Morales, R., Peres, J., Zabalaga, M. et al, s/d. «Pobreza y globalización en América Latina, estudio de casos : Bolivia y Nicaragua», p. 121-122, En ligne: <http://www.cep.org.bo/filespub/Pobreza-globalizacion.pdf>

1.3 Le marché du travail : formel et informel

En 2005, 2 080 898 travailleurs composaient la population économiquement active (PEA) du Nicaragua⁶² ce qui représente 44,9 % de la population totale. Sur ces 2 080 898 travailleurs (agricoles et non agricoles) 762 658 travaillaient dans le secteur moderne de l'économie ou formel, dont 136 000 à la fonction publique⁶³. Le secteur informel absorbait donc 1 318 241 travailleurs soit 63,1 % de la PEA⁶⁴. Il s'agit pour la plupart, d'activités d'auto-emploi et de petits établissements dans lesquels œuvrent des travailleurs familiaux non rémunérés⁶⁵. Il est à noter que le rythme de croissance de la PEA (environ 4 % annuellement⁶⁶) exerce une grande pression sur un marché du travail qui n'a pas la capacité d'absorber toute cette main-d'œuvre aggravant ainsi la situation de pauvreté au pays tel que signalé dans un rapport publié par le programme des Nations unies pour le développement sur les Objectifs du Millenium⁶⁷. Il est à noter que jusqu'aux années 1980, le taux d'emploi dans le secteur moderne ou formel de l'économie restait relativement similaire à celui du secteur informel. C'est à partir de 1980 qu'on observe une augmentation considérable du secteur informel, comme nous l'avons expliqué à la section 1.2. Le manque d'emploi est toujours un des principaux problèmes de la population, car le secteur moderne ne parvient pas à absorber la main-d'œuvre qui est en constante croissance⁶⁸.

⁶² Instituto Nacional de Información y Desarrollo (INIDE), « Informe General sobre encuestas de hogares, para medición del empleo noviembre 2005 », 2006, p.3. En ligne: <http://www.inec.gob.ni/Pobreza/publicacion/EmpNov05.pdf>

⁶³ Ibidem, p. 4

⁶⁴ Ibidem

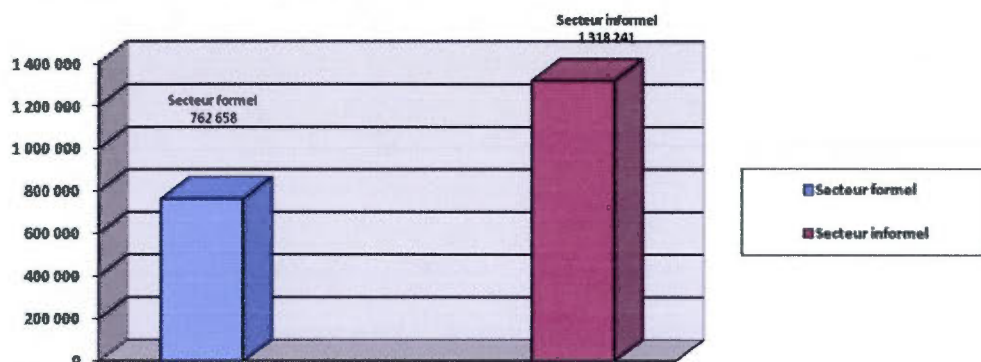
⁶⁵ Ibidem

⁶⁶ Supra note 20, p. 19

⁶⁷ Supra note 17, p. 14

⁶⁸ Supra note 61, p. 124-125

Figure 3: Emplois dans les secteurs formel et informel



Source : Enquête auprès des ménages pour mesurer l'emploi, 2005. Institut national d'information et de développement du Nicaragua (INIDE). En ligne : <http://www.inide.gob.ni/bibliovirtual/publicacion/Infemp04.pdf>

Il importe de mentionner également que le secteur agricole est un des plus importants fournisseurs d'emplois au pays. Cependant, le taux d'emploi est en diminution depuis les années 1960. Il est passé de 60 % en 1963 à 34,1 % en 2005⁶⁹. L'instabilité économique, le manque de ressources, la difficulté d'accéder au financement et à l'assistance technique, ainsi que la pauvreté poussent les petits producteurs à abandonner leurs exploitations agricoles⁷⁰.

Dans le secteur manufacturier, minier et de la construction, la situation a été un peu différente. Depuis une période de grande instabilité politique et économique durant les années 1980 et 1990 qui a eu comme résultat une diminution importante de l'activité industrielle, le secteur a connu une forte croissance notamment en raison du développement de l'industrie de la maquila faisant passer le taux d'occupation de 12,5 % en 2000 à 18 % en 2005. Le secteur est majoritairement composé par des microentreprises, des petites et des moyennes entreprises (80 %). La grande entreprise ne représente que 8,6 % du secteur, ce qui nous indique la présence prédominante de petits établissements caractérisés par un taux élevé d'informalité⁷¹. En 2005, 409 534 personnes travaillaient dans ce secteur économique dont 231 125 (56,4%) dans des activités à faible productivité ou informelles et 178 409 (43,5%)

⁶⁹ *Supra* note 22, pp.77

⁷⁰ *Ibidem*, p.78

⁷¹ *Ibidem*, p.393-394

travaillaient dans le secteur moderne ou formel⁷². Cela est très révélateur de la fragilité du secteur et des obstacles auxquels le pays doit faire face pour améliorer la compétitivité et la productivité de ces établissements.

Le secteur du commerce et de services est le plus dynamique de l'économie nicaraguayenne. Alors que dans les années 1950 le taux d'emploi était de 17 %, celui-ci est passé à 46,9 % en 2005 en raison du mouvement migratoire vers les villes qui a contribué à l'expansion du secteur informel urbain⁷³. En 2003⁷⁴, on dénombrait 65 358 entreprises commerciales au Nicaragua, dont 90,7 % était des microentreprises, 9,1 % des moyennes entreprises et un maigre 0,2 % des grandes entreprises. Ce secteur donnait emploi à 1 070 427 travailleurs, dont 656 099 (61,2%) dans le secteur informel et 414 328 (38,7) dans le secteur moderne⁷⁵.

Nous constatons donc, une prédominance des petits établissements dans tous les secteurs de l'économie dont une grande majorité est à faible productivité.

1.4 Le parc entrepreneurial du Nicaragua et la microentreprise

D'après la CEPALC⁷⁶, il existe au Nicaragua environ 328 000 établissements dont 234 000 sont de type familial dans lesquels œuvrent des travailleurs non rémunérés (auto-emploi). Les établissements ayant la capacité d'employer des travailleurs salariés sont autour de 94 000 dont 71 000 sont des microentreprises, 19 000 des petites entreprises et 3 000 sont des moyennes et des grandes entreprises.

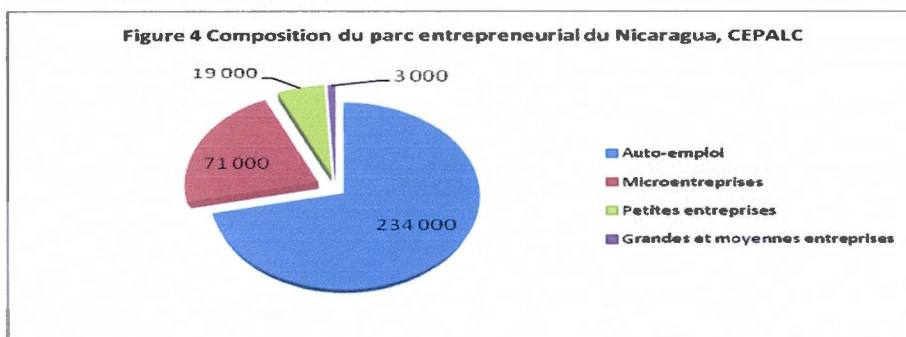
⁷² Supra note 62

⁷³ Ibidem

⁷⁴ Supra note 22, p.510

⁷⁵ Supra note 62

⁷⁶ Supra note 9, p. 55-56



Source : Compilation de l'auteur à partir de Chacaltana, E., *Experiencias de formalización empresarial y laboral: un análisis comparativo en Guatemala, Honduras y Nicaragua*, 2009, CEPALC, ». En ligne: http://www.eclac.org/publicaciones/xml/8/36888/Serie_MD_88.pdf

Pour déterminer le nombre d'établissements (formels et informels confondus) qui composent le parc entrepreneurial du Nicaragua, le CEPALC s'est servi l'enquête auprès des ménages qui ont déclaré exercer une activité économique de 2007 de l'Institut national d'Information et de Développement (INIDE). Le rapport du CEPALC distingue ainsi deux groupes : (i) les activités d'auto-emploi, celles dans lesquelles participent des travailleurs familiaux non rémunérés, et (ii) les microentreprises qui sont des établissements dans lesquels œuvrent des travailleurs rémunérés⁷⁷.

Toutefois, le rapport publié par le ministère de l'Industrie du Nicaragua (MIFIC) en 2001 indiquait plutôt que le nombre d'entreprises au pays était de 153 712 en les regroupant de la manière suivante⁷⁸ :

Tableau 2 Composition du parc entrepreneurial, MIFIC

Type d'établissement	Nombre	Taille (nombre des travailleurs)
Entreprises unipersonnelles	98 363	1
Microentreprises	49 718	2-5
Petites entreprises	4 526	6-20
Moyennes entreprises	712	21-100
Grandes entreprises	393	101 et plus

Source : Morales, R., Peres, J., Zabalaga, M. et al, s/d. « Pobreza y globalización en América Latina, estudio de casos: Bolivia y Nicaragua », p. 132, En ligne: <http://www.cep.org.bo/files/pub/Pobreza-globalizacion.pdf>

⁷⁷ Supra note 9, p. 55

⁷⁸ Supra note 3, p. 14

À la même période, une autre étude réalisée par le projet centraméricain d'appui aux programmes de microentreprise (PROMICRO) du Bureau international du travail (BIT) en collaboration avec l'INPYME faisait part de l'existence de 366 000 entreprises non agricoles au pays⁷⁹ :

Tableau 3 Composition du parc entrepreneurial, PROMICRO

Type d'établissement	Nombre	Taille (nombre des travailleurs)
Auto-emploi	296 000	1-3
Microentreprises	63 000	3-5
Petites entreprises	7 000	6-30
Moyennes entreprises	569	31-100
Grandes entreprises	161	101 et plus

Source : PROMICRO/BIT dans Propuesta de Desarrollo para la Micro, Pequena y Mediana Empresa Nicaragüense, 2001, INPYME, p.15.

Comme on peut le constater, les écarts sont importants entre ces trois études. Divers facteurs peuvent l'expliquer : la méthode de compilation des données, les critères utilisés pour mesurer ou quantifier les établissements ainsi que les types d'établissements qui sont pris en considération dans les statistiques. En effet, l'étude du ministère de l'Industrie (MIFIC) était axée sur les entreprises dont la source d'information était l'annuaire économique urbain du ministère d'Économie tandis que l'étude du PROMICRO s'oriente plutôt vers l'étude du marché du travail. Son analyse est axée sur les établissements qui comprennent autant les entreprises que les activités d'auto-emploi. Tout comme l'étude de la CEPALC à laquelle nous avons fait référence plutôt, l'analyse faite par le PROMICRO s'appuie sur des données extraites des enquêtes auprès des ménages pour déterminer la distribution de l'emploi selon le type d'activité réalisée.

Par ailleurs, le seul critère utilisé dans ces rapports pour caractériser et identifier les différents types d'établissements est le nombre des travailleurs. Cela s'avère insuffisant pour identifier les types d'établissements qui composent le secteur de la microentreprise et les activités d'auto-emploi. Évidemment, le taux élevé d'informalité des établissements reste un énorme

⁷⁹ Supra note 3, p. 15

défi à relever dans le processus de quantification. D'après l'étude de la CEPALC⁸⁰, le nombre d'entreprises enregistrées auprès de l'institut nicaraguayen de la Sécurité sociale en 2007 n'était que de 15 000 sur 94 000, soit 16% du total des établissements dans lesquels œuvrent des travailleurs salariés. Par conséquent, 84% des établissements sont informels, cela dit, ne remplissent pas toutes les conditions exigées par la législation pour opérer comme entreprise légalement incorporée. Ce sont principalement les établissements qui composent le segment de la microentreprise qui sont dans l'informalité. Le taux d'informalité des établissements serait encore plus élevé si on tenait compte également des établissements familiaux dans lesquels œuvrent des travailleurs familiaux non rémunérés.

La grande majorité de ces établissements (70%) se concentrent dans les régions urbaines du pays (Managua, Masaya, León, Granada, Rivas), 20,5 % dans la zone centrale (Jinotega, Matagalpa, Estelí, Nueva Segovia). Dans la zone de l'Atlantique, la présence des MYPES est faible, seulement 9,4 % des établissements se situent dans cette région qui est une des plus affectées par la pauvreté⁸¹.

Tableau 4 Localisation des petits établissements

Localisation	% établissements
Région du pacifique	70
Région centrale	20,5
Région atlantique	9,4

Source : Van der Kamp, 2006. *PYMES, competitividad y SDE en Nicaragua*, Nitlapan

Nous pouvons constater que les établissements se concentrent dans les régions qui offrent des meilleures conditions de vie et où l'incidence de la pauvreté est moindre. Dans la région de l'Atlantique qui affiche un taux de pauvreté sévère (voir fig. 1), la concentration des petits établissements est moins importante.

En ce qui est la distribution de ces établissements selon le secteur économique, environ 50 % des établissements opèrent dans le secteur du commerce, 17% dans l'industrie; 8% dans le

⁸⁰ Supra note 9, p.55

⁸¹ Van der Kamp, 2006. *PYMES, competitividad y SDE en Nicaragua*, Nitlapan, p.18

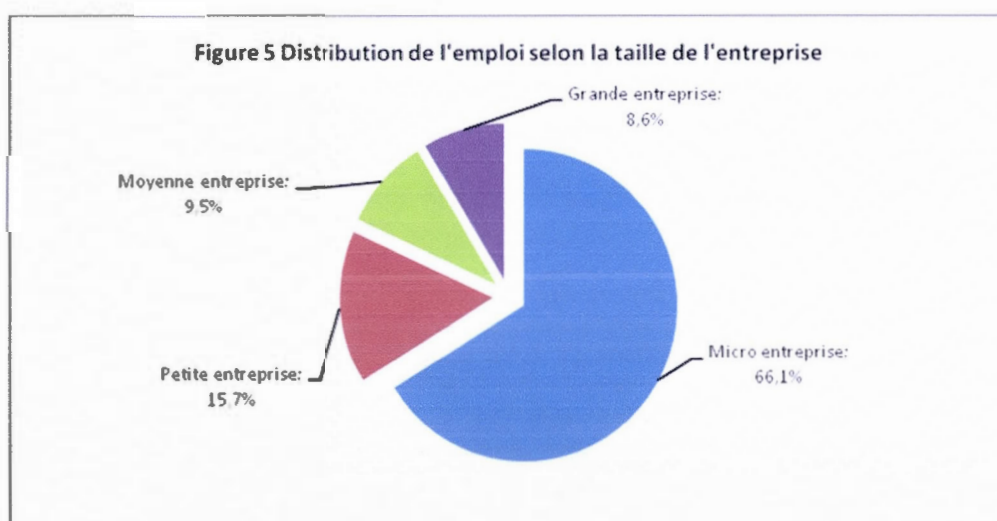
secteur des services et 6% dans le secteur du tourisme. Les autres activités : bois-meubles, cuir et chaussure, artisanat, comptent pour 18 % des établissements. Il est à noter que les activités d'auto-emploi se concentrent surtout dans le secteur du commerce, de l'agro-industrie (boulangeries et aliments) et dans l'artisanat⁸².

Tableau 5 Distribution des établissements selon le secteur économique

Secteur économique	% établissements
Commerce	51
Industrie	17
Service	8
Tourisme	6

Source: Van der Kamp, 2006. *PYMES, competitividad y SDE en Nicaragua, Nitlapan*

Quant au rôle que ces établissements jouent en matière d'emploi, les données publiées en 2005 par l'Institut national de l'information et du développement (INIDE)⁸³ révèlent que les microentreprises (1-5 travailleurs) absorbent 66,1 % de l'emploi, la petite entreprise, 15,7 %, la moyenne entreprise 9,5 % et la grande entreprise, 8,6%.



Source : Compilation de l'auteur à partir de l'enquête réalisée auprès des ménages, 2005. Instituto Nacional de Información y Desarrollo (INIDE), « Informe General sobre condiciones de los hogares, para medición del empleo noviembre 2005 », 2006. En ligne: <http://www.inec.gob.ni/Pobreza/publicacion/EmpNov05.pdf>

⁸² Supra note 81, p.19

⁸³ Supra note 62, p. 17

Comme nous pouvons le constater, la plupart des travailleurs œuvrent dans le segment de la microentreprise et de l'auto-emploi, un segment majoritairement informel. Il est clair que le secteur informel et plus particulièrement le segment de la microentreprise constitue une source importante d'emploi au pays et contribue à pallier les problèmes de pauvreté et de chômage qui affectent une grande partie de la population. C'est pourquoi, depuis les années 1990, des programmes d'aide aux petites entreprises se sont multipliés dans diverses régions du monde. Au Nicaragua⁸⁴, des études ont été menées par le projet centraméricain d'appui aux programmes de microentreprise du Bureau international du Travail (PROMICRO) afin d'identifier les moyens à implémenter pour favoriser leur développement et améliorer leur compétitivité comme nous le verrons au chapitre IV.

CONCLUSION

Ce chapitre nous amène à notre problématique et illustre que l'informalité est un phénomène complexe dont la cause principale est la pauvreté. Certes, le taux élevé de pauvreté dans les régions rurales du Nicaragua incite leurs habitants à quitter leur terre pour aller s'installer dans des villes qui leur offrent la possibilité d'améliorer leurs conditions de vie. Cependant, d'autres facteurs peuvent également intervenir et contribuer à l'expansion du secteur informel. L'histoire récente du Nicaragua, chargée des conflits politiques et militaires qui ont fait plonger le pays dans une profonde crise économique et institutionnelle, a favorisé l'expansion du secteur informel urbain. En effet, c'est dans les années 1980 et plus particulièrement dans les 1990 que le secteur informel prend de l'ampleur au Nicaragua. Les statistiques nous permettent de constater d'une part que la proportion de la population qui travaille dans de petits établissements et notamment dans des activités d'auto-emploi est très élevée, 63% en 2005 et de l'autre, l'existence d'un nombre considérable d'établissements qui opèrent de manière informelle (entre 200 000 et 400 000).

⁸⁴ *Création du Programme national d'aide à la micro-entreprise*, Décret No.6-94, Art. 1, approuvé le 8 mars 1994, publié dans la Gaceta No. 59 le 24 mars 1994, en ligne : [http://legislacion.asamblea.gob.ni/Normaweb.nsf/\(\\$All\)/4834B41E3D5F8EE5062570A10057B1AF?OpenDocument](http://legislacion.asamblea.gob.ni/Normaweb.nsf/($All)/4834B41E3D5F8EE5062570A10057B1AF?OpenDocument),

Cependant, il est difficile de connaître le nombre exact d'établissements qui existent au pays, car le taux élevé d'informalité des établissements ne permet pas l'obtention des données fiables. En outre, l'absence de critères uniformes servant à quantifier les établissements qui composent le secteur informel se traduit par des écarts importants d'une étude à l'autre. Certains vont considérer dans leurs données uniquement les établissements qui ont la capacité d'embaucher des travailleurs salariés. D'autres vont tenir compte également des activités d'auto-emploi dans lesquelles œuvrent des travailleurs familiaux non rémunérés et qui sont majoritaires au pays. Les chapitres II et III nous permettront d'avancer sur cette question.

Parmi les sources citées dans ce chapitre, le CEPAL et le PROMICRO sont celles qui se rapprochent le plus de la réalité du secteur, car elles prennent en considération autant les petits établissements (microentreprises) et les activités d'auto-emploi. Quoi qu'il en soit, ces activités servent à pallier les problèmes de chômage et de pauvreté de milliers de travailleurs. Cependant, le faible niveau de qualification de ces travailleurs limite la capacité de développement et de productivité de ces établissements ainsi que les possibilités d'amélioration des conditions de vie des personnes qui y travaillent.

DEUXIÈME PARTIE

APPROCHES THÉORIQUES ET CADRE D'ANALYSE

CHAPITRE II

LE STRUCTURALISME LATINO-AMÉRICAIN ET LES PRINCIPALES APPROCHES THÉORIQUES DU SECTEUR INFORMEL

Dans ce chapitre, nous allons nous attarder sur la problématique du secteur informel dans les pays sous-développés et son analyse selon les différentes approches théoriques qui abordent la question de l'excédent de la main-d'œuvre en Amérique latine. Plus particulièrement, nous allons nous concentrer sur l'approche structuraliste latino-américaine. Alors, dans la première partie, nous ferons référence aux fondements théoriques du structuralisme latino-américain et son évolution. En deuxième partie, nous traiterons de l'émergence de la notion du *secteur informel* et des caractéristiques qui s'y rattachent. La troisième section présentera les critères auxquels a recours le Bureau international du travail (BIT) pour rendre opérationnelle cette notion. Ensuite, nous ferons un survol des principales approches théoriques du secteur informel en Amérique latine en dégagant les principaux points de convergence ou de divergence avec le structuralisme. Pour clore ce chapitre, nous présenterons la démarche méthodologique utilisée en Amérique latine pour l'identification et caractérisation des établissements à faible productivité selon la perspective structuraliste du Programme régional de l'emploi pour l'Amérique latine et les Caraïbes (PREALC) du Bureau international du Travail (BIT) dont nous allons nous en inspirer afin d'analyser le secteur de la microentreprise et son niveau de segmentation.

2.1 Les fondements théoriques du structuralisme latino-américain

Dès 1950, la surabondance de main-d'œuvre dans les pays sous-développés est devenue un sujet d'inquiétude et d'étude par des sociologues tels que Raul Prebisch⁸⁵ et Celso Furtado⁸⁶ ainsi que par la Commission économique pour l'Amérique latine et le Caraïbe (CEPALC⁸⁷) qui sont les principaux précurseurs de la théorie du développement périphérique. Cette théorie est considérée comme étant la pierre angulaire de la théorie structuraliste latino-américaine⁸⁸.

2.1.1 La théorie du développement périphérique et la notion d'hétérogénéité structurelle

R. Prebisch écrivait que le sous-développement ne devrait pas être perçu comme un simple retard dans le processus de développement attribuable aux facteurs liés aux structures sociales, mais plutôt comme un mode de fonctionnement et d'évolution de certaines économies⁸⁹. Pour lui, une des principales caractéristiques des pays sous développés est l'existence de deux types d'économies (périphérique et du centre) qui est le résultat des conditions de croissances inadéquates dans la périphérie qui entravent le processus d'industrialisation et le progrès technique. Dans un tel contexte, la planification et l'action de l'État s'avèrent fondamentales pour promouvoir l'industrialisation et éviter ainsi le déséquilibre structurel, l'inflation, la préservation du sous-emploi et la distribution inégale des revenus dans les pays de la

⁸⁵ Prebisch, Raúl est un économiste, qui a dirigé la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPALC) en 1950. Il est considéré comme le fondateur du structuralisme latino-américain et compte parmi ses principaux ouvrages les titres suivants : « Le développement économique en Amérique latine » (1949) et « Capitalismo periférico. Crisis y transformación » (1981).

⁸⁶ Furtado, Celso, économiste brésilien et un des experts de la CEPALC dans les années 1950. Il s'est consacré à l'étude du développement périphérique en incorporant dans son analyse une perspective historique. Il compte parmi ses principaux ouvrages : « Formación económica de Brasil » et « Desarrollo y subdesarrollo en América Latina ».

⁸⁷ La CEPALC est une des cinq commissions régionales des Nations Unies. Elle a été fondée le 25 février 1948 par résolution 106(VI) de la Commission économique et sociale de l'ONU. En ligne : http://www.eclac.org/cgi-bin/getprod.asp?xml=/noticias/paginas/4/21324/P21324.xml&xsl=/tpl/p18fst.xsl&base=/tpl/top-bottom_acerca.xsl

⁸⁸ Furtado, Celso, 1976, *Théorie du développement économique*, Presse Universitaires de France, 1^{ère} Édition, 281p.

⁸⁹ Rodriguez, Octavio. 2001. « Prebisch : actualidad de sus ideas básicas », Review Cepalc, No. 76, p.41-52. En ligne : <http://www.eclac.cl/publicaciones/xml/9/19319/rodriguez.pdf>

périphérie⁹⁰. C'est à partir de l'identification de ces facteurs servant à caractériser les économies sous développées que Prebisch et la CEPALC ont fondé leur analyse sur le développement périphérique. Un des concepts clés, employé par Prebisch dans l'élaboration de cette théorie du développement centre-périphérie, est celui de l'hétérogénéité structurelle⁹¹ que nous aborderons plus loin.

Comme le mentionne Bielschowsky, R.⁹², Celso Furtado a également fait d'importantes contributions à la théorie du développement et du structuralisme latino-américain. Premièrement, il a donné à son analyse une perspective historique en démontrant que les dualités ou hétérogénéités sociales et économiques ont caractérisé durant des siècles les sociétés latino-américaines. Il décrivait le sous-développement comme un processus historique autonome et non pas comme une étape du processus de développement. Pour lui, l'expansion capitaliste, dans des régions ayant des systèmes précapitalistes, donnait lieu à la création de structures dualistes, soit à un secteur qui s'organise sur la base de la maximisation du profit et un autre secteur qui lui, conserve le système de production précapitaliste. Le sous-développement est une situation particulière disait-il, créée par l'expansion des économies capitalistes qui tire profit des ressources naturelles et de la main-d'œuvre dans les pays d'économies précapitalistes et qui peut se manifester de diverses manières ou à des degrés différents. Par exemple, dans une société donnée, il peut y avoir de grandes entreprises étrangères qui coexistent avec un large secteur d'économie de subsistance. On peut y retrouver également trois secteurs : un secteur de subsistance, un autre tourné vers l'exportation et un troisième orienté vers le marché interne, suffisamment diversifié pour produire certains biens dont l'économie nationale a besoin pour se développer, mais insuffisant en matière de création d'emplois. Pour Furtado, ces types d'économies sous-

⁹⁰ Bielschowsky, R. 2006, « Vigencia de los aportes de Celso Furtado al estructuralismo », Review Cepalc, No. 88, p. 8. En ligne:

<http://www.eclac.cl/publicaciones/xml/0/24340/G2289eBielschowsky.pdf>

⁹¹ La notion d'*hétérogénéité structurelle* est utilisée pour qualifier le système productif de la région latino-américaine, laquelle se caractérise par l'existence d'un secteur orienté principalement vers le marché extérieur et hautement productif, et un secteur composé par des activités économiques à faible productivité et orienté vers le marché interne. (Voir Cimoli, M., Prinni, A., Pugno, M. 2006. «Un modelo de bajo crecimiento: la informalidad», dans *Revue CEPALC*, No.88, p.92. En ligne :

<http://www.eclac.cl/publicaciones/xml/5/24345/G2289eCimoliPrinniPugno.pdf>

⁹² Supra note 90, p. 9

développées, peuvent connaître des périodes prolongées de croissance sans pour autant voir diminuer leur dépendance face à l'extérieur et à leur hétérogénéité structurelle, caractéristiques essentielles du sous-développement.

Deuxièmement, il a introduit le débat sur l'impossibilité du secteur urbain d'absorber l'abondance de main-d'œuvre causée par la migration des travailleurs ruraux vers les villes ce qui contribue, disait-il, à la perpétuation du sous-emploi et de la dualité en Amérique latine. Pour lui, l'abondante main-d'œuvre qui est disponible dans la région pourra difficilement être absorbée même si la région parvient à garder un taux de croissance économique à long terme. La croissance économique ne garantit pas une diminution du taux de chômage, du sous-emploi, de l'hétérogénéité technologique et de l'injustice sociale⁹³.

Troisièmement, Furtado a analysé la croissance économique et son rapport avec la distribution des revenus. Selon lui, la concentration des revenus, de la propriété et la technologie dans le secteur moderne des économies latino-américaines ne fait que renforcer un modèle d'investissement inadéquat pour l'Amérique latine qui se traduit en sous-emplois et bas salaires. Contrairement aux pays du centre, le modèle de croissance dans les pays de la périphérie a tendance à préserver l'abondance de la main-d'œuvre et empêcher l'amélioration des conditions des travailleurs⁹⁴.

2.1.2 Dualisme et marginalité

C'est dans le cadre des théories du développement, qu'émerge en 1950, la vision d'une économie duale dans les pays en développement. R. Prebisch et C. Furtado divisent ainsi l'économie sous-développée en deux secteurs : un secteur *avancé* qui profite de la technologie moderne et un secteur *arriéré* qui est en marge et n'en profite pas. Quand le capital ou la richesse sont insuffisants pour absorber toute la main-d'œuvre disponible, une désarticulation structurelle propre au sous-développement se produit et, par conséquent, le capitalisme doit coexister avec des formes d'organisation dualiste. Le sous-développement

⁹³ Supra note 90, p.9-10

⁹⁴ Ibidem, p. 10

est donc le résultat de nouvelles conditions historiques qui transforment ce dualisme en une caractéristique structurale permanente. Le niveau de sous-développement des pays de la périphérie serait déterminé en fonction de la place qu'occupe le secteur arriéré dans le produit global. Pour promouvoir leur développement, des conditions minimales telles que l'accroissement du secteur avancé, la stabilité ou une plus grande absorption de la proportion de la main-d'œuvre employée dans ce secteur sont nécessaires⁹⁵. Le développement était ainsi considéré comme étant le processus dans lequel le secteur arriéré s'intègre au secteur moderne et le sous-développement comme la résistance du secteur arriéré à intégrer le secteur moderne⁹⁶.

Il est à noter que cette notion de « dualisme » employé par Furtado et les représentants du structuralisme latino-américain ne vise pas à présenter la structure sociale de l'Amérique latine comme étant formée de deux secteurs indépendants l'un de l'autre. Au contraire, selon Furtado, ce dualisme se caractérise justement par l'interdépendance existante entre ces deux modes de production que sont les secteurs capitalistes et non-capitalistes. Surtout que les bénéfices générés par le secteur capitaliste dans les structures dualistes reposent ou dépendent des relations qu'il entretient avec le secteur non capitaliste. L'étude du dualisme consiste donc à découvrir avec exactitude ces interdépendances⁹⁷.

C'est justement pour caractériser ce dualisme existant dans les sociétés latino-américaines qu'émerge la notion *d'hétérogénéité structurelle*, une notion centrale dans l'analyse des sociétés sous-développées qui fait référence aux différences économiques, sociales, politiques, technologiques et culturelles existantes entre les pays du centre et ceux de la périphérie. Comme le signalent Nohlen et Sturm⁹⁸, les structuralistes essaient de démontrer que les structures économiques du centre sont diversifiées, tandis que celles des périphéries se spécialisent en fonction de ce qui doit être exporté vers les économies centrales. Le développement technologique est un privilège réservé à un nombre limité d'entreprises, de

⁹⁵ *Supra* note 9, p.137-152

⁹⁶ Nohlen, D., et Sturm, R., "La heterogeneidad estructural como concepto básico en la teoría del desarrollo", *Revue d'études politiques* (Nueva época), numéro 28, juil-Août 1982, p. 57

⁹⁷ *Ibidem*, p.162

⁹⁸ *Ibidem*, p.55-56.

sorte que l'hétérogénéité structurelle est la conséquence directe de ce progrès technique limité et sélectif dans les structures de production des économies périphériques, déterminée par les économies centrales.

Pour les structuralistes latino-américains, signale O. Rodriguez⁹⁹, le modèle de développement actuel tourné vers les marchés internationaux empêche les sociétés structurellement hétérogènes d'amorcer un processus de transition vers le développement et ni la croissance, ni l'expansion du secteur moderne, ne sortiront ces économies du sous-développement. Des réformes s'avèrent nécessaires afin d'homogénéiser les structures de production et de modifier les rapports que les pays sous-développés entretiennent avec le marché international. L'État occupe dans ce processus, un rôle central tant dans la production économique, que dans la fixation d'objectifs économiques et sociaux.

Par la suite, les structuralistes ont eu recours à cette notion pour caractériser la composition interne des pays de la périphérie, soit l'existence d'un secteur moderne et d'un secteur traditionnel¹⁰⁰. Ainsi, Anibal Pinto¹⁰¹ faisait référence à la décomposition du secteur productif dans deux grands groupes (un secteur primitif et un secteur moderne) et soulignait les différences existantes au niveau de la productivité dans ces deux secteurs. Il mentionnait par exemple que pour le secteur moderne agricole la productivité est de 14 fois plus élevée que celle du secteur primitif. Dans le secteur manufacturier, cette productivité devenait 30 fois supérieure à celle du secteur primitif. Cette notion d'hétérogénéité structurelle mettait en évidence, selon les structuralistes les rapports qui se forment entre le secteur moderne et traditionnel dans un même processus historique où ces deux secteurs se développent de manière interdépendante¹⁰². En effet, selon Pinto¹⁰³, tous les secteurs et toutes les composantes de la structure productive s'intègrent dans un contexte commun. Il existe, selon lui, une relation d'exploitation de la périphérie au profit des secteurs modernes, une

⁹⁹ Supra note 89, p.50 et 51

¹⁰⁰ Cimoli, M., Prinni, A., Pugno, M., «Un modelo de bajo crecimiento: la informalidad», dans *Revista CEPALC*, No.88 (2006), p.92, en ligne : <http://www.eclac.cl/publicaciones/xml/5/24345/G2289eCimoliPrinniPugno.pdf>

¹⁰¹ Pinto, A., 1976, «Heterogeneidad estructural y modelo de desarrollo reciente de la América Latina», dans *Inflación : raíces estructurales*, México, DF. Fondo de Cultura Económica, p. 104-109

¹⁰² Supra note 96, p. 57-58

¹⁰³ Supra note 101, p. 113

distribution inégale des investissements publics et privés et un transfert des excédents financiers vers les activités modernes.

Encore aujourd'hui, comme le signale Cimoli¹⁰⁴, cette hétérogénéité qui engendre des inégalités sociales et limite les possibilités d'accès des unités de production au progrès technologique, continue de caractériser les économies latino-américaines¹⁰⁵. En outre, l'adoption d'un modèle d'économie ouverte limite les possibilités d'enchaînement internes avec les autres secteurs de la production qui se traduit par une absorption insuffisante de la main-d'œuvre dans la région, et favorise l'expansion du secteur traditionnel ou périphérique. Cette *hétérogénéité structurelle* désigne donc la coexistence d'un secteur moderne orienté vers l'extérieur et incapable de créer un nombre d'emplois suffisants pour absorber la main-d'œuvre et d'un secteur à faible productivité qui absorbe cette main-d'œuvre excédentaire¹⁰⁶.

C'est à partir de la notion d'*hétérogénéité structurelle* que le Programme régional de l'emploi pour l'Amérique latine a entamée sa réflexion sur ce vaste secteur de la population qui ne réussissait pas à intégrer le marché du travail et qui a mené dans les années 1970, à l'émergence de la notion du « secteur informel » comme nous le verrons plus loin.

La marginalité était également un autre concept clé dans les études sur le développement, utilisé notamment par José Num¹⁰⁷, pour décrire le phénomène d'urbanisation rapide dans certains pays de l'Amérique latine et la formation de bidonvilles à la périphérie des centres urbains. Plus tard, dès 1960 et jusqu'au milieu des années 1970, cette notion s'est plutôt orientée à la description des conditions de vie, non seulement des habitants de ces bidonvilles, mais d'une grande partie de la population latino-américaine¹⁰⁸.

¹⁰⁴ Supra note 100, p.92-93

¹⁰⁵ Pinto, Anibal (1970), cité dans Nuñez Castrejón. A et Gómez Chifas, C, «Controversia y debate actual sobre el sector informal», (2008), *Análisis económico* No.54, vol. XXIII, pp.135, en ligne: <http://www.analisiseconomico.com.mx/pdf/5407.pdf>

¹⁰⁶ Supra note 100, p.92-93

¹⁰⁷ Num, José, 1968, *La marginalidad en América Latina-Informe Preliminar*

¹⁰⁸ Ibidem, p.5

Num argumentait qu'il existait en Amérique latine un système hégémonique de production capitaliste et que la société latino-américaine transitait d'un système traditionnel à un système moderne et, que cette transition était reliée à un processus historique nécessaire. Dans ce processus toutefois, une grande partie de la population de la société traditionnelle ne parvient pas à s'intégrer dans la société moderne. La société latino-américaine était ainsi, selon Num, composée d'une part par un groupe qui s'intègre au système moderne de l'économie et de l'autre par un groupe de population qui s'intègre d'une manière particulière (marginale) dans le système de production capitaliste¹⁰⁹.

En effet, des sociologues et des économistes notamment latino-américains, qualifiaient de *masse marginale*, un secteur ou groupe social qui restait à l'écart du développement comme résultat de deux phénomènes qui caractérisent le développement capitaliste en Amérique latine : (i) la marginalisation occupationnelle qui laisse le capitalisme et l'utilisation de la technologie et (ii) le processus d'urbanisation causé par le déséquilibre des secteurs économiques et la dynamisation des secteurs plus lucratifs pour le capital étranger. Ce double phénomène condamne à la marginalité la population des secteurs plus pauvres et démunis. Par conséquent, c'est le système capitaliste qui crée la marginalité ou la masse marginale¹¹⁰. La société était ainsi divisée selon ce concept, en deux secteurs : l'un, intégré par ceux qui participent au processus de développement et l'autre, intégré par ceux qui restent en marge, composé par toute la main-d'œuvre que le premier secteur se montrait incapable d'absorber¹¹¹.

Ce phénomène « dualiste » résultant de ce processus démontre justement la manière particulière dans laquelle ce système s'articule donnant lieu selon Num à trois types de marginalité¹¹² :

¹⁰⁹ Supra note 107, p. 31-32

¹¹⁰ Quijano, Anibal, 1969, cité dans Meneses Rivas, Max, «Enfoques teóricos sobre la problemática urbano popular en el Perú», dans *Revue Investigaciones Sociales*, année 2, No.2, UNMSM, Lima, pp.200, (1998). En ligne: http://sisbib.unmsm.edu.pe/bibvirtualdata/publicaciones/inv_sociales/N2_1998/a09.pdf

¹¹¹ *Ibidem*, pp.198-200

¹¹² Supra note 107, p. 37

- Un premier type de marginalité qui est la conséquence de l'hégémonie du système capitaliste sur le système précapitaliste. Ce dernier ne disparaît pas. Il crée des liens de subordination avec le système capitaliste dont le résultat est la non-absorption d'une grande partie de la population rurale latino-américaine. Ce type de marginalité fait référence à la main-d'œuvre rurale flottante ainsi qu'aux travailleurs rémunérés et travailleurs familiaux non rémunérés qui vivent dans des conditions très précaires;
- Le deuxième type de marginalité est représenté par la main-d'œuvre qui émigre vers les villes et ne parvient pas à s'intégrer dans le processus productif créant ainsi un effectif des travailleurs autonomes dont le travail est le seul capital qu'ils possèdent.
- Le troisième type de marginalité est composé par la main-d'œuvre qui a perdu son emploi et qui ne réussit pas à réintégrer le marché du travail.

La marginalité caractérise ainsi, selon Num¹¹³, la non-absorption d'une main-d'œuvre très hétérogène dans un marché dépendant. Par ailleurs, cette grande masse de travailleurs marginaux contribue à l'instauration d'un système de bas salaires et de conditions de travail très précaires dans les pays latino-américains.

Un autre représentant de cette approche de la marginalité était Anibal Quijano,¹¹⁴ qui contrairement à l'approche de José Num, considérait qu'en Amérique latine existait une société unique composée de structures sociales hétérogènes gravitant autour d'un système hégémonique de capital propre au capitalisme périphérique. Pour lui, la structure économique de l'Amérique latine se caractérisait par la concentration du capital dans certains secteurs de la société. Ainsi, dans le secteur précapitaliste se regroupaient les activités économiques qui opéraient dans des conditions très précaires et dont le marché était composé par la même population qui était exclue du secteur moderne de l'économie. Par conséquent,

¹¹³ Supra note 107, p.42-43

¹¹⁴ Supra note 110

l'accumulation de capital était pratiquement impossible pour ce secteur que Quijano appelait « pôle marginal »¹¹⁵.

Comme le mentionne Cervantes¹¹⁶, Num et Quijano ont été les premiers chercheurs en Amérique latine à analyser le segment de la population qui restait en dehors du progrès économique et technologique de la société latino-américaine dans une perspective de marginalité économique et sociale. Leurs études ont permis à d'autres théoriciens d'avancer dans l'analyse et l'étude du phénomène de l'informalité, comme nous le verrons dans la section suivante.

2.2 L'émergence de la notion du secteur informel

Le terme *informel* a été utilisé pour la première fois en 1970 par Keith Hart, un consultant du Bureau international du Travail (BIT) qui a rédigé un rapport sur l'emploi urbain au Ghana¹¹⁷. Dans ce rapport, Hart faisait référence à l'auto-emploi comme une source de revenus des travailleurs en milieu urbain dans ce pays¹¹⁸. Il a constaté que dans ce pays coexistait un mode de production capitaliste urbain caractérisé par son dynamisme, sa productivité et son emploi rémunéré avec un mode de production de type rural caractérisé par la stagnation, les activités à faible productivité comme l'auto-emploi urbain¹¹⁹. Avec Hart s'instaure une nouvelle étape dans l'analyse de la dualité qui caractérise les pays sous-développés : celle de la formalité et de l'informalité du marché du travail dans les pays sous-développés. Cette nouvelle approche était fondée sur une analyse empirique du marché du travail dans ce pays de l'Afrique plutôt que sur une analyse théorique¹²⁰.

¹¹⁵ Cervantes Niño, J., 2007. «Informalidad y racionalidad económica laboral en la zona metropolitana de Monterrey, 1995-2004: Nuevos paradigmas del empleo». Thèse de doctorat, Mexique, Universidad Autonoma de Nuevo león. 317p., p. 40

¹¹⁶ Ibidem, p.44

¹¹⁷ K. Hart, « Informal income opportunities and urban employment in Ghana » in *Journal modern African studies*, II 1 (1973), pp.61-69. En ligne: <http://www.docshare.com/doc/232435/Informal-Income-Opportunities-and-Urban-Emplo>

¹¹⁸ Portes, A., et autres, «La economía informal», dans *la Série No.100 de la Division de Développement social, Nations Unies, CEPALC*, (2004), pp.9. En ligne : http://www.eclac.cl/publicaciones/xml/5/20845/sps100_lcl2218.pdf

¹¹⁹ K. Hart cité par Nunez Castrejón, A. et Gómez ch., C, 2008, Supra note 105, p. 133.

¹²⁰ Supra note 115, p. 67

Quelque temps plus tard, le terme *informel* a été redéfini par le BIT dans un rapport sur la productivité de l'emploi au Kenya¹²¹, dans lequel on fait appel à la notion du « secteur informel ». Les délégués du BIT qui ont participé à cette étude avaient comme mission d'analyser les conditions productives au Kenya. Ils s'attendaient à un taux de chômage très élevé, mais ils ont plutôt constaté l'existence d'un volumineux secteur de la population qui travaillait dans des conditions très précaires et en marge de la loi afin de pouvoir vivre dans les espaces urbains¹²². Le rapport a mis en évidence le fait que la croissance urbaine causée par l'immigration n'entraînait pas une augmentation du taux de chômage, mais plutôt la création des petites entreprises.

Cette étude a permis au BIT de faire une analyse plus approfondie de cette problématique permettant ainsi de développer la notion de secteur informel afin d'identifier et caractériser une plus grande variété d'activités qui font partie de ce secteur. De cette manière, le BIT a défini le secteur informel à partir des caractéristiques suivantes¹²³ :

- Secteur facile d'accès;
- L'utilisation des ressources d'origine locale;
- Les établissements de type familial;
- Le taux d'emploi est élevé;
- Les activités non réglementées;
- Les heures de travail sont flexibles;
- Les établissements qui ne sont pas admissibles au crédit;
- Les produits bon marché;
- Le faible niveau d'instruction des travailleurs.

¹²¹ OIT, *Employment, incomes and equality: A strategy for increasing productive employment in Kenya* (Genève, 1972), cité dans Lautier, Bruno, 2004, *L'économie informelle dans le tiers monde*. Éditions La Découverte, Paris, pp.9

¹²² Supra note 115, p. 68

¹²³ Lautier, Bruno. 2004. *L'économie informelle dans le tiers monde*. Éditions La Découverte, Paris, pp.12-13

Ces caractéristiques sont devenues un outil important pour mesurer les activités informelles dans les pays en voie de développement et l'élaboration des politiques qui visent l'amélioration des conditions de vie de ce secteur de la population¹²⁴. Il est important de souligner également qu'à partir du rapport du Kenya, le secteur informel n'est plus considéré comme un secteur marginal, mais comme un secteur capable de créer de l'emploi et de lutter contre le chômage. Les établissements du secteur informel continuent à prendre de l'expansion même s'ils ne bénéficient pas de l'aide des autorités gouvernementales puisque les revenus que les travailleurs obtiennent dans ce secteur sont plus élevés que la moyenne salariale dans le secteur agricole¹²⁵.

Toutefois, signale Cervantes¹²⁶, le rapport a reçu quelques critiques, notamment sur le manque d'un cadre théorique permettant de justifier l'origine de la notion de *secteur informel* et sur l'absence d'une méthodologie servant à distinguer les activités informelles réalisées par les travailleurs de celles des établissements informels pour pouvoir mesurer le secteur. L'absence d'un cadre théorique a amené à différentes interprétations quant à l'origine du secteur informel, sa quantification et les politiques nécessaires pour le contrôler.

2.3 L'opérationnalisation de la notion « secteur informel » selon l'approche structuraliste du BIT : un outil méthodologique pour l'identification et la caractérisation des établissements à faible productivité

Afin d'avancer vers l'harmonisation des critères qui servent à mesurer la taille du secteur informel, le BIT adopte en 1993, lors de la Conférence des experts statisticiens du travail (CIST)¹²⁷, une résolution qui définit le secteur informel comme : l'ensemble d'unités produisant des biens ou des services dont le but principal est de créer des emplois et des revenus pour les personnes concernées. Ces unités ayant un faible niveau d'organisation opèrent à petite échelle et la division travail et capital est pratiquement inexistante. La

¹²⁴ Supra note 4, p.7-8

¹²⁵ Salas, Carlos, « El sector informal: Auxilio u obstáculo para el conocimiento de la realidad social en América Latina », s/d, p. 193-194. En ligne :

http://docencia.izt.uam.mx/egt/publicaciones/libros/teoria_social/cap6.pdf

¹²⁶ Supra note 101

¹²⁷ Supra note 1, parag.5 et 6

résolution souligne le fait que les activités du secteur informel ne se réalisent pas dans l'intention d'enfreindre la législation du travail ou toute autre législation, elles souhaitent plutôt créer une source d'emploi ou de revenu¹²⁸. La résolution distingue les établissements du secteur informel des entreprises formelles, celles qui ont été incorporées selon les normes de chaque pays.

La résolution qualifiait ainsi le secteur informel comme un secteur productif dont l'unité d'analyse est l'établissement et non l'emploi. Afin d'identifier le secteur informel du formel, la CIST de 1993 a fait appel aux critères suivants :

Tableau 6 Critères servant à définir le secteur informel (Résolution de la 15e CIST)

Critères	Objectifs
Non-enregistrement (faible niveau d'organisation)	Identifier les établissements non incorporés selon les normes juridiques
Capital-travail : Le propriétaire et l'établissement constituent une seule unité	Identifier les entreprises familiales ou individuelles non incorporées comme entités juridiques
Absence des bilans comptables	Exclusion des entreprises familiales et individuelles incorporées juridiquement
Établissements qui produisent des biens ou des services marchands (opération à petite échelle)	Exclusion des établissements produisant des biens ou des services pour l'utilisation propre du ménage
Type d'activité économique	Identification des établissements qui produisent des biens ou des services marchands en milieu urbain et l'exclusion des activités agricoles
Les relations d'emploi : les relations de travail sont fondées surtout sur des liens de parenté ou sont des emplois occasionnels	Identification du type d'emploi (rémunéré et non rémunéré) et le type de travailleurs (patron, travailleur rémunéré et travailleur familial)

Source : AFRISTAT, Évolutions internationales dans la mesure du secteur informel et de l'emploi informel, Notes techniques No. 01 : Cadre conceptuel, 2010, en ligne :

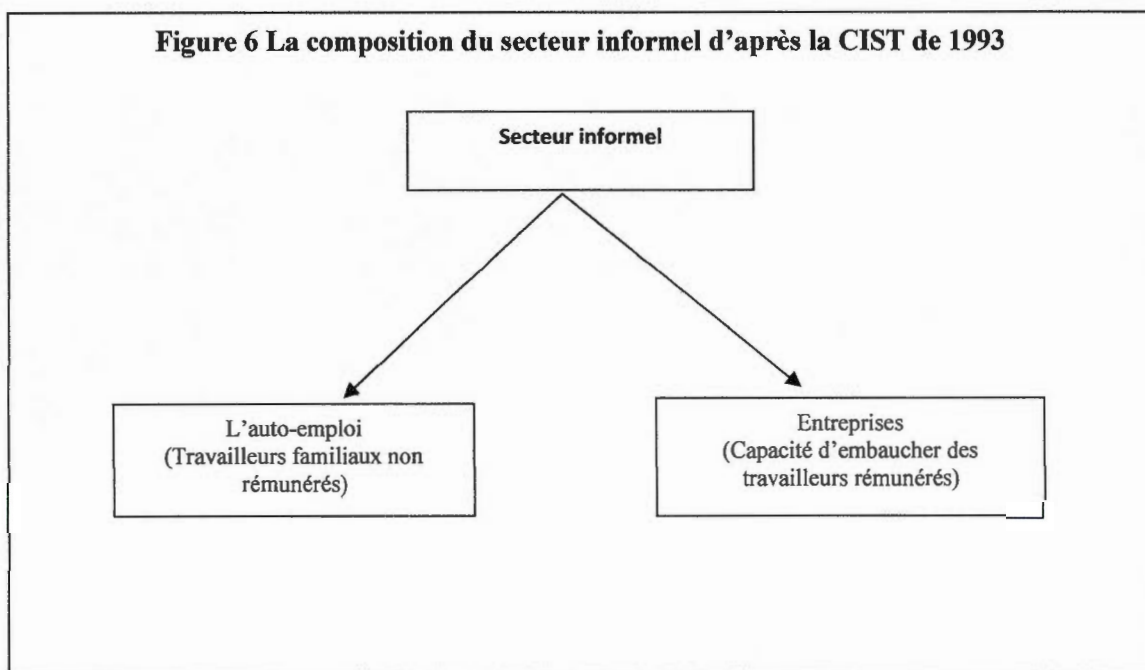
http://ecastats.uneca.org/acswb/Portals/20/Employment%20and%20Informal%20Sector/Note%20technique%20sur%20le%20secteur%20informel%20et%20les%20emplois%20informels_Fr.pdf

Chacun des critères a comme objectif d'identifier les établissements ou activités du secteur informel. La résolution recommande également de distinguer deux types d'entreprises informelles : les entreprises dans lesquelles travaillent uniquement le propriétaire et des

¹²⁸ *Supra note 1*

travailleurs familiaux non rémunérés (l'auto-emploi) et les entreprises qui emploient des travailleurs rémunérés. D'après la résolution chaque pays doit déterminer le nombre maximum de travailleurs pour cette catégorie d'entreprise. De cette manière, le nombre maximum des travailleurs dans les petits établissements peut être de 4 à 20 travailleurs¹²⁹.

Figure 6 La composition du secteur informel d'après la CIST de 1993



Source : Compilation de l'auteure à partir de la Résolution CIST de 1993.

Un des principaux objectifs de cette conférence était de parvenir à un consensus sur la formulation d'un cadre méthodologique pour mesurer le secteur informel tant au niveau mondial que régional¹³⁰. La Résolution de 1993 dicte ainsi les lignes directrices pour mesurer le secteur informel et souligne l'importance, pour les pays où le secteur informel joue un rôle important comme source d'emploi, de mettre en place un système complet de statistiques d'emploi dans le secteur informel. Ce système statistique, précise la résolution, en plus de collecter des données sur la contribution du secteur informel au développement économique

¹²⁹ Supra note 4, p.22-24

¹³⁰ Supra note 115, p. 110

et social, il peut constituer une source de référence importante pour l'élaboration et le suivi des programmes d'assistance et de politiques d'aide au secteur¹³¹.

L'adoption d'une définition internationale du secteur informel ainsi que l'identification des critères servant à caractériser ce secteur permettent au BIT de promouvoir dans les pays en développement la mise en place d'un système statistique sur l'emploi tout en tenant compte des besoins nationaux spécifiques dans les pays en voie de développement. Ainsi, la résolution de 1993 recommande l'incorporation des quatre critères (nombre total d'unités, nombre de travailleurs, revenus et conditions dans lesquels les activités sont créées) qui devraient être incorporés dans les enquêtes nationales pour suivre l'évolution de l'emploi auprès des ménages et sur les établissements du secteur informel¹³².

La CIST de 1993 s'est également préoccupée des personnes qui œuvrent dans le secteur informel (emploi informel) et les a regroupées dans les catégories suivantes: les travailleurs indépendants, les employeurs, les travailleurs salariés, les travailleurs familiaux non-salariés et les travailleurs des coopératives¹³³.

Dans le but de promouvoir la diffusion de ce cadre méthodologique auprès des pays membres du BIT, un bureau spécial a été créé en 1994 dont l'objectif était de centraliser les études, les recherches sur le secteur informel et servir de lien entre le BIT et les différentes institutions et organisations préoccupées par cette problématique. En 1997, un groupe d'experts attaché à ce bureau s'est formé (le Groupe Delhi) et avait comme mandat d'améliorer les méthodes de collecte de données servant à mesurer le secteur informel et de suivre de tout près les transformations des relations de travail dans un contexte de globalisation¹³⁴.

C'est ainsi que face à l'ampleur du phénomène de l'informalité, le BIT a décidé de reprendre le débat sur la notion du secteur informel dans le but d'avancer dans son opérationnalisation

¹³¹ Supra note 1, paragraphe 1

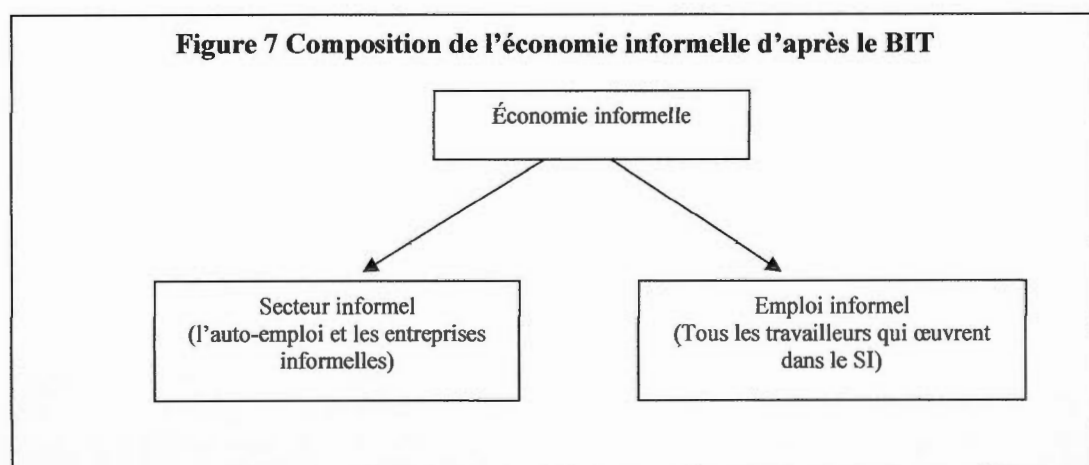
¹³² Ibidem

¹³³ Supra note 1, paragraphe 21-36

¹³⁴ Supra note 115, p. 115

et de l'adapter aux changements provoqués par la globalisation¹³⁵. À l'occasion de la 90^e Conférence internationale du Travail sur le travail décent et l'économie informelle en 2002, le BIT propose l'utilisation de l'expression *économie informelle* au lieu de celle du secteur informel afin de refléter tous ces changements, les aspects dynamiques, hétérogènes et complexes des activités informelles. Dans son rapport, le BIT indique que la précarisation, les mutations et l'informalisation du marché du travail a augmenté de manière drastique au point que dans certains cas, il est difficile de faire la distinction entre secteur formel et informel¹³⁶.

La notion « économie informelle », signale le rapport, désigne un groupe de plus en plus large et varié de travailleurs et d'entreprises tant dans les régions rurales qu'urbaines, qui opèrent de manière informelle. Elle est par conséquent, considérée par le BIT comme plus opérationnelle et plus large. Elle inclut dans l'analyse ne seulement les établissements (secteur informel), mais également les relations de travail et les différents types de travailleurs du secteur (emploi informel).



Source : Bureau international du Travail. 2002. «Le travail décent et l'économie informelle», Rapport VI, Conférence internationale du Travail, 90^a session, 1^{er} Éd. Pp.2. En ligne : <http://www.ilo.org/public/spanish/standards/relm/ilc/ilc90/pdf/rep-vi.pdf>

¹³⁵ Supra note 115, p. 116

¹³⁶ Bureau international du Travail. 2002. «Le travail décent et l'économie informelle», Rapport VI, Conférence internationale du Travail, 90^a session, 1^{er} Éd. Pp.2. En ligne : <http://www.ilo.org/public/spanish/standards/relm/ilc/ilc90/pdf/rep-vi.pdf>

Toutes ces personnes qui relèvent de l'économie informelle sont confrontées à des problématiques et des contraintes différentes, mais leur condition d'« informelle » signale le BIT, est reliée à deux caractéristiques principales : (i) le manque de reconnaissance et de protection juridique et (ii) la vulnérabilité. Le BIT admet la difficulté de déterminer la taille réelle, la composition et le suivi de l'évolution de l'économie informelle, car les méthodes d'enquête et de collecte de données ne se regroupent pas de manière consistante sur une seule définition de l'informalité. Actuellement, les seules données disponibles sont celles sur les entreprises du secteur informel et l'emploi dans ces établissements, car il existe un consensus international sur la définition du secteur informel adopté lors de la CIST de 1993¹³⁷.

Nous constatons que dans ce rapport le BIT s'inspire et incorpore dans sa réflexion sur l'économie informelle, certains des postulats de De Soto et Portes¹³⁸ que nous verrons plus loin. En effet, en suivant en partie l'approche néoclassique de De Soto, le rapport signale que les activités informelles sont fréquemment une réponse aux barrières économiques, légales, administratives qui imposent les institutions du marché. Le BIT incite ainsi les pays à promouvoir une simplification administrative et normative, sans que celle-ci implique, souligne le rapport, une déréglementation. En s'inspirant des postulats néo-marxistes de Portes, le BIT souligne l'importance de compter sur un système juridique efficace qui puisse offrir de la stabilité et favoriser les investissements et le rôle de l'État dans la solution de cette problématique. Le rapport fait référence également au caractère universel de l'informalité, à la flexibilisation du marché du travail et aux rapports étroits entre le marché formel et informel. L'analyse du cadre juridique et institutionnel est ainsi essentielle dans l'étude de l'informalité.

Pour Tokman¹³⁹, un des objectifs de ce rapport était de donner une vision plus large de l'économie informelle. L'organisation privilégiait ainsi le pragmatisme sur les approches idéologiques. Il est à noter toutefois, que l'application de ce nouveau concept et du cadre

¹³⁷ Supra note 136, p.3-4

¹³⁸ Ibidem, p.30-32

¹³⁹ Tokman, dans Cervantes, supra note 115, p. 134

méthodologique pour mesurer l'économie informelle ne fait pas l'unanimité au sein même du BIT. D'ailleurs, la 17e CIST n'a pas adopté le terme « économie informelle » et a recommandé pour des fins statistiques, d'utiliser distinctement les concepts « secteur informel » et « emploi informel »¹⁴⁰.

2.4 Les différentes approches théoriques autour du secteur informel : convergences et divergences

Nous pourrions constater dans cette section que la définition, la caractérisation et l'analyse du phénomène de l'informalité varie selon l'approche théorique. Néanmoins, il faut préciser que la grande majorité des études les plus récentes convergent sur l'importance de tenir compte de l'hétérogénéité du secteur informel particulièrement lors de l'élaboration des politiques d'aide. C'est le cas de Portes, Castells et Benton et de V. Trejos¹⁴¹, comme nous le verrons plus loin.

2.4.1 Approche néoclassique

En Amérique latine, le principal représentant de cette approche théorique est l'économiste péruvien Hernando de Soto¹⁴² qui s'inspire des notions de la théorie néoclassique pour expliquer les causes qui favorisent l'expansion du secteur informel. Cette approche a été très populaire dans les années 1980, période dans laquelle les réformes promues par le FMI et la Banque mondiale ont été introduites dans la région¹⁴³. Dans son œuvre « L'autre sentier » (*El Otro Sendero*), De Soto signale que les migrations des travailleurs ruraux vers les villes avaient provoqué un excédent de main-d'œuvre que le marché du travail formel urbain ne parvenait pas à absorber. Ces travailleurs, face à l'absence d'un appui de l'État pour réaliser

¹⁴⁰ Afristat, « Évolution internationale dans la mesure du secteur informel et de l'emploi informel » Notes techniques no. 1 : Cadre conceptuel, 2010, p. 2. En ligne :

http://ecastats.uneca.org/acswb/Portals/20/Employment%20and%20Informal%20Sector/Note%20technique%20sur%20le%20secteur%20informel%20et%20les%20emplois%20informels_Fr.pdf

¹⁴¹ Portes, A., Castells, M., et Benton, A., 1989, *The informal Economy, Studies in Advanced and Less Developed Countries*. USA, Ed. The Johns Hopkins University Press, 327p

¹⁴² De Soto, Hernando, 1994, *L'autre sentier : la révolution informelle dans le tiers monde*, Paris, Éd. La Découverte, 244p,

¹⁴³ Supra note 4, p. 19

une activité économique de manière légale, se sont réfugiés dans le marché du travail informel. Comme le signale Cervantes¹⁴⁴, il y a une certaine convergence avec le structuralisme quant aux causes qui sont à l'origine du phénomène de l'informalité.

De Soto invoque toutefois, un autre facteur comme étant déterminant de l'informalité et qui diffère radicalement de l'approche structuraliste du BIT : l'excès de régulation de l'État. Pour lui, l'informalité est la réponse d'un segment de la population qui veut rompre les barrières légales imposées par l'État, des barrières qui engendrent des frais excessifs pour ceux qui tentent d'accéder à la légalité¹⁴⁵. D'autre part, cet excès de régulation se traduit par d'innombrables entraves administratives et par un manque de flexibilité pour les entrepreneurs, qui contrairement aux activités informelles offrent aux petits entrepreneurs une plus grande latitude. Par conséquent dit l'auteur, ce sont les lois et les institutions inadéquates, qui sont les principales causes contribuant à l'informalité qui incitent les individus à choisir l'informalité au lieu de la formalité. L'informalité s'impose ainsi comme un choix rationnel face aux coûts et aux bénéfices qui découlent du droit en vigueur¹⁴⁶.

De Soto estimait que le Pérou vivait dans un système mercantiliste¹⁴⁷ et qu'un changement des institutions légales vers une économie de marché moderne était nécessaire pour permettre à tous de participer à un système de concurrence équitable et d'éviter ainsi que l'État continue à faire obstacle au développement de cette nouvelle classe d'entrepreneurs, constituée d'un grand nombre de personnes du secteur marginal de la société¹⁴⁸. De Soto estime que chaque personne ou groupe social devrait être en mesure de créer sa propre entreprise et d'entrer et sortir librement du marché¹⁴⁹. Pour y arriver, il propose donc la mise

¹⁴⁴ Supra note 115, p. 97

¹⁴⁵ *Ibidem*, pp.111

¹⁴⁶ *Ibidem*, pp.111-125

¹⁴⁷ Le mercantilisme défini par de Soto, est le système selon lequel l'aisance économique de l'État est assurée par l'existence d'une réglementation à caractère nationaliste ». Voir De Soto, Supra note 142, p.168-169

¹⁴⁸ Supra note 115, p.111

¹⁴⁹ Contreras, J. 1997. «El Sector informal: superación económica o atraso?» dans *Red de Revistas Científicas de América Latina y el Caribe, España y Portugal* pp. 90-91. En ligne: <http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=26700805>

en place d'un système de simplification des procédures et de *déréglementation*¹⁵⁰ en éliminant toute procédure et norme faisant obstacle à la productivité économique des individus¹⁵¹. Le contrôle de l'État sur l'économie serait substitué par un système de règlement extracontractuel selon lequel, l'État déléguerait ses pouvoirs en faveur des individus et des institutions privées¹⁵².

Contrairement à cette approche, le BIT considère que l'État joue un rôle important dans la solution de cette problématique et souligne l'importance de rendre plus efficace l'intervention de l'État et la nécessité des politiques d'appui à ce secteur, comme nous l'avons vu dans la section précédente.

Quant à la définition et aux caractéristiques propres au secteur informel, De Soto ne perçoit pas l'économie informelle comme un secteur défini, mais comme un ensemble d'activités économiques qui ne respectent pas les réglementations¹⁵³. L'État dit-il, a créé un système juridique d'exception pour ces activités afin que les travailleurs informels puissent continuer à réaliser leurs activités, mais sans avoir accès à la protection et à tous les bénéfices offerts par le système légal à ceux qui sont dans la légalité¹⁵⁴. De plus, selon cette approche, le rapport économique entre les deux secteurs (formel-informel) est inexistant. Il est fondamentalement politique. De Soto, considère qu'il s'agit plutôt d'une relation de confrontation¹⁵⁵. À la différence de l'approche structuraliste, De Soto qualifie d'informalité toutes les activités économiques extra-légales qui agissent sous une forme clandestine. Pour les structuralistes toutefois, les activités illégales sont exclues du secteur informel et le non-respect de la loi est l'effet de l'informalité et non un des facteurs déterminants de celle-ci¹⁵⁶.

¹⁵⁰ Hernando de Soto entend par déréglementation, l'accroissement des responsabilités des individus en contrepartie de la réduction de celles de l'État. Supra note 142, p. 212

¹⁵¹ *Ibidem*, p. 114-158

¹⁵² *Ibidem*, p. 212-216

¹⁵³ *Ibidem*, p. 114-158

¹⁵⁴ *Ibidem*, p. 12-13

¹⁵⁵ De Soto cité par Nuñez, Gómez, supra note 105, p. 143-144

¹⁵⁶ Tokman, V (2004) dans Nuñez Castrejón, A., supra note 105, p. 144

2.4.2 Approche marxiste

Dans cette approche se situent les études menées par Javier Contreras¹⁵⁷, Dorothea Melcher et Mailer Mattié¹⁵⁸. Celle-ci privilégie comme cadre d'analyse le *modèle d'accumulation capitaliste*¹⁵⁹, qui a émergé après la Deuxième Guerre mondiale. Dans les années 1970, ce modèle de production est entré en crise incitant les entreprises multinationales à réduire leurs coûts de production pour survivre et maintenir leurs bénéfices. Cette situation, explique Contreras, a engendré l'expulsion d'une majorité de la main-d'œuvre vers *l'armée industrielle de réserve*¹⁶⁰. Une partie de cette main-d'œuvre, celle qui a perdu son salaire, mais qui possède un certain niveau de qualification et un certain capital ira explorer d'autres sources de revenus grâce à la création de petites entreprises. L'autre partie de la main-d'œuvre, moins qualifiée, s'est vue contrainte à intégrer l'armée industrielle de réserve sous diverses formes¹⁶¹:

- Intermittente, représentée par ceux qui travaillent de manière temporaire ou à domicile;
- Latente, par ceux qui émigrent d'un endroit à l'autre;
- Flottante, par ceux qui peuvent être constamment occupés ou pas; et
- Un groupe qualifié de marginal, composé par ceux qui ne peuvent pas aspirer à rejoindre l'armée industrielle de réserve et qui sont condamnés à l'exclusion et à la misère.

¹⁵⁷ Supra note 149, p.101-103

¹⁵⁸ Melcher, D, et al., « Interpretaciones teóricas en torno al sector informal urbano », s/d, Instituto de Estudios de Ciencias Económicas y Sociales, Universidad de los Andes, p.71, en ligne: <http://www.saber.ula.ve/bitstream/123456789/19260/2/articulo4.pdf>

¹⁵⁹ Selon Contreras, un patron d'accumulation capitaliste est un modèle de production selon lequel l'utilisation de la technologie fait augmenter la productivité tout en diminuant le temps employé à la production ainsi que les frais d'exploitation (Voir Supra note 149, p.103).

¹⁶⁰ L'armée industrielle de réserve est la main-d'œuvre excédentaire de l'économie, qui dépend du régime ou des régimes de production qui existent dans un moment donné. . (Voir Supra note 158, p.103)

¹⁶¹ Supra note 158, pp.107

Il y a une certaine convergence entre cette approche et celle du BIT et plus particulièrement de celle du PREALC en ce qui concerne les facteurs qui ont contribué à l'expansion du secteur informel. Comme nous le verrons à la section suivante, pour le PREALC le processus d'industrialisation des années 1970 était un des facteurs déterminants de l'expansion du secteur informel. Outre le fait que l'importation de technologies a provoqué une diminution de l'offre d'emploi, la réorganisation de la production a impliqué une plus grande spécialisation du travail et conséquemment une plus grande qualification des travailleurs.

Quant aux modes d'interprétation et d'analyse de l'informalité, Contreras estime que le caractère hégémonique du modèle *d'accumulation capitaliste* n'entraînait pas la disparition d'autres régimes de production. Au contraire, la coopération simple, la manufacture, la grande industrie sont restées dans les pays qui menaient un processus d'industrialisation. Contreras considère, que les structuralistes lorsqu'ils ont étudié les problèmes socio-économiques dans plusieurs pays de l'Amérique latine, ont pu observer une coexistence des régimes productifs. Ceci les a amenés à affirmer que les économies latino-américaines se caractérisaient par la coexistence de deux secteurs : d'un côté, les entreprises qui opèrent selon un régime productif de type industriel (secteur moderne) et de l'autre les entreprises qui opèrent selon un modèle productif coopératif et manufacturier ainsi que les activités économiques réalisées par les travailleurs qui intègrent *l'armée industrielle de réserve*¹⁶².

Pour cet auteur, les études sur le secteur informel urbain, dans leur grande majorité, n'ont pas évolué. Il considère que les problèmes socio-économiques existants dans les pays de la région sont multiples et n'ont pas un point commun permettant affirmer que nous sommes face à un seul problème. L'approche structuraliste, dit-il, reprend la notion d'hétérogénéité structurelle, c'est-à-dire, l'explication endogène du sous-développement dans le but de représenter le secteur « arriéré » du développement connu aujourd'hui comme le secteur informel urbain (SIU). Cette analyse empêche, selon lui, de bien comprendre une réalité qui est très complexe et dont le SIU fait partie. Il propose donc, l'utilisation de concepts tels que le *régime*

¹⁶² Supra note 149, p. 105-106

*productif*¹⁶³ et *l'armée industrielle de réserve*¹⁶⁴ qui permettent, selon lui, une meilleure analyse de ces phénomènes socio-économiques¹⁶⁵.

Par ailleurs, Dorothea Melcher et Mailer Mattié¹⁶⁶ s'accordent sur l'existence d'une population excédentaire qui est exclue de l'emploi strictement capitaliste. Toutefois signalent les auteures, affirmer que des problèmes d'ordre structurel ou conjoncturel sont à l'origine de cette main-d'œuvre excédentaire, comme le font les structuralistes, serait négliger un aspect important du problème qui représente l'impact de toute cette main-d'œuvre sur le fonctionnement de l'économie. En considérant cet excédent de main-d'œuvre comme un secteur, les structuralistes font abstraction du rôle que ce groupe joue dans la dynamique sociale dans son ensemble et de son interconnexion avec le reste de l'économie. Le secteur informel, poursuivent-elles, ne peut pas être étudié ou analysé comme un phénomène autonome qui se développe de manière indépendante, dissocié du marché et du secteur capitaliste¹⁶⁷.

Il est à noter que José Num¹⁶⁸, en faisant référence aux conditions qui contribuent à la formation de l'armée industrielle de réserve selon l'approche marxiste, a soulevé un aspect important quant au fonctionnement de la main-d'œuvre excédentaire. Selon lui, dans les économies sous-développées et dépendantes comme celles des pays de l'Amérique latine, l'introduction de technologies –visant à économiser la main-d'œuvre– se fait indépendamment de l'abondance ou de la pénurie de celle-ci. La correspondance entre l'offre et la demande d'emploi est minimale, ce qui se traduit par un taux de chômage et/ou de sous-emploi élevé. La main-d'œuvre excédentaire n'est donc pas, nécessairement une stratégie des entrepreneurs capitalistes. Elle dépasse la logique de l'armée industrielle de réserve. C'est justement à partir de cette notion d'armée industrielle « excessive » que José Num a formulé son concept de marginalité auquel nous avons déjà fait référence et qui a donné lieu quelque

¹⁶³ Le régime productif est un type spécifique d'organisation des processus de travail, la relation du salaire, un type spécifique de la relation travail-capital. (Voir supra note 158, p.103)

¹⁶⁴ L'armée industrielle de réserve est la main-d'œuvre excédentaire de l'économie, qui dépend du régime ou des régimes de production qui existent dans un moment donné. (Voir Supra note 158, p.103)

¹⁶⁵ Supra note 149, p. 101-109

¹⁶⁶ Supra note 158, p.80-81

¹⁶⁷ Ibidem, p.84-86

¹⁶⁸ Supra note 107, p.24-29

temps plus tard, à celui du secteur informel urbain (SIU), lequel engloberait, selon Num, un sous-groupe de travailleurs de l'armée industrielle de réserve.

Il importe de mentionner également que l'approche du PREALC ne conçoit pas la structure sociale de l'Amérique latine comme étant formée par deux secteurs indépendants. Au contraire, le PREALC soulignait l'interdépendance entre les deux secteurs et l'importance de découvrir ces interrelations telles qu'il a été mentionné à la section 2.1.2

2.4.3. Approche néo-marxiste

Les principaux représentants de cette approche sont Alejandro Portes et Manuel Castells¹⁶⁹ ainsi que Juan Pablo Pérez Sainz¹⁷⁰. Dans un premier temps, ces auteurs ont suivi la même ligne d'analyse structuraliste du PREALC, mais par la suite ils s'en sont éloignés et sous l'influence de la théorie marxiste ils ont réinterprété le secteur informel sous une nouvelle approche que certains auteurs latino-américains qualifient de néo-marxiste¹⁷¹ ou de réglementation¹⁷². Selon Portes¹⁷³, les activités informelles étaient déjà une pratique commune dans les pays industrialisés au 19e siècle, période du capitalisme. C'est plutôt le travail formel qui doit être considéré comme un phénomène récent, issu des luttes historiques qui ont promu la réglementation des relations de travail par l'État. Ainsi, la distinction formel-informel est le résultat d'un processus historique, économique et politique.

Portes perçoit l'économie informelle comme un ensemble d'activités de génération de revenus caractérisées par la non-réglementation de l'État dans un contexte où d'autres

¹⁶⁹ Castells, M., et Portes, A., (1989), « World Underneath : The Origins, dynamics and Effects of the Informal Economy » dans *The Informal Economy: Studies in Advanced and Less Developed Countries*, éd. A. Portes, M. Castells et L.A Benton, Baltimore, MD. The Johns Hopkins University Press.

¹⁷⁰ Juan Pablo Pérez Sainz. 1998). « Es necesario aún el concepto de informalidad? » (<http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=11501303&iCveNum=2228>)

¹⁷¹ Supra note 4

¹⁷² Supra note 170

¹⁷³ Portes, A.; (1995), « En torno a la informalidad: ensayos sobre teorías y medición de la economía no regulada » dans *Perfiles latinoamericanos*, No. 13, décembre 1998, p. 259-262. En ligne : <http://redalyc.uaemex.mx/pdf/115/11501310.pdf>

activités à caractère similaire sont réglementées¹⁷⁴. Pour lui, l'existence d'une réglementation institutionnelle est un critère fondamental non seulement de distinction entre économie formelle et informelle, mais aussi pour comprendre l'informalité. De même que l'approche structuraliste, Portes qualifie les activités informelles comme hétérogènes, réparties en trois catégories en fonction du rôle qu'elles remplissent dans le monde du travail¹⁷⁵:

- Les activités de production ou de ventes de produits ou de services aux fins de subsistance;
- Les activités qui visent la flexibilité du marché du travail et la réduction des coûts des entreprises reliés aux conditions de travail (sous-traitance, contrats de travail atypique);
- Activités réalisées par les petites entreprises dans le but d'accumuler du capital en tirant profit de la solidarité qui existe entre elles, leur flexibilité et leurs faibles coûts d'opération.

Tout comme les structuralistes, Portes exclut de l'économie informelle les activités de production de produits et de services illicites¹⁷⁶.

Pour lui, dans l'analyse du secteur informel il est essentiel de tenir compte de sa réalité historique et de son contexte actuel¹⁷⁷. L'économie informelle constitue, selon lui, un mode de fonctionnement du système capitaliste dans un contexte de globalisation qui entraîne des changements dans le marché du travail. En effet, pour rendre les systèmes de production plus flexibles et efficaces, les entreprises sont contraintes à décentraliser la production et réduire leurs frais d'exploitation en ayant recours à la sous-traitance des produits et de la main-d'œuvre. C'est ainsi que des rapports systématiques se forment entre les deux secteurs (formel et informel) selon les exigences de la rentabilité. Ainsi, la production à petite échelle prend plus de place dans la région où six emplois sur dix sont créés dans des petits établissements informels. Ces nouvelles formes de production de même que la flexibilité du

¹⁷⁴ Portes dans Pérez Sainz, supra note 170, p. 60

¹⁷⁵ Supra note 118, p. 12-13

¹⁷⁶ Portes dans Nuñez et Gomez, supra note 105, p. 145

¹⁷⁷ *Ibidem*, pp.13

travail¹⁷⁸ et la tendance à la déréglementation¹⁷⁹, promeuvent un type de production subordonnée. Les activités de l'économie informelle ne sont pas donc, un phénomène social ayant évolué hors de tout contrôle étatique. Au contraire, c'est l'expression d'une nouvelle forme de contrôle caractérisée par la non-réglementation d'un grand secteur constitué par la masse des travailleurs qui se développe avec l'approbation de l'État, car elle contribue à pallier les problèmes économiques et sociaux très présents dans les pays en développement¹⁸⁰.

L'absence de réglementation est pour Portes un critère fondamental dans l'analyse de l'économie informelle et son rapport avec l'économie formelle, permettant selon lui, d'expliquer le caractère universel de l'informalité, car c'est l'informalité qui rend possible aux entreprises autant dans les pays industrialisés que dans les économies en développement, la diminution des coûts reliés à l'embauche des travailleurs. C'est un problème dit-il, présent et en expansion dans les pays développés¹⁸¹. Cependant, l'ampleur de ces activités peut varier d'une région à l'autre et dépendra, non seulement de la capacité de réglementation et de fiscalisation de l'État, mais aussi de la structure sociale et des ressources culturelles de la population qui est soumise à ces normes. Dans les sociétés où le travail formel est la règle et, la population a accès à des allocations ou à des prestations en cas de chômage, il est peu probable que des activités informelles puissent se développer contrairement à ce qui se passe

¹⁷⁸ La flexibilité est entendue comme la capacité de réagir à des chocs extérieurs ou à des aléas strictement conjoncturels. Il s'agirait alors de repenser les structures et les méthodes d'organisation capables de gérer les contradictions récemment mises en évidence entre les normes classiques de production et les nouvelles exigences de consommation. Il peut s'agir de flexibilité salariale, organisationnelle, numérique par rapport aux employés, au temps de travail. Source : Institut International d'Études sociales, OIT, «La flexibilité des marchés du travail», Document de travail (1991), Programme marché du travail, pp.5-10, 123p. En ligne : <http://www.ilo.org/public/french/bureau/inst/download/dp3291.pdf>

¹⁷⁹ La limitation du rôle, de la participation et de l'intervention de l'État dans un secteur déterminé. Elle consiste principalement à supprimer la législation protectrice et à ouvrir la voie à la concurrence. Source : Bureau international du Travail (BIT). 1999. *Colloque sur les conséquences de l'évolution technologique, de la déréglementation et de la privatisation des transports dans le domaine social et du travail*. Document de base, Genève, BIT, en ligne : <http://www.ilo.org/public/french/dialogue/sector/techmeet/sdpt99/sdptr.htm> et La flexibilité des marchés du travail, Voir supra note 178, p. 69

¹⁸⁰ *Supra* note 141, pp.27

¹⁸¹ *Ibidem*, pp.15

dans les pays sous-développés où la population doit elle-même trouver les moyens pour assurer sa subsistance¹⁸².

Il est à noter qu'en ce qui concerne le critère de l'universalité de l'économie informelle, l'approche analytique des structuralistes, notamment du BIT est orientée plutôt à l'étude des problèmes occupationnels dans les pays en voie de développement et le secteur informel est considéré comme étant un phénomène propre aux économies sous-développées.

Pour ce qui est de l'aspect de la réglementation de ces activités, contrairement à l'approche de De Soto qui préconise la déréglementation et le retrait de l'État, Portes tout comme les structuralistes considèrent que c'est justement l'intervention de l'État dans les secteurs économiques qui rend possible un système capitaliste moderne et que l'absence de réglementation et d'un cadre juridique stable ne favorise pas les investissements à long terme. Il convient toutefois qu'une réglementation excessive peut en effet provoquer une prolifération des activités informelles¹⁸³.

Le sociologue Pérez-Sainz¹⁸⁴ abonde dans le même sens. Cependant, il incorpore dans son analyse l'impact du processus de globalisation sur le marché du travail lorsque soumis à un important processus de flexibilisation et à une déréglementation. Nous assistons, selon lui, à une informalisation de l'emploi qui nous mène vers une nouvelle réflexion sur la problématique de l'informalité. Le contexte économique mondial actuel a créé une nouvelle dynamique dans l'articulation d'activités formelles et informelles mettant ainsi en place un nouveau modèle de production. D'importants changements se sont produits en Amérique latine suite à la crise des années 1980 et l'application du programme d'ajustements structurels promu par le FMI laisse présager l'imposition d'un nouveau modèle de production suivant la logique de la globalisation. C'est pourquoi, selon lui, le phénomène de l'informalité doit être

¹⁸² Pérez E., Laura et Campillo C., Fabiola, «Marco de análisis y situación de las micros y pequeñas empresas», s/d, PROMICRO/OIT, Série de formation aux microentreprises et petites entreprises : Gestion entrepreneuriale avec perspectif de genre, pp.21-27

¹⁸³ Ibidem, p.21-27

¹⁸⁴ Pérez-Sainz, Juan Pablo, « Globalización y neoinformalidad en América Latina », *Revue Nueva Sociedad*, No 135, Janvier-Février (1995), pp.36-64. En ligne: http://www.nuso.org/upload/articulos/2388_1.pdf

réévalué. Il considère que la relation capital/travail, principal critère utilisé par le PREALC pour différencier le secteur formel de l'informel n'est pas toujours valide dans le contexte actuel. Avec les nouvelles technologies, particulièrement dans le domaine de la microélectronique, la productivité n'est plus le privilège des grandes entreprises.

Pour ce qui est du rapport formel-informel, nous convenons tel que le mentionne Bruno Lautier¹⁸⁵, que les rapports entre les activités ou segments de ce secteur avec le secteur formel sont très diversifiés. Il faudra toutefois, vérifier si cette relation de subordination avec le secteur formel aux fins de rentabilité et de flexibilisation est importante ou au contraire, si elle est assez mitigée. La sous-traitance, par exemple, bien que phénomène courant dans les pays moins développés, touche davantage les moyennes entreprises que les microentreprises informelles. En plus des exigences des normes de qualité, il y a toute une série des normes comptables et fiscales que les grandes entreprises doivent respecter par rapport à leurs opérations qui rendent plus difficile la dissémination de la production d'un produit entre un grand nombre de petits établissements informels dont le contrôle des opérations est presque impossible.

Pérez-Sains considère également que le critère de la réglementation utilisé par Portes dans la distinction formel-informel doit être remis en question face aux changements provoqués par le nouveau contexte économique. On assiste, dit-il à une informalisation de la formalité comme résultat de la flexibilisation du marché du travail. Par conséquent, le critère de la réglementation utilisé par Portes pour distinguer les activités formelles et informelles perd toute sa pertinence. Il estime que les facteurs déterminants de l'informalité, ainsi que la dynamique et les rapports avec l'économie formelle ont changé. Pour expliquer ces changements et cette nouvelle dynamique entre les deux secteurs, il emploie l'expression *néo-informalité* et distingue trois groupes ou segments dans cette *néo-informalité*¹⁸⁶ :

¹⁸⁵ *Supra* note 123 pp.72-74

¹⁸⁶ Hurtado, M. 1992. « Diagnóstico y perspectivas de la microempresa en Nicaragua ». *Actes du séminaire sur la micro entreprise au Nicaragua, Managua*, Centre de Documentation INPYME, p.61-64

- Un segment composé d'une partie importante de la population qui ne parvient pas à s'intégrer dans le modèle économique imposé par la globalisation économique. Dans ce groupe se concentrent les activités de subsistance où sont également incorporés les nouveaux pauvres issus des crises et des politiques d'ajustements structurels mises en œuvre dans la région dans les années 1980 et 1990;
- Un deuxième groupe composé par les activités informelles qui entretiennent des relations de subordination avec le secteur formel comme résultat de la délocalisation des entreprises. Ce type de relation, que le secteur formel entretient avec le secteur informel, vise à diminuer les frais d'exploitation en rendant plus flexibles les systèmes productifs et ceux du travail afin de s'adapter aux impératifs de la globalisation;
- Le segment composé d'une agglomération de petites entreprises dans les zones urbaines plus appauvries, mais ayant la capacité d'évoluer vers des conditions qui permettraient d'amorcer un processus de formalisation.

Dans l'étude de cette *néo-informalité*, l'objet d'analyse pour le premier groupe est l'établissement et l'unité familiale. Dans le deuxième groupe, l'unité d'analyse est l'établissement et ses rapports avec le secteur formel. Dans le troisième groupe, l'analyse doit se concentrer sur la communauté à laquelle ces établissements sont intégrés.

Cette notion de *néoinformalité*, proposée par Pérez Sainz est intéressante, car elle prend en considération les nouvelles transformations et les répercussions du processus de globalisation dans les régions où le secteur informel absorbe une grande partie de la population. La classification des différentes activités informelles présentée par ce chercheur démontre l'hétérogénéité du secteur. Elle est toutefois déjà décrite dans l'approche structuraliste du PREALC ainsi que par V. Tokman et également mentionnée par A. Portes. L'intérêt de cette proposition repose surtout sur l'importance accordée à l'analyse de l'informalité dans un nouveau contexte et dans une nouvelle conjoncture, engendrée par une dynamique nouvelle qui se produit à l'intérieur du secteur et à l'intérieur de chaque segment qui le compose.

2.5 Le secteur informel urbain dans la perspective structuraliste latino-américaine du PREALC

En Amérique latine, le terme « secteur informel » a été introduit par le Programme régional de l'emploi pour l'Amérique latine et les Caraïbes (PREALC) du BIT, substituant celui de la marginalité urbaine¹⁸⁷. En s'inspirant du rapport sur le Kenya, et en l'adoptant à la réalité des pays de la région, le PREALC a fondé son analyse du secteur informel sur l'approche structuraliste, plus particulièrement de l'œuvre d'Anibal Pinto¹⁸⁸ et de Raul Prebisch pour qui l'informalité était le résultat de la dynamique du modèle économique de l'Amérique latine qualifié de périphérique¹⁸⁹. En effet, l'informalité s'expliquait, selon le PREALC, par un excédent de la main-d'œuvre dans les pays de la région créé par deux facteurs : (i) la croissance urbaine dans un contexte de modernisation, alimenté par la migration rurale; et par (ii) le modèle substitutif d'importation qui avait engendré une concentration économique dans certains secteurs créant des structures oligopoles ainsi que par l'adoption de nouvelles technologies. De plus, celles-ci n'ont pas eu d'impact positif sur une main-d'œuvre qui augmentait rapidement formant une structure productive hétérogène. Par conséquent, cet excédent de main-d'œuvre devait explorer d'autres sources d'emploi en dehors du secteur moderne de l'économie¹⁹⁰.

Le PREALC a repris la notion d'hétérogénéité structurelle de Prebisch et Furtado pour décrire l'existence de deux secteurs (formel et informel) dans les économies latino-américaines¹⁹¹. Cependant, l'approche de la CEPALC et du PREALC prend une autre tournure durant les années 70. En s'éloignant de la conception dualiste, le secteur informel n'était plus considéré comme un secteur marginal lié à l'exclusion et aux activités de subsistance, mais comme un secteur productif. Les économies latino-américaines sont alors

¹⁸⁷ Supra note 125, p.200

¹⁸⁸ Pinto, Anibal (1970), cité dans Nuñez Castrejón. A et Gómez Chifas, supra note 105

¹⁸⁹ Le modèle économique périphérique était selon R. Prebisch et C. Furtado, celui adopté par les pays en voie de développement. Il appert qu'il ne correspond pas à leur niveau de développement, mais à ceux des pays centraux qui sont ceux qui produisent. (Voir Supra note 158, pp.71).

¹⁹⁰ Supra note 4, p. 18

¹⁹¹ Supra note 149, p.99

perçues comme des systèmes productifs, mais hétérogènes dans lesquels coexistent divers segments dont le degré de développement est inégal, le secteur informel étant le dernier segment résultant de cette hétérogénéité structurelle qui caractérise les économies latino-américaines¹⁹². C'est pourquoi le Programme a privilégié dans son analyse les relations de production afin de pouvoir identifier les entreprises et les travailleurs qui oeuvraient dans le secteur informel.

En reprenant certaines des caractéristiques évoquées par le BIT dans son rapport sur l'emploi au Kenya, le PREALC évoquait ainsi les caractéristiques suivantes pour définir le secteur informel¹⁹³ :

- Prédominance des activités d'auto-emploi;
- Le salaire n'est pas le mode de rémunération privilégié (travailleurs familiaux);
- Absences d'intervention et de régulation de l'État;
- Facilité d'accès (pas de barrières en termes de qualification, capital et/organisation);
- Établissements de type familial;
- Production à petite échelle;
- Recours intensif à la main-d'œuvre;
- Faible productivité.

Dans ses études, le PREALC utilisait comme unité d'analyse, tant les entreprises informelles que l'emploi informel¹⁹⁴. Dans le cas de l'emploi informel, le PREALC distinguait quatre types de travailleurs dans ce secteur : (i) les travailleurs indépendants; (ii) les travailleurs salariés; (iii) les travailleurs familiaux non salariés et (iv) les travailleurs domestiques. Il est à noter que le PREALC exclut du secteur informel les professionnels et travailleurs techniques et les incorpore plutôt dans le secteur moderne¹⁹⁵. Cette définition du secteur informel a

¹⁹² Cavalleri, Stella. 2001. « Precisiones conceptuales acerca de las formas que asume la población excedente ». Actes du Congrès sur le Études sur l'emploi, (Argentine, 1-3 août 2001), Association de spécialistes d'argentins sur l'emploi, 24p. Argentine.

¹⁹³ Supra note 4, p.18-19

¹⁹⁴ L'emploi informel était défini comme étant la population occupée dans le secteur informel pendant une période donnée et dans une ou plusieurs unités du secteur informel. (*Voir Résolution CIST*, 1993, *supra note 1*)

¹⁹⁵ Supra note 4, p. 19 et 30

permis de peaufiner la méthodologie pour mesurer le secteur et l'adapter à la réalité de la région¹⁹⁶.

Dans son analyse, le PREALC a conféré une grande importance au rôle de l'État dans la recherche de solutions reliées au secteur informel, à l'application des politiques à court terme et à une participation plus efficace de ce dernier dans le processus de formalisation des entreprises¹⁹⁷. D'ailleurs, ce programme et plus particulièrement son directeur V. Tokman¹⁹⁸, préconisait l'incorporation des entreprises informelles au processus de modernisation tout en proposant une stratégie d'aide destinée aux segments de subsistance afin d'améliorer leurs conditions économiques. Toutefois, le programme reconnaissait que l'incorporation au secteur moderne des établissements qui composent le segment de subsistance pourrait difficilement se réaliser. Par contre, les établissements qui composent les segments plus dynamiques du secteur informel peuvent bien envisager leur pleine intégration au secteur plus dynamique de l'économie¹⁹⁹.

Pour ce qui est de l'opérationnalisation de la notion du « secteur informel » en Amérique latine, il importe de mentionner que le PREALC et par la suite le programme qui lui a succédé, le Projet centraméricain d'appui aux programmes de microentreprise du Bureau international du Travail (PROMICRO) dirigé par Victor Tokman, promouvait la réalisation des études et la mise en place des systèmes de collecte de données sur la taille, la composition et l'évolution de la microentreprise.

Dans plusieurs pays de la région toutefois, les méthodes d'enquêtes sur l'emploi n'ont pas encore été adaptées à la définition du secteur informel et les critères proposés par la résolution adoptée lors de la 15e CIST (nombre total d'unités, nombre de travailleurs et leurs conditions d'emploi, production et revenus créés et conditions dans lesquelles les activités sont créées et exercent leurs activités), c'est le cas des études réalisées par le PROMICRO en

¹⁹⁶ Supra note 115, p. 113

¹⁹⁷ Supra note 135 p.138.139

¹⁹⁸ Tokman, V. 2009. «El sector informal hoy: el imperativo de actuar». Revue Nueva Sociedad, No. 222, juil-août 18p. en ligne http://www.nuso.org/upload/articulos/1528_1.pdf

¹⁹⁹ Supra note 107, p.139

Amérique centrale en raison de l'insuffisance d'information ou de données non disponibles, tel que le démontre le tableau suivant²⁰⁰ :

Tableau 7 Critères servant à identifier les établissements informels en Amérique centrale selon la démarche PREALC/PROMICRO

Critères	Objectifs
La catégorie de travailleur	<ul style="list-style-type: none"> - Identifier les travailleurs qui font partie du secteur informel : <ul style="list-style-type: none"> • les patrons; • les travailleurs familiaux non rémunérés; • les travailleurs salariés d'établissements à faible productivité; • les travailleurs indépendants. - Incorporer les travailleurs domestiques dans une catégorie indépendante - Exclusion des professionnels et des techniciens.
La taille de l'établissement	<ul style="list-style-type: none"> -Déterminer le nombre maximum des travailleurs dans ces établissements (le BIT considère un établissement informel comme étant celui dans lequel travaillent entre un et cinq travailleurs²⁰¹. Toutefois, certains pays fixent le nombre maximum des travailleurs à dix). -PROMICRO également propose inclure dans la démarche à la petite entreprise à faible productivité dans laquelle travaillent de 6 à 30 travailleurs.
L'occupation	Exclure tous ceux qui réalisent un travail professionnel ou technique ²⁰² .
Le type d'activité réalisé	Identification des activités agricoles et non-agricoles ou urbaines et rurales

Source : Compilation de l'auteure d'après Trejos. J D, 2002 "El trabajo decente y el sector informal en los países del istmo centroamericano", BIT, p.7-8. En ligne : http://www.oit.org.pe/WDMS/bib/publ/doctrab/dt_158.pdf

Ces critères ont permis à PROMICRO de distinguer le secteur moderne de celui à faible productivité ou informel afin d'éviter d'associer erronément production à petite échelle et informalité ou faible productivité. Le programme identifiait ainsi les établissements du secteur moderne à partir des caractéristiques suivantes²⁰³ :

²⁰⁰ Supra note 4, p. 22-29

²⁰¹ Bureau international du Travail, 1999. *Informe: Panorama laboral 1999 para América latina y el Caribe*. Lima, Pérou. En ligne : <http://oit.org.pe/WDMS/bib/publ/panorama/panorama99.pdf>

²⁰² Supra note 4, p. 27

²⁰³ Ibidem, p. 27

- des établissements qui ont recours à un montant de capital important pour opérer;
- qui embauchent des travailleurs qualifiés;
- qui opèrent dans le respect des normes légales;
- qui sont pratiquement au même niveau technologique.

Une fois que les secteurs moderne et informel ont été identifiés, le PROMICRO a eu recours à d'autres critères pour déterminer le niveau de segmentation des établissements qui intègrent le secteur informel tels que (i) le niveau de revenu; (ii) l'accès à la sécurité sociale et (iii) la journée de travail ou le nombre d'heures travaillées par semaine. Le programme a identifié en conséquence, trois segments²⁰⁴ :

Tableau 8 Niveau de segmentation des établissements à faible revenu

Niveau de segmentation	Caractéristiques
D'accumulation accrue	Capacité de générer un certain excédent, d'employer de la main-d'œuvre qualifiée et de payer en conséquence un salaire au dessus du salaire minimal en vigueur.
D'accumulation simple	Capacité de générer des excédents et d'utilisation de main-d'œuvre qualifiée très limitée. Le niveau salarial dans ces établissements se situe au dessous du salaire minimal.
De subsistance ou de survie	Sans capacité de générer des excédents. Ils se caractérisent en grande partie par leur invisibilité ²⁰⁵ , le niveau élevé de fragmentation, l'absorption des travailleurs non qualifiés, peu ou aucun accès au financement et dont les revenus se trouvent au-dessous du seuil de la pauvreté.

Source : Compilation de l'auteur d'après Trejos. J D, 2002 "El trabajo decente y el sector informal en los países del istmo centroamericano", BIT, p.7-8. En ligne : http://www.oit.org.pe/WDMS/bib/publ/doctrab/dt_158.pdf

Cette démarche a permis d'analyser et de collecter de l'information sur l'emploi informel et sur les établissements à faible productivité du secteur informel. Dans le but de collaborer avec les gouvernements régionaux et les organisations internationales qui prônent des

²⁰⁴ Supra note 4, p.29

²⁰⁵ L'invisibilité des établissements implique le manque de registre et de quantification. En conséquence, il y a une méconnaissance sur leur production, leur localisation, leur contribution au PIB, les conditions de travail, le nombre de travailleurs. Source: Instituto Nicaragüense de apoyo a la Pequeña y Mediana Empresa (INPYME). 2001. « Propuesta de desarrollo para la micro, pequeña y mediana empresa nicaragüense ». Nicaragua, Centro de documentación INPYME, p. 59.

meilleures conditions de vie pour les personnes dans ce secteur, le PROMIICRO a décidé de concentrer ses efforts sur la production à petite échelle (microentreprise et petite entreprise) afin d'identifier le niveau de segmentation de ces établissements et leur problématique.

CONCLUSION

La plupart des pays de l'Amérique latine se caractérisent par l'existence d'un vaste secteur informel qui absorbe une grande partie de la main-d'œuvre disponible qui ne trouve pas une place dans le secteur moderne de l'économie. Nous avons présenté dans ce chapitre, les principales approches théoriques qui étudient ce phénomène et qui analysent les facteurs qui déterminent l'informalité ainsi que les caractéristiques et critères servant à mesurer le secteur informel. Malgré les différences entre les diverses approches, les études les plus récentes convergent sur le fait que nous sommes face à un phénomène qui se caractérise par son hétérogénéité.

On observe une évolution importante dans les études de l'informalité, notamment chez les structuralistes. D'une vision duale de la société, leurs dernières études font référence plutôt à un secteur productif dans lequel coexistent activités économiques dynamiques avec d'autres à faible productivité. Les structuralistes conviennent du fait que les activités informelles ne peuvent être analysées si on fait abstraction de leur interconnexion avec le secteur formel, un des aspects qui était reproché aux structuralistes par les représentants de l'approche marxiste.

Le fait qu'il s'agit d'activités non-régulées empêche de bien cerner la problématique entourant l'informalité. Cependant, l'approche structuraliste a fait d'importantes percées sur la caractérisation des établissements du secteur informel, l'identification des critères servant à le définir et à le mesurer. Le rôle de l'État est perçu comme étant essentiel avec cette approche, autant dans la formulation des politiques incitatives à la formalisation que dans l'aide à la productivité. C'est pourquoi, sous l'auspice du BIT, la CIST a adopté en 1993 une définition internationale du secteur informel en déterminant les critères qui permettent une meilleure identification des activités qui en font partie et un suivi de l'évolution de ce secteur dans le but d'assurer une intervention plus efficace de l'État.

Les critères retenus (le non-enregistrement, le type de comptabilité, la nature des transactions économiques, la taille de l'établissement, le type d'activité et le type d'organisation) auxquels peuvent s'en ajouter d'autres selon le pays concerné, devraient faciliter l'élaboration d'une méthodologie d'enquête et de mesure.

Malgré ces progrès réalisés dans l'analyse et dans la connaissance de l'informalité, on constate encore une certaine confusion autour de la notion de *secteur informel* due en partie aux transformations provoquées par la globalisation. D'ailleurs, lors de la CIST de 2003, le BIT a proposé le terme *d'économie informelle* comme un concept plus large qui regroupe d'une part celui du *secteur informel* (entreprises informelles et auto-emploi) et de l'autre l'emploi informel. La notion *secteur informel* est toutefois, toujours en vigueur. La définition d'économie informelle n'a pas été adoptée lors de cette conférence. On a plutôt recommandé l'utilisation des deux concepts (secteur informel et celui d'emploi informel) séparément.

D'autre part, avant l'adoption de la CIST de 1993, les pays de l'Amérique centrale sous l'influence du PREALC et par la suite du PROMICRO, avaient déjà développé un système de collecte de données pour mesurer l'emploi. Certains pays, notamment le Nicaragua, n'ont pas été en mesure d'adapter leurs systèmes d'enquête à la Résolution de la CIST de 1993 en raison du manque d'information disponible sur certains critères tels que le type de registre, la comptabilité et l'organisation juridique de l'établissement. Leurs méthodes d'enquête visent plutôt à collecter des données sur la composition et l'évolution de la microentreprise pour pouvoir ainsi identifier les différents niveaux de segmentation de la microentreprise à partir de quatre critères (catégorie du travailleur, la taille de l'établissement, l'occupation et le type d'activité).

En nous inspirant de cette démarche, laquelle nous permet de limiter notre objet d'étude aux établissements informels tout en y incorporant d'autres critères comme mentionnés dans les chapitres trois et six, nous identifierons le niveau de segmentation des établissements et les caractéristiques qui sont propres à chacun des segments.

Contrairement à l'approche néoclassique, nous considérons que l'État joue un rôle fondamental dans la recherche de solutions et de meilleures conditions de vie des gens qui travaillent dans ce secteur. En tenant compte de la conjoncture dans laquelle les politiques d'aide à la microentreprise, la petite et moyenne entreprise ont pris un grand essor dans la région, nous allons incorporer dans notre analyse certains éléments de l'approche néomarxiste de Portes, Benton et Castells. En empruntant certains éléments de l'approche néomarxiste, nous étudierons le rôle de l'État dans l'organisation et le développement des établissements de la microentreprise et de la petite entreprise. Nous trouvons également pertinent pour notre analyse certains éléments de la nouvelle conception de l'informalité de Pérez-Sainz qui nous amènent à incorporer, dans cette optique de néoinformalité, le groupe des jeunes professionnels comme un quatrième segment à l'intérieur du secteur de la microentreprise même si ces derniers sont exclus dans la démarche de PROMICRO, car à notre avis, l'informalisation du marché du travail dont parle Pérez Sainz incitent certains de ces professionnels à se réfugier dans le secteur informel.

Dans le prochain chapitre, nous présenterons la démarche suivie par le PROMICRO pour identifier les établissements à faible productivité du Nicaragua et les caractériser. Le chapitre quatre sera consacré au cadre juridique mis en place pour promouvoir le développement de ces établissements et les aider à intégrer le secteur formel.

CHAPITRE III

LES MICROENTREPRISES COMME UNITÉ D'ANALYSE DU SECTEUR INFORMEL

Les microentreprises occupent une place importante dans l'économie des pays de l'Amérique latine. Elles représentent près de 80 % du total des établissements économiques. Malgré le nombre restreint de travailleurs qu'elles emploient (un à cinq), ces établissements constituent une source importante d'emploi²⁰⁶. Et bien que les seuls établissements généralement considérés comme faisant partie du secteur informel soient les microentreprises, au Nicaragua, un nombre important des petites entreprises en font aussi partie. Selon les chiffres officiels, 6 % de l'emploi dans le secteur informel est créé par les petites entreprises non agricoles²⁰⁷. Ces établissements sont sans doute ceux qui ont le plus de possibilités d'entrer dans le processus de formalisation mis en place par le gouvernement depuis quelques années et, par conséquent, peuvent le mieux profiter de l'aide disponible pour le secteur. C'est pourquoi nous considérons important d'incorporer dans cette étude autant les microentreprises que les petites entreprises (MYPES).

Nous amorcerons ce chapitre en apportant quelques précisions importantes sur le concept de microentreprise, pour présenter ensuite la démarche suivie par le projet centraméricain d'appui aux programmes de microentreprises (PROMICRO) menant à l'identification du niveau de segmentation ou d'hétérogénéité du secteur de la microentreprise et de la petite entreprise. Ensuite, nous procéderons à la caractérisation de ces établissements à partir d'une série de critères que nous proposons, inspirés de la démarche du PROMICRO ainsi que celle

²⁰⁶ Vidal García, A, «La microempresa latinoamericana desde un enfoque de desarrollo local», dans *Economía social e Iberoamérica: La construcción de un espacio común*, Valencia, Éd. CIRIEC, 2001, p.95

²⁰⁷ Supra note 4

présentée par la CIST de 1993, mais en incorporant également d'autres que nous avons identifiés dans notre recension des écrits. Pour conclure, nous ferons référence aux obstacles auxquels ces établissements sont confrontés et les défis que les gouvernements auront à affronter pour répondre à leurs besoins.

3.1 Quelques précisions sur la microentreprise en tant qu'unité d'analyse du secteur informel

Afin de parvenir à mesurer le secteur informel et connaître ainsi le nombre d'établissements informels existants au pays et leur impact dans l'économie, notamment en matière d'emploi, il est important de bien définir préalablement l'établissement informel et les critères qui en permettront l'identification pour son analyse. Ce n'est qu'après un tel processus qu'il sera possible d'établir la démarche méthodologique pour mesurer l'ampleur du secteur. Justement, l'objectif de la CIST de 1993²⁰⁸ était d'arriver à un consensus international sur la définition du secteur informel et celle des entreprises informelles. La définition qui a été ainsi adoptée lors de cette conférence (CIST de 1993) décrivait ce secteur comme l'ensemble d'unités de production de biens ou de services dont l'objectif principal est la création d'emploi et des revenus. À des fins statistiques, la résolution a réparti ces unités de production en deux groupes²⁰⁹ :

D'une part, les entreprises individuelles de personnes travaillant à leur propre compte, gérées de manière individuelle ou en association, généralement avec des membres d'une même famille. Ces entreprises sont définies comme étant des unités produisant des biens ou des services, ne constituant pas une personne morale différente du ménage auquel elles appartiennent, ne tiennent pas de bilan comptable permettant de distinguer les activités du ménage de celles des entreprises à faible organisation. Ces types d'activités dans la plupart des cas, peuvent employer des travailleurs familiaux non rémunérés et des travailleurs salariés de manière occasionnelle.

²⁰⁸ Supra note 1, paragraphe 5.1

²⁰⁹ Ibidem, paragraphe 7 et 8

De l'autre, les entreprises appartenant à des employeurs informels et gérés par eux-mêmes ou en association avec des membres d'une même famille. Pour des fins opérationnelles, ces établissements sont identifiés à partir de deux critères : la taille de l'établissement (le nombre de travailleurs) et le non-enregistrement²¹⁰.

Ces entreprises sont connues dans la région sous la dénomination « microentreprise », un terme qui est devenu très populaire parmi les gouvernements de la région ainsi que pour les institutions internationales et organismes de coopération internationale comme le signale Hurtado Vigil²¹¹. Pour lui, ces établissements ne doivent pas être considérés comme synonyme de secteur informel, mais comme étant un des segments qui le composent. La microentreprise, précise-t-il, est une unité productive de services ou de commerce qui opère avec un maximum de cinq travailleurs, à très faible technologie, dans laquelle travaillent principalement des personnes à leur propre compte et où la division capital-travail est pratiquement inexistante²¹².

De son côté, la législation du Nicaragua, notamment la Loi sur la promotion et le développement des microentreprises, des petites entreprises, des moyennes entreprises (Loi MIPYMES) définit la microentreprise d'une manière très générale en établissant qu'il s'agit de toute personne physique ou juridique qui opère dans les divers secteurs de l'économie (manufacturier, industriel, agro-industriel, agricole, commerce, touristique, artisanal, services et autres)²¹³. C'est le règlement²¹⁴ de la Loi MIPYMES qui va plus loin en établissant les critères suivants servant à identifier et à mesurer ces établissements : leur taille, leurs actifs et le total des revenus générés. Il est à noter que la législation ne fait aucune distinction, comme le fait la Résolution CIST de 1993, entre l'auto-emploi et les microentreprises. Ces deux activités sont incorporées dans la législation sous une seule catégorie, celle de la microentreprise.

²¹⁰ Supra note 1, paragraphe 8 et 9

²¹¹ Supra note 186, p. 78

²¹² Ibidem, p. 78

²¹³ Supra note 12, Art. 4

²¹⁴ *Reglamento de la Ley de promoción y fomento de las micro, pequeñas y mediana empresa*, Décret No. 17-2008, Art. 3, adopté le 4 avril 2008 et publié dans La Gaceta No.83, le 5 mai 2008, en ligne : [http://legislacion.asamblea.gob.ni/Normaweb.nsf/\(\\$All\)/2766FF9B6992B6190625744F00752273?OpenDocument](http://legislacion.asamblea.gob.ni/Normaweb.nsf/($All)/2766FF9B6992B6190625744F00752273?OpenDocument)

Tableau 9 Critères servant à définir les microentreprises et les petites entreprises selon la législation du Nicaragua

Type d'établissement	Nombre de travailleurs	Actifs maximums US \$	Revenu annuel maximum US \$
Microentreprise	1 à 5	10 000	50 000
Petite entreprise	6 à 30	75 000	450 000

Source : *Reglamento de la Ley de promoción y fomento de las micro, pequeñas y mediana empresa*, Décret No. 17-2008, Art. 3, adopté le 4 avril 2008 et publié dans La Gaceta No.83, le 5 mai 2008, en ligne : [http://legislacion.asamblea.gob.ni/Normaweb.nsf/\(\\$All\)/2766FF9B6992B6190625744F00752273?OpenDocument](http://legislacion.asamblea.gob.ni/Normaweb.nsf/($All)/2766FF9B6992B6190625744F00752273?OpenDocument)

Il importe de mentionner ici que ni la Loi MIPYMES ni le règlement ne font référence au caractère formel ou informel de ces établissements. L'identification des établissements informels est faite au moyen d'enquêtes réalisées auprès des ménages. D'ailleurs, c'est à partir des résultats de l'enquête nationale auprès des ménages de 1998 sur le niveau de vie que le PROMICRO²¹⁵ a pu déterminer l'existence des différents segments productifs à l'intérieur du secteur informel et ainsi les caractériser à partir des quatre critères déjà mentionnés précédemment (la catégorie occupationnelle; taille de l'établissement; l'occupation et le type d'activité). Cependant, comme le signale Trejos, étant donné que l'établissement est l'unité d'analyse du secteur informel, ce sont les enquêtes auprès d'établissements qui devraient servir de source d'information²¹⁶. Le Programme reconnaissait ainsi que les enquêtes auprès des ménages ne sont pas les plus adéquates pour recueillir de l'information sur les caractéristiques des établissements, mais il fournit cependant de meilleurs résultats à ce sujet que les enquêtes sur l'emploi. Par conséquent, pour une meilleure caractérisation de ces établissements, Trejos suggère que d'autres critères soient également incorporés dans les enquêtes nationales. L'objectif principal de cette démarche est

²¹⁵ Supra note 8, p. 4

²¹⁶ Herrera, J et Roubaud, F., « La problemática y la medición del sector informal : la experiencia 1-2-3 en los países andinos » dans "El sector informal en Colombia y demás países de la Comunidad Andina" 2004, p.26. En ligne: http://estadisticas.comunidadandina.org/eportal/contenidos/contdc_14.pdf

d'offrir le plus d'information possible au gouvernement du Nicaragua lui permettant d'élaborer des politiques qui promeuvent le développement du secteur²¹⁷.

3.2 Les établissements informels et l'emploi

Tel que mentionné au chapitre I, le parc entrepreneurial du Nicaragua est composé majoritairement de petits établissements (microentreprises). En milieu urbain, ces établissements sont répartis dans deux grands groupes²¹⁸ :

a) Les établissements du secteur urbain moderne, composé par le secteur public et le secteur privé incluant la grande, moyenne, petite et microentreprise moderne. Celui-ci absorbe 42,4 % de la PEA urbaine soit 522 548 travailleurs²¹⁹. Ce sont des établissements qui possèdent une plus grande capacité d'améliorer leur productivité et leur rentabilité, qui sont mieux organisés et qui ont accès à l'information sur le marché et à une main-d'œuvre plus qualifiée.

b) Les établissements informels, composés par les petites entreprises et les microentreprises informelles. En 2005, ce secteur absorbait 57 % de la PEA urbaine du pays soit 710 937 travailleurs²²⁰. En raison de l'hétérogénéité de ces établissements, le PROMICRO a proposé de regrouper ces établissements informels en trois segments²²¹:

- Établissements d'accumulation accrue;
- Établissements d'accumulation simple;
- Établissements de subsistance ou de survie. C'est dans ce segment que se concentrent la plupart des emplois du secteur informel au Nicaragua, mais à un niveau très précaire.

²¹⁷ Supra note 8, p. 19

²¹⁸ Ibidem, p.18-20

²¹⁹ Supra note 62, p. 28

²²⁰ Ibidem, p. 28

²²¹ Supra note 3, p-20-50

En ce qui a trait aux petites entreprises (celles qui emploient entre 6 et 30 travailleurs²²²), ce sont des établissements plus productifs, dans lesquelles œuvrent autant des travailleurs familiaux non-salariés que des travailleurs salariés. Ces établissements parviennent à se financer avec leurs propres ressources, ont accès à une certaine technologie et ont une meilleure articulation avec le secteur de l'économie formelle²²³. Leur objectif n'est pas la survie, mais plutôt la rentabilité, la génération de profit, ce qui nécessite une meilleure gestion administrative. Si nous tenons essentiellement compte des activités non agricoles, le marché du travail se décompose ainsi de la manière suivante selon l'étude du PROMICRO:

Tableau 10 La segmentation du marché du travail du Nicaragua

Secteur moderne ou formel		Secteur à faible productivité ou informel	
Composition	Taux d'emploi	Composition	Taux d'emploi
<u>Secteur public</u> Secteur privé : -Grande entreprise -Moyenne entreprise -Petite entreprise -Microentreprise	42,4 %	<u>Petites entreprises</u> : -La petite entreprise à faible productivité <u>Microentreprises</u> : -Établissements d'accumulation accrue -Établissements d'accumulation simple - Établissements de subsistance	57 %

Source: Trejos Solorzano, J.D, «La microempresa en Nicaragua en la década de los noventa », 2000 (PROMICRO), OIT, en ligne : http://www.sipromicro.org/fileadmin/pdfs_biblioteca_SIPROMICRO/I151.pdf

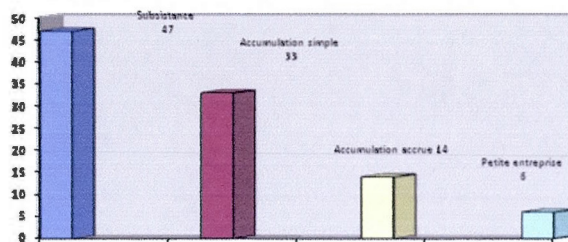
Les résultats de l'enquête auprès des ménages réalisée en 2005 ne révèlent pas toutefois, les pourcentages qui correspondent aux différents segments du secteur à faible productivité. Cependant, d'après l'étude publiée par le PROMICRO en 2000²²⁴, 47 % des travailleurs œuvrent dans le segment de subsistance, près de 34 % dans le segment d'accumulation simple, 14 % dans le segment d'accumulation accrue et 6% dans les petites entreprises.

²²² Supra note 214

²²³ Supra note 182, p.15.

²²⁴ Supra note 8, p.43

Figure 8 Structure occupationnelle selon la segmentation des établissements informels



Source : Compilation de l'auteur à partir Trejos Solorzano, J.D, «La microempresa en Nicaragua en la década de los noventa », 2000 (PROMICRO), OIT, en ligne :

http://www.sipromicro.org/fileadmin/pdfs_biblioteca_SIPROMICRO/1151.pdf

À la section suivante, nous présenterons les critères qui nous permettront de caractériser les établissements informels selon leur niveau de segmentation.

3.3 Critères servant à caractériser les établissements informels du Nicaragua

En nous inspirant de la démarche du PROMICRO et de celle proposée par la Résolution de 1993 de la CIST, nous allons faire ici une récapitulation des critères qui favorisent la caractérisation des établissements informels:

a) Le niveau de revenus. En ce qui a trait aux revenus générés par ces établissements et ceux des travailleurs du secteur informel, l'insuffisance d'information sur ce secteur ne permet pas de fournir de données concluantes à ce sujet. Toutefois, les études menées par l'INPYME²²⁵ révèlent que les salaires dans le secteur de la microentreprise, principalement celle des segments à très faible productivité, se trouvent au-dessous de la moyenne nationale. Aucune des catégories de travailleurs (patron, travailleurs salariés ou non-salariés) qui œuvrent dans les segments moins productifs ne perçoit un revenu suffisant pour subvenir à ses besoins de basse et à ceux de leurs familles. De plus, une partie du salaire des travailleurs est payée en nourriture comme nous le verrons au chapitre VI.

²²⁵Supra note 3, p. 24

b) La catégorie de travailleur. Ce critère permet d'identifier les différents types de travailleurs œuvrant dans les entreprises informelles (patrons, travailleurs salariés, travailleurs familiaux non-salariés) distribués de manière suivante :

Tableau 11 Catégorie de travailleurs

Catégorie occupationnelle	Formel	Informel
Travailleur indépendant	3,5	96,5
Patron	28	72
Travailleur salarié	64,7	35,3
Travailleur non salarié	13,9	86,1

Source : Instituto Nacional de Información y Desarrollo (INIDE), « Informe General sobre encuestas de hogares, para medición del empleo noviembre 2005 », 2006, p.3. En ligne: <http://www.inec.gob.ni/Pobreza/publicacion/EmpNov05.pdf>

Comme le démontre le tableau ci-dessus, à l'exception des travailleurs salariés, toutes les autres catégories (auto-emploi, patrons et travailleurs non-salariés) prédominent dans le secteur informel.

c) Le niveau de pauvreté. La grande majorité des travailleurs non agricoles en situation de pauvreté (64%) travaillent dans des microentreprises informelles, notamment dans les segments de l'auto-emploi et de subsistance, segments dans lesquels la participation des femmes est très importante²²⁶.

d) Le non-enregistrement du secteur qui fait référence à l'invisibilité²²⁷ de ces établissements ainsi qu'au non-respect des normes du travail, municipales, fiscales, sanitaires ou de toute autre norme ou règlement que les établissements sont tenus de respecter pour pouvoir opérer. Cette invisibilité rend difficile le travail de collecte des données par les autorités nationales, ce qui constitue un défi important dans le processus d'élaboration des politiques d'aide au secteur²²⁸.

Il est clair que les autorités gouvernementales connaissent bien l'existence de ces unités économiques et le rôle qu'elles jouent en matière d'emploi et comme sources de revenus pour

²²⁶ Supra note 8, p.53 et 60.

²²⁷ Voir supra note 205

²²⁸ Supra note 3, p.40-41

les secteurs de la population les plus vulnérables du pays. Par conséquent, la visibilité ou l'invisibilité de ces établissements est en lien direct avec leur niveau de formalité ou d'informalité. Elle fait référence plutôt à un manque de reconnaissance officielle dû à l'absence de registre et par conséquent, leur production et leur contribution au PIB ne sont pas comptabilisées dans les comptes nationaux. Les autorités ne disposent d'aucune information relative au niveau de la productivité de ces établissements, des conditions de travail, du niveau de salaires ou sur l'aide et les services fournis au secteur par certaines organisations non gouvernementales (ONG) qui y travaillent, encore moins si ces services sont adaptés à leurs besoins²²⁹.

On peut distinguer deux niveaux d'informalité:

- Les établissements qui sont dans l'informalité absolue, c'est-à-dire ceux qui ne sont pas enregistrés dans aucun registre (municipal, fiscal, sanitaire, etc.). Dans ce groupe se trouvent les établissements de subsistance qui sont majoritaires au pays;
- Les établissements qui respectent certaines normes concernant les différents types de registres. Ces établissements jouissent ainsi d'une certaine visibilité. Dans ce groupe se trouvent les établissements d'accumulation simple et accrue qui sont ceux qui ont la capacité d'assumer les frais d'enregistrement et de s'acquitter des obligations fiscales engendrées par ces types de registres. Tel que mentionné au chapitre I, les autorités gouvernementales estiment qu'il existe au Nicaragua, plus de 366 000 MYPES²³⁰ dont seulement 57 685 sont inscrites au registre spécial pour les MYPES²³¹. Toutefois, ces unités ne sont pas en mesure de respecter les normes du travail malgré le fait qu'elles remplissent certaines obligations légales. En 2007, seulement 15 000 sur 94 000 entreprises qui embauchent des travailleurs salariés étaient enregistrés auprès de l'institut nicaraguayen de la Sécurité sociale²³².

²²⁹ Ibidem 10, p.58-59

²³⁰ Supra note 3, p. 14

²³¹ Source : Direction générale de Revenu du Nicaragua

²³² Voir supra note 9, p. 55

Bien que le Nicaragua ait réalisé d'importantes avancées en matière de simplification administrative afin de promouvoir l'enregistrement de ces établissements, les résultats sont assez mitigés. Cela pourrait s'expliquer, d'une part, par le manque de ressources qui empêche ces unités économiques de respecter leurs obligations fiscales ou d'assumer les frais qu'entraînent ces registres et de l'autre, par la méfiance de la population qui craint la persécution de l'État une fois inscrite ou, même encore, par un système d'information déficient quant aux démarches et bénéfices résultant d'un tel registre. Nous aborderons cet aspect lors de la présentation des résultats de notre enquête de terrain.

e) La gestion et le contrôle des activités. Dans une grande majorité des cas, ces unités économiques ne disposent pas d'un système de comptabilité. D'ailleurs, en raison du faible niveau de revenu, il est impossible pour ces établissements de faire la distinction entre les activités économiques réalisées comme unité de production ou de commercialisation et les dépenses familiales²³³. Il s'agit généralement d'activités constituant une source de subsistance plutôt qu'une accumulation d'excédents ou de revenus²³⁴.

f) Le niveau d'instruction. La moyenne d'instruction des travailleurs dans le secteur des MYPES est de six ans²³⁵, 43 % n'ont pas terminé leurs études primaires et 29,8 % ont fait des études secondaires. Ceux qui ont réussi leurs études secondaires travaillent dans les segments plus productifs tandis que les travailleurs avec un niveau d'instruction inférieur (quatre ans) se concentrent dans le segment de subsistance. Parmi les travailleurs possédant une qualification technique, seulement 3% oeuvrent dans les établissements informels²³⁶. Le niveau de pauvreté qui affecte la majorité de la population couplé avec l'incapacité du gouvernement d'investir dans l'éducation et dans d'autres services d'assistance sociale a une incidence directe sur le niveau de qualification de ces travailleurs et par conséquent sur la productivité de ces établissements. Nous reprendrons ce thème au chapitre VI.

²³³ Supra note 1, p.90.

²³⁴ Supra note 186, p. 78

²³⁵ Supra note 7, p.23

²³⁶ Supra note 8, p. 36, 58 et 59.

La caractérisation des établissements informels à partir de certains critères permet de mieux connaître les différentes unités économiques qui composent ce secteur, leur potentiel économique, leur niveau de productivité, leurs besoins, ainsi que les obstacles auxquels ces établissements sont confrontés. Cette information est indispensable lors de la formulation des normes et des politiques qui favorisent le développement des entreprises informelles pour leur éventuelle incorporation au secteur moderne de l'économie. Toutefois, l'invisibilité du secteur constitue un obstacle important dans ce processus.

3.4 Principaux problèmes auxquels sont confrontés les MYPES

Un des principaux objectifs des enquêtes auprès des ménages pour mesurer le niveau de vie et d'emploi est de recueillir suffisamment d'information sur l'évolution d'un secteur dont la dynamique est conditionnée par le niveau de développement de chaque pays et par le contexte international. Tel que recommandée par la Résolution de la CIST de 1993²³⁷, cette information doit être mise à jour régulièrement permettant ainsi aux gouvernements d'élaborer des politiques qui promeuvent le développement économique des segments plus productifs et fournissent de l'assistance et de l'accompagnement aux segments d'accumulation simple et de subsistance. Pour y arriver, il est essentiel de connaître les problèmes auxquels ces établissements sont confrontés dans leur quotidien selon leur niveau de segmentation. À partir de notre recension des écrits, nous avons identifié quatre principaux obstacles auxquels sont confrontées les entreprises informelles (les microentreprises et les petites entreprises). Cette information sera validée au chapitre VI :

- a) L'accès au crédit. Une étude menée par le BIT dans les pays de l'Amérique centrale²³⁸ a révélé que seulement 24 % des établissements MYPES ont accès au crédit. Ces établissements ont recours principalement à des amis, à la famille ou à des prestataires informels et un petit pourcentage (21 %) à des microfinancières. La plupart des établissements, particulièrement dans les segments de subsistance et d'accumulation simple, initie leurs opérations avec des ressources familiales;

²³⁷ Supra note 1, p. 21

²³⁸ Supra note 4, p.75-76

- b) Accès limité à la technologie. Une des caractéristiques de ces établissements est l'utilisation d'une technologie obsolète ayant une incidence directe sur la productivité de ces unités économiques²³⁹. Faute de ressources financières et par là même, sans possibilité d'innovation et d'accès à la technologie pour améliorer leur productivité et leur rentabilité, ces établissements se retrouvent dans une position désavantagée face aux entreprises du secteur formel.
- c) Niveau de qualification. Le niveau de formation des patrons et des travailleurs des établissements informels est très faible, la moyenne étant de six ans d'études dans les segments d'accumulation accrue et de quatre ans dans le segment de subsistance²⁴⁰.
- d) Le coût des matières premières. Le coût élevé des matières premières est aussi un des facteurs qui affecte un grand nombre de microentreprises et des petites entreprises, plus particulièrement ceux reliés aux segments à très faible productivité. D'après l'INPYME, le coût de ces produits constitue plus de 70 % du total des dépenses des établissements d'accumulation simple et de subsistance²⁴¹. La pénurie de divers produits premiers au niveau national est une des principales causes des prix élevés²⁴².

Le prochain chapitre sera consacré aux différentes initiatives visant à promouvoir la formalisation des entreprises informelles et leur développement. Ceci représente un grand défi pour un pays comme le Nicaragua dont les ressources économiques sont très limitées.

CONCLUSION

Bien que le débat conceptuel sur le secteur informel ne soit pas encore terminé, d'importants efforts ont été déployés pour délimiter l'objet d'étude et pouvoir ainsi orienter la démarche méthodologique servant à mesurer ce secteur. Dans ce sens, étant l'établissement l'unité

²³⁹ Supra note 186, pp.87

²⁴⁰ Voir supra note 205,

²⁴¹ Supra note 10, p. 26

²⁴² Supra note 7, p.86

d'analyse du secteur informel, une définition adéquate s'avérerait essentielle pour suivre son évolution et pouvoir élaborer une méthodologie permettant d'identifier les établissements informels. Toutefois, il revient à chaque pays d'établir les différents critères qui serviront à identifier et caractériser les établissements MYPES, tel que l'indique la Résolution de 1993²⁴³, une tâche qui n'est pas facile compte tenu de l'hétérogénéité du secteur. Nous avons pu constater cependant qu'aucun des critères (la taille, la valeur des actifs et le montant des revenus annuels) contenus dans le règlement de la Loi MIPYMES, ne permet d'identifier les établissements informels, malgré le fait qu'un des objectifs de la Loi soit de promouvoir leur formalisation.

Les travaux du BIT et ceux du PROMICRO servent de ligne directrice dans la conception et l'implantation d'une méthodologie pour mesurer l'ampleur du secteur informel et la caractérisation des entreprises qui l'intègrent. Malgré leurs limitations, les enquêtes par sondage constituent une bonne source d'information sur les établissements informels. Évidemment, tracer un portrait du secteur requiert que les données statistiques soient complétées avec d'autres de types qualitatifs justement en raison de l'hétérogénéité du secteur. En intégrant la démarche du PROMICRO, celle proposée lors de la CIST de 1993, nous aurons recours aux critères suivants qui permettront d'identifier les différents types d'établissements et les regrouper dans cinq sous catégories (de subsistance, d'accumulation simple, d'accumulation accrue, les jeunes professionnels et les petites entreprises) : (i) le niveau de productivité; (ii) la taille de l'établissement et la catégorie des travailleurs; (iii) conditions de vie et de pauvreté; (iv) niveau d'informalité et gestion comptable; (v) niveau de scolarité. Comme nous allons l'expliquer au chapitre V, suite à notre recension des écrits et de notre enquête de terrain, nous avons considéré également important d'incorporer dans notre analyse trois autres critères qui nous permettront de mieux caractériser les établissements informels selon leur niveau de segmentation : (vi) les raisons menant à l'informalité; (vii) la motivation entrepreneuriale et; (viii) le niveau d'organisation de l'établissement.

²⁴³ Voir supra note 1

Bien que l'informalité ne soit pas un phénomène exclusif au Nicaragua, les problématiques vécues par ces établissements diffèrent d'un segment à l'autre et elles sont influencées également par les conditions économiques, politiques, sociales et d'infrastructure propres à chaque pays. De ce fait, la caractérisation du secteur permet d'orienter les politiques et d'intervenir pour mettre en place des initiatives pour renforcer les capacités de ces établissements à surmonter les différents obstacles auxquels ils sont confrontés. Il est important de bien comprendre la diversité du secteur et la problématique à laquelle sont confrontés les divers segments qui le composent pour bien cibler les segments à prioriser et offrir une aide adaptée à leurs besoins. Dans le chapitre suivant, nous allons justement présenter et analyser les différentes formes d'interventions gouvernementales dans ce secteur.

CHAPITRE IV

LA RÉALITÉ DES ENTREPRISES INFORMELLES : UN DÉFI POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

Compte tenu de l'influence du PREALC et du PROMICRO dans la région pour ce qui est de l'analyse et des méthodes utilisées pour suivre l'évolution du secteur informel et mesurer son ampleur, nous avons cru pertinent de présenter dans ce chapitre les actions entreprises par l'État du Nicaragua en vue de promouvoir le développement des microentreprises et des petites entreprises (MYPES), plus particulièrement sur le Programme national d'appui à la microentreprise et à la petite et moyenne entreprise²⁴⁴ (le PROMIPYME). Il est à noter que les établissements visés par ce programme comprennent les microentreprises, les petites et moyennes entreprises. Dans notre étude toutefois, nous nous concentrerons sur les microentreprises et les petites entreprises (MYPES). Notre objectif est de parcourir les différentes stratégies mises en place par l'État du Nicaragua et de voir de quelle manière les objectifs poursuivis avec l'adoption de la résolution lors de la Conférence de CIST de 1993²⁴⁵ sont intégrés dans le PROMIPYME. Avant d'amorcer l'analyse du PROMIPYME, nous estimons important de présenter les différents programmes qui ont été implantés au Nicaragua depuis 1990. Ensuite, nous présenterons les critères utilisés par le PROMIPYME pour identifier et caractériser les entreprises qui sont ciblées par le programme. Dans une troisième partie, nous allons nous attarder sur les thèmes qui sont jugés prioritaires dans le

²⁴⁴ Supra note 10

²⁴⁵ Il faut se rappeler qu'un des objectifs de la Résolution adoptée lors CIST de 1993, était de mettre en place un système complet de collecte de données sur l'emploi dans les pays où le secteur informel joue un rôle important comme source d'emploi. Ce système devrait contribuer à l'évaluation des politiques, ainsi qu'à l'intégration du secteur informel au processus de développement. Le système pourrait également fournir de données pour l'élaboration et suivi des programmes de soutien à l'ensemble ou à une partie du secteur informel. (Résolution de la CIST de 1993, supra note 1, p.1)

cadre de ce programme. Pour clore ce chapitre, nous ferons référence aux ressources financières dont l'État dispose pour financer le programme d'aide aux MIPYMES.

4.1 Les différentes actions entreprises par l'État à partir de la décennie des années 1990

L'intérêt des gouvernements pour le développement du secteur des MYPES et plus particulièrement de la microentreprise a commencé à se manifester fortement à partir des années 1990. Les programmes et politiques qui visaient le développement des MYPES se sont multipliés dans toute la région de l'Amérique latine. En effet, en 1991 avec le financement des Pays-Bas, le Programme national d'appui à la microentreprise (PAMIC)²⁴⁶ a été mis en place au Nicaragua afin de promouvoir le développement des petits établissements. Les objectifs de ce programme étaient, dans une première étape, la formation de ressources humaines et la promotion des programmes de crédit et d'aide à la commercialisation de produits. La deuxième étape visait à accroître l'offre de services de formation, à promouvoir le secteur artisanal ainsi que la commercialisation de produits, à développer davantage des programmes de financement et à diversifier les services aux entreprises. Après trois ans de travail, le PAMIC est devenu une institution autonome. L'idée était de centraliser le travail réalisé et de concentrer les efforts sur deux aspects considérés prioritaires par le gouvernement: les services de formation à la microentreprise et le financement²⁴⁷.

Les résultats obtenus au cours de ce programme ont toutefois été mitigés²⁴⁸ dû principalement à la méconnaissance de la réalité du secteur de la microentreprise et au fait de ne pas avoir réussi à créer des bases institutionnelles solides capables d'organiser et de coordonner le travail entre les institutions et les différents projets existants. Les fonds alloués à ce programme ont été de 3 000 000 \$US et cela a permis d'aider 7 800 établissements²⁴⁹.

²⁴⁶ Supra note 84

²⁴⁷ Ibidem

²⁴⁸ Supra note 10, p.15-19

²⁴⁹ Ibidem, p. 15

En 1998, le PAMIC est devenu l'Institut nicaraguayen d'appui à la petite et moyenne entreprise (INPYME)²⁵⁰ qui est l'institution chargée d'exécuter les normes et les politiques en matière de MYPES²⁵¹. Ceci a permis d'avancer vers l'institutionnalisation des programmes et des stratégies en faveur des MYPES en désignant le MIFIC comme l'institution régulatrice et l'INPYME, comme l'institution chargée d'exécuter les normes et les politiques en matière de MYPES²⁵². Toutefois, ce n'est qu'en 2008 avec l'adoption de la Loi sur la promotion et le développement des microentreprises, petites et moyennes entreprises (MIPYMEs)²⁵³, que le gouvernement du Nicaragua s'est doté d'un Programme-cadre pour le développement de la microentreprise et la petite et moyenne entreprise (le PROMIPYME)²⁵⁴ afin d'harmoniser les différents projets et programmes implantés dans ce secteur. D'ailleurs, le Plan national de développement humain²⁵⁵ adopté en 2008, souligne l'importance de favoriser le développement du secteur des MYPES dans un processus de réactivation économique, de développement national et de lutte contre la pauvreté. La compétitivité des entreprises devient ainsi primordiale dans la stratégie de lutte à la pauvreté²⁵⁶.

La durée prévue du PROMIPYME est de 11 ans et sera implanté en trois étapes²⁵⁷ :

La première étape du programme, présentement en processus d'exécution, est d'une durée de 5 ans. Dans ces premières années, l'objectif est d'améliorer l'environnement des affaires, les capacités des institutions, la compétitivité des MYPES et promouvoir l'associativité. Les efforts pour promouvoir la formalisation des établissements ainsi que l'accès au financement se poursuivent à ce stade.

²⁵⁰ *Loi d'organisation, compétence et procédures du pouvoir exécutif*, Loi 290, Chapitre V, Dispositions finales et transitoires, approuvée le 27 mars 1998, publiée dans la Gaceta No. 102 le 3/06/98, en ligne: <http://legislacion.asamblea.gob.ni/Normaweb.nsf/d0c69e2c91d9955906256a400077164a/d029f5dded635c34062570a60064217c?OpenDocument>

²⁵¹ *Ibidem*

²⁵² *Ibidem*

²⁵³ Supra note 12. La Loi de promotion et de développement de la microentreprise et de la petite et moyenne entreprise a comme objectif principal la promotion et le développement de ces établissements à partir d'une approche intégrale. Elle veut également favoriser un environnement compétitif pour le bon fonctionnement de ce secteur économique.

²⁵⁴ Supra note 214

²⁵⁵ *Plan national du Développement 2008-2012*, en ligne : <http://www.pndh.gob.ni/documentos/Plan%20Nacional%20de%20Desarrollo%20Humano%202008-2012-Nicaragua.pdf>

²⁵⁶ Supra note 13, Document général du programme, p. 4

²⁵⁷ *Ibidem*, Vol. I p. 23 et 24

La deuxième étape du programme, d'une durée de trois ans, vise à consolider les services du développement entrepreneurial et financier et à poursuivre le travail dans la formalisation des entreprises. L'implication d'autres acteurs de la société civile, notamment des universités, est prévue dans cette phase du programme dans le but de promouvoir l'esprit entrepreneurial et la responsabilité sociale des entreprises, entre autres.

La dernière étape, d'une durée de trois ans, a pour objectif le renforcement de l'associativité et la coopération entrepreneuriale, la productivité, la compétitivité et l'innovation technologique ainsi que l'accès aux services financiers. La caractérisation et les diagnostics qui devraient être réalisés dans la première étape du programme permettraient d'ajuster et de redéfinir les différents services et actions à fournir dans le cadre du programme tout particulièrement dans les deux dernières étapes du programme. Cela signifie que d'autres actions et stratégies pourraient être intégrées, si cela s'avère nécessaire.

Tableau 12 Structuration du PROMIPYME

Étapes	Durée	Stratégies et mesures d'application
Étape 1: Implémentation du Programme	5 ans	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Développement de l'environnement des affaires ➤ Amélioration de la capacité institutionnelle et de l'associativité ➤ Promotion de la compétitivité ➤ Formalisation ➤ Amélioration de la capacité productive et technologique, de la commercialisation et de l'exportation ➤ Accès au crédit ➤ Redéfinition du cadre juridique et politique
Étape 2 : Expansion	3 ans	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Renforcement de services entrepreneuriaux ➤ Formalisation ➤ Promouvoir la participation d'autres acteurs Augmentation du nombre de fournisseurs de services et amélioration de la qualité de services
Étape 3 : Consolidation	3 ans	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Associativité ➤ Coopération entre entreprises ➤ Compétitivité et productivité ➤ Innovation technologique ➤ Accès au financement

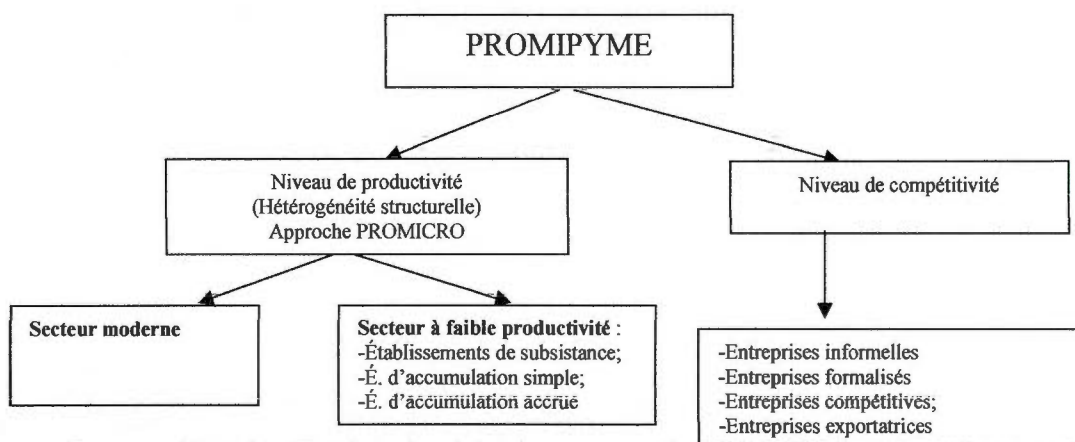
Source : Compilation de l'auteur à partir de la Stratégie pour la mise en œuvre du Plan pluriannuel PROMIPYME, 2009, MIFIC.

D'après les premiers résultats partiels publiés en 2011, 2 600 entreprises ont bénéficié des services offerts dans le cadre du programme²⁵⁸. Cependant, la plupart des projets prévus à cette étape sont encore en processus d'exécution et cela ne permet pas de faire un premier bilan sur la première étape du programme.

4.2 La caractérisation et la segmentation des établissements MYPES selon le PROMIPYME

L'hétérogénéité comme caractéristique principale des MYPES est reconnue explicitement par le PROMIPYME. Le programme souligne l'importance de mettre en œuvre des stratégies adaptées selon les divers groupes qui intègrent ce secteur²⁵⁹ et pour s'assurer qu'elles soient adaptées aux différents groupes d'établissements, le PROMIPYME s'est servi de deux types de classification : (i) selon le niveau de productivité²⁶⁰, et; (ii) selon le niveau de compétitivité²⁶¹.

Figure 9 Classification des entreprises du secteur MIPYMES dans le cadre du PROMIPYME²⁶²



La première classification, inspirée des travaux du PROMICRO permet de regrouper les établissements selon leur hétérogénéité structurelle, cela dit, d'une part les établissements du

²⁵⁸ *Annexe au Budget Général de la République du Nicaragua, Supra note 252, - Marco presupuestario de Mediano plazo 2011-2014, en ligne :*

<http://www.hacienda.gob.ni/documentos/presupuesto/presupuesto-gral.-de-la-republica/presupuesto-2011/anexo-al-pgr-marco-presupuestario-de-mediano-plazo-2010-2013>

²⁵⁹ Supra note 13, Vol.I, p.11 et 25

²⁶⁰ Supra note 13, Annexe no. 7

²⁶¹ Supra note 13, pp.17-18

²⁶² Source : Compilation de l'auteur à partir du PROMIPYME

secteur moderne et de l'autre ceux à faible productivité (établissements de subsistance, d'accumulation simple et d'accumulation accrue).

Toutefois comme le démontre le tableau ci-dessous, le PROMIPYME ne parvient pas à bien identifier et caractériser les établissements à faible productivité ou informels de ceux du secteur moderne. Au contraire, il crée plus de confusions en attribuant des caractéristiques communes à certains segments à faible productivité (d'accumulation accrue et simple) et du secteur moderne. De plus, deux de principaux critères permettant distinguer les établissements modernes de ceux à faible productivité (la taille de l'établissement et le type de travailleur) ne se trouvent pas dans cette classification.

Tableau 13 Classification des MYPES selon leur productivité

Critères servant à la caractérisation selon le niveau de productivité	Établissements à faible productivité		Établissements productifs
	<i>Subsistance</i>	<i>Accumulation simple</i>	<i>Accumulation accrue/secteur moderne</i>
<i>Type d'unité économique</i>	-Microentreprise -Auto emploi	-Microentreprise -Petite entreprise -Auto emploi	-Moyennes entreprises -Petites entreprises -Microentreprises -Auto emploi
<i>Niveau de revenu</i>	Subsistance	Génèrent un revenu minimal pour financer leurs opérations quotidiennes, mais insuffisantes pour investir et développer leurs activités.	Capacité de réinvestir dans leurs activités et développer.
<i>Caractéristiques de l'activité économique</i>	Auto emploi	Valeur ajoutée générée très limitée	Génération de valeur ajoutée et peuvent concurrencer à niveau national et international
<i>Source de financement</i>	ONG	Banque, microfinancières et ONG	Banque, microfinancières et ressources propres
<i>Organisation et gestion</i>	Pas de livres comptables	Registre comptable et organisation administrative minimale	Capacité managériale
<i>Type de marché</i>	Local	National	National et international
<i>Information statistique</i>	Unités non quantifiées, pas de registre	Unités quantifiées et registres	
<i>Secteurs économiques</i>	Commerces de détail, boulangeries, aliments, cuir et chaussure, meubles, produits laitiers, tourisme	Industrie, laitière, cuir-chaussures, bois-meubles, tourisme, commerce grossiste	
<i>Localisation</i>	Toutes les régions du pays	Les principales villes: Managua, Chinandega, Masaya, León, Matagalpa Granada, Chontales	

Source : PROMIPYME, Annexe 7

La deuxième classification qui regroupe les entreprises selon leur niveau de compétitivité, constitue le noyau du programme vers lequel toutes les stratégies d'intervention convergent. Par compétitivité, le PROMIPYME fait référence autant à la capacité de l'entreprise de concurrencer avec d'autres établissements, qu'aux possibilités de l'économie d'un pays ou d'une région d'atteindre une prospérité économique durable. Toutefois, pour gagner cette prospérité, les efforts ne doivent pas se limiter à la croissance économique. Ils doivent aussi impliquer des changements importants en matière d'équité, de réduction de la pauvreté et des

inégalités sociales²⁶³. Le programme poursuit ainsi cette approche de la compétitivité en ce qui a trait à la structuration et l'organisation de l'offre de services et l'aide au secteur des MIPYMES et elle oriente les services de la manière suivante²⁶⁴ :

Pour les entreprises informelles, majoritaires au pays, l'aide doit être orientée vers la promotion de l'associativité, la formalisation, l'amélioration des conditions de travail ainsi que la formation des ressources humaines. Le programme reconnaît l'existence de trois segments (subsistance, accumulation simple et accumulation accrue) tel que le démontre le tableau antérieur.

Pour les microentreprises formelles, l'aide vise à favoriser l'associativité, l'accès au crédit, les services de développement entrepreneurial, la réalisation d'études de marché, la promotion de la protection de l'environnement et l'accroissement des investissements dans les services d'infrastructure.

Pour les petites et les moyennes entreprises compétitives qui ont une capacité de capitalisation et qui sont déjà compétitives dans le marché local, l'aide est orientée vers la promotion de l'exportation, l'amélioration de leurs processus de production, la qualité des produits, le marketing, les modalités de financement ainsi qu'à renforcer le respect de la législation;

Pour les microentreprises et les petites entreprises exportatrices, l'intervention est axée sur la préparation de leurs plans d'affaires, des projets d'exportation et des plans d'innovation technologique de même que sur le respect de la législation nationale.

²⁶³ Supra note 13, Vol I, p. 6

²⁶⁴ Supra note 13, p.17-18

Tableau 14 Classification des MYPES selon leur compétitivité

Segmentation	Thèmes prioritaires
Entreprises informelles	<ul style="list-style-type: none"> • Associativité • Formalisation • Amélioration des conditions de travail • Formation de ressources humaines
Microentreprises formelles	<ul style="list-style-type: none"> • Associativité • Accès au crédit • Développement entrepreneurial • Études de marché • Protection de l'environnement • Infrastructure • Compétitivité
PYMES compétitives	<ul style="list-style-type: none"> • Promotion de l'exportation • Processus de production, qualité des produits, marketing • Respect des normes • Financement à plus long terme
MYPES exportatrices	<ul style="list-style-type: none"> • Préparation du plan d'affaires • Projets d'exportation • Innovation technologique • Respect des normes

Source : Compilation de l'auteure à partir du PROMIPYME

Il est à noter que la portée d'application du PROMIPYME est urbaine, plus spécifiquement où il y a une grande concentration d'établissements MIPYMES²⁶⁵. Trois groupes d'entreprises ont été identifiés comme prioritaires pour le programme²⁶⁶ :

- Les nouvelles entreprises créées par des jeunes et des femmes ou des entreprises déjà créées, mais qui ont besoin de l'appui du gouvernement pour les consolider;
- Le segment de la microentreprise, composé majoritairement par des établissements à faible productivité qui jouent néanmoins un rôle primordial dans la création d'emplois et

²⁶⁵ Supra note 13, Vol. I p. 17

²⁶⁶ Supra note 13, p. 13 et 14

l'utilisation des matières premières nationales. Ces établissements, souligne le programme, opèrent dans différentes régions du pays et constituent un moyen efficace de croissance économique et de lutte contre la pauvreté extrême;

- Les entreprises compétitives, peu nombreuses au pays, mais qui ont la capacité de concurrencer dans les marchés nationaux et internationaux. Elles ont un impact direct dans la réduction de la brèche commerciale par leur capacité d'exportation²⁶⁷.

La structuration de l'offre de services et l'aide au secteur MIPYME selon le niveau de compétitivité devraient permettre, souligne le programme, d'offrir aux entreprises les services et l'aide nécessaire pour améliorer leur compétitivité et atteindre un autre niveau de développement. Pourtant, aucune analyse des besoins n'a été effectuée préalablement, ce qui aurait pu contribuer à une meilleure caractérisation du secteur. Pour pallier cette situation, le PROMIPYME réalisera une série d'études et de diagnostics lors de la première étape du Programme et ceci devrait également permettre, d'évaluer le travail réalisé par les institutions impliquées dans sa mise en œuvre²⁶⁸.

Toutefois, les établissements qui sont privilégiés par le PROMIPYME sont ceux qui ont une incidence importante dans le processus productif, de transformation, de commercialisation de produits exportables, dans la création d'emplois et qui ont la capacité de s'intégrer dans des chaînes de production²⁶⁹. Quoique, sur papier, le programme a une portée large et nationale, les actions et les mesures d'aide et de soutien aux MYPES se concentreront, au moins dans une première étape, dans les territoires où il y a une concentration importante de MYPES potentiellement exportatrices. Les secteurs économiques considérés prioritaires par le programme sont l'industrie, l'agro-industrie, le secteur des services liés au processus de production, de transformation et de commercialisation de produits exportables ainsi que le secteur du tourisme. Au fur et à mesure que le programme se consolide et avance dans les résultats et les objectifs fixés, il élargirait son champ d'action²⁷⁰.

²⁶⁷ Supra note 13, Vol. I, p.11-14

²⁶⁸ Ibidem

²⁶⁹ Ibidem, Vol. I, p.17

²⁷⁰ Ibidem 25, p.17

Le programme promeut et favorise la participation des différents acteurs de la société, des secteurs publics et privés dans son implantation et souligne l'importance de pouvoir compter sur l'appui technique et financier de la coopération internationale dans son implémentation²⁷¹. En effet, la mise en œuvre du programme prévoit la participation des acteurs privés et de membres de la société civile dans l'étape d'élaboration, de planification et de mise en œuvre des programmes et de projets en faveur des MYPES²⁷². Toutefois, mis à part les ONG, de coopération internationale ainsi que certaines universités qui fournissent des services d'assistance technique et de formation aux propriétaires des MYPES, nous avons pu constater dans notre enquête de terrain comme nous le verrons au chapitre 7, une faible participation du secteur privé en ce qui a trait à la mise en œuvre du programme.

4.3 Thèmes jugés prioritaires dans le cadre du PROMIPYME

Connaître les problèmes auxquels ces établissements sont confrontés dans leur quotidien selon leur niveau de segmentation est essentiel pour la formulation de politiques efficaces. Ces dernières favorisent le développement des entreprises informelles pour leur éventuelle incorporation au secteur moderne de l'économie. Le PROMIPYME est un programme très ambitieux qui prévoit une intervention touchant différents enjeux et problématiques qui ont été jugés prioritaires par le programme, notamment sur les aspects suivants²⁷³:

- 1) La formalisation. Afin de favoriser la formalisation des entreprises, un registre spécial a été créé dont l'objectif principal est de permettre un meilleur suivi de l'évolution du secteur et l'identification des établissements à faible productivité. Ce registre devrait permettre de créer une base de données pour que les institutions puissent adapter les services aux besoins de ces établissements²⁷⁴. Il est à noter que seulement les MYPES inscrites auprès de ce registre soit comme personne physique ou comme personne morale, peuvent accéder aux différents services offerts dans le cadre du PROMIPYME.

²⁷¹ Supra note 13, Vol. I, p.11-15

²⁷² Ibidem, p.16

²⁷³ Ibidem, Vol. I et II)

²⁷⁴ Supra note 12, Titre IV, Chapitre I

- 2) Élimination des barrières fiscales. Outre le registre spécial pour les microentreprises et les petites entreprises, un régime fiscal spécial pour les entreprises informelles a été mis sur pied²⁷⁵. Ce régime spécial instaure un système de prélèvement d'impôts pour les petits contribuables²⁷⁶ en fonction de leur capacité contributive²⁷⁷. En vertu de ce régime, les personnes physiques inscrites comme microentreprises ou petites entreprises devront payer un montant fixe équivalent à 4.00 US \$ durant une période de 18 mois et 12 mois respectivement. Après cette période, la direction de revenu effectuera une évaluation fiscale afin de déterminer le nouveau montant à payer²⁷⁸;
- 3) La commercialisation²⁷⁹. Pour les microentreprises à faible productivité qui rencontrent plus de difficultés à accéder aux marchés locaux, le programme a prévu l'organisation de foires locales, nationales et internationales et d'acquisitions de biens. D'après l'INPYME, l'État pourrait destiner un montant annuel de 10 000 000 \$US, ce qui impliquerait un transfert considérable de ressources à ce segment²⁸⁰.

Pour les entreprises plus productives, l'intervention est axée sur l'amélioration de la productivité et la qualité des produits et des services. Ceci permettra d'avoir un meilleur accès aux marchés locaux, nationaux, régionaux et internationaux. En ce sens, des exceptions fiscales sont prévues²⁸¹ pour appuyer les secteurs productifs dans le cas

²⁷⁵ Régime Spécial d'estimation administrative pour contribuables à versement égal, Accord Ministériel No. 022-2003, approuvé le 8 septembre 2003 et publié dans la Gaceta No. 174 le 12 septembre 2003, en ligne :

[http://legislacion.asamblea.gob.ni/Normaweb.nsf/\(\\$All\)/2D7ED5FD63E243F006257233006700E5?OpenDocument](http://legislacion.asamblea.gob.ni/Normaweb.nsf/($All)/2D7ED5FD63E243F006257233006700E5?OpenDocument)

²⁷⁶ Pour être considérée comme petit contribuable, les revenus bruts annuels provenant de la vente de biens et/ou de services d'une microentreprise ou d'une petite entreprise ne doivent pas dépasser les 24 000 \$US et la valeur de leur inventaire de biens de 1000 \$ US approximativement.

²⁷⁷ Supra note 275. Partie Introductive, et Art. 1, 3

²⁷⁸ Ibidem, Art. 3

²⁷⁹ Supra note 12, Titre IV

²⁸⁰ Supra note 3, pp.48

²⁸¹ Loi d'Équité Fiscale, Loi No.453, art. 126, Dispositions Finales adoptée le 29 avril 2003 et publiée dans la Gaceta No.82 le 6 mai 2003, en ligne :

http://www.asamblea.gob.ni/index.php?option=com_wrapper&Itemid=153 et son Règlement de la Loi No 453 Loi d'Équité Fiscale, Décret No. 46-2003, Art. 210, approuvé le 2 juin 2003 et publié à La Gaceta No. 109 le 12 juin 2003, en ligne :
http://www.asamblea.gob.ni/index.php?option=com_wrapper&Itemid=153

d'importations, de la vente de matières premières, de biens intermédiaires et de capitaux destinés à la petite industrie artisanale et à l'industrie textile²⁸².

- 4) Le financement. À ce jour, les microfinancières sont les principales sources de financement pour les entreprises à faible revenu. Depuis 1998, le marché des microfinances s'est rapidement développé au Nicaragua, et ce, à la suite de la liquidation de la Banque Nationale du développement (BANADES), la seule institution qui s'occupait de l'offre de service des microcrédits aux petits producteurs. Il y a environ 280 opérateurs de microcrédits dont la plupart sont des organisations non gouvernementales (ONG) ou de coopératives de crédits qui opèrent avec des fonds de la coopération internationale et également avec des lignes de crédit privées²⁸³. Ces institutions se concentrent principalement dans le secteur agricole et celui du commerce. En 2006, le montant total du crédit placé dans ces deux secteurs s'élevait à 200 000 000 US\$ ce qui représentait 10 % du total des crédits disponibles au Nicaragua²⁸⁴. Le système bancaire et financier ne montre aucun intérêt à mettre sur pied un système de financement pour les MYPES que ces institutions considèrent comme étant un secteur à haut risque. Cette situation se traduit par un accès difficile au financement et un taux d'intérêt très élevé²⁸⁵.

Pour pallier ce problème, le PROMIPYME s'est donc donné comme mandat d'élargir et développer l'accès au crédit en adoptant les stratégies suivantes²⁸⁶ :

- a. L'implantation du Programme Usure Zéro (Programa Usura Cero)²⁸⁷. Ce programme, financé entièrement par l'État et par des donations et crédits octroyés par le

²⁸² *Supra* note 281, Art.52(11)

²⁸³ Gutiérrez Aguirre, I., « Las microfinanzas : por la sostenibilidad y un marco legal apropiado », (2002), dans *Revista Encuentro* No. 60, UCA, p.11

²⁸⁴ ASOMIF et autres, 2007, *El impacto social de las microfinanzas en Nicaragua*, EDISA, Nicaragua, p.10-12

²⁸⁵ *Supra* note 3, p.28

²⁸⁶ *Supra* note 12, chapitre III

²⁸⁷ *Décret d'instauration du Conseil National du Pouvoir Citoyen pour le Programme Usure Zéro*, No.75-2007, approuvé le 3 août 2007 et publié dans La Gaceta No. 160 du 22 août 2007, Art. 1 et 8 en ligne : [http://legislacion.asamblea.gob.ni/Normaweb.nsf/\(\\$All\)/45C5C57454D80940062573530060A58D?Op enDocument](http://legislacion.asamblea.gob.ni/Normaweb.nsf/($All)/45C5C57454D80940062573530060A58D?Op enDocument)

gouvernement du Venezuela, a pour objectif d'offrir du financement aux segments de la population qui vivent dans des conditions d'extrême pauvreté. Le taux d'intérêt annuel de ce type de crédit oscille entre 3 % et 8 %. Cependant, pour accéder aux bénéfices de ce programme, les bénéficiaires doivent être membres de groupes associatifs ou de coopératives. Il s'adresse particulièrement aux femmes à faible revenu qui veulent s'associer pour entreprendre une activité économique ou investir dans une activité déjà existante pour améliorer sa rentabilité;

b. Un Fonds de Promotion pour le développement des MYPES²⁸⁸, destiné à financer les opérations des entreprises dans les secteurs considérés prioritaires. C'est un financement qui peut être à court, moyen et long terme pour des investissements de capital-travail et capital-investissement. Divers projets destinés à l'amélioration des services financiers sont en étape d'exécution, mais nous n'avons pas eu la confirmation si ces fonds ont été effectivement déboursés. Le rapport indique toutefois que certains de ces fonds sont gérés par des institutions de microfinances.

c. L'établissement de Sociétés de garanties réciproques²⁸⁹. Ces sociétés qui sont régularisées par la loi du Système de garanties réciproques pour les MIPYMES²⁹⁰ sont composées par des microentreprises, les petites et moyennes entreprises. Elles comptent sur l'appui des partenaires financiers (des personnes physiques ou morales, nationales ou étrangères, publiques ou privées ou mixtes) qui se porteront garantes face aux tiers. Pour être opérationnelles, ces SGR doivent regrouper au moins 50 entreprises associées et un partenaire. Cependant, étant donné que la majorité des établissements qui composent le secteur des MYPES est à faible revenu, un Fonds pour le développement de ces SGR

²⁸⁸ Supra note 13, Vol.II, p.36

²⁸⁹ Ibidem, Vol.II, p.36

²⁹⁰ *Loi du Système des Sociétés de Garanties Réciproques pour les MIPYMES*, Loi No. 663 approuvée le 25 juin 2008 et publiée dans la Gaceta No. 173, le 8 septembre 2008, Art. 1, 2 et 13, en ligne : http://www.asamblea.gob.ni/index.php?option=com_wrapper&Itemid=153

avec un capital initial de 2 000 000 US\$ a été créé²⁹¹. Toutefois, seulement 132 000 \$US de ces fonds ont été déboursés au cours des deux premières années du programme²⁹².

- 5) Technologie. Dans le cadre du programme, l'État s'est engagé à investir dans la recherche, l'innovation technologique, la formation des ressources humaines et la promotion de la coopération entre les universités et les entreprises. L'État assume ainsi le compromis de stimuler la modernisation technologique des MYPES et le développement d'un marché de services technologiques qui feront partie d'un processus d'innovation technologique permanente dans le but d'améliorer la compétitivité nationale²⁹³.
- 6) La structure associative. De manière générale, la plupart des microentrepreneurs et des petits entrepreneurs se montrent peu séduits par l'idée de faire partie d'une association ou d'une coopérative²⁹⁴. La structure associative ou corporative du segment des MYPES est très affaiblie par son degré d'atomisation et de politisation ce qui affecte leur capacité de négociation et de formulation des demandes auprès des institutions de l'État. Par ailleurs, cette atomisation et le peu de représentativité des associations des MYPES rendent les organismes de coopération internationale peu portés à les convoquer pour administrer les ressources et exécuter certains programmes²⁹⁵. Par conséquent, une de stratégies prévues par le PROMIPYME est de promouvoir l'associativité²⁹⁶. Il est à noter que pour s'associer les entreprises doivent être enregistrées auprès du registre MIPYMES. L'associativité n'est pas un choix, c'est une condition à laquelle sont assujetties les microentreprises et les petites entreprises pour pouvoir accéder aux bénéfices offerts dans le cadre du PROMIPYME²⁹⁷;

²⁹¹ Supra note 290, Art.64

²⁹² Ministère de la promotion, de l'industrie et du commerce, 2009. « Estrategia de implementación del Plan operativo Multianual PROMIPYME 2009-2013 ». En ligne : <http://www.mific.gob.ni/LinkClick.aspx?fileticket=32cQCQaQ2V0%3D&tabid=177>

²⁹³ Supra note 13, p. 33

²⁹⁴ Supra note 186, p.88

²⁹⁵ Supra note 3, p.29

²⁹⁶ Supra note 12, art. 18 et Supra note 13, Vol.II p.28

²⁹⁷ *Loi Générale de Coopératives*, Loi No. 499, approuvée le 29 septembre 2004 et publiée dans La Gaceta No.17 du 25 janvier 2005, Considérants IV. En ligne : [http://legislacion.asamblea.gob.ni/Normaweb.nsf/\(\\$AII\)/F133348E36258F4A062570A100583C72?OpenDocument](http://legislacion.asamblea.gob.ni/Normaweb.nsf/($AII)/F133348E36258F4A062570A100583C72?OpenDocument)

- 7) La qualification de la main-d'oeuvre. Le niveau de formation des patrons et des travailleurs du segment des MYPES est très faible, la moyenne étant de six ans d'études dans les segments d'accumulation accrue et de quatre ans dans le segment de subsistance²⁹⁸. L'État s'engage à faciliter et promouvoir les différents services de développement entrepreneurial, de programmes d'études au niveau des universités et des institutions technologiques aux bénéficiaires des MYPES afin d'améliorer leur capacité productive et économique²⁹⁹. Le programme souligne toutefois que ce processus de formation doit se réaliser en fonction des besoins productifs et économiques du pays³⁰⁰. Le programme compte vraisemblablement adapter l'offre de services de formation aux secteurs productifs et aux groupes considérés prioritaires par le PROMIPYME;

Un problème qui n'est pas mentionné par le PROMIPYME est la fluctuation des prix des matières premières qui affecte principalement les établissements à faible productivité dans la production et la commercialisation de leurs produits. La pénurie de divers produits premiers au niveau national est une des principales causes des prix élevés³⁰¹. Ce thème sera abordé largement par les acteurs représentants des MYPES au chapitre 6.

²⁹⁸ Voir supra note 7,

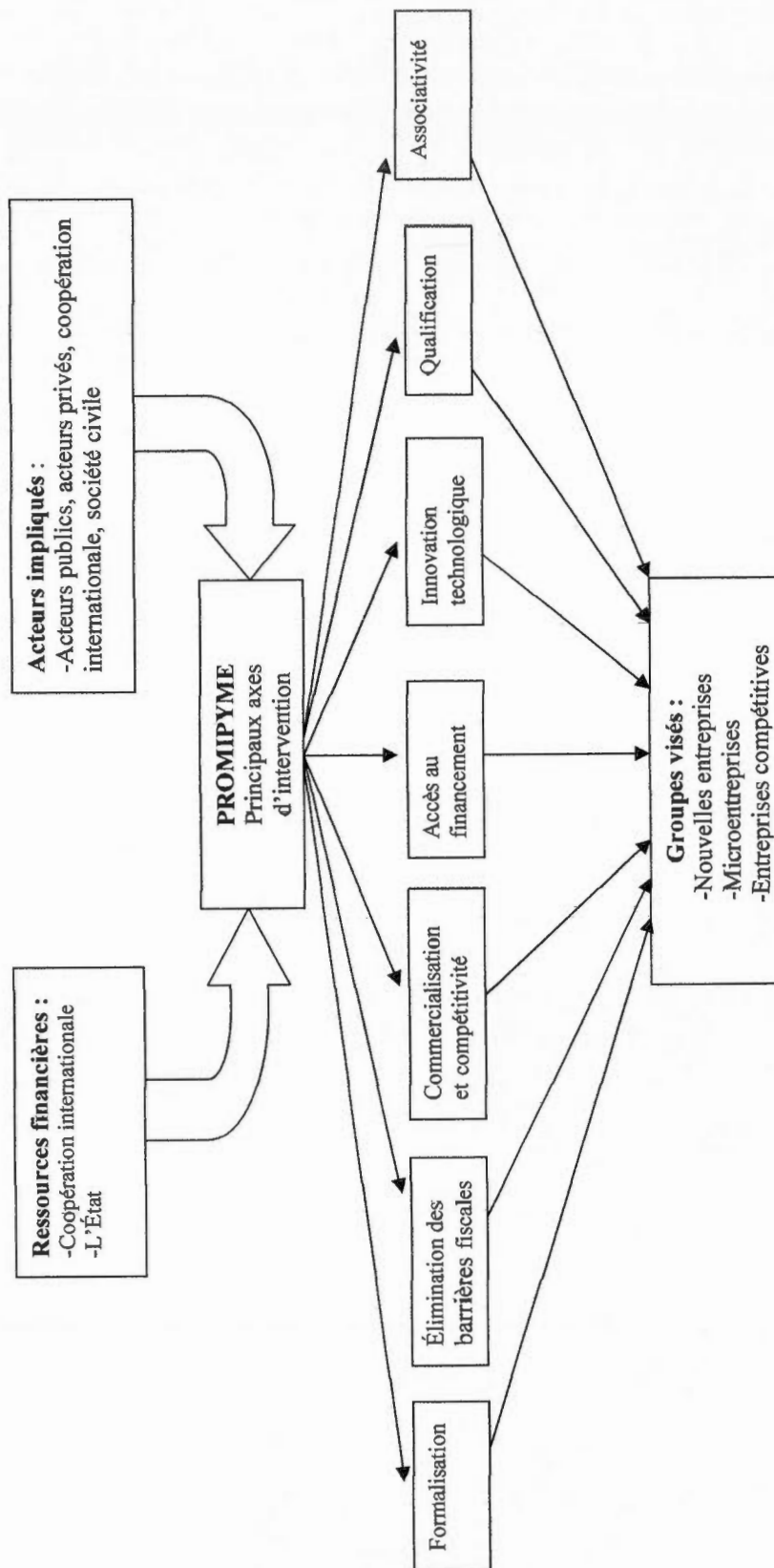
²⁹⁹ *Ibidem*, Art. 3.4. 3.5, et Titre III, Chapitre II

³⁰⁰ Supra note 13, Vol. II, p.29

³⁰¹ Supra note 7, p.86

Dans le tableau ci-dessous, nous présentons sommairement comment ce programme est structuré :

Tableau 15 Structure du Programme



Source : Compilation de l'auteur à partir du PROMIPYME

4.4 Les ressources

Le PROMIPYME est financé principalement par la coopération internationale³⁰². Le montant total qui sera destiné à financer l'application intégrale du programme n'a pas encore été divulgué par les autorités gouvernementales. Seul un montant de 131 383 765,61 US\$ a été confirmé pour le financement de la première phase du programme, lequel sera couvert par des fonds de la coopération internationale. Ce montant devra toutefois être recalculé et ajusté en fonction de la disponibilité effective des ressources.³⁰³

Il faut préciser que la coopération internationale a financé pratiquement la totalité des projets ou programmes d'aide aux MIPYMES depuis 1991. En 2010, l'assignation budgétaire de l'État au PROMIPYME a été de 541 085 \$US³⁰⁴, dont les fonds provenaient principalement de la coopération internationale. Même une grande partie du déficit fiscal du budget général de l'État est couverte par des donations internationales³⁰⁵. Ce manque de ressources pour financer les programmes d'aide au secteur MYPES rend l'État du Nicaragua très dépendant de l'aide internationale.

La coopération internationale joue un rôle important non seulement dans le financement des projets de MIPYMES, mais également dans la mise en œuvre des différents projets qui visent à accentuer le développement des MYPES tels que le Programme des services de développement entrepreneurial (PROSEDE) et le Programme de promotion entrepreneurial (ProEmpresa-Swisscontact). Ces projets sont financés par la Banque interaméricaine de développement (BID), le gouvernement des Pays-Bas³⁰⁶ et l'Agence du gouvernement suisse pour le Développement et la Coopération (COSUDE)³⁰⁷.

³⁰² Supra note 284 p. 6 et 7

³⁰³ Supra note 13, p. 33

³⁰⁴ *Documento Operativo del PROMIPYME, Fase de implantación 2009*, MIFIC, 45p, en ligne: <http://www.mific.gob.ni/LinkClick.aspx?fileticket=2mW-nNe0gg0%3d&tabid=176>

³⁰⁵ *Loi annuelle du Budget Général de la République 2011*, Loi No. 744, Art. 5 et 6, en ligne: [http://legislacion.asamblea.gob.ni/Normaweb.nsf/\(\\$All\)/5890A24281C9931106257824005CEA8A?OpenDocument](http://legislacion.asamblea.gob.ni/Normaweb.nsf/($All)/5890A24281C9931106257824005CEA8A?OpenDocument)

³⁰⁶ *Mémoire du Programme de Services de Développement Entrepreneurial (PROSEDE)*, (2005), p. 7

³⁰⁷ Supra note 81, p.57-58

D'autres agences et institutions s'impliquent également dans différents projets. Cependant, ces donateurs ne suivent pas nécessairement les priorités d'intervention du programme et peuvent se concentrer sur un seul axe d'intervention comme le démontre le Tableau 5³⁰⁸ :

Tableau 16 Agences de coopération internationale impliquées dans le développement du secteur des MYPES

Agence/pays/organisation de coopération internationale	Axe d'intervention	Montant \$US
La coopération Autriche pour le développement	La coopération entrepreneuriale (formation des alliances, chaînes de production, etc.).	2 400 000
Coopération Allemagne	Promotion de compétences entrepreneuriales.	229 129,23
Organisation des Nations unies pour le Développement Industriel (ONUDI)	Transfert de connaissances au niveau des entreprises du secteur industriel.	1 265 825
Danish International Development Agency (DANIDA)	Alliance et coopération entre le secteur public et le privé	604 168
DANIDA	La coopération entrepreneuriat (formation des alliances).	2 215 285
Commission européenne	Environnement entrepreneuriat	2 490 000
Pays-Bas	Services de développement entrepreneurial.	5 000 000
Finlande	Développement de la petite entreprise et amélioration des conditions pour les femmes et les populations affectées par l'exclusion sociale.	5 000 000
Coopération suisse	Amélioration de la capacité exportatrice des PYMES.	887 125
Banque mondiale	Développement des MIPYMES.	1 387 959

Source : compilation de l'auteur à partir de la Stratégie pour la mise en œuvre du Plan pluriannuel PROMIPYME, 2009, MIFIC. <http://www.mific.gob.ni/LinkClick.aspx?fileticket=32cQCQaQ2V0%3D&tabid=177>

Compte tenu de l'insuffisance des ressources financières nécessaires pour financer ces types de projets, ce sont les fonds de la coopération internationale, ainsi qu'une mince contribution des petites et des moyennes entreprises, qui défrayent une portion des coûts pour les services offerts³⁰⁹. Les agences de coopération sont, par conséquent, un partenaire essentiel du

³⁰⁸ Supra note 292, p.30-35

³⁰⁹ Supra note 81, p.52-53

gouvernement dans la mise sur pied de projets d'aide au secteur de la microentreprise et de la petite entreprise et un acteur important dans la viabilité du Programme.

Le tableau 32 ci-après montre que l'investissement de l'État dans les divers programmes est pratiquement inexistant et se retrouvent encore sans financement :

Tableau 17 Financement du PROMIPYME \$ US

Sous-programmes	Investissement gouvernement	Coopération internationale	Sans financement	Coût du sous-programme
Promouvoir la coopération inter entrepreneuriale	0.00	0.00	6 620 000	6 620 000
Services de formation	0.00	0.00	8 365 361.43	8 365 361.43
Améliorer la productivité, qualité et commercialisation	0.00	1 513 333	12 767 333	14 281 000
Innovation technologique	0.00	325 000	5 578 000	5 903 000
Accès aux services financiers	0.00	1 222 628.50	26 000 371.50	27 223 000.00
Promotion des exportations	0.00	0.00	10 400 000	10 400 000
Amélioration de l'accès aux services et infrastructure publique	0.00	0.00	2 975 000	2 975 000
Développement des capacités et création des entreprises	0.00	0.00	12 977 690	12 977 690
Promotion de la formalisation	0.00	243 750	893 580	1 137 330
Améliorer les capacités institutionnelles	8 318 551.34	833 333.33	32 349 498.10	41 501 382.77

*Source : MIFIC, date de consultation : 28 juin 2011 en ligne : <http://www.mific.gob.ni/LinkClick.aspx?fileticket=2mW-nNe0qg0%3d&tabid=176>

CONCLUSION

La reconnaissance de l'hétérogénéité du secteur ainsi que la nécessité d'adapter l'offre des services aux entreprises en fonction de leur niveau de développement est mentionnée de manière explicite par le PROMIPYME. Toutefois, la nomenclature qui sert à classer les établissements, selon leur compétitivité et selon leur productivité, est complexe et assez confuse d'autant plus que, dans un autre énoncé du programme relatif aux groupes d'établissements visés par ce dernier (nouvelles entreprises, le segment de la microentreprise et les entreprises compétitives), aucune de ces classifications n'est utilisée.

Les principaux problèmes jugés prioritaires par le PROMIPYME et sur lesquels l'aide aux entreprises est organisée démontre l'intérêt de l'État du Nicaragua à améliorer la compétitivité des entreprises et celle du pays. Bien que la classification des MYPES selon quatre niveaux de compétitivité soit nécessaire pour orienter les stratégies et les programmes d'appui au secteur, il ne faut pas oublier que les entreprises informelles, un des quatre groupes de cette classification, est composé également par des établissements dont le niveau de compétitivité diffère d'un segment à l'autre. D'où l'importance d'établir des critères servant à bien caractériser les différents établissements qui composent le secteur de la microentreprise.

Il reste à évaluer si les actions qui seront entreprises par l'État tout au long de la durée du programme auront les résultats escomptés et si les services offerts sont adaptés aux besoins du secteur. Étant donné qu'aucune analyse des besoins ou de diagnostics n'a été effectuée préalablement à la formulation et à l'implantation du programme, les résultats de notre enquête de terrain nous permettront d'identifier les thèmes qui méritent une attention particulière dans une éventuelle évaluation du programme.

Par ailleurs, nous pouvons constater également que le programme fait appel à l'implication de différents acteurs dans son processus de mise en œuvre, notamment les acteurs privés et ceux de la société civile. Bien que ces acteurs puissent jouer un rôle très important dans l'exécution de certains projets tels que la formation des ressources humaines, l'amélioration

de l'accès à la commercialisation, le financement ou l'innovation technologique, leur implication demeure peu significative comme nous pourrions le constater au chapitre 7.

Finalement, Il nous paraît évident que le Nicaragua a avancé dans l'institutionnalisation, l'harmonisation et la consolidation des projets et programmes destinés aux MYPES, cependant le manque de ressources de l'État du Nicaragua demeure un problème important à résoudre. Les acteurs de la coopération internationale jouent un rôle majeur dans le financement des programmes d'aide au secteur depuis deux décennies. Ils sont des partenaires importants à différents niveaux autant comme bailleurs de fonds, que dans l'assistance technique, la collecte d'information sur le terrain ainsi que la formulation de recommandations durant tout le processus d'élaboration et d'implémentation des politiques d'aide aux établissements à faible productivité. La dépendance financière de l'État pour rendre viable le programme est indéniable.

SECTION III

MÉTHODOLOGIE ET ENQUÊTE DE TERRAIN

CHAPITRE V

MÉTHODOLOGIE

Dans ce chapitre nous expliquerons la démarche méthodologique suivie dans la collecte et le traitement de données. Nous préciserons chacune des étapes de cette démarche: le choix des acteurs, la caractérisation des établissements, la délimitation de l'objet d'étude, la démarche analytique, les résultats escomptés et les limitations de notre recherche. Notre objectif est d'avancer vers une meilleure compréhension de la réalité du secteur de la microentreprise et de la petite entreprise informelle et d'identifier les principaux aspects qui semblent prioritaires dans le développement de ce secteur.

5.1 Choix de la méthode en vue de la caractérisation des entreprises informelles

Dans cette étude s'articulent aussi bien des éléments théoriques que pratiques. D'une part, nous avons effectué une analyse documentaire qui nous a permis de mettre en contexte notre problématique et de suivre l'évolution du secteur informel au Nicaragua. De l'autre, une enquête de terrain a été réalisée au Nicaragua, laquelle a consisté en une série d'entrevues individuelles semi-dirigées auprès de différents acteurs que nous décrirons à la section 5.3. En nous inspirant de la démarche du PROMICRO qui a permis d'identifier les différents segments à l'intérieur du secteur informel dans le but de mieux comprendre leur hétérogénéité, l'enquête de terrain nous permettra de caractériser chacun des segments qui composent le secteur des entreprises informelles. Pour y arriver, nous aurons recours aux principaux indicateurs proposés par la résolution de la 15e CIST de 1993 et ceux du PROMICRO, auxquels nous avons fait référence au chapitre III :

- Niveau de productivité
- Taille de l'établissement et type des travailleurs
- Niveau de pauvreté

- Gestion comptable
- Niveau d'informalité
- Scolarité

Cependant, pour favoriser une meilleure caractérisation de chacun de ces segments et suite à notre recension des écrits et de notre enquête de terrain, nous avons cru pertinent d'incorporer également trois autres critères :

- Les raisons menant à l'informalité. Tel que mentionné au chapitre I et II, les facteurs qui poussent à une grande partie de la population sont divers. C'est pourquoi nous considérons important d'identifier les principaux facteurs liés à l'informalité dans le cas des MYPES informelles au Nicaragua;
- La motivation ou vision entrepreneuriale. Nous avons constaté lors de notre enquête de terrain que le travail de ces acteurs MYPES n'était pas guidé par une vision commune, celle de faire des profits et de développer en tant qu'entreprise. Il y a certaines différences selon le segment productif.
- La capacité associative. Nous avons incorporé ce critère dans notre analyse, car le modèle coopératif est un des thèmes jugés prioritaires par le PROMIPYME tel que mentionné au chapitre IV.

Par la suite, nous ferons ressortir les principaux défis à relever par le programme d'aide au développement des MYPES. De plus, étant donné que le financement est un enjeu important dans ce secteur, nous allons nous attarder sur les différents aspects liés à l'accès au financement des microentreprises informelles qui ont été soulevés par les différents acteurs.

Pour la collecte et le traitement des données, nous avons utilisé la méthode d'investigation qualitative, plus particulièrement, celle de la théorisation ancrée (*grounded theory*), élaborée par Barney G. Glaser et Anselm L. Strauss en 1967³¹⁰, qui permet la construction de théories

³¹⁰ Dans leur ouvrage « *Discovery of Grounded Theory* », publié en 1967, ils se sont donné comme objectif, l'élaboration d'une méthode de construction de théories capables non seulement de refléter l'aspect social, mais aussi, de produire des analyses valides et vérifiées systématiquement par un

empiriquement fondées à partir de certains phénomènes sociaux sur lesquels peu d'études ont été réalisées³¹¹. Cela dit, l'objet d'étude de cette théorie est un phénomène social qu'on veut approfondir dans l'analyse théorique. La théorie souligne l'importance de prendre en considération les perspectives des acteurs sociaux dans les définitions de leur univers social, ainsi que le contexte dans lequel s'inscrivent leurs actions³¹². Il s'agit donc de définir, à partir de l'enquête de terrain, les éléments les plus importants et la forme selon laquelle ils interagissent dans un contexte particulier³¹³, d'analyser les données ainsi que de les conceptualiser. La théorie se développe durant tout le processus d'investigation en faisant interagir le processus d'analyse avec les données recueillies³¹⁴.

[...] les méthodes qualitatives et l'étude de cas présentent des qualités indéniables : en effectuant des entrevues semi-dirigées sur des cas particuliers, on peut « découvrir » et mieux approfondir des phénomènes insoupçonnés ou difficiles à mesurer »³¹⁵

5.2 La pré-enquête, l'enquête et la collecte de données

En raison de la complexité de notre sujet d'étude, de l'insuffisance d'information sur les besoins et la problématique générale des microentreprises et des petites entreprises du secteur informel dans les pays sous-développés, la réalisation d'une pré-enquête s'avérerait nécessaire pour nous assurer du bon déroulement de notre recherche. Ainsi, une première visite de huit

échantillon de données. (Laperrière, Anne, 1997, « La théorisation ancrée (*grounded theory*) : démarche analytique et comparaison avec d'autres approches apparentées », dans *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, pp.309-332, Montréal : Gaetan Morin Éditeur.

³¹¹ Laperrière, Anne, 1997, « La théorisation ancrée (*grounded theory*) : démarche analytique et comparaison avec d'autres approches apparentées », dans *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, pp.30

³¹² *Ibidem*

³¹³ Laperrière, Anne, « Pour une construction empirique de la théorie : la nouvelle école de Chicago », *Sociologie et Société*, 1982, Vol. 14, No.1, p.31-41

³¹⁴ Sandoval Casilismas, Carlos a. « Investigación cualitativa », Programas de especialización en teorías y técnicas de la investigación social, (1996)., Ed. Instituto Colombiano para el Fomento de la Educación Superior, ICFES, Bogotá. p.313, en ligne : www.icfes.gov.co/cont/s_fom/pub/libros/ser_inv_soc/modulo4.pdf

³¹⁵ Roy, Simon, 1998, « L'étude de cas », dans *L'épistémologie et instrumentation en sciences humaines*, Liège, P. Mardaga Éd. 235p. pp.158-183

semaines a été effectuée entre le 1^{er} juillet et le 30 août 2008. Elle nous a permis de recueillir de l'information pour alimenter notre cadre théorique et de préparer le processus final de collecte de données réalisé en 2010. Lors de cette pré-enquête, nous avons pu établir un premier contact avec certains fonctionnaires du ministère de l'Industrie et Commerce (MIIFIC) et de l'Institut nicaraguayen de la petite et moyenne entreprise (l'INPYME), des représentants des ONGs et des professionnels académiques, ainsi qu'avec quelques microentrepreneurs et petits entrepreneurs.

La deuxième visite, d'une durée de six semaines, a été réalisée entre les mois de mars et avril 2010. Nous avons réalisé 44 entrevues auprès de différents acteurs comme nous le verrons dans les sections suivantes.

5.3 Catégorie, choix et caractéristiques des acteurs qui ont participé à cette étude

Étant donné l'importance de notre objet d'étude comme moyen de lutte contre la pauvreté et le chômage et aussi pour le développement économique et social du Nicaragua, nous avons fait participer dans cette enquête cinq catégories d'acteurs: (i) de microentrepreneurs et de petits entrepreneurs (Acteurs MYPES); (ii) de fonctionnaires publics; (iii) de représentants des associations de microentreprises, de petites entreprises et moyennes entreprises et du secteur privé; (iv) de représentants des organisations non gouvernementales de coopération internationale (ces trois catégories composent le groupe « Acteurs intervenants »); et (v) de représentants du secteur des microfinances.

L'objectif premier de cette étude est de procéder à une caractérisation des établissements informels selon leur niveau de productivité, et ceci, afin de favoriser une meilleure compréhension de la réalité du secteur ce qui peut s'avérer d'une grande utilité dans le cadre des politiques d'aide aux microentreprises. Ainsi, dans un premier temps, nous avons réalisé 24 entrevues auprès des microentrepreneurs et des petits entrepreneurs (acteurs MYPES) qui opèrent dans des secteurs économiques informels très divers, dans des localités où il y a une concentration importante de population touchée par la pauvreté et dans certains cas, avec un taux de pauvreté très élevé. Le nombre d'entrevues a été déterminé en fonction du niveau de saturation atteint par rapport aux principales questions, en lien aux huit critères sur lesquels

est fondée notre analyse. Une fois les entrevues terminées, nous avons catégorisé les établissements à l'aide des critères retenus (taille de l'établissement et catégorie des travailleurs; productivité; gestion comptable; conditions de vie et niveau de pauvreté; niveau d'informalité; scolarité; raisons qui les amènent à l'informalité; motivation et structure associative).

En suivant la démarche du PROMICRO, nous nous sommes servis de l'ensemble des indicateurs pour regrouper les établissements en fonction de leur niveau de productivité : établissements de subsistance, d'accumulation simple, d'accumulation accrue, de la petite entreprise. Nous avons toutefois, incorporé dans cette classification un cinquième groupe, celui composé de jeunes professionnels pour deux raisons : premièrement, les nouvelles entreprises créées par des jeunes professionnels sont un des groupes cibles du PROMIPYME. Deuxièmement, au Nicaragua l'informalité devient un passage obligatoire vers la formalité pour un grand nombre des professionnels qui veulent lancer une affaire à leur compte et créer ainsi une source de revenus. Comme nous pourrions le constater dans le chapitre VI, certaines caractéristiques sont communes à tous les acteurs, mais d'autres sont sans contredit propres à chaque segment.

Tableau 18 Acteurs MYPES et nombre d'entrevues

Acteurs MYPES	Entrevues réalisées
Établissements de subsistance	6
Établissements d'accumulation simple	5
Établissements d'accumulation accrue	4
Petite entreprise à faible productivité	6
Nouvelles entreprises	3
Total	24

Nous avons jugé essentiel d'interpeller également d'autres acteurs qui sont directement impliqués dans cette problématique et qui ont un rôle important à jouer dans le développement de ces établissements. Le tableau ci-dessous fournit l'information concernant le nombre d'entrevues réalisées auprès de chaque type d'acteur :

Tableau 19 Catégorie d'acteurs et nombre d'entrevues

Acteurs	Nombre d'entrevues
<u>Fonctionnaires publics</u>	
○ MIFIC	5
○ INPYME	2
○ Direction de revenu	1
○ Surintendance de la banque	1
<u>Associations</u>	
○ MIPYMES	2
○ Conseil des entreprises privées	1
Représentants des ONG	4
Représentants du secteur microfinances	4
Total	20

Dans la catégorie «Fonctionnaires publics», nous en avons contacté neuf :

- Cinq fonctionnaires du ministère de l'Industrie (MIFIC) impliqués dans différentes divisions (la promotion de la formalité, l'innovation technologique, l'implantation du PROMIPYME, l'identification des établissements qui bénéficieront du programme);
- Deux fonctionnaires à l'emploi de l'Institut nicaraguayen de la petite et de la moyenne entreprise (INPYME), impliqués dans la mise en œuvre du PROMIPYME, ainsi que dans la promotion de l'associativité et la formalisation des établissements;
- Un fonctionnaire à l'emploi de la direction générale du revenu, impliqué dans la gestion du registre fiscal spécial pour les microentreprises et les petites entreprises (MYPES);
- Un fonctionnaire de la Surintendance de la banque et des assurances, impliqué dans le contrôle des petites financières.

Pour ce qui est de la catégorie « Associations », nous avons interviewé trois représentants :

- Un représentant de chacune de deux associations MIPYMES qui existent au Nicaragua (CONIPYME et COSUMIPYME). Ces deux associations ont été directement impliquées

dans le processus de négociation, formulation du programme d'aide au secteur MIPYME-PROMIPYME);

- Un représentant de l'association des moyennes et grandes entreprises dans le but de vérifier leur niveau d'implication dans le processus d'implantation du PROMIPYME.

Dans la catégorie des organisations de coopération internationale, nous avons réalisé quatre entrevues auprès de représentants des quatre principales ONG qui travaillent sur le terrain et participent également à différents projets de soutien au secteur de la microentreprise.

Pour le secteur des microfinances, lequel est incontournable comme source de financement pour les microentreprises et petites entreprises, nous avons réalisé quatre entrevues :

- Un représentant de l'association qui regroupe les principales microfinancières du Nicaragua
- Trois consultants impliqués dans le secteur des microfinancières.

Nous avons sollicité la participation de ces acteurs dans le but de connaître leur perception sur la réalité de ces établissements et les défis que le développement de ce secteur représente pour le Nicaragua. Compte tenu de la diversité des acteurs, nous pourrions constater une convergence d'opinion sur certains aspects, mais des divergences importantes émergeant sur d'autres thèmes. Nous cherchons également à confronter les réponses de tous les acteurs sur l'efficacité et la viabilité de l'aide au secteur MYPES ce qui nous permettra de dégager certaines pistes de réflexion.

Le Tableau ci-dessous fournit toute l'information relative à la date, au lieu, à la durée et au nombre de pages de chaque entrevue réalisée :

Tableau 20 Acteurs, lieu et durée des entrevues

Acteurs	Date de l'entrevue	Lieu de l'entrevue	Durée	Nombre des pages
Microentreprises	<u>Subsistance</u>			
	Sub. 1	30 mars 2010	San Juan de Oriente	35 minutes
	Sub. 2	30 mars 2010	San Juan de Oriente	60 minutes
	Sub. 3	30 mars 2010	San Juan de Oriente	30 minutes
	Sub. 4	31 avril 2010	Masaya	40 minutes
	Sub. 5	11 mars 2010	Managua	30 minutes
	Sub. 6	11 mars 2010	Managua	45 minutes
	<u>Accumulation simple</u>			
	AS 1	29 mars 2010	Managua	40 minutes
	AS2	7 avril 2010	Managua	45 minutes
	AS3	5 avril 2010	Managua	35 minutes
	AS4	5 avril 2010	Managua	45 minutes
	AS5	11 avril 2010	Managua	30 minutes
	<u>Accumulation accrue</u>			
	AA 1	11 mars 2010	Managua	30 minutes
	AA2	12 avril 2010	Managua	45 minutes
	AA3	11 avril 2010	Managua	40 minutes
	<u>Nouvelles entreprises</u>			
	NE1	26 mars 2010	Managua	60 minutes
	NE2	29 mars 2010	Managua	30 minutes
	NE3	5 avril 2010	Managua	35 minutes

<u>Petite entreprise</u>						
PE 1		29 mars 2010	Managua	40 minutes	5	
PE 2		24 mars 2010	Managua	60 minutes	9	
PE 3		25 mars 2010	Masaya	40 minutes	5	
PE 4		1er avril 2010	Masaya	60 minutes	9	
PE 5		1er avril 2010	Managua	45 minutes	6	
PE 6		29 mars 2010	Managua	35 minutes	4	
Acteurs publics	MIFIC					
	Fpmif 1	5 avril 2010	Managua	60 minutes	9	
	Fpmif 2	13 avril 2010	Managua	40 minutes	5	
	Fpmif 3	6 avril 2010	Managua	45 minutes	6	
	Fpmif 4	6 avril 2010	Managua	40 minutes	5	
	Fpmif 5	7 avril 2010	Managua	40 minutes	5	
	INMYPE					
	Fpin 1	7 avril 2010	Managua	60 minutes	9	
	Fpin 2	19 mars 2010	Managua	60 minutes	9	
	<u>Direct. de revenu</u>	15 avril 2010	Managua	30 minutes	4	
Associations	Superint. Banque	7 avril 2010	Managua	30 minutes	4	
	-Assoc. MYPES 1	14 avril 2010	Managua	35 minutes	4	
	-Assoc. MYPES 2	14 avril 2010	Managua	60 minutes	9	
	-Ass. Entreprises privées	8 avril 2010	Managua	60 minutes	9	
Coopération internationale	ONG 1	15 avril 2010	Managua	45 minutes	6	
	ONG 2	12 avril 2010	Managua	40 minutes	5	
	ONG 3	14 avril 2010	Managua	40 minutes	5	
	ONG 4	14 avril 2010	Managua	30 minutes	4	
Microfinances	Microf 1	9 avril 2010	Managua	60 minutes	9	
	Microf 2	6 avril 2010	Managua	40 minutes	5	
	Microf 3	14 avril 2010	Managua	40 minutes	5	
	Microf 4	16 avril 2010	Managua	60 minutes	9	

5.4 Cueillette de données et grille des entrevues

Nous avons réalisé un total de 44 entrevues individuelles semi-dirigées, dont 24 auprès des MYPES. Le protocole d'entrevue a été élaboré en fonction des thèmes jugés prioritaires suite à notre recension des écrits, la démarche du PROMICRO et le PROMIPYME.

De cette manière, les entrevues ont été préparées sur la base de questions ouvertes afin de permettre aux interlocuteurs de se prononcer aisément sur les thèmes proposés et de pouvoir approfondir par la suite sur certains aspects que, selon leur perception, semblaient importants. Étant donné que nous avons une variété d'acteurs dont l'implication diffère selon la nature de leurs missions et des activités réalisées, nous avons construit et adapté les entrevues en fonction de la catégorie des acteurs. Ceci nous a permis de mieux explorer et approfondir certains thèmes considérés prioritaires dans l'aide aux microentreprises et les petites entreprises informelles. En conséquence, nous avons trois protocoles d'entrevues présentés en Annexe : un pour les acteurs MYPES, un autre pour les fonctionnaires, les représentants des associations et des ONG ainsi qu'un troisième pour les représentants du secteur de microfinances.

Une fois l'étape des entrevues finalisée, nous avons procédé à leur analyse en appliquant la méthode d'investigation qualitative. Dans un premier temps, les entrevues ont été classifiées par catégorie d'acteurs. Par la suite, nous avons entamé un processus de codification ouverte et nous avons sélectionné les codes selon la fréquence d'utilisation. Cependant, puisque plusieurs codes sont directement liés à certains thèmes, nous avons estimé pertinent d'effectuer une analyse thématique. Cette démarche analytique a été réalisée à l'aide du logiciel Atlas.ti, conçu pour nous assister dans les analyses de textes avec l'ordinateur. Les deux tableaux ci-dessous fournissent la liste des principaux codes selon le type d'acteur.

C'est ainsi que dans le cas des acteurs MYPES, nous avons procédé premièrement à une codification ouverte par familles d'acteurs (établissements de subsistance, d'accumulation simple, accrue, nouvelles entreprises et petites entreprises) :

Tableau 21 Liste des codes et fréquences d'utilisation (Acteurs MYPES)

Liste des codes	Fréquence
Emploi	109
Financement	103
Aide/appui	82
Famille	81
Entreprise/affaire	79
Marché	69
Formation	67
Formalité	55
Gouvernement	39
Coopératives/Associativité	38
Comptabilité	37
Bénéfices	31
Programmes	29
microfinancières	27
Prix	25
Éducation	23
Pauvreté	21
Survie	10

Dans une deuxième étape, nous avons procédé à regrouper les codes par thèmes (caractéristiques des établissements, les obstacles auxquels ils sont confrontés et leurs attentes à l'égard du programme d'aide aux MYPES) tel que le démontre le tableau ci-après :

Tableau 22 Deuxième étape : Regroupement des codes par thèmes (Acteurs MYPES)

Thèmes	Liste des codes
Codes liés aux caractéristiques des entreprises informelles	<ul style="list-style-type: none"> • Emploi • Famille • Survie • Revenus • Éducation • Coopératives • Financement • Formalité • Comptabilité • Éducation • Marché • Pauvreté • Alimentation
Codes liés aux obstacles rencontrés par les entreprises informelles	<ul style="list-style-type: none"> • Financement • Marché • Prix
Codes liés aux attentes des Acteurs MYPES à l'égard du PROMIPYME	<ul style="list-style-type: none"> • Gouvernement • Aide • Bénéfices • Formalité • Formation • Pauvreté • Marché • Coopératives

Dans le cas des acteurs intervenants (fonctionnaires; représentants des associations MIPYMES et de l'association des moyennes et grandes entreprises; des représentantes des organismes de coopération internationale et; du secteur de microfinances), nous avons également classifié les entrevues par catégorie d'acteurs et entamé le processus de codification ouverte. Le tableau ci-dessous contient la liste des codes retenus selon la fréquence d'utilisation :

Tableau 23 Liste des codes et leurs fréquences par famille d'acteurs : fonctionnaires, associations, coopération et microfinances

Acteurs	Codes	Fréquence
Fonctionnaires, associations, coopération internationale	Programme	89
	Microentreprise	78
	Financement	67
	Aide/programme	64
	Formalité	63
	Formation	63
	Gouvernement	61
	Législation	59
	Ressources	59
	Coopération internationale	56
	Microfinancières	47
	Informalité	44
	Associativité	40
	Articulation	37
Acteurs du secteur microfinances	Microfinancières	36
	Microcrédit	20
	Financement	19
	Taux d'intérêt	17
	Financement	14
	Informalité	11
	Microentreprise	9
	Législation	9
	Emploi	7
	Formalité	7
	Aide	3

Notre analyse, dans les deux chapitres qui suivent, est fondée essentiellement sur les réponses des acteurs. Les réponses des acteurs sont présentées sous la forme de citation, lesquelles sont

suivies d'une extension qui nous permet d'identifier la catégorie d'acteur, le numéro du document objet de l'analyse et la position de la citation à l'intérieur du document, tout en assurant la confidentialité de l'identité de l'interviewé.

5.5 Localisation des entreprises et secteurs économiques visés par l'étude

Comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, le phénomène du secteur informel et plus particulièrement celui de la microentreprise et de la petite entreprise se développe particulièrement dans les principales villes du pays, notamment à Managua, la capitale. Par conséquent, nous avons limité notre étude à la ville de Managua et à celle de Masaya. Cette dernière est la principale ville du secteur artisanal où se concentrent un plus grand nombre d'établissements de subsistance de la sphère artisanat. En tenant compte des secteurs économiques visés par le PROMIPYME, les propriétaires des établissements qui ont été contactés font partie des secteurs économiques de l'agro-industrie, du textile, de l'artisanat, du meuble et du cuir, du commerce et des services.

5.6 Critères de validité

Nous avons utilisé dans notre travail différentes sources d'information : des lois et règlements, des entrevues, des études sur les politiques institutionnelles applicables au secteur des MYPES dans les autres sous-régions de l'Amérique latine, des rapports de recherche et des articles scientifiques sur le secteur informel et plus particulièrement sur les MYPES, ainsi que des sources statistiques sur l'emploi et son évolution au Nicaragua. Ces sources d'information nous ont permis de réaliser une analyse plus solide de la problématique entourant le secteur des MYPES au Nicaragua.

Dans le cas particulier de la méthode d'analyse des entrevues, nous avons confronté les opinions des propriétaires de différents établissements avec celles d'autres acteurs qui sont, d'une manière ou d'une autre, impliqués dans cette problématique, mais qui ont probablement une perception différente sur le thème en question. Cela nous a permis

d'identifier les principaux problèmes auxquels sont confrontés les établissements de ce secteur ainsi que les aspects prioritaires auxquels les politiques d'aide doivent répondre.

5.7 Limitations de la recherche

Un des grands problèmes auxquels nous avons dû faire face est l'invisibilité du secteur informel expliquée par le manque de registre et de statistiques fiables et à jour, un problème auquel sont confrontées également les institutions publiques. En effet, le non-enregistrement ne permet pas à ces institutions d'avoir une meilleure connaissance de la réalité entourant les microentreprises et les petites entreprises informelles, l'ampleur du secteur informel et, plus particulièrement, de la microentreprise et de la petite entreprise informelle.

Ensuite, certains microentrepreneurs et des petits entrepreneurs ont montré une certaine méfiance lors d'un premier contact. Pour rassurer les interviewés et diminuer le risque d'obtenir de fausses réponses notamment sur certaines questions concernant le registre, le niveau de revenu, le nombre de travailleurs et leurs conditions de travail, nous avons informé au départ les participants sur la nature et le but de notre recherche, sur notre engagement à maintenir la confidentialité de l'identité des répondants et sur le fait que leur participation était volontaire et qu'ils avaient le droit de collaborer ou non au projet.

Finalement, étant donné que plusieurs des questions posées aux microentrepreneurs et aux petits entrepreneurs qui vivent dans des conditions de pauvreté touchent des thèmes très sensibles comme leurs conditions de vie, leurs problèmes et difficultés quotidiennes, les réponses ont été souvent chargées d'émotion par rapport à plusieurs thèmes qui les angoissent. Pour cela, nous avons prévu le temps nécessaire pour chaque entrevue non seulement pour permettre au répondant de s'exprimer aisément sur les thèmes proposés, mais aussi pour revenir sur certaines questions et obtenir des exemples ou des cas concrets qui nous permettraient une meilleure analyse et interprétation des situations abordées.

5.8 Aspects déontologiques

Étant donné qu'une des méthodes utilisées dans notre travail consiste en la collecte de données impliquant des êtres humains par le biais d'entrevues, nous avons obtenu l'approbation éthique pour notre projet de recherche le 5 février 2010, tel que le prévoit le Cadre normatif pour l'éthique de la recherche avec des êtres humains, adopté par l'Université du Québec à Montréal en 1993³¹⁶. Tout en respectant les règles d'éthique, contenues dans le Cadre normatif, nous avons fourni aux personnes qui ont été contactées pour les entrevues, toute l'information concernant notre étude, l'objectif de la recherche, la nature du projet, l'utilisation que nous allons faire de l'information recueillie et l'importance de faire ces types de projets et les avantages que cela peut offrir dans la recherche de pistes de solutions pour faire avancer les programmes d'aide aux MYPES.

Une fois que les personnes contactées ont été bien informées sur la nature et l'objet du projet de recherche, nous leur avons expliqué que leur participation est volontaire. Elles ont été également informées que si elles décidaient d'y participer, elles pouvaient refuser de répondre à n'importe laquelle des questions ou se retirer à n'importe quel moment de l'entrevue si elles le décidaient ainsi.

Nous avons soumis à tous nos participants une lettre de consentement qu'ils ont lue avant leur participation à l'étude. Certains ont préféré ne pas signer la lettre et fournir leur nom et leur consentement de manière verbale. D'autres ont souhaité garder leur anonymat. Toutes les entrevues ont été enregistrées avec le consentement préalable de chaque répondant.

Nous avons pris toutes les mesures pour assurer la confidentialité de l'identité de nos répondants même pour ceux qui nous ont autorisés à la dévoiler. Ceci dans le but d'éliminer tout risque potentiel que les répondants pourraient encourir suite à leur participation.

³¹⁶ *Cadre normatif pour l'éthique de la recherche avec des êtres humains*, en ligne : <http://www.recherche.uqam.ca/ethique/humains-cadre-normatif.htm>

CONCLUSION

Cette étude nous permettra de faire le lien entre la théorie et la réalité du secteur MYPES. De plus, la démarche méthodologique proposée favorise une meilleure compréhension du travail de délimitation du secteur informel et de caractérisation des établissements selon leur niveau de productivité à partir des critères établis par le BIT et d'autres identifiés durant l'étape de recherche.

Compte tenu des stratégies de développement qui sont déjà en place dans le cadre du PROMIPYME et en l'absence de diagnostics permettant de fournir un portrait détaillé des microentreprises et des petites entreprises informelles, ce type d'analyse peut s'avérer d'une grande utilité dans l'évaluation de la première phase du PROMIPYME. La participation d'autres acteurs de milieux divers, impliqués d'une manière ou d'une autre dans le secteur des entreprises informelles, permet de jeter un regard critique et de bien argumenter sur les diverses stratégies d'aide mises en place par le gouvernement visant à promouvoir le développement de ce secteur.

L'analyse des entrevues qui sera présentée dans les deux chapitres suivants, nous permettra de dégager plusieurs pistes de réflexion sur lesquelles il sera intéressant de se pencher pour mieux adapter les politiques qui promeuvent le développement du secteur.

CHAPITRE VI

LA CARACTÉRISATION DES MICROENTREPRISES ET DES PETITES ENTREPRISES SELON LEUR NIVEAU DE SEGMENTATION

Dans ce chapitre, nous allons dresser un portrait des entreprises informelles à partir de l'analyse de 24 entrevues réalisées auprès des microentrepreneurs et des petits entrepreneurs (acteurs MYPES)³¹⁷. Sur la base des indicateurs identifiés au chapitre III, nous procéderons à la caractérisation des entreprises informelles (microentreprises et petites entreprises) selon leur niveau de productivité. En nous inspirant de la démarche du PROMICRO, mais en incorporant un cinquième groupe, celui des jeunes professionnels par qui l'informalité constitue un passage obligatoire vers la formalité tel qu'expliqué au chapitre V. Par conséquent, nous allons regrouper les établissements selon leur niveau de productivité en : 1) établissements de subsistance, 2) établissements d'accumulation simple, 3) établissements d'accumulation accrue, 4) nouvelles entreprises des jeunes professionnels et 5) petites entreprises à faible productivité.

Par la suite, dans une deuxième section, nous allons nous référer aux principaux obstacles auxquels sont confrontés les MYPES. Avec cette démarche nous cherchons à repérer certains éléments qui pourraient nous aider à mieux connaître chaque segment. Pour clore ce chapitre, nous présenterons la perception des acteurs sur l'aide disponible pour ce secteur.

³¹⁷ Au chapitre V nous avons expliqué notre démarche dans le choix des acteurs et les indicateurs utilisés dans la classification de ces acteurs selon leur niveau de segmentation.

6.1 Portrait des personnes qui intègrent le secteur des MYPES

Nous procéderons à la caractérisation des établissements selon leur niveau de productivité :

- 6.1.1 Établissements de subsistance;
- 6.1.2 Établissements d'accumulation simple;
- 6.1.3 Établissements d'accumulation accrue;
- 6.1.4 Nouvelles entreprises des jeunes professionnels;
- 6.1.5 Petites entreprises à faible productivité

Nous utiliserons, les huit critères suivants :

Critères	Objectifs
Capacité productive de ces établissements	Identifier les facteurs qui conditionnent les possibilités de productivité de ces établissements et déterminer, si possible, les revenus générés par l'établissement.
La taille de l'établissement et type des travailleurs	Identifier le nombre et le type des travailleurs qui œuvrent dans les établissements ainsi que les conditions de travail.
Conditions de vie et pauvreté	Repérer les caractéristiques propres à chaque segment sur leur mode de vie et l'environnement qui les entoure.
Niveau d'informalité et gestion comptable	Identifier le niveau de respect de la législation nationale (registre et permis d'opération) ainsi que la capacité de l'établissement à préparer un bilan comptable.
Raisons menant à l'informalité	Identifier les principaux facteurs qui ont poussé les acteurs à travailler dans l'informalité
Niveau de scolarité	Identifier le niveau de scolarité des acteurs qui intègrent chacun des segments MYPES.
Motivation/vision entrepreneuriale	Identifier quel est le but poursuivi par les acteurs dans la réalisation de leur activité, leur vision, leurs objectifs en tant que microentrepreneurs.
Niveau d'organisation des établissements	Déterminer la capacité et la volonté des établissements à travailler en association.

Il est à noter que nous avons regroupé dans un seul critère « la taille de l'établissement » et « le type des travailleurs » du même que « le niveau d'informalité » et « la gestion comptable ». Nous avons incorporé à cette démarche quatre autres critères (la motivation des microentrepreneurs et petits entrepreneurs, les raisons menant à l'informalité, le niveau d'organisation et la scolarité). Tel qu'indiqué au chapitre V, c'est l'ensemble de ces huit

critères qui nous a permis de regrouper les établissements dans les cinq groupes (subsistance, accumulation simple, accumulation accrue, nouvelles entreprises et petite entreprise)³¹⁸.

6.1.1. Établissements de subsistance

Ce segment regroupe les activités d'auto-emploi, cela dit, des activités qui n'ont pas la capacité de générer des profits. Ce sont des activités de type familial dont le travail repose principalement sur une seule personne, mais avec l'appui d'autres membres de la famille. Ces établissements peuvent être caractérisés par les critères suivants :

a) Niveau de productivité

Le revenu moyen de ces établissements est très difficile d'établir. Les personnes qui travaillent dans ce segment ne tiennent aucun contrôle comptable sur leurs revenus et leurs dépenses. Les revenus générés par leur travail sont si minimaux qu'ils parviennent à peine à subvenir à leurs besoins. Leur priorité est d'assurer l'alimentation de leurs familles. D'après l'étude réalisée par PROMICRO au Nicaragua³¹⁹ le revenu moyen de ces établissements se situe au-dessous du salaire minimum, soit autour de 75 \$ US par mois.

« [...] Nous devons souvent limiter nos dépenses [...] Par exemple, si j'ai besoin de vêtements ou de chaussures, nous devons prioriser notre alimentation et payer nos factures. Donc, on ne peut pas [...]. Nous devons limiter nos dépenses personnelles [...] » (ME-subs-10 :17(227 :234))

« [...] Aujourd'hui, je n'ai rien vendu. Si j'arrive à vendre quelque chose, je vais devoir prendre l'argent pour acheter de la nourriture et après je ne pourrai donc pas payer mon fournisseur [...]. Il faut que j'assure l'alimentation [...] » (ME-Subs-4 :9(84 :87))

« [...] je vends pour à peu près 100 \$ US par mois, et si j'ai les 100 \$ US maintenant, je dépense C\$ 500 (25 \$ US) pour l'achat du bois. C\$500 (25\$ US) pour la peinture et C\$ 1000 (50 \$ US) pour les aliments [...] » (ME-Sub- 02-12 :17(155 :159))

³¹⁸ Cette démarche est expliquée au chapitre V

³¹⁹ PROMICRO, voir supra note 13

b) Taille de l'établissement et type des travailleurs

Pour ce segment, le travail est de type familial et non rémunéré. Dans la plupart des cas, c'est le propriétaire de l'établissement et sa conjointe qui travaillent. Ces acteurs ont commencé à travailler dès leur très jeune âge avec leurs parents et par la suite ont succédé à ces derniers ou ont démarré leur propre établissement.

« [...] Mon fils m'aide ici à travailler [...] Il est jeune et il a besoin d'un peu d'argent [...] Ceci n'est pas un établissement qui marche très bien, mais au moins ça lui permet de gagner un peu d'argent [...] » (ME-subs-4 :12(105 :114))

« [...] Ici, on travaille ma femme et moi. Les pièces que nous fabriquons, nous les apportons au marché d'artisanat pour les vendre [...] » (ME-subs-10 :4(40 :62))

« [...] Je travaille ici depuis l'âge de 16 ans. Avant, je travaillais avec mon père [...] Nous n'avons pas de travailleurs ici, c'est seulement mon mari et moi [...] » (ME-subs-11 :1(5 :13))

Étant donné que ce groupe d'acteurs n'est pas en mesure d'embaucher des travailleurs, le propriétaire de l'établissement et la conjointe travaillent 48 heures ou plus par semaine, et ce, dans des conditions très précaires afin de pouvoir survivre et subvenir à leurs besoins de base.

« [...] Je travaille tous les jours [...] Si la journée est bonne (s'il y a des ventes), je reste jusqu'à 17 h, mais si la journée est mauvaise (pas de ventes), comme aujourd'hui, et si je me sens fatiguée aussi, je préfère m'en aller pour me reposer. Mais ce sont des choses que je ne peux pas faire souvent [...] » (ME-subs-4 :13(121 :125))

« [...] Nous travaillons tous les jours, du lundi au samedi, toute la journée. Des fois jusqu'à 18 h, 20 h et même jusqu'à 22 h [...]. C'est vrai que ce n'est pas tous les jours, mais il y a des jours où on doit travailler 15 heures par jour, parce que sinon, on n'arrive pas à payer nos factures. Moi, j'aimerais pouvoir travailler de 8 h à 16 h, mais si je fais ça, je n'aurais pas d'argent pour manger et pour payer nos factures [...] » (ME-subs-10 :14(186 :194))

c) Conditions de vie et pauvreté

Ce segment est très touché par la pauvreté. Les personnes qui y travaillent et leurs familles vivent dans de petits logements et dans des conditions très précaires. Dans certains cas, la chambre à coucher est séparée de la pièce dans laquelle ils travaillent, mais dans la plupart des cas, le logement compte une seule pièce.

« [...] Ici c'est notre maison, l'atelier, nous avons tout ensemble. Là, on dort et de l'autre côté, c'est la chambre. Ici, nous mettons les pièces que nous fabriquons. Là dehors, on cuisine, on a ce meuble pour mettre les pièces et dans un petit endroit nous nous mettons à travailler [...] » (ME-Sub-03-11 :17(19 :123))

« [...] On m'a suggéré de faire des travaux dans notre maison et de séparer l'atelier [...] parce qu'il y a des gens qui ont l'atelier séparé de l'endroit où ils habitent. J'aimerais bien, mais je ne peux pas [...] » (ME-Sub-1-sub-10 :10(143 :152))

Pour ces personnes, leur travail constitue un moyen de subsistance. Elles ressentent un sentiment de désespoir, d'abandon et se sentent délaissées par la société en général.

« [...] Nous avons besoin d'une alternative pour sortir de la pauvreté, parce qu'ici nous sommes abandonnés, nous sommes oubliés [...] » (ME-Sub-13 :25(262 :271))

« [...] À San Juan de Oriente, la grande majorité des personnes sont pauvres, qui habitent dans de petites maisons humbles. Pour cette raison, nous n'arrivons pas à nous tenir à flot [...] » (ME-Subs-10 :5(64 :73))

« [...] Merci de nous donner cette opportunité, de nous écouter pour que les gens puissent connaître notre réalité, la réalité que nous vivons ici, abandonnés par tout le monde. Nous devons simplement de continuer à travailler, parce que le travail est le seul moyen que nous avons pour nous en sortir [...] » (ME-sub-10 :38(446 :457))

d) Niveau d'informalité et gestion comptable

Parmi les acteurs interviewés, un seul a procédé à son enregistrement auprès du registre fiscal pour les MYPES, et ce, dans le but d'avoir accès à un programme de financement du gouvernement à un faible taux d'intérêt (Programme Usure Zéro), lequel s'adresse aux segments les plus défavorisés de la population.

Les autres acteurs de ce groupe qui vivent dans une grande pauvreté sont informels dans tous les sens du terme. S'inscrire ou faire des démarches pour se formaliser par le biais d'un registre fiscal n'est pas une priorité. Ils ne sont pas en mesure de respecter les obligations qui découlent d'un tel registre et de déboursier mensuellement un montant à titre d'impôt tel que l'exige ce processus, même si ce montant n'est pas très significatif. Pour ces acteurs, la priorité est de subvenir à leurs besoins de base et plus particulièrement celui de l'alimentation. De plus, ils ne manifestent aucun intérêt à devenir formel, à entrer dans un processus de formalisation. Ils considèrent que le fait d'obtenir des registres ne leur apporte aucun bénéfice.

« [...] Nous ne pouvons pas payer des impôts, nous n'avons pas les moyens pour le faire [...] nous n'avons pas la certitude de pouvoir le faire (payer des impôts). Si on s'inscrit, on sera obligés de payer des impôts et après on n'aura pas d'argent pour manger [...]. » ME-Sub-11 :14(95 :98))

« [...] Moi, je paye à la ville, mais c'est très difficile pour moi [...], mais il y a un programme du gouvernement qui prête l'argent à un bas taux d'intérêt et pour pouvoir bénéficier de ce programme, il faut être inscrit (registre fiscal). Et l'intérêt est de 1 % [...] » (ME -Sub-13 :8(78 :86))

« [...] Nous n'avons pas le permis de la ville, car cet établissement est petit [...]. Les gens de la ville, ils aimeraient bien qu'on paie des impôts [...] qu'on ne peut pas payer, car les ventes parfois vont mal, mais ils veulent qu'on les paye tout même [...] Parfois on n'a pas assez pour soi-même, pour se nourrir, encore moins pour payer des impôts. [...] Peut-être je pourrais faire un effort pour payer (des impôts) pourvu que je puisse bénéficier de l'aide du gouvernement municipal, mais ici [...] personne ne reçoit de l'aide [...] » (ME-sub-10 :6(76 :95))

En outre, la précarité des revenus de ces établissements rend impossible la tenue d'une comptabilité ou d'un simple budget pour les activités liées à l'établissement, ce qui représente une des conditions à remplir aux fins du registre fiscal. Par ailleurs et comme nous le verrons plus loin, ce groupe d'acteurs est peu scolarisé et rencontre beaucoup de difficultés pour préparer un bilan comptable. Ils ne disposent pas du temps nécessaire pour se consacrer à cette opération, puisqu'ils sont seuls à travailler dans l'établissement.

« [...] Nous avons un seul budget [...] d'ici on sort l'argent pour subvenir à nos besoins [...]. J'ai trois enfants, et je suis le seul qui travaille. Ma femme, elle travaille à la maison... » (ME -Subs-13 :21(194 :199))

« [...] Je ne sais pas combien je gagne. Je n'en ai aucune idée. Ça, c'est un problème, et c'est ça que je disais à Nitlapan (ONG), parce qu'ils nous donnent les manuels (de comptabilité), mais nous avons besoin que quelqu'un nous apprenne comment faire. Et je suis le seul ici à travailler. Je dois vendre, faire les achats et [...]. Le soir, j'aimerais me reposer un peu. [...]. Ils disent qu'il faut trouver le temps pour réviser les comptes, et tout ça [...] de demander à nos enfants de nous aider, mais mon fils, il ne sait pas comment préparer un budget, mais je sais que c'est important.. » (ME -Subs-13 :7(72 :75))

e) Facteurs menant à l'informalité

Les principaux facteurs qui ont poussé à ce groupe d'acteurs à travailler dans l'informalité sont :

- La pauvreté qui perdure et se transmet d'une génération à l'autre. La grande majorité de ces acteurs travaillent dès leur très jeune âge et sont parvenus à réaliser quelques progrès malgré les difficultés rencontrées dans leur parcours. La plupart de ces acteurs ont appris leur métier avec leurs parents et par la suite ont travaillé à leur compte. Toutefois, la précarité des conditions dans lesquelles ils vivent ne leur permet pas d'aller de l'avant pour progresser. Ils doivent lutter pour survivre.

« [...] On travaille la céramique depuis longtemps [...]. Nos parents ont commencé à travailler la boue et ils nous ont appris leur métier. Nous avons travaillé toute notre vie. Moi par exemple, j'ai commencé à travailler la céramique dès l'âge de 7 ans. Je faisais des pièces rustiques [...]. Après, nous avons perfectionné nos techniques [...] et amélioré le produit pour qu'il puisse se vendre plus facilement. Nous devons créer un revenu pour survivre, car il n'y a pas d'autre source d'emploi, même si on avait une profession [...] » (ME-Subs10 :1 (5 :19))

« [...] Nous sommes de San Juan de Oriente (Masaya). Pour vous raconter un peu sur l'artisanat, nous n'avons pas appris ce métier dans un atelier de céramique. Nos parents nous ont appris à travailler la céramique et jusqu'à présent nous avons pu survivre grâce à ce métier (l'artisanat) [...]. Je travaille

depuis l'âge de 16 ans. Maintenant, j'ai 22 ans [...] » (Taller artisanal-ME-11 :1 (5 :13)).

- Le manque d'emploi. Pour ces acteurs, qui n'ont pas eu l'opportunité de faire des études, l'informalité constitue la seule option d'emploi. Certains acteurs considèrent toutefois, que faire des études ne garantit pas nécessairement un meilleur avenir ou de meilleures options d'emploi.

« [...] Le problème c'est que pour travailler on doit connaître l'informatique, parler anglais, avoir fait des études et nous n'avons jamais terminé notre secondaire [...]. C'est pourquoi nous sommes toujours ici, à travailler la céramique. Mon mari a toujours eu l'intérêt d'aller travailler ailleurs, mais nous n'avons pas les moyens de partir [...] d'aller à Managua, d'acheter les billets d'autobus [...] » (ME-Sub-11-20 :42)

« [...] Je suis technicien, mais je n'ai jamais trouvé un emploi [...] C'est ça la vie au Nicaragua. Le parti politique qui arrive au pouvoir profite de la richesse du pays, mais le pauvre reste toujours pauvre [...] Ma femme et moi depuis que nous nous sommes mariés [...] nous travaillons ensemble, car elle sait aussi travailler la boue. Nous avons donc, décidé de faire ce métier, la céramique, et nous avons déjà 10 ans d'expérience dans ce travail [...] » (ME-Subs10 :2 (22 :31))

- La conciliation travail-famille. Pour les femmes dans ce segment, le fait d'être leur propre patron et de ne pas avoir à respecter un horaire leur donne la chance de travailler et de s'occuper de leurs enfants en même temps. Ainsi, elles peuvent organiser leur horaire de travail selon leurs besoins. Étant donné la précarité des salaires au Nicaragua, embaucher quelqu'un pour s'occuper des enfants n'est pas envisageable. Par conséquent, selon ces acteurs, leur meilleure alternative est de rester dans le secteur informel et de lutter pour s'en sortir.

« [...] J'ai commencé à travailler ici parce que je suis devenue mère célibataire [...] avec quatre enfants. Mon fils, le cadet, avait 4 mois. Mes enfants étaient petits [...]. » (ME-Subs-3 :2(11 :18))

« Je n'ai jamais cherché du travail, parce que je devais garder mes enfants. Donc, je travaillais quelques heures par jour. Mes enfants étudiaient dans une école tout près de chez nous [...] et dans ce type de travail [...] on n'est pas sous les ordres d'un patron. C'est pour la liberté d'horaire » (ME-Subs3 :3(21 :30))

« Je n'ai jamais cherché d'emploi ailleurs à cause des enfants, car ils vont à l'école et viennent pour le déjeuner, à midi. Si je devais aller travailler ailleurs, je devrais payer une gardienne. Avec les salaires qu'on paye ici, on n'aurait pas assez pour payer une gardienne. Avec la céramique, on ne gagne pas beaucoup, mais on cherche la manière de s'en sortir et d'avancer [...] » (ME-Subs12 :5(43 :49))

- La recherche de meilleures conditions de vie. D'après les dires de ces acteurs, le travail dans le secteur informel est la seule forme de travail qu'ils connaissent et c'est la seule option de survie qui leur permet d'améliorer leurs conditions de vie.

« [...] J'ai commencé à travailler dans les années 70, je vendais dans la rue des produits bon marché. J'étais très jeune, et c'était ainsi que je gagnais ma vie. Après, le tremblement de terre, je suis partie à Masaya pour faire la même chose, vendre mes produits, mais les choses n'ont pas très bien marché et je suis revenue pour vendre du café et d'autres produits. Je me suis cherché une place ici dans le marché Oriental [...] » (ME-Subs 4 :1(5 :17))

« [...] Dans les années 80, l'époque du Frente sandinista [...] nous avons émigré pour venir nous installer à Managua. Ici, il y a de milliers d'immigrants qui viennent des différentes régions du pays pour se réfugier et ils sont restés à la recherche d'une meilleure vie » (ME-Subs3 :2(11 :18)).

f) Le niveau de scolarité

L'éducation a sans doute un impact important sur la capacité de gestion des propriétaires des établissements. Nous avons pu constater que le niveau d'instruction de la plupart des interlocuteurs dans ce segment est très bas et même certains n'ont pas pu compléter leurs études secondaires. Toutefois, ils accordent énormément d'importance à l'éducation de leurs enfants afin de pouvoir leur offrir un meilleur avenir que le leur.

« [...] Moi, j'ai seulement pu terminer l'école primaire, lui (le mari), il a terminé la deuxième année de secondaire. Ma fille, elle va à l'école primaire. Notre métier (la céramique) sert un peu à ça. [...] je veux qu'elle termine l'école, et moi peut-être un jour, je pourrais aussi terminer l'école et aller me chercher un autre travail [...] » (ME-Subs-3-11 :15(101 :108))

« [...] Nous n'avons pas pu terminer l'école secondaire, mais notre fils de 15 ans est en secondaire quatre et notre fille est en troisième année du primaire. Nous serons

très fiers si notre fils réussit à terminer son secondaire, parce que nous n'avons pas pu le faire et tout l'effort qu'on fait maintenant servira à ça. La céramique, même si on ne gagne pas beaucoup, nous aide à payer nos factures, à acheter des aliments, des chaussures, l'école. Tout ce dont ils ont besoin pour étudier [...] » (ME-Subs -2-12 :3(104 :113))

« [...] Nous avons deux enfants [...] et la céramique nous a permis de payer leurs études et s'ils veulent travailler dans la céramique, ils peuvent le faire, mais s'ils veulent continuer les études, nous, avec notre effort, avec notre travail dans la céramique nous pourrions payer leurs études [...] » (ME-Subs.txt-12 :2 (21 :25))

g) Motivation entrepreneuriale

Ces acteurs manifestent un souhait de prospérer pour laisser une source de travail et de revenus à leurs enfants. C'est le souhait d'un meilleur avenir, mais ils ne poursuivent pas un objectif clair et précis, un but à atteindre avec leurs activités puisqu'ils manquent de moyens financiers et humains et du niveau d'instruction adéquat. Leur motivation principale est la recherche d'un moyen de survie afin de pouvoir subvenir à leurs besoins de base, particulièrement l'alimentation.

« [...] Nous aimerions prospérer, pour nos enfants. Parce que nous... on pense à l'avenir de nos enfants [...] » (ME-subs-12 :13(123 :126))

« [...] J'aimerais pouvoir développer (l'établissement). C'est important afin de pouvoir laisser quelque chose à nos enfants, mais les choses aujourd'hui (la situation économique) ne vont pas bien, nous sommes plutôt en train de crever ici. Si je meurs aujourd'hui par exemple, mes enfants n'auront rien. Mais, si je pouvais laisser une petite entreprise à mes enfants, quelque chose pour qu'ils puissent vivre, ils (mes enfants) mettraient de l'amour à ce petit établissement et ils pourraient devenir plus productif [...] » (ME- Subs-3 :15(179 :185))

« [...] Nous devons vendre de la céramique afin d'avoir un revenu qui nous permette de survivre. C'est ça qui nous motive, la survie, parce que nous n'avons pas une autre source d'emploi [...] » (ME- sub-10 :6(76 :95))

h) Niveau d'organisation ou capacité d'association de l'établissement

La majorité des acteurs de ce segment que nous avons rencontrés ne font pas partie d'une coopérative et ceux qui en font partie agissent plus pour un intérêt individuel et pour avoir

accès à l'aide du gouvernement. La perception de ces acteurs au regard des coopératives est très négative. Ils considèrent que les seules personnes qui tirent un réel profit de ces organisations sont leurs dirigeants ou leurs fondateurs. Les membres associés sont, d'après ces acteurs, abandonnés, délaissés.

« [...] J'ai entendu parler que l'INPYME aide les microentreprises, mais l'aide est seulement pour ceux qui sont organisés en coopératives. L'INPYME donne des bourses pour les aider, mais ceux qui en profitent sont une minorité de personnes. À nous, la majorité, on nous en tient en compte seulement au moment de créer l'association. Ceux qui tirent des profits des coopératives sont uniquement leurs dirigeants [...] C'est pour ça que nous préférons ne pas nous organiser [...] » (ME-sub-10 :9(122 :140))

« [...] Il y a certains qui s'organisent et qui forment un groupe, mais c'est seulement pour demander de l'aide. Ce sont seulement (les dirigeants) les bénéficiaires. Ils utilisent les gens pour former la coopérative, mais le bénéfice n'arrive jamais au plus petit. Donc, nous avons décidé de nous tenir en marge. C'est pour ça que nous ne voulons pas nous organiser [...] » (ME-sub-10 :5(64 :73))

« [...] Maintenant, il faut être membre d'une coopérative pour recevoir de l'aide et recevoir des formations. Et moi, je n'aime pas faire partie des coopératives. Je préfère travailler seul [...] » (ME-AS-9 :3(33 :40))

Certains interlocuteurs se prononcent sur le manque d'équité dans la distribution de l'aide au secteur qui se fait par le biais des coopératives. Ils considèrent que les programmes d'aide du gouvernement visent surtout les segments qui sont plus productifs, plus développés. C'est pourquoi, expliquent ces acteurs, ils n'ont aucun intérêt à s'associer, car ils ne font pas partie des segments visés par le programme.

« [...] Je pourrais, en faisant un peu d'effort, m'organiser, mais le problème c'est que l'aide va à ceux qui ont le plus, à ceux qui sont plus haut (qui ont plus de ressources). C'est toujours pour ceux qui ont plus [...] et l'aide n'arrive jamais à nous qui sommes plus pauvres [...] » (ME-sub-11 :6(44 :48))

« [...] Pour bénéficier de l'aide offerte par l'INPYME, il faut être organisé. Nous devons faire partie d'une coopérative [...] Mais comme les gens ne voient pas que l'aide arrive, ils se retirent. Les gens ne croient pas qu'il y ait vraiment des bénéfices [...] » (ME-sub-13 :23(216 :244))

Ce manque d'intérêt à travailler en association et à faire partie d'une coopérative pourrait s'expliquer par la condition précaire dans laquelle vivent les personnes de ce segment qui ont des besoins de base devant être comblés de manière immédiate. Les coopératives sont des organisations qui travaillent pour atteindre des objectifs généralement à moyen et à long terme, et ne font pas partie de la solution pour les besoins de ces acteurs.

« [...] Les gens ici ne veulent pas s'associer. Ils veulent les bénéfices maintenant, que leurs problèmes soient résolus du jour au lendemain, que les bénéfices arrivent maintenant. Il n'y a pas de motivation [...] (ME-subs-13 :24(247 :259))

Synthèse

Les établissements du segment de subsistance se caractérisent principalement par la précarité de leurs revenus établis autour de 100,00 \$ US mensuel. Ce sont des unités de type familial où travaillent le propriétaire et sa conjointe. Ce segment est très touché par la pauvreté et une de leurs principales préoccupations est d'assurer l'alimentation de leurs familles. Cette pauvreté qui se reproduit et se perpétue est le facteur principal qui mène à l'informalité. Le faible niveau de scolarité des personnes qui intègrent ce segment constitue un obstacle au développement de ces établissements. Le travail que ces acteurs réalisent est guidé par une volonté de survie plutôt que par une vision entrepreneuriale.

La grande majorité des établissements dans ce segment opère dans l'informalité absolue, car les personnes qui y travaillent n'ont pas les ressources nécessaires pour entamer un processus de formalisation et ne démontrent aucun intérêt à devenir formels. Ce sont des établissements majoritairement non-organisés, cela dit, ils ne font pas partie d'aucune association ou coopérative. Pour ces acteurs, les coopératives ne sont pas en mesure de répondre à leurs besoins immédiats.

Tableau 24 Segment de subsistance : principaux constats

Critères	Constats
Capacité productive de ces établissements	Précarité des revenus, moins de 100,00 \$ US/mois
La taille de l'établissement et type des travailleurs	Une ou deux personnes (propriétaire et conjoint). Travail non rémunéré, longues journées de travail.
Conditions de vie et pauvreté	Segment très touché par la pauvreté.
Niveau d'informalité et bilan comptables	Informalité absolue. La plupart de ces établissements ne sont pas en mesure d'entamer un processus de formalisation.
Raisons menant à l'informalité	Pauvreté, manque d'emploi, conciliation travail-famille
Niveau de scolarité	Primaire
Motivation/vision entrepreneuriale	La survie
Niveau d'organisation des établissements	Segment non organisé et peu motivé à le faire.

6.1.2 Établissements d'accumulation simple

Le segment d'accumulation simple regroupe les établissements dont la capacité de générer des excédents et d'utilisation de main-d'œuvre est très limitée³²⁰.

³²⁰ Supra note 8

a) Niveau de productivité

Tout comme les établissements de subsistance, il est difficile de déterminer un revenu moyen pour ces établissements. D'après leurs discours, leur travail leur permet de subvenir à leurs besoins de base (se nourrir, s'habiller et payer les études de leurs enfants). Assurer l'alimentation pour leurs familles est une priorité pour ces acteurs. Dans le cas de ces acteurs, leurs revenus se situent entre 100 \$ US et 300 \$ US.

« [...] Nos dépenses à la maison sont d'à peu près 1500 C \$ (75 \$ US) par mois. On coupe ailleurs pour que le riz, les haricots, l'huile ne manquent pas [...] De cette manière, nous pouvons éduquer à nos enfants, tout en s'assurant de nos aliments [...] » (ME-AS-1 :21(216 :224))

« [...] Nous vendons près de 6 000 C \$ (300.00 \$ US) mensuels [...] » (ME-AS-1 :8(74 :84))

« [...] Nous avons avancé, mais très lentement comme la tortue. Le plus important, est d'avoir toujours quelque chose à manger, nous nourrir et nous habiller. J'ai deux filles, une de 4 ans et une autre de 3 ans [...] » (ME-AS-9 :10(114 :120))

Nous avons pu observer dans ce groupe d'acteurs que tous les membres de la famille, parents et enfants de tous les âges, participent activement dans le travail de l'établissement et contribuent énergiquement à son développement pour sortir de la pauvreté.

« [...] De ce travail, vivent ma mère, mon père, ma sœur et sa fille. Ma sœur travaille ailleurs, mais avec son salaire elle arrive à peine à payer l'école de sa fille [...] » (ME-AS-6 :11(92 :97))

« [...] Nous arrivons à subsister [...] je continue aussi avec mon travail de couturier et avec ça on s'entraide. Mon mari a ses clients. Mes enfants ont aussi leurs clients à l'école et ici, cette foire nous aide à nous faire connaître [...]. » (ME-AS-1 :8(74 :84))

Certains interlocuteurs dans ce segment manifestent un grand intérêt à améliorer leur capacité productive. Toutefois, la pauvreté qui touche une grande partie de la population, le manque d'emploi et la précarité salariale au pays ont une incidence directe sur le pouvoir d'achat des

consommateurs. Ils considèrent qu'il est très ardu de faire prospérer un établissement dans de telles conditions et qu'ils sont vulnérables face aux établissements plus productifs.

« [...] Actuellement [...] nous traversons une situation très difficile et on est là [...] on doit couper certaines dépenses, parce que l'établissement n'est pas rentable. Il ne donne rien [...] » (ME-AS-5 :6(10 :18))

« [...] Les choses ne changent pas [...] on ne peut pas demander un crédit pour acheter la matière première parce qu'on va perdre (en raison des intérêts à payer). Dans de telles conditions [...], aucun établissement ne peut devenir productif. On est toujours perdant. Nous n'avons aucune protection. Et le principal problème est qu'il n'y a pas d'emploi. S'il y avait de l'emploi pour les gens, ils auraient l'argent pour acheter [...] Mais actuellement, il n'y a pas d'emploi et les salaires sont très bas. Les gens peuvent manger une seule fois par jour [...] » (ME-AS-5 :12(110 :118))

« [...] Je dois sortir pour aller faire mes ventes à pied [...] Donc, prospérer dans de telles conditions me semble difficile parce que je n'ai pas de capital, je ne peux pas [...] la situation est assez difficile. Les petits entrepreneurs sont peu motivés [...] » (ME-AS-9 :7(73 :81))

b) Taille de l'établissement et type des travailleurs

Ces établissements emploient des travailleurs familiaux non rémunérés ainsi que des travailleurs rémunérés (un à trois). L'embauche de ces derniers est de type occasionnel, sans salaire fixe. Ils sont payés en fonction de ce qu'ils produisent. L'implication de la famille dans la réalisation de l'activité est importante dans ce segment.

« [...] Ici il y a cinq personnes qui travaillent. Au début, seulement la famille travaillait ici, mais ma fille et son mari sont partis, donc j'ai maintenant trois personnes particulières (non-membres de la famille). De la famille, seulement ma fille et ma belle-fille travaillent ici [...] » (ME-AS-2 :6(59 :63))

« [...] J'embauche des travailleurs qui sont membres de ma famille : mon fils, mon frère et mes neveux. C'est comme ça que je travaille, avec ma famille [...] » (ME-AS-8 :2 (16 :24))

« [...] Ici, on travaille, ma femme, ma belle-sœur, mon neveu. C'est une affaire familiale, et deux ou trois personnes de plus qu'on paye occasionnellement. Par exemple, dans cette foire, nous sommes ma femme, mon beau-frère, ce garçon et moi

[...] ce garçon, je le paye selon ce que je gagne. Je ne peux pas le payer beaucoup pour son travail [...] » (ME-AS-9 :5(54 :58))

Quant aux conditions de travail, elles sont très difficiles. Ils signalent que les journées de travail peuvent être longues. Le propriétaire de l'établissement et sa conjointe doivent réaliser une grande partie du travail afin de faire diminuer les coûts de production et maximiser les profits. Cependant, la capacité de croissance de l'établissement est limitée faute de ressources humaines et financières.

« [...] Nous travaillons toute la journée, tous les jours. Des fois, nous devons faire la livraison les dimanches et comme on travaille de chez-nous, on est ouverts aussi les dimanches [...] » (ME-AS-1 :23(236 :255))

« [...] Je travaille à partir de 7 h du matin jusqu'à 21h30. Ici, je ferme à 21 h ou à 21h30. Nous habitons aussi ici. Quand je travaille à la foire de la Plaza Inter et les Amériques, je termine à 21h. J'y vais tous les 15 jours [...] » (ME-AS-6 :12(102 :107))

« [...] Mon mari travaille toute la journée. C'est lui qui fait la livraison et ça limite notre capacité de production. Il doit parcourir de longues distances. Nous ne pouvons faire que deux ou trois livraisons par jour. Nous aimerions prospérer, agrandir cet établissement, avoir plus d'espace, séparer l'atelier de la maison parce que tout est ensemble pour le moment [...] » (ME-AS-1 :9 (87 :106))

Dans ce groupe d'acteurs, le salaire des travailleurs non familiaux est déterminé selon le niveau de production, c'est-à-dire, à la pièce. Puisqu'il s'agit d'un segment à très faible productivité, les propriétaires de ces établissements n'ont pas la capacité d'offrir de bonnes conditions de travail, ni d'avantages sociaux à leurs travailleurs. Comme nous pourrions le constater, dans presque tous les segments et plus particulièrement dans les segments d'accumulation simple et accrue, le propriétaire de l'établissement fournit un ou deux repas par jours aux travailleurs, lesquels font partie de leurs salaires.

« [...] Actuellement, nous n'avons pas de salaire. Nous avons des gens qui sont des agents de ventes [...] » (ME-AS-1 :3(20 :36))

« [...] Moi, je dis à mes employés : « je vais vous payer tel montant ». Je ne paye pas des bénéfices sociaux, mais je leur garantis leurs repas le matin, pas un grand

repas Et à midi, je leur offre un repas complet, c'est comme ça qu'on fonctionne [...]. » (ME-AS-2 :8 (74 :86))

« [...] Les deux filles, elles travaillent à la pièce, elles élaborent ça (un produit), et pour ça je les paye. Elles n'ont pas un salaire fixe [...] » (ME-AS (6 :6(92 :97))

c) Conditions de vie et niveau de pauvreté

Ce groupe est également très touché par la pauvreté. Dans certains cas, leurs conditions de vie sont très similaires à celles vécues par les acteurs qui composent le segment de subsistance. Toutefois, et malgré les conditions très précaires dans lesquelles ces personnes vivent et travaillent, elles parviennent à générer un certain revenu qui leur permet de survivre et les incite à faire des projets d'investissements tout en sachant que de tels projets peuvent prendre du temps avant de se concrétiser.

« [...] nous aimerons avoir plus d'espace, car tout est ensemble dans la même maison. C'est là où on travaille, donc nous aimerions agrandir cet espace [...] » (ME-AS1 :9(87 :106))

« [...] Je viens d'un milieu très pauvre. J'ai un petit terrain, mais comme nous n'avons pas un fourneau pour travailler, je me trouve dans un dilemme : j'achète premièrement le fourneau pour le travail ou je construis la maison ? Est-ce que je dois avoir en première une petite maison, et après le fourneau ? Pour certaines personnes tout ça peut être facile, mais pour moi c'est un processus très long, possible, mais long. Mais j'ai confiance en Dieu et je suis confiante que cet établissement va prospérer [...] » (ME-AS-9 :6(61 :70))

d) Niveau d'informalité et gestion comptable

Ce groupe d'acteurs a procédé au moins à leur enregistrement auprès du Registre fiscal. Même si c'est un segment à très faible productivité, ces acteurs considèrent que les coûts liés au registre fiscal sont raisonnables.

« [...] Nous nous sommes inscrit auprès la direction générale du revenu, mais pas auprès de la ville [...] C'est mieux de s'inscrire à la ville une fois que l'établissement fonctionne bien, après deux ans de travail [...] » (ME -AS-1 :12(131 :138))

« [...] Les frais de registre sont accessibles. Le permis du registre sanitaire par exemple, m'a coûté 1 000 C \$ (50.00 \$ US). Il est valide pour deux ans. Ce sont des paiements accessibles et le régime fiscal (à versements égaux) est adéquat [...] » (ME-AS-2 :16(170-183))

« [...] Le montant est d'environ 200.00 C \$ (10.00 \$ US) mensuel. Il est calculé en fonction des ventes réalisées. Par exemple, nous vendons près de 6 000 C \$ (300.00 \$ US) mensuels [...] » (ME-AS-1 :8(74 :84))

Certains acteurs toutefois, éprouvent des difficultés à effectuer leurs versements mensuels à la direction générale du revenu. Cependant et malgré ces difficultés, ils considèrent qu'être enregistré auprès du registre fiscal, leur donne la possibilité de prospérer et de bénéficier de l'aide du gouvernement. Il est à noter que dans tous les segments, certains acteurs s'autoqualifient comme légaux ou illégaux en fonction des étapes qui ont été franchies dans le processus de formalisation.

« [...] Je suis inscrit à la direction du revenu et à la ville. Il faut s'inscrire pour devenir légaux, même si on est informel. Ils disent que pour respecter les lois municipales il faut s'enregistrer. Donc, on paye 200 C \$ (10.00 \$ US) à la ville et 150 C \$ (7.50 \$ US) à la direction du revenu. C'est un montant fixe qu'on doit payer, même si on a rien vendu. C'est le minimum à payer [...] » (ME-AS-9 :12(131 :135))

« [...] Nous avons bien évalué si on pouvait s'enregistrer et oui, on peut payer. C'est avantageux en raison des bénéfices qu'on peut obtenir. Je crois que le montant qui nous a été fixé n'est pas excessif. Nous devons payer 300 C \$ (15.00 \$ US) mensuel et l'achat de certains produits est exempt d'impôt. Et ça, c'est avantageux, car les coûts de production diminuent [...] » (ME-AS-6 :9(75 :82))

« [...] Actuellement, je paye 300 C \$ (15.00 \$ US), mais j'ai une dette avec la direction du revenu, les choses sont comme ça [...] » (ME-AS-2 :3(31 :39))

Pour d'autres acteurs, le fait de ne pas savoir comment tenir une comptabilité retarde leur enregistrement auprès de la direction générale du revenu bien que le type de comptabilité exigé aux établissements à faible productivité soit très simplifié (rapport de ventes et de dépenses). Comme nous le verrons plus loin, la majorité de ces acteurs sont peu scolarisés et par conséquent, éprouvent beaucoup de difficulté à remplir cette condition.

« [...] Ils nous demandent de tenir une comptabilité, mais les dépenses liées à cette activité et celles de la maison font partie d'un seul budget. Ici, on ne sépare pas les dépenses. Des revenus générés par cet établissement, on mange, on paye l'électricité. Tout fait partie d'un seul budget. Donc, les conditions imposées par la direction du revenu de séparer nos dépenses et nos revenus, de tenir une comptabilité, pour le moment, nous ne pouvons pas le faire [...] » (ME-AS-6 :3(19 :26))

« [...] Je n'ai pas un bilan des dépenses [...] Avant, chaque semaine je préparais un budget, mais je ne le fais plus. Donc, je ne sais pas quels sont mes revenus. Je ne sais pas non plus quelles sont les dépenses familiales. Notre principale dépense est reliée à l'alimentation, car les travailleurs mangent ici à midi [...] » (ME-AS-2 :11(121 :127))

e) Facteurs amenant à l'informalité

Les facteurs invoqués par ce groupe d'acteurs comme étant les raisons qui les ont poussés à travailler dans l'informalité sont :

- Le manque d'emploi. Pour ces acteurs, l'activité dans ces établissements leur permet en plus d'avoir une source de revenus pour subvenir aux besoins de leurs familles, d'aider les autres membres de leurs familles qui sont sans emploi ou qui perçoivent un petit salaire.

« [...] Je suis la chef de famille. Dans ma famille, à part moi, personne ne travaille, car il n'y a pas d'emploi. Mon fils, qui est professionnel, n'a pas un emploi stable. Mon petit-fils travaille, mais son salaire est très bas, donc il habite avec nous. Il ne peut pas déménager et subvenir à ses besoins de base tout seul. [...] » (ME-AS-5 :5(32 :36))

« Quand je suis arrivé à Somoto, je n'avais pas une source d'emploi. Mon idée était de travailler comme commerçant. [...]. Avec ma femme qui vient d'une famille qui prépare des rosquillas (des petits biscuits faits à base de maïs) nous avons vu des possibilités [...]. Depuis, je viens à Managua pour vendre des rosquillas. Je vends dans la rue, avec un sac ou un panier et je me promène avec mes produits dans différents endroits et ça m'a permis de développer cette petite affaire [...] » (ME-AS-9 :1(4 :17))

« [...] Ici, il n'y a pas d'emploi [...]. Dans les foyers nicaraguayens, parfois il y a une seule personne qui travaille. Il y a des gens qui mangent seulement une fois par jour [...] » (ME-AS-5 :7(45 :54))

- La perte d'emploi. Pour d'autres, le secteur informel a représenté une alternative à la perte d'emploi et leur a permis de créer rapidement une source de revenus dans une activité à laquelle participent activement également tous les autres membres de la famille. Le fait d'avoir travaillé comme salarié pendant un certain temps leur a permis d'initier une activité économique avec un certain capital.

« [...] Mon mari était opérateur dans une usine, mais il a eu un accident de travail [...]. Suite à l'accident, il a été congédié sans droit à l'indemnisation. Donc, comme nous avions besoin d'un emploi et que nous savions qu'il n'allait pas trouver d'emploi ailleurs, nous avons décidé de commencer ce travail avec un peu d'argent » (ME-AS-1 :2(15 :16))

« [...] J'ai 20 ans d'expérience comme [...] Je cherche toujours de l'emploi, mais c'est difficile [...]. Jusqu'en 2006, je travaillais à la Direction de la propriété [...] On m'a promis que j'aurais à nouveau un poste là, mais j'attends toujours [...] » (ME-AS-2 :4(42 :50))

« Avant, j'ai travaillé dans une banque, mais j'ai perdu mon emploi. Comme je ne trouvais pas d'autre chose à faire et que j'avais commencé à faire des draps et des protecteurs pour des petits lits, j'ai décidé d'aller à l'INPYME, qui à ce moment-là était en train d'organiser une foire pour demander un module pour vendre mes produits. Il y a déjà 15 ans de ça. Depuis, je participe à des foires pour vendre mes produits et je travaille aussi à la maison. Ainsi, je lutte pour survivre [...] » (ME-AS-6 :1(3 :9))

- La précarité des salaires dans le secteur formel. Pour certains interlocuteurs qui travaillent dans le secteur formel, les revenus générés par leurs établissements constituent une source complémentaire de revenus. D'autres en revanche considèrent qu'il est plus rentable de travailler dans l'informalité que dans le secteur formel, car les revenus sont un peu plus élevés.

« [...] Au début, ce travail était complémentaire à mon emploi en attendant de trouver un bon projet pour le futur [...] » (ME-AS2 :5 (53 :56))

« [...] Ma sœur travaille, mais son salaire est très bas [...]. C'est ma mère qui s'occupe de payer toutes les factures avec ce travail. Ma sœur travaille dans une ONG, mais avec son salaire, elle n'arrive pas à couvrir toutes ses dépenses. [...] » (ME-As-6 :11(92 :97))

- Un moyen de survie. Travailler dans ces établissements est considéré par ces interlocuteurs comme un moyen de survie pour leurs familles et celles de leurs travailleurs.

« [...] Je travaille ici depuis l'an 2000 [...] jusqu'ici nous avons avancé. Nous avons survécu, parce que c'est ça qu'on fait dans notre pauvre pays, survivre. Moi, je suis cartographe, mais je dois faire ce type de travail, car ça nous permet, à moi et à ma famille de survivre. De plus, je crée des emplois qui aident d'autres familles à survivre aussi [...] » (ME-AS-2 :1(4 :14))

« [...] Je n'ai aucun appui. Je viens d'une famille très pauvre et j'ai dû émigrer et travailler pour envoyer de l'argent à ma famille [...] » (ME- AS-9 :9 (1000 :111))

f) Niveau de scolarité

Certains de ces acteurs ont un niveau de scolarité plus élevé que ceux du segment de subsistance, mais ceci peut varier d'un établissement à l'autre. C'est pourquoi nous insistons sur le fait que pour caractériser ces établissements il faut tenir compte de l'ensemble des critères. Tout comme les acteurs du segment de subsistance, ces interlocuteurs donnent une grande importance à l'éducation de leurs enfants.

« [...] Moi, je suis cartographe, mon domaine c'est la technique [...] » ME-AS-2 :1(4 :14))

« [...] Mon mari, il est technicien, opérateur d'usine » (ME-AS-1 :4(40 :45))

« [...] Mes enfants vont à l'école [...]. Je veux qu'ils aient l'opportunité d'étudier. C'est la seule chose que je peux leur offrir pour que leurs vies soient meilleures que la mienne [...] » (ME-AS.txt-8 :20 (233 :244))

h) Motivation/vision entrepreneuriale

À la différence du segment de subsistance, ce groupe d'acteurs poursuit un objectif, celui de rendre productif l'établissement. Ils ont une vision plus entrepreneuriale et des objectifs plus définis au niveau de l'organisation de l'établissement.

« ..Notre objectif en tant que famille est de contribuer à donner forme à cet établissement, d'embaucher un gérant, un comptable, une secrétaire [...]. L'idée est de rendre productif cet établissement et de créer des emplois, de développer [...] » (ME-AS-(1 :21(216 :224))

« [...] Nous voudrions prospérer. Nous avons l'intelligence, l'idée d'aider ce pays à se relever et à ne pas dépendre des produits qui viennent de l'étranger [...] » (ME-AS-1 :23(236 :255))

i) Niveau d'organisation

Les acteurs qui intègrent ce segment, font tous partie d'une coopérative. Toutefois, leur perception sur les coopératives est la même que celle des acteurs du segment de subsistance. Ils expliquent que leur décision de s'associer à une coopérative était guidée par l'intérêt de recevoir de l'aide du gouvernement.

Comme les acteurs du segment de subsistance, ils dénoncent la corruption à l'intérieur des coopératives et les pratiques non démocratiques tant au niveau de l'élection de leurs dirigeants que dans la gestion et la distribution de l'aide aux établissements associés. Ils perçoivent cette situation comme un manque de solidarité des autorités envers ceux qui ont le plus de besoins.

« [...] Les coopératives sont un monopole et le monsieur qui est là, personne n'a pu le détrôner. Et si une personne tente de le remplacer, elle est expulsée [...] » (ME - AS-6 :18(164 :176))

« [...] C'est une coopérative, mais une coopérative de nom seulement, parce que dans une coopérative tout le monde est censé s'entraider, mais ce n'est pas le cas ici. Le président et le vice-président sont les seuls qui obtiennent des bénéfices. Malgré

qu'on fait partie d'une coopérative, nous n'avons pas de financement, pas de formation pour nous aider à tenir la comptabilité [...] Les dirigeants sont les mêmes depuis dix ans, le même président, le vice-président et tout [...] » (ME-AS-6 :19(179 :189))

« [...] Je crois qu'on devrait se réunir et voir comment on pourrait s'entraider, parce que nous avons besoin de financement [...] Quand j'ai parlé au vice-président de la coopérative de notre besoin de financement, il m'a dit : « Ici on arrive à peine à payer ce local. Si on demande un crédit, vous n'allez pas le payer ». Il n'y a pas de solidarité. Et il y a des bons payeurs et de mauvais payeurs [...] » (ME-AS-6 :20(192 :213))

Néanmoins, d'autres interlocuteurs, font part des avantages qu'ils peuvent en tirer en tant que membres d'une coopérative tels que le financement pour participer à divers événements visant la promotion de la commercialisation et l'accessibilité à un certain financement.

« [...] Maintenant par exemple, grâce à cette coopérative on a réussi à entrer à cette foire. La coopérative a assumé une partie du loyer de ce local. Et la coopérative peut nous aider à nous faire connaître [...] » (ME-AS-1 :24(258 :271))

Synthèse

Ces établissements génèrent des revenus se situant entre 100,00 \$ US et 300,00 \$ US. Il s'agit d'établissements essentiellement familiaux dans lesquels oeuvrent de trois à cinq travailleurs familiaux non rémunérés, pouvant embaucher de manière occasionnelle un ou deux travailleurs non qualifiés qui sont payés à la pièce. Une partie du salaire peut être payée en espèces. C'est une pratique courante dans ces établissements que les patrons offrent à leurs travailleurs deux repas comme une partie de leurs salaires.

C'est un segment très touché par la pauvreté. Les personnes qui l'intègrent vivent dans des conditions extrêmement précaires et font énormément de sacrifices pour améliorer leurs conditions de vie et sortir de la pauvreté. Ces établissements ont atteint un certain niveau de formalité (inscription auprès du registre fiscal). Certains détiennent un permis de la ville ou un registre sanitaire dépendant du secteur économique dans lequel ils opèrent. La plupart des acteurs interviewés dans ce groupe tiennent une comptabilité simple, mais éprouvent une grande difficulté à le faire.

Les principaux facteurs qui ont poussé ces acteurs à l'informalité sont le manque ou la perte d'emploi et la précarité des salaires. Leur activité leur a permis de créer une source d'emploi et de revenus pour toute la famille.

Quant au niveau de scolarité, ces acteurs sont un peu plus scolarisés que le groupe d'acteur précédent. Au moins, un des membres de la famille impliqué dans l'établissement possède un certain niveau de qualification technique. En plus de subvenir à leurs besoins, ces acteurs visent la prospérité et la productivité de leur établissement.

Finalement, tous ces acteurs font partie d'une coopérative, mais leur décision était davantage guidée par l'intérêt de recevoir de l'aide du gouvernement plutôt que par un esprit coopératif.

Tableau 25 Établissements d'accumulation simple : principaux constats

Critères	Constats
Capacité productive de ces établissements	Précarité des revenus, entre 100,00 \$ US à 300,00 \$ US/mois.
La taille de l'établissement et type des travailleurs	Trois à cinq travailleurs familiaux. Embauche d'un à deux travailleurs rémunérés de manière occasionnelle, payés à la pièce.
Conditions de vie et pauvreté	Segment très touché par la pauvreté.
Niveau d'informalité et gestion comptable	Ce groupe a atteint un certain niveau de formalité (registre fiscal, certains ont un permis de la ville). La majorité fait un simple bilan comptable.
Raisons menant à l'informalité	Pauvreté, manque ou perte d'emploi, faibles salaires.
Niveau de scolarité	Primaire, secondaire et formation technique.
Motivation/vision entrepreneuriale	La survie et la volonté de prospérer et d'atteindre une croissance économique.
Niveau d'organisation des établissements	Font partie des coopératives.

6.1.3 Segment d'accumulation accrue

Ce segment regroupe des établissements qui ont la capacité de générer un certain excédent, d'embaucher un nombre limité de travailleurs qualifiés et de payer des salaires au-dessous du salaire minimum.

a) Niveau de productivité

Ce groupe d'acteurs ne se prononce pas ouvertement sur le montant de leurs revenus. D'après l'étude publiée par Trejos en 2000³²¹, leurs revenus se situent autour de 350 \$ US. Toutefois, si on tient compte de (i) la capacité d'embauche de travailleurs salariés de ces établissements (de trois à cinq); (ii) des investissements, comme nous le verrons plus loin à la section 6.2; et (iii) des critères retenus par la Loi MIPYMES³²², les revenus de ces établissements se situent autour de 4 000 \$ US/mois. Ces établissements sont plus organisés ayant un marché acquis et une clientèle fidèle. La commercialisation de leurs produits ne semble pas être un problème. Ces interlocuteurs parlent de rentabilité, de productivité et ont une bonne connaissance de tout l'aspect financier de l'établissement. Il ne semble pas y avoir de problèmes à tenir une comptabilité, car ils sont plus scolarisés et leurs enfants, dans la plupart des cas, sont bien instruits.

« [...] Ce travail est le produit de notre effort qui génère un revenu tous les jours [...] nous payons comptant nos fournisseurs. Nous savons combien on gagne [...] et nous vendons nos produits au Marché Oriental³²³ et là-bas on nous paye toujours comptant [...] » (ME-AC-7 :11(143 :152))

« [...] Nous n'avons aucun problème avec l'impôt que nous devons payer. Cela est correct [...]. Avant nous n'avions pas assez de clients, mais maintenant on en a beaucoup, nous sommes connus [...] » (ME-AC-7 :23-279 :291)

³²¹ Supra note 8, p. 22

³²² Supra note 12

³²³ Le marché oriental est le marché informel le plus grand en Amérique centrale.

« [...] L'autre jour un promoteur est venu et a vu qu'il y avait beaucoup d'activité ici, que les produits entraient et sortaient, qu'il y avait beaucoup des produits à livrer [...] » (ME-AC-14 :14-187 :200)

b) Taille de l'établissement et type de travailleurs

Dans ce segment, le travail est également réalisé principalement par des travailleurs familiaux non salariés et deux ou trois travailleurs salariés non-permanents. Le travail est mieux organisé, chaque membre de la famille a une tâche bien définie à accomplir.

Les travailleurs salariés sont rémunérés à la pièce ou selon leur production. Ils peuvent travailler dans l'établissement ou à partir de chez eux ce qui permet au propriétaire d'économiser en frais d'électricité et de repas, signale un des interlocuteurs.

« [...] Nous sommes quatre travailleurs permanents : ma femme, mes deux enfants et moi. Il y a également deux autres personnes qui travaillent ici, mais de manière non-permanent [...] » (ME-AC-7 :9(117 :121))

« [...] Nous n'avons pas de salaire. Mes enfants participent à la vente, ils font leurs investissements et le produit de la vente leur appartient... » (ME-AC-14 :9(109 :126))

« [...] J'ai trois personnes qui sont payées par semaine et à la pièce. On nous a appris dans l'étude (projet innovation technologique), qu'il faut payer par production [...] » (ME-AC-7 :15(193 :203))

« [...] Il y a deux autres femmes qui aident avec le travail de couture. Mais pas ici, elles travaillent de chez elles. Moi, je m'occupe de faire le découpage du tissu et elles cousent. Comme ça, j'économise de l'électricité. Si elles devaient venir travailler ici, il faudrait leur donner les repas. De cette manière, j'économise [...] » (ME-AC-14 :20(285 :295))

Quant aux conditions de travail, ces acteurs signalent qu'ils travaillent plus de huit heures par jour. D'après leurs discours, le propriétaire doit faire une grande partie du travail faute de ressources pour embaucher plus de travailleurs et pour acquérir les outils ou l'équipement nécessaires pour rendre l'établissement plus compétitif.

« [...] Les choses vont bien, mais je dois travailler comme une folle. Je dois me réveiller à l'aube et mon fils doit travailler le soir pour pouvoir finir les choses (terminer le travail) [...] Par exemple, ces vestes sont pour l'hôtel de ville de Managua. Moi, je pourrais en faire 100 dans une période de huit heures, mais je ne peux pas parce que je dois faire une livraison de chandails aussi [...] Si j'avais une autre machine, je pourrais faire les deux travaux toute seule, mais cette machine-là ne fonctionne pas bien [...] » ME-AC-14 :12(149 :165))

« [...] Je n'ai pas des problèmes avec les travailleurs, parce que j'estime que les gens sont bien traités ici et le salaire est plus au moins bon. Le salaire des travailleurs dépend de ce que je gagne [...] et on est tous gagnants [...] » (ME-AC-14 :28(403 :406))

c) Conditions de vie et niveau de pauvreté

Les conditions de vie dans ce segment sont également précaires et dans la majorité des cas, ces acteurs et leurs familles travaillent et logent sous le même toit. Cependant, à la différence des deux précédents groupes, ces acteurs ont pu aménager un espace à l'intérieur de leur foyer pour travailler. Ils participent et profitent de différents projets mis en place par le gouvernement destinés au développement des microentreprises et petites entreprises. Ces interlocuteurs visent plus la compétitivité de l'établissement que l'amélioration de leurs conditions de vie.

« [...] Nous habitons ici et nous travaillons ici aussi, mais le principal problème est le financement et la matière première, si on peut résoudre ça, on pourrait entrer dans un système d'exportation plus grand [...] » (ME-AC-7 :19(230 :239))

« [...] Avec le projet d'innovation technologique du gouvernement, j'ai pu acquérir ces équipements qui sont plus modernes, plus rapides. Ils (les gens du gouvernement) m'ont exigé d'agrandir le local de l'atelier, et ça a été fait [...] » (ME-AC14 :12 (149 :165))

d) Niveau d'informalité et gestion comptable

Ce groupe d'acteurs a déjà atteint un certain niveau de formalité. En effet, ceux-ci bénéficient du régime fiscal spécial mis en place par l'état du Nicaragua pour les microentreprises, les petites et moyennes entreprises, cependant ils considèrent qu'ils ne sont pas en mesure de changer de régime et de respecter les obligations du régime général.

« [...] Oui, je suis inscrite depuis 15 ans, mais la situation de la microentreprise va très mal [...] » (ME-AC-14 :22(313 :325))

« [...] Le montant que je dois payer est correct [...]. Il est plus au moins de 200 C \$ (10 \$ US) depuis des années. C'est le même depuis que j'ai commencé. Mais, si on me dit de changer de régime [...] le régime général (Régime général d'impôt) je ne peux pas [...] » (ME-AC.txt - 14:23 (328:333))

Quant à la comptabilité, ces acteurs tiennent un livre comptable pour ces activités. Ce sont généralement leurs enfants qui sont mieux scolarisés qui s'en occupent.

« [...] Nous connaissons notre investissement, la rentabilité de l'établissement. Le budget de l'établissement est séparé du budget familial [...] » (ME-AC - 7 :13(174 :185))

« [...] Nous tenons notre comptabilité, nous avons des reçus. Mon fils m'aide, il prépare les reçus pour les clients. Nous inscrivons tout dans un petit cahier. Je sais quels sont mes revenus et quelles sont mes dépenses, même si nous tenons une comptabilité assez simple. Il y a quelques années, des fonctionnaires de l'INPYME sont venus nous donner une formation [...]. On sait combien on gagne et combien on perd [...] » (ME-AC -14 :24(336 :345))

e) Facteurs menant à l'informalité

Pour ce groupe d'acteurs, les facteurs qui les ont poussés à travailler de manière informelle sont liés aux faibles salaires du secteur formel et à la conciliation travail-famille dans le cas des femmes. D'après les interlocuteurs de ce segment, opérer dans le secteur informel leur permet d'avoir un meilleur revenu qu'en travaillant dans le secteur formel et d'avoir la possibilité de pouvoir s'occuper des enfants. Ils accordent une grande importance à leur activité économique et concentrent leurs efforts à rendre l'établissement plus productif.

« [...] Je suis allée à l'université [...], mais j'ai deux enfants [...] Avant, la personne qui étudiait [...] avait de bons emplois avec de bons salaires. Mais il y a eu la guerre et mon conjoint a été tué. Comme j'avais déjà mes deux enfants, ma mère m'a dit de renoncer au travail que j'avais à l'université pour garder mes enfants. À cette époque-là, je faisais garder mes enfants et le salaire à l'université était très bas. Mes enfants avaient deux et trois ans. Donc, j'ai décidé de rester à la maison. Comme j'aime la couture, j'ai commencé à travailler comme couturière et j'ai eu du succès. J'ai

beaucoup de créativité, mes vêtements sont très beaux [...].» (ME-AC-14 :17(238 :258))

« [...] Même si on m'offrait un emploi, je ne l'accepterais pas, car cet établissement que nous avons est le résultat de nos efforts et il nous génère un revenu tous les jours. Nous faisons des ventes tous les jours [...] et nous sommes payés immédiatement [...] » (ME-AC-8 :11(193-203))

f) Niveau de scolarité

Le niveau de scolarité de ces interlocuteurs peut varier d'un établissement à l'autre, mais leur niveau d'instruction est définitivement plus élevé que celui des interlocuteurs de subsistance et d'accumulation simple ce qui semble avoir un impact très positif dans la gestion de l'établissement.

« [...] j'ai étudié à l'université, je suis diplômée en psychologie, mais j'ai deux enfants et j'ai décidé de travailler à la maison, ils étaient petits [...] » (ME-AC-text-14 :17(238 :258))

« [...] Ma femme est gestionnaire d'entreprise et travaillait comme formatrice. Elle a travaillé aussi au ministère de l'Emploi, mais pour les gens qui ont des études professionnelles c'est difficile [...]. Elle a décidé donc de démarrer cette activité [...] » (ME-AC-7 :15(193 :203))

h) Motivation entrepreneuriale

Ces acteurs se considèrent des entrepreneurs. D'ailleurs, en faisant référence à leur activité, ils utilisent le terme *entreprise* à la différence des acteurs dans les deux autres segments où le terme employé est petite affaire ou atelier. Ils sont mieux organisés et disposent de plus de ressources (humaines et économiques) et d'une clientèle qu'ils ont su conquérir après des années de travail. Ces acteurs ont des projets de développement, d'investissements et d'exportation, mais ils rencontrent certains obstacles principalement de nature financière.

« [...] Mon entreprise s'appelle *Design pour enfants* et actuellement, on commence à tout changer parce qu'on va préparer des logos [...] des choses comme ça, reliées à l'entreprise.. » (ME-AC-14 :1(4 :13))

« [...] J'ai l'infrastructure, des travailleurs et le désir de travailler, peut-être pas celui d'exporter [...] » (ME-AC-text- 14 :29(409 :414))

« [...] Si j'avais le financement et la matière première pour travailler, je pourrais penser à exporter [...] parce que nous avons une clientèle qui est fidèle. On veille aussi à l'entretien de tout l'équipement. Je me suis inscrit à un cours pour apprendre à faire l'entretien de ce type d'équipement [...] » (ME-AC-txt(7 :19-230 :239))

i) Niveau d'organisation ou capacité d'association de l'établissement

Tout comme le groupe d'acteurs du segment d'accumulation simple, ces acteurs font partie des organisations coopératives dans le but d'avoir accès à l'aide du gouvernement. De même que les acteurs interviewés des segments de subsistance et d'accumulation simple, ils considèrent que les coopératives sont des organisations peu démocratiques.

« [...] Bon, je suis membre [...] d'une coopérative que l'INPYME est en train de créer [...] Pour devenir membre d'une coopérative, on doit être légal, inscrit. Et cet homme, le Président de la coopérative a été élu à vie. On ne l'a jamais changé [...] » (ME-AC-14 :26(370 :385))

Ces acteurs manifestent leur inconfort quant à la coexistence, dans une même coopérative, d'établissements qui n'ont pas le même niveau de développement. Pour certains interlocuteurs cette cohabitation fait obstacle au bon fonctionnement de la coopérative et cela amène les établissements plus productifs à se retirer.

Par ailleurs au Nicaragua, soulignent ces acteurs, les gens ont de la difficulté à travailler en association. Le coopérativisme ou l'associativité, expliquent-ils ne sont pas bien perçus par les gens qui travaillent dans ce secteur.

[...] Un autre problème aussi est qu'ici, les microentrepreneurs n'ont pas la même culture que nous (les petits entrepreneurs) et nous avons eu des problèmes. Cette même coopérative a continué, mais avec moins de monde. Les gens qui vont là, sont des gens qui ont moins de ressources (pauvres) [...] » (ME-AC-14 :26(370 :385))

«... [...] Les coopératives ne sont pas comme avant. Ici, il y a eu une coopérative créée par des femmes, mais les gens ne coopèrent pas facilement ici à Managua, dans

les provinces c'est différent. On nous disait de créer des chaînes de production, de partager le travail, je pourrais le faire [...] » (ME-AC-14 :27(388 :400)

Synthèse

Ces établissements génèrent des revenus se situant autour de 350,00 \$ US et 4 000 \$ US, avec une certaine capacité de réinvestissements. Il s'agit d'établissements dans lesquels travaillent de trois à cinq membres de la famille qui embauchent temporairement (selon la demande de production) et deux ou trois travailleurs qui sont donc rémunérés à la pièce (selon leur production). C'est le propriétaire qui réalise une grande partie du travail dû à l'insuffisance de ressources financières pour embaucher plus de travailleurs ou pour acquérir l'équipement nécessaire.

Les conditions de vie de ce groupe d'acteurs sont également précaires, mais leurs revenus leur permettent d'avoir un plus grand logement pour aménager un espace de travail plus adéquat.

Ce sont des établissements qui ont atteint un certain niveau de formalité (registre fiscal spécial pour les microentreprises, les petites entreprises et moyennes entreprises-MIPYMES, permis de la ville ou registre sanitaire dépendant du secteur économique dans lequel ils opèrent). Ce groupe d'acteurs n'éprouve aucune difficulté à tenir une comptabilité ou à préparer un bilan comptable avec l'aide de leurs enfants.

Les facteurs qui les ont encouragés à travailler dans l'informalité tels qu'invoqué par les acteurs sont les faibles salaires du secteur formel, la conciliation travail-famille, la recherche de prospérité. Quant au niveau de scolarité de ce groupe, il est plus élevé que celui des deux autres groupes (secondaire, post-secondaire et universitaire) et les enfants sont bien instruits. Il est à noter toutefois, que ceci peut varier d'un établissement à l'autre. Ce groupe d'acteurs s'autoqualifie comme étant des entrepreneurs qui travaillent avec l'objectif de faire prospérer l'établissement et de réaliser de plus grands investissements.

Tous les établissements dans ce groupe font partie d'une coopérative. Ils estiment toutefois que les coopératives doivent être formées par des établissements ayant le même niveau de développement ou de segmentation afin de ne pas nuire aux associés.

Tableau 26 Segment d'accumulation accrue : principaux constats

Critères	Constats
Capacité productive de ces établissements	350,00 \$ US à 4 000 \$ US/mois.
La taille de l'établissement et le type des travailleurs	Trois à cinq travailleurs familiaux. Embauche de travailleurs rémunérés de manière occasionnelle, payés à la pièce. Besoin de plus de travailleurs.
Conditions de vie et pauvreté	Précaire, mais avec une certaine capacité d'investissement.
Niveau d'informalité et bilan comptable	Ce groupe a atteint un certain niveau de formalité (registre fiscal, certains ont un permis de la ville). La majorité fait un simple bilan comptable.
Raisons menant à l'informalité	Faibles salaires dans le secteur formel, meilleurs revenus, conciliation travail-famille
Niveau de scolarité	Primaire, secondaire, universitaire et formation technique.
Motivation/vision entrepreneuriale	Prospérité et croissance économique.
Niveau d'organisation des établissements	Font partie des coopératives.

6.1.4 Nouvelles entreprises

Ces établissements sont gérés par des jeunes professionnels. Pour eux l'informalité constitue un passage obligatoire vers la formalité.

a) Niveau de productivité

En grande majorité ces établissements sont en mode préopératoire ou opèrent depuis très peu de temps. Dans le cas des acteurs interviewés, l'établissement ne constitue pas leur principale source de revenus. Ils peuvent compter sur d'autres ressources pour se financer durant cette période.

« [...] Depuis le début j'investis mon argent et celui de mon conjoint. Je me finance pour le moment avec des ressources familiales [...] » (ME-IS-15 :3 (35-40))

« [...] J'ai dû travailler ailleurs pour acquitter les dettes. Pour l'instant on travaille au niveau local, mais j'ai l'intention d'exporter. Nous irons toutefois, par étapes. (ME-IS-33 :3(27 :38))

« [...] Cet établissement est stable [...], mais les frais d'opération dans ce pays sont élevés, la facture d'électricité par exemple..., heureusement l'établissement est rentable. Si j'arrive à trouver l'équilibre avec l'exportation, ce travail vaudra la peine. Nous ne verrons pas les profits immédiatement [...] mais c'est une bonne affaire, une affaire rentable [...] » (ME-IS-33 :9(93 :102))

b) Taille de l'établissement et type de travailleurs

Dans ce groupe, les jeunes entrepreneurs travaillent généralement seuls avec l'aide de leurs parents. Ceux qui opèrent depuis un certain temps, embauchent du personnel qualifié (de deux à cinq), car ce sont des établissements plus organisés et qui font usage d'une certaine technologie dans leurs opérations. Occasionnellement, ils peuvent également avoir recours à des travailleurs non qualifiés.

« [...] Pour le moment, nous sommes les deux à travailler ici. Nos familles nous aident également. Ils sont notre principal appui. Ma mère, elle est toujours là pour nous aider [...] » (ME-IS-16 :8(93 :96))

« [...] Ici, j'ai cinq travailleurs permanents. Ils sont bons et sont les designers. Et s'il y a une commande spéciale et qu'on a besoin de plus travailleurs, on embauche d'autres travailleurs, mais de manière occasionnelle, pour préparer la commande. On leur donne la formation nécessaire [...] » (ME-IS-33 :7(75 :83))

« [...] Je travaille aussi avec les artisans de San Juan de Oriente. Moi, je dessine la pièce et ils l'élaborent. Ce sont des travailleurs informels. [...] » (ME-IS-33 :11(116 :120))

Les acteurs qui ont la capacité d'embaucher du personnel payent leurs travailleurs à la production et s'occupent de leur qualification. Certains font référence aux difficultés qu'ils rencontrent pour trouver des travailleurs qualifiés. Ils soulignent que le pays a besoin d'une politique gouvernementale destinée à améliorer l'employabilité des travailleurs et leur formation en tenant compte des besoins du pays.

« [...] Mes travailleurs ne contribuent pas à la sécurité sociale [...] ils sont des travailleurs indépendants. Ils perçoivent un bon salaire. Ils gagnent par pièce terminée. S'ils travaillent plus, ils gagnent plus [...] » (ME-IS-33 :8(86 :90))

« ..Il serait intéressant de créer une école d'artisanat, parce que c'est une source d'emploi au pays, d'exportation et de développement. Mais comme les artisans sont informels, ils ne sont pas recensés, il n'y a aucun moyen de quantifier leur potentiel, l'effet qu'ils ont sur l'exportation et comme source d'emploi. [...] » (ME-IS-33 :13(135 :148))

c) Conditions de vie

Étant donné que ce groupe est composé de jeunes professionnels, ils habitent généralement avec leurs parents et comptent sur leur appui financier, ce qui permet la planification et l'identification d'objectifs à moyen et long terme en matière d'investissements, de production et de commercialisation.

« [...] Nos familles nous aident. Elles sont notre principal appui. Ma mère qui est ici toujours pour nous aider. Elle nous appuie en tout [...] »v(ME-IS-168 93-96)

« Parfois, les ventes vont mal. Je dois donc, faire autre chose pour pouvoir garder mon personnel, et j'ai l'aide de mes parents [...] » (ME-IS-33 :3(27 :38))

d) Niveau d'informalité

Ce groupe d'acteurs utilise le terme *légal* pour signifier le processus de formalisation qu'ils ont entamé auprès du registre fiscal. Et contrairement à certains acteurs, particulièrement dans le segment de subsistance, ils manifestent un intérêt réel à se formaliser et même à s'incorporer comme entreprise afin de devenir plus concurrentiel. Entre temps, ils travaillent et profitent au maximum des bénéfices et de l'aide disponible pour le secteur des microentreprises et petites entreprises dont ils sont bien informés.

« [...] Nous aimerons nous incorporer comme société anonyme, mais pour le moment, l'INPYME va nous fournir une lettre pour qu'on puisse recevoir un traitement spécial [...] à la DGI (Revenu) concernant les impôts à payer. Mais, nous sommes les principaux intéressés à ce que tout soit bien légal : l'entreprise légale, la marque de commerce légale et tous les autres registres [...] » (ME-IS-16 :2(17 :26))

« [...] Je suis inscrite comme une personne naturelle auprès de la ville et auprès du registre fiscal spécial sous le régime à versements égaux. C'est un régime différent, car c'est un petit établissement, familial. Mes parents m'ont beaucoup aidée [...] » (ME-IS-33 :2(19 :24))

« [...] Si tu veux entrer dans le marché international, il faut être formel. Je me prépare pour ça, et j'ai toujours eu l'aide de l'INPYME, sans compter celle de mes parents [...] » (ME-IS-33 :2(19 :24))

e) Facteurs menant à l'informalité

Pour ces interlocuteurs, l'informalité leur procure une source d'emploi, de revenus et la possibilité de travailler de manière indépendante. Dans la plupart de cas ce sont de jeunes professionnels qui ne disposent pas d'un grand capital pour investir dans une entreprise, l'informalité devient un passage obligatoire vers la formalité. Ce sont des acteurs informés et qui savent bien profiter de l'aide qui est disponible.

« [...] Qu'est-ce qui nous a motivés? Nous étudions en ingénierie industrielle. C'est notre dernière année. En troisième année, nous avons eu un cours sur la production manufacturière et nous devons réaliser un projet en lien avec la fabrication des vins, et nous avons appris comment faire du vin. Donc, nous avons eu l'idée de fabriquer du vin et de le commercialiser, parce que nous avons aimé l'expérience. De plus,

nous avons toujours dit que nous voulions travailler de manière indépendante [...] » (ME-IS-16 :1(4 :14))

« [...] Ceci c'est une entreprise familiale, j'ai commencé quand j'étais à l'université. J'ai débuté en faisant de petits cadeaux aux clients de l'entreprise de mes parents, par la suite ils m'ont contacté. Je me suis donc dit que je pouvais continuer à faire ce travail pendant que j'étais encore à l'université, mais au fur et à mesure que l'établissement a commencé à se développer, j'ai décidé de continuer. J'ai alors visité des organismes qui appuient des entreprises comme celle-ci. Ici, ce n'est pas comme dans d'autres pays où il y a des emplois pour les gens qui ont terminé l'université. Donc, j'ai décidé de créer ma propre source d'emploi. C'est comme ça que je me suis initié à ce travail [...] » (ME-IS-33 :1 (4 :16))

f) Niveau de scolarité

Les établissements que nous avons visités sont opérés par de jeunes professionnels ayant une vision très entrepreneuriale qui encourage la productivité.

« [...] Nous sommes étudiantes en ingénierie industrielle, c'est notre dernière année [...] » (ME-NE-16 :1(4 :14))

« [...] J'étudie la gestion et je m'occupe de l'administration et du design. Je cherche à innover, à créer un style plus moderne, en m'inspirant toujours des motifs nationaux [...] » (ME-NE-33 :13(135 :148))

h) Motivation entrepreneuriale

Ces jeunes professionnels sont très motivés, enthousiastes et possèdent une grande vision entrepreneuriale. Ils ont des objectifs bien définis, la volonté de prospérer, de créer des emplois et de s'incorporer comme entreprise. En outre, ils disposent des compétences nécessaires et de l'expérience professionnelle pour le faire. Ils connaissent bien les ressources requises pour atteindre les objectifs et les étapes qu'il faut franchir pour faire croître leurs établissements.

« [...] Nous souhaitons créer des emplois selon nos possibilités [...] pour que ces personnes qui ont deux enfants et qui n'arrivaient pas à les nourrir puissent le faire maintenant avec un emploi [...] » (ME-IS-16 :21(269 :289))

« [...] J'ai toujours eu l'idée de prospérer et d'amener cet établissement à un autre niveau. Pour le faire, nous avons besoin de changer l'image corporative, de développer de nouveaux produits. Ça demande un nouvel investissement [...] » (ME-IS-33 :4(41 :45))

i) Niveau d'organisation ou capacité d'association de l'établissement

Les acteurs interviewés dans ce segment ne font pas encore partie d'une coopérative, mais ils montrent un grand enthousiasme à l'idée d'en devenir membre en raison des bénéfices qu'ils pourraient en tirer. Cependant, tout comme les autres acteurs interviewés dans les autres segments, ils nous font part de leur appréhension envers ces organisations. Celle-ci se fonde principalement sur des problèmes de corruption et de manque d'équité dans la distribution des bénéfices dans le cadre du PROMIPYME.

« [...] Les bénéfices comme membre des coopératives concernent les matières premières, des équipements, des exemptions d'impôt dans l'importation d'équipement. [...] » (ME-IS-16 :11(140 :163))

« [...] L'INPYME a commencé à créer des coopératives par arrondissement et dans le cas de Managua, par zones [...] Je suis un peu inquiète parce que je ne sais pas trop comment ça fonctionne. De plus, elles (les coopératives) ne jouissent pas de la sympathie de la population. C'est la vérité [...] je crains un peu parce qu'on doit faire partie de quelque chose dont on n'est pas très bien informé et les coopératives n'ont pas une très bonne image. Il y a beaucoup de désordre, de corruption et un manque de transparence. Les dirigeants obtiennent plus de bénéfices que les associés et favorisent leur famille et leurs amis plus que les membres [...] » (ME-IS-15 :6(64 :77))

Ces interlocuteurs estiment que les coopératives pourraient être gérées de manière plus efficace si elles étaient formées par un nombre restreint de membres associés, selon le secteur d'activité. Les coopératives multisectorielles, ajoutent ces acteurs, sont difficiles à gérer, car tous les membres ne partagent pas les mêmes intérêts et ne sont pas portés à fournir le même effort.

« [...] Nous sommes intéressés à former une coopérative, mais avec les gens qui produisent du vin seulement. Parce qu'il y a des coopératives qui sont

multisectorielles, des gens qui fabriquent d'autres produits, et chaque secteur a ses propres intérêts [...] » (ME-IS-16 :10(123 :137))

« [...] C'est une question de travail et d'effort, parce que tout le monde n'a pas la même vision. Pour former une coopérative, nous avons besoin d'au moins dix personnes et c'est difficile de réunir ces dix personnes qui sont prêtes à fournir le même effort. Et même si on y arrive, on ne sait pas si elles vont vouloir faire partie de la coopérative. Elles vont probablement penser que je veux former une coopérative parce que j'ai une entreprise et que je veux obtenir des bénéfices pour moi seulement. Il peut y avoir un conflit d'intérêts. Mais en réalité, il s'agit de s'entraider et non seulement de chercher son propre bénéfice [...] » (ME-IS-16 :11(140 :163))

Synthèse

Ces établissements sont dans une étape préopératoire d'investissements et ils ne génèrent pas encore de revenus, sauf un qui opère depuis quelques années. Dans ce groupe d'établissements, seul le propriétaire travaille et il est aidé par leurs parents. Ceux qui sont dans une situation plus consolidée, peuvent embaucher d'un à cinq travailleurs qualifiés et non-qualifiés.

Ce sont des jeunes issus d'un milieu plus aisé que les autres groupes d'acteurs. Ils habitent dans la plupart des cas chez leurs parents et bénéficient de leur appui financier. La majorité de ces établissements ont déjà entamé un processus de formalisation ou envisagent de le faire. Ce qui les a poussés à s'investir dans cette activité c'est la recherche d'un meilleur revenu, la création de leur propre source d'emploi et le fait d'être leur propre patron.

Ce sont tous des jeunes professionnels, très motivés et qui ont comme but de s'incorporer comme entreprise, d'atteindre une bonne croissance économique et d'entrer sur le marché international.

Ils ne sont pas membres d'aucune coopérative, mais manifestent l'intérêt à le devenir. Toutefois, leurs perceptions sur ces organisations convergent pleinement avec celles des autres groupes d'acteurs.

Tableau 27 Segment Nouvelles entreprises : principaux constats

Critères	Constats
Capacité productive	Étape pré-opérationnelle, pas de revenus.
La taille de l'établissement et le type des travailleurs	Un à cinq travailleurs qualifiés et non-qualifiés.
Conditions de vie et pauvreté	Issus d'un milieu aisé, appui financier de leur famille.
Niveau d'informalité et gestion comptable	Ont entamé un processus de formalisation (registre fiscal spécial pour les MYPES).
Raisons menant à l'informalité	Augmenter leurs revenus, être leur propre patron.
Niveau de scolarité	Universitaire
Motivation/vision entrepreneuriale	Prosperer, croissance économique, exportation.
Niveau d'organisation des établissements	Non associés, mais en processus de le devenir.

6.1.5 Segment de la petite entreprise

Les petites entreprises à faible productivité sont des établissements qui ont une capacité limitée à générer des revenus et peu d'utilisation de main-d'œuvre qualifiée³²⁴.

a) Niveau de productivité

Ces établissements sont mieux organisés et ont un certain niveau de productivité. Les acteurs semblent satisfaits de leur gestion en tant qu'entrepreneurs. Leurs familles travaillent et

³²⁴ Supra note 8, p.20

s'impliquent activement dans l'établissement pour le rendre rentable malgré les difficultés et les obstacles auxquels ils doivent faire face.

« [...] Je ne peux pas me plaindre. On génère des profits. Nous ne menons pas une vie de luxe, mais nous avons assuré notre alimentation et celle de nos enfants [...] » (PE-36:15(194 :205))

« [...] Cette entreprise a prospéré. J'ai fait agrandir ce local avec mes économies, mais je vis avec beaucoup de limitations [...] » (PE-31 :13(188 :205))

« [...] Je peux travailler ici 18 heures par jour [...] mais c'est plus satisfaisant, parce que tout ça, c'est à moi [...] D'ailleurs, j'ai une autre entreprise. Ici, je fais des chaussures, et avec ma femme j'ai une boulangerie. Je commence donc, à me diversifier dans le monde entrepreneurial [...] » (PE-32 :3(27 :49))

Les revenus pour certains de ces interlocuteurs dépassent les limites fixées par les normes du régime fiscal spécial pour les microentreprises et petites entreprises (24 000 \$ US). Ils signalent que les autorités concernées n'effectuent pas les contrôles nécessaires pour assurer le respect des normes en vigueur.

« [...] Je tiens ma comptabilité. Nous sommes une entreprise [...] Je vends plus de 480 000 C \$ par année (24 000 \$ US) [...] et je contribue au régime à versements égaux [...] Et dans le cas de la boulangerie, c'est la même situation [...] La boulangerie vend plus de six millions de córdobas par année (300 000 \$ US) et on est encore dans le système à versements égaux [...] » (PE-32 :5(61 :73))

« [...] Je vends près de 1 million C \$ par année (50 000 \$ US), mais dernièrement cela a diminué à 700 000 C \$. Mes profits sont d'autour de 18 %, mais il y a eu une diminution en raison des coûts de l'électricité [...] » (PE-37 :19(323 :330))

Tous les acteurs dans ce segment portent une grande importance au rôle que jouent les travailleurs dans la productivité des établissements. Ils font valoir la nécessité de compter avec une main-d'œuvre qualifiée pour améliorer la capacité productive de l'établissement.

« [...] Avec 10 travailleurs, un entrepreneur peut prospérer [...] Dans notre cas par exemple, avec 16 travailleurs [...] » (PE-32 :35(435 :499))

« [...] Une des grandes limitations est la capacité de production. Nous avons besoin d'entraîner des travailleurs pour augmenter notre niveau de productivité [...] » (PE - 34 :12(116 :131))

« [...] Nous avons les travailleurs nécessaires, mais nous nous impliquons énormément, sinon on n'aurait pas pu s'en sortir [...] » (PE-37 :20(333 :350))

b) Taille de l'établissement et type des travailleurs

Les établissements opérés par ce groupe d'acteurs sont également de types familiaux. Et même si la plupart des travailleurs familiaux ne perçoivent pas un salaire fixe, les revenus générés par l'établissement servent à subvenir les besoins de toute la famille. Dans les cas des établissements visités, le nombre de travailleurs salariés est plus grand que celui des travailleurs familiaux.

« [...] Dans l'entreprise de chaussures, nous avons 16 travailleurs, un qui travaille dans le dépôt et 12 ouvriers. Les autres travaillent en administration. Un comptable, mais lui, il est externe. C'est un contrat temporaire. [...] » (PE-32 :8(98 :108))

« [...] Ici, on est 20 travailleurs, dont huit (8) sont de la famille. Selon la production, on peut embaucher plus de travailleurs [...] » (PE-34 :7(66 :70))

« [...] Maintenant, nous avons 20 travailleurs, mais quand on a commencé dans ce travail, nous étions seulement mon mari et moi. Durant sept ans, nous avons travaillé seulement nous deux [...] » (PE-37 :6(110 :122))

« [...] Mes enfants ont un salaire et ils peuvent retirer de l'argent aussi. Je les aide aussi à payer leur maison [...] » (PE 31 :14(208 :215))

Le problème du manque de travailleurs qualifiés est aussi abordé par ces petits entrepreneurs qui considèrent que ceci constitue un obstacle à leur productivité et à leur compétitivité. D'autre part, embaucher des travailleurs qualifiés implique payer des salaires plus élevés, et d'après eux, ils ne sont pas en mesure de pouvoir le faire.

« [...] Nous avons modifié notre système de production à cause du manque de qualification des travailleurs. On a divisé les sections dans le processus pour les rendre plus facile et ainsi ne pas avoir recours à des travailleurs trop qualifiés. Avec

une petite formation, ils pourront faire le travail, plus au moins comme une maquilla [...] » (PE-32 :11(145 :150))

« [...] La plupart de mes travailleurs n'ont pas terminé le secondaire [...] Trouver des travailleurs comme ceux dont j'ai besoin est difficile et même si j'arrive à trouver du personnel qualifié, je devrai leur payer un meilleur salaire [...] » (PE-37 :29(476 :486))

« [...] La qualification du personnel est un de nos grands problèmes. Le travail de *la hamaca* est sur commande et par période. Maintenant, par exemple on doit produire rapidement pour une commande de l'Espagne [...] et on manque de main-d'œuvre qualifiée [...] » (PE-34 :30(344 :354))

Malgré que dans le cas des établissements visités les travailleurs n'ont aucun droit à des bénéfices sociaux, leurs salaires sont très au-dessus du salaire minimum et de la moyenne salariale des autres segments. Étant donné qu'il s'agit d'établissements plus développés ayant un système de production plus spécialisé, la main-d'œuvre doit être plus qualifiée. Par conséquent, ces établissements doivent offrir de meilleurs salaires.

« [...] Ici, on leur paye un salaire de plus au moins, 5 000 C \$ (250 \$ US), 6 000 (300 \$ US) pour qu'ils puissent remplir ce qu'on appelle le panier essentiel d'aliments. Si je ne paye pas ça, je n'aurai pas ces types des travailleurs. Ce sont des travailleurs qualifiés [...] » (PE-31 :5(81 :86))

« [...] Dans cette entreprise, nous ne pouvons pas payer tous les bénéfices sociaux. Mais dans l'autre entreprise, la boulangerie, les travailleurs ont plus de bénéfices. Ici, on leur paye les vacances. Ils gagnent par production. Seulement les personnes qui travaillent en administration perçoivent un salaire fixe, mais aucun autre bénéfice. [...] » (PE-32 :9(110 :130))

c) Conditions de vie

Définitivement, les conditions de vie des personnes dans ce segment sont meilleures que celles des autres. Ils sont propriétaires d'une maison, même si c'est dans des quartiers moins bien nantis, d'une voiture et ils ont la possibilité d'offrir un meilleur avenir à leurs enfants, mais en faisant beaucoup de sacrifices et en menant un mode de vie très austère afin de pouvoir investir dans leurs établissements.

« [...] Ici, c'est ma maison, mon bureau, mon travail. Nous ne portons pas des vêtements de marque, peut-être c'est pour ça que nous avons réussi à rendre cette entreprise stable. Je ne paye pas un administrateur ou un auditeur, mais je paye un comptable. Je n'embauche pas non plus des vendeurs parce que c'est mon mari qui fait les ventes [...] » (PE-37 :20(333 :350))

« [...] Nous n'avons pas de salaire fixe. Nous ne menons pas une vie de luxe, nous n'avons pas une vie d'entrepreneurs. Avec nos enfants nous sortons une ou deux fois par mois, nous avons une vie de travailleur et non pas d'entrepreneur [...] » (PE-37 :19(323 :333))

« [...] Je ne peux pas me plaindre, parce qu'avec notre travail nous avons l'alimentation de la famille assurée, nous avons tout ce dont nous avons besoin, mais il faut travailler dur [...] » (PE-36 :15(207 :211))

d) Niveau d'informalité

La plupart des établissements dans ce segment opèrent depuis longtemps. Ce groupe d'acteurs a atteint une certaine formalité et bénéficie du régime à versements égaux. Les acteurs ont réussi à faire évoluer leurs établissements à l'aide de leurs enfants qui sont dans la plupart des cas mieux scolarisés que leurs parents et ils participent à la gestion de l'établissement.

« [...] Lui, c'est mon père. C'est lui qui a créé cette entreprise. Moi, je suis venu après pour l'aider et nous avons avancé, développé [...] » (PE-32 :18-(237 :248))

« [...] Nous ne sommes pas [...] incorporés comme personne juridique [...], mais nous sommes inscrits comme personne naturelle [...] » (PE-34 :2(24 :29))

« [...] Nous sommes sous le régime fiscal spécial à versements égaux. Nous tenons une comptabilité. Nous sommes une entreprise [...] la loi dit que si je vends plus de 480 000 \$ C (24 000 \$ US), nous devrions tenir les livres comptables, mais nous ne le faisons pas, même si je vends déjà plus de 2 000 000 \$ C (100 000 \$ US) par année. Et je continue sous le régime à versements égaux. Il n'y a pas eu d'inspection, rien qui m'oblige à changer de régime [...] » (PE-32 :5(61 :73))

Il est à noter que les clients des établissements dans tous les segments sont majoritairement informels.

« [...] Nous travaillons et vendons des produits à tous les petits établissements du secteur informel. Seulement quelques-uns sont enregistrés. Avec le régime de versements égaux, une grande partie des petits établissements sont obligés de s'enregistrer, d'avoir un certain type de registre. Disons qu'ils ne respectent pas toutes les conditions légales de la loi, mais ils ont un certain type de formalité [...] » (PE-36 :3(47 :54))

« [...] En fait, la plupart de mes clients sont informels, ils sont sous le régime fiscal spécial à versements égaux. Regardez, ici, les gens s'initient à une activité économique avec un établissement. Ils sont comme des petits arbres qu'on peut voir aujourd'hui, mais demain, ils ne seront plus là probablement parce que quelqu'un les a empêchés de continuer [...]. Et nous leur fournissons nos produits, ils nous achètent une petite partie, parce que comme on dit, peu à peu, on avance. Que l'établissement soit grand ou petit, nous avons tous les mêmes droits [...]. Je fournis mes produits à tous [...] » (PE36 :19(249 :266))

« [...] Nous travaillons avec des clients qui sont formels et aussi informels, disons que 70 % sont formels et 30 % sont informels [...] » (PE-32 :16(207 :219))

e) Facteurs amenant à l'informalité

La plupart de ces établissements fonctionnent depuis plusieurs années et les facteurs qui les ont poussés à travailler dans l'informalité sont principalement :

- i. La perte d'emploi. Certains de ces acteurs se sont lancés dans une activité économique à la recherche d'une source de revenus suite à la perte d'un emploi. Au fil du temps et avec le soutien de la famille et de leur travail, l'établissement est devenu rentable pour la famille.

« [...] Mon père était un travailleur salarié. Il travaillait dans une ambassade et il a été congédié sans indemnisation, sans rien. [...] Avec l'argent qu'il avait épargné quand il était travailleur, il a commencé à travailler comme boulanger [...] Mon père vient d'une famille de boulangers [...] Nous le distribuions avec une petite voiture. Mon père, dans sa camionnette livrait aux petits établissements situés tout près d'ici. Ma mère, elle distribuait à pied avec un panier. Mon frère faisait la livraison dans les autres quartiers. C'est comme ça que ce petit établissement a commencé à se développer. Le fiancé de ma sœur, aujourd'hui son mari, distribuait les produits avec sa bicyclette [...] » (PE-36 :01(15 :35))

« [...] Je suis une professionnelle, une administratrice d'entreprises et [...] dans les années 1990 plusieurs travailleurs ont été congédiés par les entreprises. Avec leurs indemnités, les travailleurs ont créé leurs propres entreprises. À cette période, le taux de chômage était élevé [...] j'ai donc eu l'idée de mettre sur pied ma propre entreprise [...] » (PE-37 :14(243-257))

- ii. La création d'une source propre d'emploi et de revenus. Pour d'autres acteurs, la quête d'une meilleure source de revenus pour leurs familles les a encouragés à démarrer leur propre activité et à conjuguer les efforts de tous les membres de la famille vers l'amélioration de leurs conditions de vie.

« [...] En voyant que les salaires ne sont pas attrayants et que nous pouvions faire mieux, nous avons décidé de créer un petit centre de travail. Nous avons toujours voulu travailler en famille. J'espère que nous allons continuer comme ça, parce qu'il faut rester ensemble, unis, solidaires dans les choses positives. Je ne peux pas me plaindre. Avec notre revenu, nous menons une vie austère, mais nous avons tout ce qu'il nous faut : nos aliments pour nous et pour nos enfants. Mais ça, c'est parce que nous travaillons fort, très dur [...] » (PE-36 :15(194 :205))

« [...] J'ai décidé de renoncer à mon travail. C'était une décision personnelle de chercher quelque chose à moi. La vérité c'est que je ne voulais pas dépendre d'un salaire pour vivre. Je voulais plus de liberté [...]. Dans cette entreprise, même si le travail est plus exigeant [...]. Et même si parfois on peut travailler jusqu'à 12 ou 18 heures par jour, c'est plus satisfaisant parce que ce que je produis est à moi. Quand je prendrai la décision de me retirer et que j'aurais X ans, tout ça va toujours être à moi et je pourrais compter sur ça pour vivre. [...] » (PE-32 :3(27 :49))

f) Niveau de scolarité

Les propriétaires des établissements visités sont peu scolarisés, cependant leurs enfants sont bien instruits, ce qui favorise le développement de l'établissement. Ils ont pris la relève dans la gestion de l'établissement ou ils y participent activement.

« [...] Mon père, il n'a pas eu la chance d'aller à l'école [...]. Il a commencé à travailler dès son très jeune âge [...] Moi, je suis technicien agricole [...] et le fait de voir que mon père avait du succès avec la *hamaca* m'a incité à continuer [...] » (PE-34 :1(4 :21))

« [...] Mon père est un autodidacte. Il n'est pas allé à l'école, il a appris tout seul parce qu'il aimait lire [...] » (PE-36 :2(38 :44))

« [...] Je suis gestionnaire, j'ai travaillé dans plusieurs entreprises comme comptable, gestionnaire [...] » (PE-37 :1(19 :30))

« [...] Moi (le fils) j'ai étudié à l'université et on a reçu aussi un cours de formation, d'assistance technique [...] » (PE-36 :5(65 :72))

h) Motivation entrepreneuriale

Ce groupe d'acteurs a une bonne expérience entrepreneuriale, car leurs établissements opèrent depuis longtemps et ils sont parvenus à les rendre plus ou moins productifs. Ils ont une vision entrepreneuriale et des besoins financiers bien définis. Ils se soucient des besoins de leur clientèle et des exigences du marché.

« [...] Nous avons comme objectifs de poursuivre le développement de l'entreprise et de nous préparer pour le changement, parce que nous continuons à travailler selon les exigences des clients. C'est pourquoi j'aimerais être préparée, prête économiquement [...] » (PE-37 :34(544 :566))

« [...] Mon rêve est que cet établissement continue à prospérer si Dieu le veut. Moi je pense que mes enfants sont mes successeurs, et qu'ils vont continuer à faire fonctionner cette entreprise [...] et je pense toujours à agrandir le local [...] » (PE-32 :34(450 :472))

« [...] L'entrepreneur au Nicaragua est une personne avec très peu d'éducation et sans une vision entrepreneuriale. Il dit à ses enfants : je veux que tu sois ingénieur, médecin, mais il ne l'éduque pas pour qu'il devienne chausseur, boulanger. Il ne voit pas son travail comme une entreprise. Moi-même, quand j'étais à l'université, je me disais, je ne veux pas devenir chausseur, mais la vie m'a enseigné que cet établissement me permettrait non seulement de manger, de vivre, mais qu'elle allait aussi générer des profits [...] » (PE-32 :24(314 :327))

i) Niveau d'organisation ou capacité d'association de l'établissement

Tout comme les acteurs des quatre autres segments, ces interlocuteurs font référence à la mauvaise perception que ressent la population en général vis-à-vis des coopératives. Les

problèmes de corruption dans le passé ont été la principale cause qui a contribué à alimenter la méfiance d'une grande partie de la population à l'égard de ce type d'organisation.

« [...] Nous avons parfois des projets de former un groupe, mais c'est difficile [...]. Je pense que c'est dû au fait que dans les années 80, les coopératives ont fait un grand gaspillage d'argent. Il y a des gens qui ont une mauvaise réputation. Donc, il y a cette méfiance de notre part et ça nous a amenés à prendre nos distances avec ces groupes de personnes [...] » (PE-34 :12(116 :131))

« [...] Je crois que c'est à nous, les entrepreneurs de nous motiver. Mais le problème est qu'il y a très peu de volonté à s'organiser. L'entrepreneur veut s'organiser, mais la première chose à laquelle il pense c'est si quelqu'un va lui donner de l'argent pour travailler [...] » (PE- 32 :12(153 :166))

Ces acteurs ne sont pas très enthousiastes à l'idée de travailler en association. Ils estiment que les avantages en tant que membres d'une coopérative ne sont pas très significatifs. Mis à part l'information que ces organisations coopératives disposent sur les différents programmes et projets d'aide existants, celles-ci ne répondent pas à leurs besoins.

« [...] Nous sommes membres d'une coopérative, mais ces organisations ne sont pas très fortes en ce moment. Les gens sont démotivés et ne veulent pas s'organiser pour obtenir des bénéfices ou pour savoir s'il y en a. Au moins, ces coopératives servent à transmettre de l'information, car le gouvernement fournit de l'information à ces organisations, donc on peut être informés. Ici, à Masaya, ces associations sont très affaiblies [...] » (PE-32 :21(275 :281))

Certains interlocuteurs font part de leur inquiétude par rapport à la cohabitation à l'intérieur des coopératives d'établissements qui proviennent de différents segments dont la capacité, le niveau de formation, l'expérience diffèrent d'un segment à l'autre. Certains considèrent que cette situation peut nuire à d'importants projets. Tout comme les acteurs du segment des nouvelles entreprises, ils estiment que de plus petites coopératives formées selon le secteur économique et le niveau de productivité des établissements, pourraient obtenir de meilleurs résultats. Bien qu'ils soient conscients que les segments à plus faible productivité ont besoin de leur appui et de leur expérience pour améliorer leur capacité et productivité, ils estiment que pour réussir, il est nécessaire d'être plus sélectif.

« [...] Le problème aussi avec les coopératives est que [...] nous avons de l'expérience, et quand il y a des exportations, ce sont des choses sérieuses. Il faut respecter les délais très courts et les petits artisans n'ont pas cette expérience ni la responsabilité, particulièrement avec l'argent. Nous avons déjà eu des problèmes. Donc, nous avons déjà fait une sorte de filtrage pour que restent seulement ceux qui sont capables de respecter les délais et les obligations, sinon, nous pouvons tous subir les conséquences à cause d'un seul membre. Ça peut aller mal pour nous tous [...] » (PE-34 :28(298 :314))

« [...] On a besoin [...] d'avoir confiance en nous-mêmes [...] Mais, si on forme une grande coopérative, ça va être encore plus difficile. Nous croyons qu'avec 10 ou 12 membres il est possible de travailler. Autrement [...] avec un plus grand nombre de membres, c'est plus difficile, car ces autres membres n'auront peut-être pas assez de ventes [...]. Il faut aider ceux qui en ont plus besoin, mais malheureusement c'est justement ces gens-là qu'on aide le moins [...] » (PE-34 :27(281:295))

Synthèse

Dans ce groupe, les établissements génèrent des revenus au-dessus de 24 000,00 \$ US par an. Malgré qu'il s'agisse d'établissements mieux organisés avec une meilleure productivité et plus de compétitivité, leur capacité d'investissement est limitée.

Ce sont des unités strictement familiales dans lesquelles tous les membres de la famille sont bien impliqués. Ces établissements embauchent des travailleurs salariés (20 à 30) et familiaux rémunérés et non rémunérés. Ici le nombre des travailleurs salariés est supérieur aux travailleurs familiaux non rémunérés. Étant donné que le niveau de production est plus spécialisé que dans les autres groupes d'établissements, les travailleurs sont un peu plus qualifiés et par conséquent, le taux salarial est supérieur à la moyenne salariale du secteur.

Définitivement, ce groupe d'acteurs a de meilleures conditions de vie que les groupes précédents, mais il vit dans l'austérité. Quant au niveau d'informalité, ces acteurs sont tous enregistrés auprès du registre fiscal spécial pour les MYPES, certains détiennent un permis de la ville et un registre sanitaire dépendant du secteur économique dans lequel ils opèrent.

La plupart de ces acteurs invoquent une perte d'emploi et la création d'une source propre d'emploi et de revenu comme principaux facteurs qui les ont poussés à l'informalité. Pour les établissements qui opèrent depuis longtemps, on trouve que leurs fondateurs sont peu scolarisés et que la deuxième génération est davantage formée d'universitaires ou de travailleurs ayant une formation technique.

Ce sont des acteurs très motivés, avec une vision entrepreneuriale dont l'objectif est de travailler fort pour rendre l'établissement très compétitif. Ils sont tous membres d'une coopérative, mais ils estiment que les établissements à très faible productivité (subsistance, accumulation simple) ne peuvent pas cohabiter et travailler avec ceux qui ont un meilleur niveau de productivité. Cette cohabitation risque de nuire à ces derniers dans la réalisation de leurs projets.

Tableau 28 Petites entreprises : principaux constats

Critères	Constats
Capacité productive de ces établissements	Capacité de générer un certain excédent et des revenus de 24 000 \$ US et plus.
La taille de l'établissement et le type des travailleurs	20 à 30 travailleurs qualifiés et non qualifiés.
Conditions de vie et pauvreté	Austère, mais sans problème pour subvenir aux besoins de la famille. Logement adéquat, grand espace pour travailler.
Niveau d'informalité et gestion comptable	Ont entamé un processus de formalisation (registre fiscal spécial pour les MYPES).
Raisons menant à l'informalité	Perte d'emploi, créer une source propre d'emploi et de revenus.
Niveau de scolarité	Primaire, secondaire, technique et universitaire.
Motivation/vision entrepreneuriale	Prosperer, croissance économique.
Niveau d'organisation des établissements	Ces entreprises font partie des coopératives

Tableau 29 Portrait des entreprises informelles

Critères	Subsistance	Accumulation simple	Accumulation accrue	Nouvelles entreprises	Petite entreprise
<i>Capacité productive</i>	Subsistance	Capacité d'investissements minimale.	Capacité de capitalisation, de réinvestissements, une certaine génération de profits.	Potentiellement productives, mais en étape pré-opérationnelle.	Capacité financière, de capitalisation, génération de profits.
<i>Taille de l'établissement et type de travailleurs</i>	Un à deux travailleurs familiaux non rémunérés.	Un à trois travailleurs familiaux non rémunérés. Peuvent occasionnellement faire appel à un ou deux travailleurs non-permanents.	Trois à cinq travailleurs (familiaux non rémunérés et travailleurs salariés permanents, payé à la pièce.	Un à cinq travailleurs (familiaux non rémunérés et salariés non permanents).	Six à trente travailleurs (familiaux non rémunérés et salariés non permanents.
<i>Conditions de vie-niveau de pauvreté</i>	Pauvreté et extrême pauvreté, conditions de vie très précaire.	Pauvreté, subviennent aux besoins de base.	Subviennent à leurs besoins et à ceux de leurs familles, capacité d'investir et de capitalisation, accès au crédit.	Jeunes professionnels, habitent avec leurs parents ou dans leur propre logement.	Capacité de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles, d'investir, de capitaliser, accès au crédit.
<i>Niveau de formalité-comptabilité</i>	Aucun type de registre.	Registre municipal ou fiscal.	Registre fiscal, municipal ou seulement fiscal.	Registre fiscal ou en processus d'obtention.	Registre fiscal, municipal.
<i>Facteurs qui amènent à l'informalité</i>	Survivre, manque d'emploi, métier familial, conciliation travail-famille.	Perte d'emploi, manque d'emploi, bas salaires, source de revenus.	Source de revenus, d'emploi, conciliation travail-famille, bas salaires.	Source d'emploi, source complémentaire de revenus.	Perte d'emploi, créer une propre source d'emploi et de revenus plus lucratifs.
<i>Éducation</i>	Niveau primaire.	Niveau primaire, secondaire, technique.	Éducation supérieure, leurs enfants sont scolarisés.	Supérieure	Primaire, mais les enfants ont eu accès à l'éducation supérieure.
<i>Motivation</i>	Survivre	Esprit entrepreneurial, mais confrontés à plusieurs obstacles	Esprit entrepreneurial, exportation.	Esprit entrepreneurial, volonté de prospérer, d'exporter, de s'incorporer comme entreprise.	Esprit entrepreneurial, exportation, prospérer, création d'emploi.
<i>Niveau d'organisation</i>	Non organisés mauvaise perception sur l'associativité ou les coopératives.	Organisés, membres de coopératives, mais mauvaise perception.	Organisés, membres de coopératives, mais mauvaise perception.	Volonté de s'associer, mais mauvaise perception.	Organisés, mais de préférence pour s'organiser avec moins de membres, qui soient plus ou moins au même niveau de productivité.

6.2. Principaux problèmes et obstacles auxquels doivent faire face les entreprises informelles

Après avoir tracé un portrait sur les différents segments qui composent le secteur informel du Nicaragua, nous allons identifier, à partir de la perception des Acteur MYPES, les principaux problèmes et obstacles rencontrés par ces établissements informels dans leur opération quotidienne. Tout comme dans la section antérieure, nous allons procéder à la présentation par groupe d'acteurs.

6.2.1 Établissement du segment de subsistance

Les principaux obstacles auxquels ces acteurs ont fait référence sont :

- Un marché très restreint. Ces acteurs ont un marché très restreint pour vendre leurs produits et sont dans une situation de dénuement qui limite toute possibilité de développement.

« [...] Notre principal problème est la vente de notre produit. [...]..Si on me dit qu'il faut que je travaille 25 heures par jour, je le ferais. Mais je ne peux pas le faire si je ne suis pas certain de pouvoir vendre mes produits [...] » (ME-subs-10 :20(263 :272))

« [...] Le principal problème est le peu de ventes. Avec Nitlapan (une ONG) nous avons eu l'occasion de faire quelques ventes, trois ou quatre fois par année. Ils venaient avec des commandes, mais mis à part ça [...] » (ME-subs-11 :2(16 :18))

« [...] J'aimerais pouvoir exporter, même si c'est une petite quantité, 15 ou 30 pièces. J'aimerais qu'on vienne me dire : « on a besoin de telle quantité de pièces pour tel jour ». Ça nous comblerait de joie., l'exportation de la céramique [...] » (ME-subs-12 :14 (129 :132))

La majorité de ces acteurs ont recours à des intermédiaires afin de vendre leurs produits ce qui fait diminuer de manière significative leurs profits, car ils doivent vendre à l'intermédiaire à un prix qu'ils qualifient de « subsistance ». Ils estiment que l'accès à un plus grand marché, national ou extérieur, leur permettrait d'assurer un « prix juste » pour

leur travail. Il est à noter que dans ce segment la majorité des interlocuteurs font référence à la notion du « prix juste » qui représente la juste valeur d'un bien.

« [...] Si on avait un marché à l'étranger où on pourrait vraiment demander qu'on nous paye un juste prix, ça serait très bien. Si on pouvait produire en sachant qu'on va vendre notre produit, ça résoudrait une grande partie de nos problèmes [...]. (ME-subs-10 :20(263 :272))

« [...] On amène les pièces que nous produisons au marché local. Nos clients sont les revendeurs qui vont au Costa Rica, Guatemala ou dans d'autres pays de l'Amérique centrale [...]. Mais nous aimerions avoir un marché à l'extérieur du pays, pour vendre nos produits et qu'on nous paye ce que notre travail vaut réellement. Parce que des fois, on doit vendre à un prix de subsistance. Ce sont les revendeurs qui font des profits. Ils gagnent plus que nous, qui sommes ceux qui fabriquent le produit [...] Nous aimerions trouver un marché qui soit accessible à tous, mais nous n'avons pas cet avantage [...] » (ME-subs-10 :4(40 :62))

- Absence de financement. De plus, la précarité des revenus de ces établissements rend impossible tout financement. La capacité limitée de commercialisation ne permet pas à ces établissements de se procurer le capital nécessaire pour faciliter l'accès à un financement et l'investissement dans leurs activités en vue de prospérer.

« [...] Nous avons besoin d'un meilleur financement qui soit moins cher et d'un marché (pour vendre leurs produits) [...] parce que ça ne sert à rien d'avoir du financement si nous n'avons pas un marché pour vendre nos produits [...] » (ME - subs-13 :15(132 :136))

« [...] Je ne peux pas demander un crédit de 1000 \$ US par exemple, parce que je ne sais pas si je vais pouvoir vendre ce montant à la fin du mois pour pouvoir payer ce crédit [...] Je ne veux pas avoir de problème avec mon crédit [...] » (ME-subs-10 :22(288 :292))

« [...] Nous n'avons pas de crédit parce que nous n'avons pas assez des clients. Nous n'avons pas un montant d'argent assuré pour pouvoir dire « avec cet argent nous allons payer cette dette ». Donc, il vaut mieux ne pas demander de crédit. Bien sûr, si nous avions le financement et assez de ventes pour rembourser le crédit, nous pourrions prospérer et croître. Mais nous n'avons pas la capacité de demander 10 000 \$ C (500 \$ US) parce que nous n'avons pas assez de ventes [...] » (ME-subs-11 :8(58 :64))

Synthèse

Pour ce groupe d'acteurs, leurs principaux obstacles sont reliés à la commercialisation. Ils ont marché très restreint pour commercialiser leurs produits. La capacité de développement et de croissance de ces établissements est minimale, car ils opèrent dans les segments les plus pauvres de la population. C'est pourquoi l'exploration de nouveaux marchés devient essentielle.

6.2.2 Établissement du segment d'accumulation simple

Pour ce groupe d'acteurs, avoir un marché pour vendre leurs produits ne semble pas être un problème. Leurs obstacles sont plutôt reliés au :

- Manque de capital que limite leur capacité de production pour répondre adéquatement à la demande de leurs clients.

« [...] Si un client nous fait une grosse commande, nous ne pourrions pas l'accepter, parce que je n'ai pas les moyens financiers et le client paye seulement une fois que les produits sont livrés. Il faudrait que j'assume ce coût de production et payer les gens qui travaillent ici [...] et je n'ai pas d'argent pour ça. Nous n'avons pas le financement pour ça. C'est là une des grandes limitations. Je peux sortir et chercher des clients, mais pour le faire je dois avoir la certitude que je vais pouvoir satisfaire leur demande [...] C'est pourquoi nous devons vendre en petites quantités [...] Notre grand défi est d'avoir un financement pour pouvoir satisfaire la demande de mes clients [...] » (ME-AS-6 :13(109 :126))

« [...] Bon, la matière première est chère, parce qu'elle vient de l'étranger, donc nous avons besoin d'un montant important pour investir. Si nous avons du financement, parce que c'est de ça que nous avons besoin pour pouvoir produire et croître, dans le sens d'agrandir l'établissement, d'acheter la matière première moins cher [...] » (ME-AS-01 :9(87 :106))

« [...] Les banques ne nous donnent pas de crédit. Elles demandent trop des garanties. Elles font l'inspection de l'établissement et en fonction de ça, elles déterminent le montant qu'elles peuvent prêter. Ensuite elles déduisent entre 2 % à 6 % comme honoraires d'avocats, des contrats, etc. Donc, si je demande 1 000 \$ US, je

reçois 850 \$ US, mais je dois rembourser 2 000 \$ US avec les intérêts... » (ME-AS-9 :8 (84 :98))

- Le taux élevé d'intérêt. Ceux qui ont accès à un financement, dénoncent le taux élevé d'intérêt qu'ils doivent payer aux microfinancières et accusent ces dernières de créer des frais inexistantes dans le but de cacher le taux réel d'intérêt. Cette situation est d'ailleurs mentionnée par d'autres groupes d'acteurs et confirmée par certains fonctionnaires publics et même des acteurs du secteur de la microfinance comme nous le verrons au chapitre VII.

« [...] Avant, j'étais avec la microfinancière [...] pendant quatre ans, mais j'ai décidé de me retirer parce que la microfinancière [...] me prêtait 40 000 C \$ (2 000 \$ US) à 18 mois et je devais rembourser 72 000 C \$ (3600 \$ US). Donc, j'ai décidé de me retirer. Maintenant je survie avec le peu d'argent que j'ai [...] » (ME-AS-2 :10(109 :118))

« [...] Les microfinancières, quand elles prêtent de l'argent, leur taux d'intérêt est très élevé. Elles disent que l'intérêt à payer est de 3,5 % (mensuel), mais ce n'est pas vrai, parce que [...] par exemple si elles me prêtent 1 000 \$ US, je dois rembourser 2 000 \$US [...] Il y a aussi les prestataires indépendants, mais si je demande du crédit à ces gens là, pour 1 000 \$ US, je dois payer 100 \$ US mensuel comme intérêt. Ça, c'est de l'usure [...] » (ME-AS-9 :8(84 :98))

- La pénurie de matière première. Ce problème est soulevé par la majorité des acteurs MYPES. De plus, ceux-ci déplorent la fluctuation des prix des matières premières. Ceci affecte de manière importante ce secteur dont la clientèle est composée d'une population à très faible revenus qui n'est pas en mesure de supporter une hausse du prix des produits. Ils considèrent que l'État devrait intervenir et exercer un meilleur contrôle pour mettre fin à la spéculation.

« [...] Maintenant, il y a un manque de matière première [...] Les gens qui travaillent en textile n'arrivent pas à trouver la même qualité du matériel [...] Si on nous fait par exemple une commande de 50 unités de tel produit, je ne peux pas la faire parce qu'il n'y a pas assez de matériel dans le marché [...] » (ME-AS-6 :17(155 :161))

« [...] Ici les choses commencent à devenir de plus en plus difficiles. Le prix des produits a énormément augmenté [...] Pour vous donner un exemple, il y a trois mois, l'acide citrique que nous utilisons coûtait 750 C \$ (37 \$ US). Aujourd'hui, il coûte 1500 C \$ (75 \$ US). Et c'est la même chose avec les autres produits [...] » (ME-AS-2 :1(4 :14))

« [...] Ici, il n'y a pas contrôle des prix. Le gallon d'huile par exemple, qui coûtait avant (il y a trois ou quatre mois) 180 C \$, aujourd'hui vaut 640 C \$, et personne ne contrôle. Et à mon avis, ces gens-là font du tort au pays, au peuple. Ce n'est pas le gouvernement qui est affecté [...] » (ME-AS-2 :9(89 :106))

- Les barrières de la formalité. Les acteurs qui ont déjà entamé un processus de formalisation sont confrontés à des barrières légales et financières qu'ils qualifient d'insurmontables les contraignant ainsi à continuer leurs opérations dans le secteur informel pour pouvoir survivre.

« [...] J'ai tenté de vendre mes produits auprès des supermarchés, mais comme nous ne sommes pas légales, nous ne pouvons pas. De plus, on me demande des codes-barre pour chaque produit et le coût de chaque code est de 20 \$ US. Donc combien ça me coûterait [...] ? » (ME-AS-6 :15(135 :149))

« [...] Nous nous sommes renseignés sur les coûts et c'est décevant. Si je n'ai pas les moyens pour m'acheter un four, j'en ai encore moins pour payer le 35 000 C \$ (1750 \$ US) qu'on me demande pour l'emballage en plastique de mes produits [...] ça c'est du capital. [...] Nous n'avons pas le capital pour travailler comme ça. Nous sommes pauvres [...] » (ME -AS-9 :2(19 :31))

Synthèse

Pour ces établissements, les principaux obstacles auxquels ils sont confrontés sont (i) l'absence de financement ou un financement peu adapté à leurs besoins; (ii) la pénurie de matière première et la fluctuation des prix qui affecte de manière importante leur processus de production et de commercialisation; (iii) les barrières légales de la formalité et financières insurmontables du secteur formel.

6.2.3 Établissement du segment d'accumulation accrue

Ces acteurs ont déjà un marché conquis pour commercialiser leurs produits et une clientèle avec laquelle ils travaillent depuis quelques années. Leurs problèmes sont reliés plutôt à :

- Manque de financement. Ils ont besoin de capital pour accroître leur établissement et élargir leur marché. Ils réclament un meilleur financement afin d'investir dans leurs établissements. Certains proposent d'ailleurs la création d'une banque de produits afin de pallier la pénurie des matières premières et la fluctuation des prix.

« ..Mon principal problème est le manque de ressources financières. Si on pouvait résoudre ça, je pourrais dans une période de deux ans, rendre cette affaire prospère, et peut-être qu'on n'aurait même pas à vivre ici [...] » (ME-AC-7 :18(222 :227))

« [...] Je crois que le gouvernement [...] pourrait mettre en place une banque de produits [...] » (ME-AC-14 :30(417 :430))

- Le taux élevé d'intérêt. Bien que ces acteurs conviennent que les microfinancières constituent la principale source de financement pour les MYPES, ils soulignent que le coût du microcrédit est très onéreux et devient un obstacle pour la survie de ce secteur.

« [...] Si on va à une microfinancière, ils nous prêtent de l'argent, mais [...] les intérêts nous tuent, nous dévorent [...] » (Mod-guz-text-AC-7 :5(59 :71))

« [...] C'est un intérêt très élevé. [...] Donc, ces microfinancières, sont une espèce de bouée de sauvetage pour nous parce que c'est la seule chose que nous avons, mais à long terme ça nous cause un préjudice, parce que nous ne travaillons pratiquement que pour rembourser nos crédits [...] » (ME-AC-7 :6(74 :85))

« [...] Je n'ai pas eu des problèmes pour obtenir du financement, mais les taux d'intérêt sont très élevés [...] Ici les microfinancières disent qu'elles vont nous prêter à un taux d'intérêt de 5 %, mais ce n'est pas un taux d'intérêt annuel, c'est mensuel!! [...] Donc si la microentreprise n'a pas encore disparu c'est parce que nous sommes des travailleurs acharnés [...] » (ME-AC-14 :4(46 :52))

- La pénurie de matière première affecte également ce segment qui éprouve de la difficulté à satisfaire la demande de leurs clients qui se tournent vers d'autres marchés pour obtenir leurs produits.

« [...] C'est un problème parce que nous ne pouvons pas dire : on va fabriquer disons, telle quantité de ce produit du même modèle parce qu'on ne trouve pas assez de matériel [...] » (ME-AC-14 :18(261 :264))

« [...] Si je reçois une commande de 100 chemises de telle couleur, je ne peux pas le faire, parce que mon fournisseur va me dire qu'il ne lui reste plus de tissu de telle ou telle couleur. Et ça nous fait sortir du marché [...] » (ME-AC-7 :7(88 :98))

« [...] Nos fournisseurs à qui nous achetons le tissu au marché Oriental [...] n'ont pas assez de matériel, et ça nous limite [...]. L'autre problème est l'argent. Si on avait de l'argent, un bon financement, nous pourrions importer le tissu, parce qu'il y a beaucoup d'exemptions (dans la loi pour le secteur textile) et on pourrait importer le tissu du Salvador [...] » (ME-AC-7 :8(101 :114))

Synthèse

Pour ces acteurs, les problèmes auxquels ils doivent se mesurer sont également : (i) l'absence de bonnes conditions de financement; (ii) les taux d'intérêt trop élevés; (iii) la pénurie de matière première qui les fait sortir du marché.

6.2.4 Établissements du segment des jeunes professionnels

Pour ce groupe d'acteurs qui vient de démarrer leurs établissements, leurs principaux problèmes sont :

- L'accès au marché. Leur principal problème est de se faire une place dans le marché. Ils sont bien informés sur les ressources que le gouvernement ont mises à la disposition des microentreprises pour les aider dans leur processus de formalisation, de commercialisation et de développement.

« [...] Un des principaux problèmes est la commercialisation du produit [...]. J'ai commencé donc, à me renseigner sur d'autres activités et c'est comme ça que j'ai appris que l'INPYME avait une page web et là j'ai trouvé l'information sur les foires et d'autres activités. À partir de là j'ai pris contact avec l'INPYME [...] » (ME-IS-15 :2(18 :32))

- L'informalité de l'établissement. Selon ces acteurs, travailler dans l'informalité limite l'espace d'opération de leurs établissements aux secteurs moins productifs et restreint leur capacité d'atteindre d'autres marchés plus compétitifs.

« [...] il y a beaucoup des portes auxquelles on ne peut pas entrer parce qu'on n'est pas légaux, tels que les supermarchés, les magasins naturistes, les hôtels, les restaurants [...]. » (ME-IS-16 :4(46 :53))

- La fluctuation des prix qui a un impact négatif sur les coûts liés à la production est un autre thème mentionné par ces acteurs.

« [...] C'est très frustrant, une de nos matières premières est le sucre, et le prix varie trop, ainsi que la fleur de Jamaïque dont le prix augmente constamment [...] De plus, il n'y a pas de fournisseurs [...] il faut travailler le marché, mais pour ça il nous faut du capital [...] » (ME-IS-16 :11(140 :163))

- L'accès au financement. Un des principaux obstacles auquel ces acteurs sont confrontés lors de cette étape de démarrage est le manque de financement. Tous les acteurs interviewés dans ce groupe se financent avec des ressources familiales.

« [...] Un des problèmes que nous avons est le manque de financement [...] Je ne peux pas me présenter devant un client avec seulement cinq robes. Il faut que j'en aie plus. Jusqu'à présent, nous travaillons avec nos propres ressources, mon argent et celui de mon mari. Je finance cet établissement avec des ressources familiales [...] » (ME-IS- 15 :3(35 :40))

« [...] Je ne peux pas demander de crédit si je n'ai pas encore de clients, si je ne suis pas certaine de pouvoir vendre mes produits et que je serai payée [...] Ce grand pas, la plupart des artisans ne peuvent pas le faire [...] » (ME-IS-33 :6(60 :72))

Ceux qui travaillent de manière plus permanente, qui ont déjà passé l'étape pré-opérationnelle, sont pleinement conscients du problème de financement et font part de leur inquiétude au sujet de l'absence d'une politique de financement adaptée aux besoins de ce secteur. Ceci limite, selon ces acteurs, les possibilités de développement du secteur et l'amélioration des conditions de vie et de travail des personnes qui y oeuvrent.

« [...] Ici, il n'y a pas beaucoup de financement. Cette activité, l'artisanat n'est pas une priorité, on ne lui donne pas l'importance qu'on donne à l'agriculture par exemple. Pour l'obtention d'un crédit, il faut remplir beaucoup de conditions qu'une personne comme moi ne peut pas remplir. Pour le moment, ce que je peux présenter comme garantie à la banque, c'est ma production, mais à la banque ça ne l'intéresse pas. De plus, un grand nombre d'artisans n'ont même pas un endroit pour travailler,

c'est pourquoi plusieurs entreprises ne peuvent pas faire le grand saut [...] » (ME-IS-33 :5(48 :57))

« [...] Ici, dans ce pays, il y a beaucoup des gens qui ont des habiletés, du talent, mais pas les ressources pour se développer, pour se former, donc on perd ces valeurs [...] » (ME-IS-33 :16(176 :182))

Synthèse

Ces acteurs évoquent les mêmes problèmes mentionnés pour les autres acteurs : (i) la difficulté d'accéder à un financement, nécessaire à l'étape de démarrage; (ii) la pénurie de matières premières et la fluctuation des prix; (iii) accéder au marché; (iv) franchir les barrières de la formalisation qui finissent par restreindre leur champ d'activité.

6.2.5 Établissement du segment de la petite entreprise

Ce groupe d'acteurs rejoint ce qui a déjà été dit par les acteurs du segment d'accumulation accrue. Les principaux problèmes auxquels ils font référence sont :

- L'importance de compter sur un système de financement plus adapté afin d'améliorer la compétitivité de leurs établissements.

« [...] Notre principal problème est le financement. Parfois on a trois ou quatre commandes qui s'accumulent et notre capital est limité. Le fournisseur peut attendre pour être payé, mais pas les travailleurs». (PE-34 :10(89 :100))

« [...] Le financement est la base pour pouvoir croître. Par exemple, ce local j'ai pu l'agrandir avec mes propres économies, mais je vis avec beaucoup de limitations parce que je n'aime pas m'endetter [...] » (PE-31 :13(188 :205))

« [...] Un des problèmes est le financement, j'ai peur de ne pas pouvoir payer à cause de la valeur du dollar. Les revenus des ventes ont diminué parce que les gens n'ont pas d'argent et il y a une grande incertitude [...] » (PE-37 :22(362 :367))

La plupart de ces acteurs ont eu recours aux microfinancières et reconnaissent que ces institutions sont pour le moment la seule option de financement pour les entreprises informelles, particulièrement pour la petite entreprise, afin de pouvoir investir et améliorer ainsi la productivité de leurs établissements.

« [...] Nous avons commencé à travailler avec une microfinancière [...]. Celle-ci a été créée dans les années 80 avec l'objectif d'impulser la microentreprise [...]. Nous avons travaillé avec cette microfinancière et cela nous a permis de faire quelques investissements, de réaliser des économies jusqu'à que nous ayons pu commencer à travailler avec nos propres ressources. Aujourd'hui nous travaillons avec nos propres ressources [...] » (PE-36 :9(123 :136))

« [...] Nous payons le 4.5 % d'intérêt mensuel. Ça fait 12 ans que nous travaillons avec cette microfinancière. [...]. Aujourd'hui, cette microfinancière est devenue une banque [...] » (PE-32 :15(199 :204))

D'autres manifestent ouvertement leur crainte face aux institutions de microfinances. Ils considèrent que ces organisations sont un obstacle à leur développement, car le système du microcrédit n'est pas adapté au mode d'opération des microentreprises et des petites entreprises qui opèrent dans les différents secteurs économiques. Ces acteurs réclament un système de financement plus flexible.

« [...] Les microfinancières sont un problème pour nous, ce n'est pas un appui. Il devrait y avoir un plan de travail pour chaque secteur. Les artisans ont un processus de travail particulier, les commerçants sont différents, ils achètent le produit et le vendent immédiatement. Mais nous par contre, nous avons un processus plus long. Donc, elles devraient implanter un système plus flexible pour nous, mais ça n'existe pas dans les microfinancières [...] » (PE-34 :19(177 :186))

« [...] La question des microfinancières est un crime. Il faut s'asseoir et discuter avec ces institutions, parce que ce qu'elles font c'est de l'usure. Ces gens-là sont devenus millionnaires. [...] Donc, il faut que le gouvernement contrôle leurs opérations, peut-être pas de les exproprier, mais de les contrôler [...] » (PE-37 :32(521 :530))

- Le taux d'intérêt élevé. Ce thème est largement abordé par ces acteurs, corroborant ainsi ce qui a été mentionné par les acteurs dans les autres segments. Ils font référence également à certains frais qui servent à déguiser le taux réel d'intérêt.

« [...] Nous avons un crédit avec une microfinancière, mais les intérêts sont très élevés. Elles (les microfinancières) nous disent que le taux d'intérêt est de 12 % [...] mais en réalité c'est de 32 % parce qu'il y a des frais cachés, papeterie, commissions [...] » (PE-34 :4(40 :48))

« [...] J'ai travaillé avec des microfinancières, mais ce n'est pas la meilleure chose à faire, parce que si je fais une demande de crédit pour 20 000 \$ US, je dois rembourser 60 000 \$ US[...]. » (PE-34 :5(53 :59))

« [...] J'ai travaillé avec une microfinancière et le taux d'intérêt était de 60 %. Je payais un taux d'intérêt de 5 % mensuel sur le montant du capital. [...] et cette microfinancière [...] a saisi la propriété de beaucoup de gens. Dans notre cas, nous avons décidé de rembourser rapidement notre crédit, mais ça nous a beaucoup nui au lieu de nous aider [...] » (PE-37 :4(75 :82))

Ces acteurs plaident pour un meilleur système de financement. Ils considèrent que la mission des microfinancières n'est pas de faire des profits. Elles sont investies d'une mission sociale, celle d'aider les pays à se développer, d'aider les secteurs plus vulnérables à améliorer leur productivité, à créer des emplois et à améliorer la qualification des travailleurs. Au Nicaragua, soulignent ces acteurs, les microfinancières ont délaissé cette mission sociale et les gens plus appauvris doivent donc payer un taux d'intérêt plus élevé pour leur crédit.

Ils se rapportent à un programme de financement que le gouvernement s'est engagé à mettre en place au bénéfice justement des secteurs les plus pauvres du pays et ils espèrent qu'il permettra aux établissements moins productifs d'améliorer leur système de production.

« [...] Je pense que le plus important pour ceux qui veulent s'en sortir, c'est d'avoir plus de financement, mais un financement qui soit plus flexible. Je ne comprends pas les politiques des banques et des microfinancières. Plus les gens sont pauvres, plus les intérêts qu'ils doivent payer sont élevés [...]. Elles disent que c'est pour le risque qu'elles encourent dans ce genre d'opération (la récupération du capital). Mais c'est à cause des taux d'intérêt qu'on n'arrive pas à payer. Je crois que c'est ça le problème. Il n'y a pas d'argent pour pouvoir croître [...] Beaucoup de microfinancières ont un tableau énorme avec tous les frais et commissions chargés à chaque crédit accordé. C'est de l'usure. Et qui contrôle ça?? [...] » (PE-37 :31(500 :518))

« [...] Ces microcrédits d'ALBA CARUMA sont des crédits à faible taux d'intérêt, parce que le microcrédit est une question sociale. Il ne s'agit pas de faire des profits. Il s'agit d'aider le pays à se développer pour que les gens puissent travailler, produire et

sentir qu'ils vivent. Et qu'est que cela signifie ? Qu'il faut créer un système économique avec des gens qualifiés, qu'on puisse payer un taux d'intérêt bas [...] avec un système comme ça, je pourrais aspirer à acquérir plus de technologie, à rendre plus viable le développement du travail [...] » (PE-36 :11(145 :153))

- L'importation de matière première. L'accès au marché et à la commercialisation de leurs produits ne semble pas constituer un problème pour ces acteurs. Toutefois, la faible industrialisation du pays les contraint à importer une grande partie des matériaux utilisés dans leur processus de production, faisant augmenter de manière importante les coûts de production. Ils font part de la nécessité de créer une *banque de produits*³²⁵, laquelle selon ces acteurs, permettrait l'acquisition de produits à un meilleur prix.

« Et l'autre problème est qu'ici au Nicaragua nous devons importer la matière première du Salvador, ou du Guatemala et ça fait monter nos coûts et nous rend moins compétitifs [...] » (Hamac-art-PE-34 :10(89 :100))

« [...] Nous avons des problèmes avec la matière première pour l'élaboration des chaussures. Les principaux matériaux que nous utilisons dans la fabrication des chaussures viennent du Guatemala. [...] » (Calza-PE-32 :13(169 :181))

« [...] Une banque de produits nous aiderait parce qu'on pourrait épargner, mais le gouvernement ne veut pas parce que cela demande un montant important de capital et ils ne sont pas très confiants de la viabilité de ce projet [...] » (Hamac-art-PE-34 :32(373 :378))

- La fluctuation des prix. L'instabilité des prix de certains produits affecte également ces établissements qui voient leur marge de profit diminuer étant dans l'impossibilité de transférer la hausse du prix des matières premières au consommateur. Et bien qu'ils conviennent que la crise économique est mondiale, ils estiment que l'incessante oscillation des prix est injustifiée et déplorent l'attitude des grandes entreprises qui contrôlent le marché national et sont, selon ces acteurs, les responsables de cette spéculation des prix dont le seul but est d'exclure les petites entreprises du marché.

³²⁵ La banque de produits (banco de insumos) est constituée par les membres d'une coopérative ou association soit des producteurs ou dans ce cas, par des établissements de MYPES. Cette banque des produits permettrait à ces associations ou coopératives d'importer directement la matière première au bénéfice de leurs membres et ainsi faire diminuer le coût de production.

« [...] La fluctuation des prix m'affecte. Maintenant, j'ai de la difficulté à payer mes employés. Si les prix des produits continuent à monter, je serais obligée de charger à mes clients un 30 % [...] mais c'est difficile de faire ça surtout parce que mes ventes ont diminué en raison du problème économique. Donc, je ne sais pas ce que je pourrais faire [...] parce que j'ai le nombre de travailleurs nécessaires. Peut-être que nous allons devoir aller nous même travailler dans la production, je ne sais pas [...] » (PE-37 :18(308 :317))

« [...] Un des principaux problèmes est le coût de production. Ici, la farine qui vient du Honduras est moins chère que celle que produisent les entreprises ici [...] mais ces entreprises se mettent d'accord pour fixer le prix et elles ont obligé l'entreprise du Honduras à augmenter le prix, elles ont forcé les entreprises qui importaient cette farine à augmenter le prix. C'est un monopole. Ce n'est pas le prix réel. [...] Ici, les grandes entreprises fixent le prix comme elles le veulent, mais nous ne pouvons pas donner un prix raisonnable à nos produits [...] » (PE-36 :6(75 :91))

« [...] Je sais que le prix augmente au niveau international, mais ici, si on peut augmenter encore plus, on le fait. Les entreprises font de la spéculation [...] nous avons le marché, mais j'ai perdu des clients par manque de produits, des problèmes d'approvisionnement. Je pourrais vendre encore plus, mais je n'ai pas assez de matériel [...] » (PE-37 :33(533 :541))

Les grandes entreprises profitent, sous le prétexte du libre marché, du manque de contrôle de l'État, selon ces acteurs qui demandent à l'État d'intervenir, d'assumer son rôle et de mettre en place des mécanismes pour doter les grandes entreprises d'une mission sociale afin de réduire les inégalités sociales provoquées par la concentration de la richesse aux mains d'un petit groupe de la population alors que la grande majorité vit dans la pauvreté.

« [...] Je crois que le gouvernement [...] devrait aller voir ces entreprises pour leur dire que fixer des prix exorbitants n'est pas correct. C'est impossible que dans une courte période un quintal de farine puisse coûter le double, même s'il y a des problèmes avec le blé, ça ne se justifie pas [...] Il y a une politique de monopole, j'aimerais que le gouvernement intervienne dans cette question [...] » (PE-36 :17(214 :226))

« [...] Je crois que les pays qui pratiquent le libre commerce exagèrent [...]. Les gouvernements devraient chercher des mécanismes, une politique de persuasion, parce qu'on sait que si les gouvernements implémentent une loi, elles (les grandes entreprises, multinationales) vont crier au non-respect de la liberté, mais il faut investir dans un système plus humaniste. Il devrait donc y avoir une plus grande sensibilité de la part du capital (les entreprises), parce que ce n'est pas juste qu'il y ait de gens très riches et autant des pauvres [...] » (PE-36 :18(229 :246))

Synthèse

Ce groupe d'acteurs confirme ce qui a été mentionné par les autres groupes d'acteurs qui évoquent comme les principaux obstacles : (i) l'absence de financement adéquat pour ce secteur; (ii) les taux d'intérêt très élevés du microcrédit; (iii) l'importation de matière première et la fluctuation des prix de ces produits; (iv) le manque de contrôle de l'État pour mettre fin à la spéculation des prix.

Tableau 30 Principaux problèmes évoqués par les acteurs MYPES

Principaux problèmes évoqués	Établissements de subsistance	Accumulation simple	Accumulation Accrue	Nouvelles entreprises	Petite entreprise à faible productivité
Marché restreint	✓			✓	
Participation des intermédiaires	✓				
Financement mal adapté		✓	✓	✓	✓
Taux d'intérêt élevés		✓	✓	✓	✓
Barrières de la formalité		✓		✓	
Pénurie de matière première		✓	✓	✓	✓
Spéculation des prix		✓	✓	✓	✓
Manque de contrôle de l'État		✓			✓

6.3 Attentes du secteur à l'égard de l'État

Après avoir dressé un portrait qui illustre bien l'hétérogénéité des établissements qui composent le secteur informel et suite à l'identification des principaux problèmes qui entravent leur développement, nous présenterons dans cette section les attentes de ces

établissements à l'égard de l'État dans le cadre du programme d'aide aux microentreprises et petites entreprises.

6.3.1 Segment de subsistance

Certains acteurs de ce segment font appel à l'aide de l'État afin de pouvoir entamer le processus de formalisation et de formation et d'améliorer ainsi leur mode de production pour accéder à de nouveaux marchés. Ils affirment toutefois, ne recevoir aucun type d'aide. Ces acteurs se sentent complètement délaissés par les autorités et dénoncent l'injustice et les inégalités dont ils sont victimes.

« [...] J'aimerais devenir légal, mais nous n'avons aucun appui, soit quelqu'un qui s'intéresse à nous. Jusqu'à présent, personne n'est venu ici, ni de la part du gouvernement, ni des ONG, pour dire « nous allons aider ces femmes à s'organiser » [...] personne [...] » (ME-subs-3 :10(127 :135))

« [...] Nous avons besoin de nouvelles idées, de trouver de nouveaux marchés, d'échanger des idées avec d'autres artisans [...]. Nous avons besoin de quelqu'un qui soit intéressé à nous aider, à aider les artisans. Nous avons besoin de plus de formation [...] » (ME-subs-13 :25(262 :271))

« [...] Nous avons besoin d'aide [...]. Nous avons toujours vécu dans l'abandon [...]. Nous ne sommes personne aux yeux du gouvernement. [...] Nous avons toujours été traités comme ça. Le gouvernement s'intéresse à nous seulement quand il y a des élections, et là, les politiciens viennent ici et nous embrassent, nous saluent, nous invitent à des réunions, mais seulement quand ils sont en campagne électorale [...] » (ME-subs-3 :12(142 :160))

« [...] J'aimerais vous remercier de me laisser parler franchement de ce qui se passe ici... Je n'ai rien contre les politiciens, la seule chose qui me dérange est l'injustice avec laquelle ils traitent les gens ...ici nous sommes abandonnés par tout le monde [...] » (ME-subs-10 :38(446 :457))

Ces acteurs réclament un gouvernement qui veille sur son peuple et qui travaille pour les personnes le plus démunies qui sont justement celles qui ont le plus besoin d'aide. Toutefois, signalent certains interlocuteurs, l'aide du gouvernement est dirigée vers les secteurs ayant une meilleure productivité et qui disposent de plus de ressources.

« [...] Nous avons besoin d'un gouvernement qui veille au bien-être de son peuple, mais je crois qu'il n'y a pas de gouvernement comme ça. Peut-être faudrait-il changer le cœur de tous ces gens-là pour qu'ils puissent s'intéresser vraiment au bien-être du peuple. La seule chose qu'ils savent faire est de dire : « *nous sommes avec les gens pauvres* », mais en réalité ils nous détruisent encore plus [...] » (ME-subs-10 :34(408 :417))

« [...] J'aimerais que les politiciens s'intéressent plus aux gens comme nous qui sommes plus bas (pauvres). Mais, ils s'intéressent à ceux qui sont plus haut, qui ont la capacité d'exporter. Ils s'intéressent à eux-mêmes, pas aux gens comme nous qui n'ont pas la possibilité d'exporter [...] » (ME-subs-12 :18(162 :167))

Ils se montrent très reconnaissants envers les organisations de coopération internationale dont le travail est perçu de manière très favorable. C'est probablement dans ce segment que ces organisations sont plus présentes pour offrir des ateliers de formation, d'aide à la commercialisation ainsi que du financement.

« [...] Nitlapan (une ONG) a été la seule organisation à nous aider et nous sommes très reconnaissantes de leur appui [...] mais d'autres ?... [...] » (ME-subs-10 :10(143 :152))

« [...] Nitlapan est venu voir notre travail pour nous aider à exporter la céramique [...] » (ME-subs-12 :1(5 :19))

6.3.2 Segment d'accumulation simple

Bien que ces interlocuteurs bénéficient de certains services offerts par l'INPYME (l'institution publique responsable de la mise en œuvre des programmes d'aide au secteur des MIPYMES), en matière de formation et d'aide à la commercialisation, leur préoccupation principale est le financement. Ils font part de leur intérêt pour le programme Usura Cero « Usure Zéro »³²⁶ auquel nous avons fait référence au chapitre 4.

« [...] Nous recevons l'appui de l'INPYME pour nous aider à développer l'établissement et à nous faire connaître... mais nous ne recevons pas de financement de la part du gouvernement. C'est grâce à notre travail et au résultat de notre travail

³²⁶ Programme financé par la coopération vénézuélienne et dont le taux d'intérêt annuel est de 8 %. Le programme vise à aider les coopératives et les groupes de la population à très faible revenu.

que nous nous finançons [...]. Je réinvestis ce que je gagne avec mes produits [...] » (ME-AS-1 :10(110 :115))

« [...] J'aimerais de l'aide. Mon mari a toujours demandé de l'aide au gouvernement et nous aimerions en savoir davantage sur les moyens de financement afin de pouvoir croître et donner une forme à notre commerce. L'idée est de continuer à prospérer [...] » (ME-AS-1 :23(236 :255))

« [...] Ici, dans le quartier, il y a le projet Usure Zéro, qui est géré par le Conseil du pouvoir citoyen (CPC) dans chaque quartier. Par exemple, si les femmes décident de s'organiser et de former une coopérative, elles doivent fournir une copie de leur carte d'identité et expliquer à quoi va servir l'argent. [...]. Tout le monde peut bénéficier du programme [...] et le taux d'intérêt est bas. Si tu empruntes un montant de 5000 \$ C (250 \$ US), tu paies 5 800 \$ C (290 \$ US). C'est une grande différence. Ce projet est en place dans tous les quartiers [...] » (ME-AS-6 :20(192 :213))

Un autre groupe d'interlocuteurs toutefois, affirme n'avoir jamais reçu d'aide du gouvernement. Un des interlocuteurs précise qu'il relève aussi de la responsabilité des microentreprises de s'informer sur les différents programmes ou projets en place dont ils pourraient bénéficier. Il y a, selon ces acteurs, un manque d'intérêt ou de confiance vis-à-vis ces projets.

« [...] Si les gouvernements antérieurs avaient montré de l'intérêt, le pays serait plus avancé, plus développé, parce que nous avons les ressources, l'agriculture, et l'élevage, mais personne ne s'y est intéressé. Maintenant, j'apprends aux nouvelles qu'on veut donner vie au programme : l'assistance technique, la formation aux microentrepreneurs [...] » (ME-AS-2 :15(158 :167))

« [...] Nous n'avons pas cette information. Nous ne recevons pas d'aide du gouvernement [...] de financement [...] un accompagnement [...] mais c'est peut-être aussi parce que nous ne l'avons pas cherché, parce qu'il faut aussi aller chercher l'information. Parfois, nous sommes un peu pessimistes, mais il faut prendre des risques [...] » (ME-AS-6 :18(164 :176))

6.3.3 Segment d'accumulation accrue

Ces acteurs manifestent leur intérêt à recevoir de l'aide en technologie afin d'améliorer leur mode de production. Certains font référence à un projet spécifique en matière d'innovation technologique dont ils ont pu bénéficier dans le passé. Ils expliquent que ce projet s'adressait aux segments plus productifs qui ont la capacité d'investissement, car les entreprises devaient

assumer une partie de l'investissement total du projet. Ils estiment que l'aide du gouvernement est insuffisante et déplorent son manque d'intérêt à l'égard des microentreprises qui constituent une source importante d'emplois.

« [...] Quand je suis allée voir pour le projet, je suis sortie fâchée de la rencontre. Je me suis dit : pourquoi nous inviter pour nous informer sur ce projet s'il est seulement pour les riches ? Ce sont toujours les riches qui profitent de tout [...] Ça, ce n'est pas pour nous [...] » (ME-AC-14 :13(168 :174))

« Je proteste contre la bureaucratie de ce pays. La microentreprise mérite d'être mieux traitée. Nous sommes le moteur de l'économie. S'ils continuent à nous traiter comme ça, nous allons disparaître. Nous souhaitons nous améliorer pour continuer à créer des emplois, mais comme ça, quand allons-nous pouvoir nous en sortir ? Nous avons besoin d'appui. Le président a beaucoup aidé la microentreprise dans son gouvernement antérieur (1980), quand il y a eu un blocus. Mais il est devenu capitaliste. Il n'est plus prolétaire. Peut-être est-ce justement ça le problème qui nous affecte [...] » (ME-AC-14 :30(417 :430))

« [...] Moi, je m'énerve quand l'INPYME ou le gouvernement disent : les microentreprises sont le moteur de l'économie de ce pays, elles créent de l'emploi, elles donnent ceci et cela... C'est du bla..bla..bla. Ils ne nous aident en rien [...] » (ME-AC-14 :15(203 :221))

Bien que certains semblent réticents à vanter les bienfaits du projet d'innovation technologique, la grande majorité des acteurs interrogés estiment que ce type de projet contribue au développement des entreprises, à l'amélioration de leur système et mode de production, à l'accroissement de la compétitivité. Ils déplorent toutefois, le manque de continuité du projet qui met en péril l'atteinte de leurs objectifs.

« [...] J'ai participé à un projet qui s'appelait « innovation technologique » qui m'a ruiné [...] parce qu'il s'agissait d'un projet incomplet. On te donnait pour une chose, mais pas pour l'autre [...] J'ai acquis cette machine-là et celle-là aussi. C'était ça l'innovation technologique! [...]. C'est vrai que nous avons appris. Je ne peux pas le nier, mais parce que nous recevions des cours à tous les jours. Je devais laisser mon atelier, tout! [...] » (ME-AC-text-14 :5(56 :77))

« [...] Il y a quatre ans, nous nous sommes rendu compte que le ministère de l'Industrie (MIFIC) avait un projet d'innovation technologique [...] C'était un projet difficile. [...] Nous avions besoin d'infrastructure parce que l'allée de la maison était complètement détruite, des machines et du soutien logistique [...] Un ingénieur est venu pour faire une étude et aujourd'hui nous travaillons différemment. Le projet

nous a beaucoup aidés. Il a nécessité un investissement de 10 000 \$ US. Nous y avons contribué à 4000 \$ US et le MIFIC a contribué 6000 \$ US. Cependant, c'était à nous d'acheter les machines et ils nous remboursaient 60 % suite à la présentation de la facture...» (ME-AC-7 :4(46 :56) et (21 :35))

« [...] Le projet nous a beaucoup aidés, mais la deuxième étape du projet ne s'est jamais réalisée [...]. Ils nous ont laissés en « stand-by », parce que maintenant nous avons l'infrastructure et les machines et à la deuxième étape, ils allaient nous aider avec la matière première. Cette étape ne s'est jamais réalisée [...] » (ME -AC-7 :5(59 :71))

6.3.4 Les nouvelles entreprises

Ces acteurs perçoivent très favorablement l'aide fournie par les institutions gouvernementales dans le cadre du PROMIPYME. Ils estiment qu'il y a un accompagnement de l'État en matière de formation, d'aide à la commercialisation et dans différents autres aspects du travail de ces nouvelles entreprises. Certes, les institutions comme l'INPYME (l'Institut nicaraguayen d'appui à la petite et moyenne entreprise) et le MIFIC (le ministère de l'Industrie) manifestent un réel intérêt pour ces établissements. Ils communiquent régulièrement avec ceux-ci afin de les tenir informés des services dont ils peuvent bénéficier ou des événements auxquels ils peuvent participer.

« [...] L'INPYME m'a toujours aidé en matière de formation. Aussi pour participer à des événements comme Nica-export, l'INPYME nous a soutenus en payant une partie des frais ... afin que nous puissions participer à des événements internationaux [...]. Nous avons prospéré et même si nous n'exportons pas encore, nous avons déjà une image de marque. Nous avons de l'expérience par rapport aux événements internationaux [...] » (ME-IS-33 :6(60 :72))

« [...] Actuellement, il y a un programme de l'INPYME qui va donner 1 500 \$ US à dix entreprises pour acheter des machines et de l'équipement [...]. Et pour être admissibles, ils vérifient si la nouvelle entreprise fait des efforts [...]. L'INPYME aide les petites entreprises comme la nôtre et celles qui viennent de démarrer pour que nous puissions prospérer et que nous réussissions comme les autres entreprises. L'INPYME a un système de filtrage pour décider qui sera admis [...] » (ME-IS-16 :12(166 :177))

« [...] Je crois que l'INPYME offre beaucoup d'aide. Cette institution organise des foires, des activités [...]. De plus, l'INPYME a établi un accord avec l'UNI

(université) pour créer notre page Web... et les frais sont de 70 \$ US. C'est un projet durable. Je ne sais pas comment ils choisissent les entreprises, mais je reçois toujours des invitations de leur part [...] » (ME-IS-15 :10(100 :108))

Ces acteurs soulignent également l'accompagnement offert par l'INPYME en matière de légalisation. Cette institution les aide aussi à s'organiser en coopérative.

« [...] Je suis devenue légale parce que l'INPYME avait un accord avec la direction du revenu. L'INPYME nous donnait un aval pour que nous aillions nous enregistrer [...] m'a également invité à une réunion et maintenant je suis légale [...] » (ME-IS-15 :1(4 :15))

« [...] Je crois qu'il y a beaucoup d'aide. L'accord entre l'INPYME et la direction du revenu aide énormément. Il y a aussi les coopératives [...] qui vont pouvoir demander du crédit au nom de tous les membres. Ainsi, nous n'aurons pas à faire affaire avec les microfinancières ou les banques dont les taux d'intérêt sont très élevés. Et nous pourrons aussi participer aussi au programme « Usure Zéro » dont les intérêts à payer sont très bas [...] » (ME-IS-15 :5(55 :61))

L'un des thèmes soulignés par un des acteurs est la nécessité de développer davantage une mentalité entrepreneuriale chez les microentrepreneurs, leur donner les outils pour que leurs établissements deviennent plus compétitifs. La formation offerte aux microentrepreneurs ne peut pas, selon cet acteur, se limiter à de simples ateliers de gestion comptable.

« [...] Ici, existe l'image de l'artisan pauvre et non de l'entrepreneur, parce que même les gens qui aident les artisans ne leur apprennent pas qu'en plus de les aider et de leur donner une formation, il est nécessaire de développer une image de marque. J'espère que ces politiques vont changer. Parfois, nous ne voyons pas l'aide de la coopération parce que l'aide ne se rend pas aux gens qui en ont vraiment besoin. San Juan est une des villes qui a prospéré. Les gens là-bas ont appris de nouvelles techniques, ils se sont améliorés sur le plan de la conception et de la production. Ils exportent [...] » (ME-IS-33 :15(161 :173))

6.3.5 Segment de la petite entreprise

Ces acteurs demandent des politiques d'aide plus équitable. Ils estiment que les politiques en vigueur ne tiennent pas compte de la diversité des segments qui composent le secteur informel, ce qui donne comme résultat des services de formation mal adaptés au niveau du

développement et des besoins propres à chacun de ces segments. Par exemple, la petite entreprise et l'établissement de subsistance vivent des réalités et sont confrontés à des problèmes distincts. Par conséquent, l'aide pour ces établissements doit être mieux adaptée.

« [...] Le problème c'est que les politiques sont mal adaptées [...]. Il y a des artisans qui sont peu cultivés, d'autres qui le sont moyennement et d'autres qui le sont beaucoup plus. Le gouvernement ne fait pas cette distinction. Nous sommes à un autre niveau et il veut nous mettre tous au même niveau, à recevoir des séminaires, et moi, je n'ai plus besoin de ça. Nous ne sommes pas à ce niveau-là. Nous avons besoin d'autres types de projet. Nous avons déjà l'expérience. Ce commerce existe depuis des générations. Moi, je suis la quatrième génération. Nous n'avons pas d'appui, les autres personnes qui ont aussi besoin d'un séminaire sur la qualité n'ont pas d'appui non plus [...] » (PE-34 :25(250 :271))

« [...] Quant aux politiques du gouvernement...aucun gouvernement ne s'est occupé de guider les artisans. Le secteur artisanal a de faiblesses parce qu'il n'a pas de connaissances juridiques, des lois qui s'y rattachent dont il pourrait bénéficier. Il n'y a pas de formation dans ce domaine pour permettre à l'artisan de profiter des lois en vigueur [...] » (PE-34 :21 (199 :221))

Ils estiment que certains groupes bénéficient davantage de l'aide du gouvernement au détriment des secteurs qui tombent toujours dans l'oubli de l'État. Selon un des interlocuteurs, le gouvernement oublie que le secteur des MYPES est très hétérogène. Il est donc important de connaître les différents groupes qui le composent et de les inviter à participer aux discussions organisées par les institutions pour bien comprendre les problèmes auxquels ils doivent faire face et connaître leurs demandes particulières selon leur niveau de segmentation.

« ...Il y a de l'aide, mais seulement pour certains secteurs. Et il faut aider d'autres secteurs aussi. S'il y avait au Nicaragua une véritable politique d'aide pour la microentreprise, ce pays serait différent. Si vous allez interroger d'autres petits entrepreneurs, vous aurez la même réponse. Ce n'est pas la microentreprise qui bénéficie de l'aide, c'est un autre secteur [...] » (PE-37 :27(445 :454))

« [...] À nous dans le secteur artisanal [...] le gouvernement nous a invités à participer à des réunions avec des entrepreneurs mexicains et canadiens [...]. J'étais le seul du secteur *hamacas* à y assister. Moi, je peux parler de mes problèmes, mais ici il y a les grands, les moyens et les petits artisans et chacun a ses propres problèmes. Ça aurait donc été une bonne chose que le gouvernement convoque à

cette réunion un groupe d'artisans...Nous aurions pu obtenir du gouvernement, un appui plus proche et direct [...] » (Hama-art-PE-34 :22(214 :226))

Pour certains acteurs, les priorités du gouvernement en matière d'aide diffèrent de celles du secteur, c'est pourquoi les demandes de ce dernier, telles que la création d'une banque de produits (*banco de insumos*) ne sont pas entendues.

« [...] Nous avons besoin d'aide pour...acheter à Taiwan de la marchandise bon marché afin de diminuer nos coûts de production et vendre nos produits à des prix plus compétitifs. Toutefois, pour le gouvernement, ceci n'est pas une priorité. Nous avons rencontré des gens du gouvernement et de la Banque interaméricaine du développement et ils nous ont dit qu'une banque de produits (*banco de insumos*) n'était pas prioritaire [...] et il n'y a pas de possibilités [...] » (PE-32 :20 (262 :272))

« [...] Nous avons déjà fait part au gouvernement de nos besoins. Je ne sais combien de fois nous l'avons fait et nous l'avons fait avec l'aide de consultants, il y a des études qui ont été réalisées sur ce que le secteur de la chaussure a besoin [...] Au moins, avec le programme d'innovation technologique, nous avons acheté de nouvelles machines. Mais ici, dans ce secteur, neuf chausseurs sur dix travaillent avec des machines qui ont plus de 50 ans et qui sont désuètes [...] » (PE-32 :27 (355 :364))

L'innovation technologique est un thème central pour ce segment. Ce groupe d'acteurs fait référence au projet d'innovation technologique, financé par la coopération internationale, comme étant un des plus importants qui n'ait jamais été implanté dans ce secteur. La petite entreprise, groupe visé par le programme, en a tiré de grands avantages. Cependant, expliquent ces acteurs, seules les entreprises qui disposent d'un certain capital pouvaient y participer, car une partie de l'investissement total du projet devait être assumée par l'entreprise.

« [...] Cette entreprise a bénéficié de ce projet (innovation technologique) [...] le projet a été un grand avantage pour les entreprises qui avaient déjà atteint une certaine formalité et qui avaient la capacité de concurrencer. [...] » (PE-32 :19(250 :260))

« [...] il y a certains projets, mais il y a beaucoup de conditions. Vous ne pouvez pas demander à un chausseur qui n'a pas de crédit à la banque, qui ne tient pas la comptabilité de son établissement et qui ne détient aucun type de registre d'investir dans un projet comme celui d'innovation technologique. De plus, si vous demandez à

un chasseur ou à un petit entrepreneur de demander du crédit, il ne va pas le faire, parce qu'il ne veut pas risquer de perdre sa propriété, il craint pour son commerce [...] » (PE-32 :28(367 :376))

Un thème primordial abordé par un des interlocuteurs, est l'importance de la continuité et de la stabilité institutionnelle en ce qui concerne l'aide au secteur des MYPES. Un des interlocuteurs nous fait part de ses préoccupations quant au roulement continu du personnel institutionnel, qui ne permet pas d'avancer dans la connaissance du secteur ni de renforcer les capacités institutionnelles. Cela crée par ailleurs, une certaine instabilité au sein des institutions et des projets qui sont déjà en cours.

« [...] L'INPYME est né dans la période du président Aleman. Avant, il y avait une organisation appelée UNIPYME qui avait bien organisé le secteur de la petite entreprise. Le gouvernement du Dr. Aleman a fait disparaître l'UNIPYME et a créé l'INPYME. L'UNIPYME à l'époque organisait les entreprises de divers secteurs, mais l'INPYME organise seulement le secteur artisanal et comme c'est une organisation qui vient d'être créée, elle est loin de connaître les problèmes de la petite entreprise [...] De plus, cette institution ne connaît pas le secteur de la petite entreprise. Je crois que l'INPYME est bon dans les domaines de la formation et des services-conseils, mais pas dans les domaines dont l'entreprise a réellement besoin [...] pour les entreprises comme la nôtre, nous n'avons pas d'appui [...] » (PE-37 :25(412 :433))

« [...] Je crois que pour une meilleure aide du gouvernement, il faut améliorer la division technique, faire une bonne évaluation du type d'entreprises qui existent au Nicaragua et en fonction de ça élaborer les programmes d'aide, préparer le personnel (fonctionnaires) [...] » (PE-37 :30(489 :497))

Synthèse

Les attentes de ces établissements à l'égard du programme d'aide au secteur se concentrent principalement sur la nécessité d'un financement plus flexible, la mise sur pied d'une banque de produits pour contrer la pénurie de matières premières et la fluctuation des prix. Ces établissements demandent une distribution plus équitable de l'aide afin que tous les établissements puissent en bénéficier. Ils soulignent l'importance de prendre en considération la diversité de ce secteur afin de mieux répondre aux besoins particuliers de chaque segment,

d'assurer la continuité des projets qui ont été bénéfiques pour le secteur et de veiller à la stabilité institutionnelle.

Les acteurs qui composent le segment de subsistance, qui sont ceux qui ont le plus besoin de l'aide et de l'accompagnement de l'État, semblent complètement délaissés par les institutions du gouvernement. Ce sont les ONG qui jouent un rôle important en matière d'aide à ce segment en offrant de l'accompagnement dans leurs processus de formalisation et d'aide à la commercialisation.

Tableau 31 Attentes des établissements informels au regard de l'aide disponible

Principales attentes	Établissements de subsistance	Accumulation simple	Accumulation Accrue	Nouvelles entreprises	Petite entreprise à faible productivité
Aide à la formalisation	✓			✓	
Accompagnement	✓	✓		✓	
Soutien technologique			✓		✓
Financement plus flexible et adapté au secteur		✓	✓	✓	✓
Assurer la continuité des projets			✓		✓
Stabilité institutionnelle					✓
Aide plus équitable			✓	✓	✓
Meilleure réponse à leurs demandes					✓
Programmes de formation mieux adaptés				✓	✓
Aucune attente	✓				

CONCLUSION

Bien que le portrait que nous avons présenté dans ce chapitre ait été élaboré à partir d'un échantillon de 25 entrevues, la diversité d'acteurs qui y participent assure une bonne représentativité des établissements informels. Il permet d'identifier les caractéristiques

propres à chaque segment et de décrire la réalité sociale entourant le secteur. En outre, les différentes sources d'information (études, rapports) auxquelles nous avons eu recours nous ont permis de valider l'information recueillie lors de notre enquête. Évidemment, nous sommes conscients de l'ampleur du secteur informel et de la diversité des établissements qui le composent. En conséquence, notre objectif ici n'est pas de généraliser les résultats présentés dans ce portrait, mais d'offrir un bon aperçu de la diversité du secteur qui nous permette de dégager quelques conclusions à partir des critères utilisés.

Les segments de subsistance et d'accumulation simple par exemple, sont dépourvus de toute capacité productive. Ces activités servent prioritairement à assurer l'alimentation de leurs familles. Ceci met en évidence la situation de précarité et de pauvreté des personnes qui intègrent ces deux segments. Quoique le groupe d'acteurs du segment d'accumulation simple dispose d'un peu plus de ressources, les acteurs investissent tout ce qu'ils peuvent pour tenter de sortir de la pauvreté.

L'implication de la famille est beaucoup plus importante dans les segments d'accumulation simple, d'accumulation accrue et de la petite entreprise. La productivité de l'établissement semble éveiller l'intérêt des autres membres de la famille à s'investir et à s'impliquer dans la réussite de l'établissement. Ceci permet aux propriétaires de compter avec plus de ressources humaines pour réaliser différentes tâches à l'intérieur de l'établissement.

Il est à noter que les acteurs dans les groupes de subsistance et d'accumulation simple parlent sans aucune crainte de leurs revenus, tandis que la plupart des acteurs interviewés dans les segments d'accumulation accrue et de la petite entreprise ont évité de répondre à cette question. L'étude publiée par le PROMICRO en 2000 ainsi que le règlement de la loi sur la promotion et le développement des microentreprises, des petites entreprises et des moyennes entreprises (Loi MIPYMES) nous a permis de compléter l'information recueillie dans le cadre de cette recherche.

Tableau 32 Niveau de productivité

Niveau de segmentation	Productivité
Subsistance	Moins de 100 \$ US/mois
Accumulation simple	Entre 100 \$ US et 300 \$ US/mois
Accumulation accrue	Entre 350 \$ US et 4 000 \$ US/mois*
Nouvelles entreprises	Étape de démarrage
Petite entreprise	Entre 4 000 \$ US et 25 000 \$ US/mois**

*Ces montants ont été établis à partir de l'étude PROMICRO et ceux établis par la Loi MIPYMES comme seuil maximum de revenus pour une microentreprise

**Ces montants ont été établis à partir de données fournies par les acteurs et le seuil maximum établi par la loi MIPYMES pour une petite entreprise.

Quant à la taille de ces établissements, au type de travailleurs et aux conditions de travail, chacun des segments contribue de manière différente à la création d'emploi et à la survie d'un grand nombre de familles. Dans le segment de subsistance, tous les travailleurs sont familiaux et non rémunérés (de un à deux). Dans celui d'accumulation simple, la grande majorité des personnes qui y travaille est de type familial et non rémunéré, mais les établissements parviennent à embaucher occasionnellement un ou deux travailleurs qui sont payés à la pièce. Dans le segment d'accumulation accrue, le travail est de type familial non rémunéré, mais les établissements sont en mesure d'embaucher de travailleurs rémunérés. Étant donné que leur production est beaucoup plus spécialisée, ils ont besoin de travailleurs plus qualifiés. Tout comme dans le segment d'accumulation simple, le salaire des travailleurs est payé à la pièce, selon la production. C'est dans le segment de la petite entreprise que le nombre de travailleurs salariés devient plus important et que l'embauche de travailleurs qualifiés devient essentielle pour assurer la productivité de l'établissement. Par conséquent, le salaire dans ce segment est bien supérieur à la moyenne salariale des autres segments.

Tableau 33 Taille de l'établissement et catégorie des travailleurs

Taille de l'établissement	Subsistance	Accumulation simple	Accumulation accrue	Nouvelles entreprises	Petite entreprise
1-3 travailleurs	✓	✓		✓	
3-5		✓	✓	✓	
6-30					✓
Catégorie des travailleurs	Subsistance	Accumulation simple	Accumulation accrue	Nouvelles entreprises	Petite entreprise
Familiaux non rémunérés	✓	✓	✓	✓	✓
Familiaux rémunérés		✓	✓		✓
Salariés		✓	✓	✓	✓

Sauf pour le groupe d'établissements appartenant à des jeunes professionnels qui répondent à une réalité différente, la pauvreté est une caractéristique commune à tous les segments qui affecte de manière plus importante les segments de subsistance et d'accumulation. D'ailleurs, elle se transmet d'une génération à l'autre et se traduit par un manque d'opportunités condamnant ce groupe de personnes à la stagnation.

Quant au niveau d'informalité, les établissements de subsistance opèrent pour la plupart, dans l'informalité absolue due à la précarité de leurs revenus. Pour ce qui est des autres établissements, ils sont en grande majorité, inscrits auprès du registre fiscal créé spécifiquement pour les MIPYMES. Ce type de registre confère à ces établissements le droit de bénéficier des programmes d'aide pour ce secteur.

Tableau 34 Niveau d'informalité

Niveau d'informalité	Subsistance/	Accumulation simple	Accumulation accrue	Nouvelles entreprises	Petite entreprise
Informalité absolue (Aucun type de registre)	✓	✓		✓	
Registre fiscal		✓	✓	✓	✓
Registre fiscal et/ou permis de la Ville et/registre sanitaire			✓		✓

En ce qui concerne les facteurs qui ont incité ces acteurs à travailler ou à opérer dans le secteur informel, la pauvreté est une des causes principales nommées par les acteurs des segments de subsistance et d'accumulation simple. Pour les autres acteurs, c'est la perte ou le manque d'emploi, la précarité salariale, la recherche de meilleures conditions de vie et de meilleurs revenus pour subvenir aux besoins de leurs familles ainsi que la possibilité de travailler et de s'occuper des enfants en même temps. Le secteur informel offre, selon les acteurs, une option de survie dans un milieu qui est très touché par la pauvreté et l'opportunité d'obtenir un meilleur revenu que celui qu'ils obtiendraient comme salariés dans le secteur formel.

Tableau 35 Facteurs amenant à l'informalité

Facteurs amenant à l'informalité	Subsistance	Accumulation simple	Accumulation accrue	Nouvelles entreprises	Petite entreprise
Pauvreté	✓	✓			
Perte ou absence d'emploi	✓	✓	✓		✓
Salaires précaires			✓	✓	✓
Autonomie				✓	✓
Conciliation travail-famille	✓		✓		

Concernant la scolarité, on a pu constater que le groupe d'acteurs des segments de subsistance et d'accumulation simple est peu scolarisé. Le nombre d'années de scolarité de ces acteurs oscille entre cinq et sept ans d'études. En ce qui concerne les segments d'accumulation accrue et celui de la petite entreprise, la situation peut varier d'un établissement à l'autre. Certains acteurs possèdent un bon niveau d'instruction, mais pour d'autres, le niveau de scolarité est très faible. Ce qui est commun à tous ces acteurs est le fait que leurs enfants sont bien instruits ce qui favorise ainsi une meilleure gestion de ces établissements. La situation est différente dans le cas des acteurs du segment des nouvelles entreprises. Ce sont de jeunes professionnels, bien instruits et par conséquent, leurs établissements sont mieux structurés et organisés.

Tableau 36 Scolarité

Scolarité	Subsistance	Accumulation simple	Accumulation accrue	Nouvelles entreprises	Petite entreprise
3-7 ans	✓	✓			✓
Secondaire		✓	✓		✓
Technique		✓	✓	✓	✓
Universitaire			✓	✓	✓

Il est important de se rappeler que les données présentées dans ce tableau sont purement référentielles et prises à partir d'un échantillon composé de 25 personnes qui opèrent des établissements informels. Toutefois, nous avons pu constater que dans ce secteur travaillent des professionnels et techniciens qui par manque d'opportunités de travail, par précarité salariale ou à cause de la perte d'un emploi, se sont tournés vers le secteur informel dans le but de créer une source de revenus.

Pour ce qui est de la motivation ou de la vision entrepreneuriale dans le cas des établissements de subsistance, l'activité à laquelle ils se consacrent n'est pas un choix, mais plutôt la conséquence du manque d'opportunités et d'options de travail. Ce qui guide ces acteurs est plus une volonté de survie qu'un esprit entrepreneurial. Au fur et à mesure que le niveau de productivité augmente, nous pouvons constater qu'une vision entrepreneuriale se développe notamment dans les établissements d'accumulation accrue et dans la petite entreprise. Certains manifestent le désir de prospérer, de se développer en tant qu'entreprise, d'exporter, d'explorer de nouveaux marchés, de créer des emplois et de contribuer au développement du pays. Ces acteurs sont plus satisfaits de leur performance et ceci les motive à continuer et à travailler plus fort pour que l'établissement devienne de plus en plus productif. L'implication de tous les membres de la famille est un élément important à considérer dans les segments d'accumulation simple, d'accrue et de la petite entreprise. Ils jouent un rôle important dans la rentabilité de l'établissement.

Tableau 37 Motivation/vision entrepreneuriale

Motivation/vision entrepreneuriale	Subsistance	Accumulation simple	Accumulation accrue	Nouvelles entreprises	Petite entreprise
Survivre	✓	✓			
Prospérer		✓	✓	✓	✓
Créer emploi				✓	✓
Exporter			✓	✓	✓

Un autre aspect important dans ce secteur est la capacité de ces établissements à s'organiser. Nous avons considéré important d'utiliser ce critère, car la promotion du coopérativisme est un des principaux axes d'intervention du PROMIPYME et le seul moyen qu'a le gouvernement pour rejoindre un grand nombre d'établissements dans le cadre de sa politique d'aide. Malgré le fait que la plupart des acteurs acceptent d'adhérer aux différentes coopératives de type sectoriel afin d'accéder à l'aide du gouvernement, l'esprit coopératif n'est pas encore ancré dans ces établissements. Le groupe d'acteurs du segment de subsistance se montre particulièrement réticent à s'organiser. Ces établissements ont besoin d'une aide mieux adaptée, car les personnes qui le composent ont des besoins immédiats à combler et les coopératives doivent prendre cet aspect en considération.

Tableau 38 Niveau d'organisation

Établissements organisés/coopératives	Subsistance	Accumulation simple	Accumulation accrue	Nouvelles entreprises	Petite entreprise
Établissements non organisés	✓	✓		✓	
Organisés		✓	✓	✓	✓

Tel que mentionné au début de ce chapitre, ces critères ne peuvent être pris en considération et évalués de manière isolée. Bien que l'éducation soit, à notre avis, un des principaux facteurs qui conditionnent la capacité de gestion des propriétaires de ce type d'établissements afin de les rendre plus productifs, d'autres éléments peuvent avoir une incidence sur la productivité de l'établissement, tel que nous avons pu le constater tout au long de ce chapitre.

Quant aux principaux obstacles auxquels ces acteurs sont confrontés au quotidien, on compte principalement le manque ou l'insuffisance de financement. Ce thème a été mentionné par presque tous les acteurs interrogés comme étant le principal obstacle dans leurs activités. Seul le segment de subsistance fait exception, car pour ce dernier, l'obstacle principal est l'absence d'un marché pour offrir ses produits. Pour ces acteurs, l'accès aux ressources financières et l'aide à la commercialisation sont deux aspects indissociables. En effet, le

financement est essentiel à l'amélioration et à l'augmentation de leur production, mais cette dernière dépend également de l'accès au marché et de la commercialisation de leurs produits.

Les autres thèmes mentionnés par ces acteurs sont liés à la pénurie de matières premières nécessaires à la fabrication de leurs produits. Cette pénurie ainsi que l'instabilité économique et politique qui règnent dans le pays ont d'importantes répercussions sur le prix des produits qui ne cessent d'augmenter mettant ainsi en péril la survie de ces établissements et plus particulièrement ceux des segments les plus pauvres.

La majorité de ces acteurs souhaitent que l'État prenne en considération la problématique entourant ce secteur afin de fournir une aide plus adaptée à leurs besoins et à laquelle tous les établissements composant les différents segments puissent avoir accès.

CHAPITRE VII

LES DÉFIS À RELEVER PAR LES PROGRAMMES D'AIDE AU SECTEUR DES MYPES ; LA PERCEPTION DES ACTEURS INTERVENANTS ET DU SECTEUR DE MICROFINANCES

La perception des acteurs MYPES présentée au chapitre précédent nous a permis non seulement de mieux comprendre l'hétérogénéité des établissements qui composent le secteur informel, mais aussi de connaître les principaux obstacles que doivent surmonter ces établissements dans leurs activités quotidiennes et leurs attentes vis-à-vis de l'État. Dans ce chapitre nous allons donc identifier les principaux défis que l'État du Nicaragua doit relever pour que l'aide offerte aux entreprises à faible productivité soit plus efficace et fournisse les résultats escomptés. Nous avons ainsi considéré pertinent d'interpeller quatre autres catégories d'acteurs qui interviennent à différents niveaux auprès des entreprises informelles: des fonctionnaires, des représentants d'associations d'entreprises, des représentants d'organisations de coopération internationale et du secteur de la microfinance (les acteurs Intervenants).

Ce chapitre sera divisé en deux grandes sections. Dans la première partie, nous allons nous concentrer sur les principaux obstacles à relever par le programme d'aide au secteur des MIPYMES du point de vue des fonctionnaires, des représentants d'associations des MIPYMES, de la moyenne et grande entreprise privées ainsi que des représentants des organisations internationales. La deuxième partie sera consacrée à l'accès au financement qui est un élément crucial dans la problématique de ce secteur. Nous avons cru important de connaître la perspective du secteur de la microfinance sur les thèmes qui ont été soulevés par les acteurs MYPES et les autres acteurs Intervenants.

7.1 Les principaux obstacles à relever dans l'exécution des programmes d'aide au secteur des MYPES

7.1.1 La perception des fonctionnaires

Pour ces fonctionnaires, les défis à relever dans le cadre du programme national d'appui à la microentreprise et à la petite et moyenne entreprise (PROMIPYME) sont nombreux dont les principaux sont :

- Un système statistique défaillant

Ces acteurs estiment que le gouvernement a une connaissance insuffisante du secteur et du nombre d'établissements qui le composent. En effet, nous avons pu constater que l'information sur le nombre d'entreprises informelles au pays, diffère de manière importante d'un fonctionnaire à l'autre. Pour certains, il y a 150 000 établissements MYPES. D'autres vont même jusqu'à dire qu'ils sont 450 000. Il y a deux sources de données considérées pour ces fonctionnaires comme les plus fiables : le recensement de l'an 2005 et la Banque centraméricaine d'intégration économique.

« [...] Selon les chiffres du ministère de l'Économie, qui datent de 1998, il y a environ 160 000 établissements. Si on prend comme référence le dernier recensement de l'an 2005, il existe plus de 300 000 entreprises. Toutefois, selon un rapport de la Banque centraméricaine d'intégration économique, si je ne me trompe pas, on en compte environ 266 000. Je dirais que ces deux références, celle du dernier recensement et celle de la Banque centraméricaine, sont probablement les sources plus exactes [...] » P23: Fp-Inpyme(NC).txt - 23:15 (184:192)

« [...] 92 % du total des établissements qui composent le secteur des MIPYMEs sont des microentreprises [...] à peine 27 % correspond au secteur de la production. On parle d'environ 150 000 entreprises, mais la grande majorité des microentreprises est informelle selon les données qui datent d'une quinzaine d'années. Le reste des établissements correspond aux secteurs du commerce et des services [...] ». P22: Fp-Inpyme(ANG).txt - 22:6 (61:74) »

Le gouvernement ne dispose pas d'un système statistique lui permettant de recueillir et de mettre à jour régulièrement l'information sur les caractéristiques de ces établissements afin de bien comprendre l'ampleur du phénomène, expliquent ces acteurs. Ils manifestent leur préoccupation de devoir travailler avec de données qui ne reflètent pas la réalité actuelle du secteur de la microentreprise, d'où la nécessité de le mesurer. La mise en place d'un système de collecte d'information sur ces établissements permettra, selon ces acteurs, de mettre à jour certaines données pour mieux répondre aux besoins de ce secteur.

« [...] Le problème est qu'actuellement [...] il y a très peu d'information systématisée sur l'ampleur du secteur, donc une des premières choses à faire est d'amorcer un processus de registres pour les MIPYMES [...] Nous ne connaissons pas le nombre exact des établissements qui bénéficieraient du programme, mais nous espérons pouvoir formaliser et enregistrer 50 % de ces établissements. [...] On dit qu'il y a 150 000 entreprises qui appartiennent à un de trois segments (microentreprise, petite et moyenne entreprise) [...]. La plupart sont informelles. Il faut donc les rendre formelles » P24: Fp-Mific(D-p-p).txt - 24:5 (57:67)

« [...] La seule information officielle qui existe et le recensement économique urbain de 2000. On y trouve de l'information sur le nombre d'établissements qui correspondent à la catégorie d'auto-emploi et celle des établissements qui comptent de un à cinq travailleurs. Cette information a été mise à jour en 2005, mais seulement au niveau municipal, s'ajoutant à ce qui a été fait au niveau départemental en 2001 et qu'on appelle le répertoire économique urbain (DEU) [...] » P25: Fp-MIFIC (MV-D-f-pym).txt - 25:1 (5:18)

D'ailleurs, le discours des fonctionnaires est discordant en ce qui concerne la contribution de ces établissements à la création d'emplois et au produit intérieur brut (PIB). Certains affirment que 90 % des emplois sont créés par les MYPES, tandis que d'autres déclarent plutôt que ce n'est que 44 %.

« [...] On parle d'environ 90 % des emplois créés par les MIPYMES et d'une contribution de 35 % au PIB, mais, en réalité nous n'avons pas de données statistiques pour le confirmer. Avec le projet de la Banque interaméricaine de développement et de l'Union européenne, nous visons à mettre en place un système de données statistiques afin de déterminer la contribution réelle de ces établissements à l'emploi et au PIB. Ceci nous aidera dans l'adoption des politiques [...] » P24: Fp-Mific (D-p-p).txt - 24:10 (122:136)

« [...] Presque un million d'emplois sont créés par ces établissements, ce qui représente 44 % de la population économiquement active (PEA) du pays. La contribution des MIPYMES au PIB est de 38,4 %, selon les chiffres de la Banque centraméricaine d'intégration économique publiés en 2007 » P23: Fp-Inpyme (NC).txt - 23:35 (488:495)

- La formalisation

Le registre spécial pour les microentreprises et petites entreprises vise justement à promouvoir la formalisation de ces établissements, à leur donner plus de visibilité et recueillir de l'information à leur sujet. Elle constitue aussi une sorte de filtre qui permet au gouvernement d'identifier les entreprises qui sont en mesure d'assumer certaines obligations fiscales et qui ont des possibilités de survivre dans le secteur formel. Ce sont justement ces entreprises qui constituent le groupe cible du PROMIPYME, et ce, afin de s'assurer que les ressources dont dispose le gouvernement soient bien investies, souligne cet acteur.

« La Loi MIPYME a créé le registre unique des MIPYMES, lequel est obligatoire pour qu'elles puissent devenir formelles. C'est une façon de les formaliser et de leur offrir certains avantages. Si ces entreprises se formalisent, elles pourront profiter de certaines exemptions fiscales et cela permettra en même temps de recueillir de l'information afin d'avoir plus d'éléments qui seront plus utiles dans l'élaboration des politiques visant à promouvoir le développement des MIPYMES ». P24: Fp-Mific(D-p-p).txt - 24:5 (57:67)

« [...] Avec ce programme (le PROMIPYME) on cherche à formaliser les microentreprises et les petites entreprises. Nos services sont offerts aux entreprises qui se formalisent pour deux raisons : premièrement parce que le registre va augmenter leur visibilité et deuxièmement, parce que les ressources des institutions doivent être bien investies, car une entreprise formalisée a davantage de chances de subsister et de se développer [...] » P23: Fp-Inpyme(NC).txt - 23:16 (195:204)

Il s'agit toutefois, soulignent ces acteurs, d'une formalisation partielle et purement fiscale. Cela dit, ces établissements contribuent au fisc sous un régime spécial, mais ils sont dans l'impossibilité de respecter toutes les normes fiscales et celles du travail. Dans la majorité des cas, ce sont des travailleurs familiaux non rémunérés qui réalisent le travail.

« [...] La plupart des établissements se sont légalisés, mais en tant que personne naturelle. Ils sont en situation légale du point de vue fiscal, car ils sont sous le régime à versements égaux, mais ils n'ont pas assez de ressources pour s'incorporer comme entreprise. L'incorporation comporterait le respect d'une série d'obligations telles qu'informer l'INSS (Institut nicaraguayen de la sécurité sociale) du nombre des personnes qu'ils emploient, la présentation de leurs états financiers, la déclaration de leurs revenus et le respect de toutes les conditions établies par la loi qui s'appliquent aux personnes morales. Les microentreprises n'ont pas les ressources financières pour ça. Pour s'incorporer comme personne morale, ces établissements ont besoin d'un plus grand niveau de développement ainsi que d'un volume plus élevé de ventes. Les charges sociales et fiscales représentent un lourd fardeau pour ces établissements. Ils sont trop petits. Ce sont des établissements de type familial dans lesquels travaillent pour la plupart des membres de la famille : trois travailleurs familiaux et quatre non familiaux [...] » P27: Fp-MIFIC(Py.Inn-tcng).txt - 27:19 (266:277)

Bien que ces acteurs considèrent que le PROMIPYME constitue l'aboutissement d'un processus dans lequel différents acteurs ont mis à contribution leurs efforts pour promouvoir le développement des MYPES, les résultats du processus de formalisation sont assez mitigés. Seulement 10 000 entreprises ont procédé à leur enregistrement auprès du registre spécial des MYPES, signale un des interlocuteurs. Différents facteurs sont évoqués par ce groupe d'acteurs comme faisant obstacle à ce processus. Nous en avons retenu quatre principaux :

Premièrement, ces établissements craignent de se voir imposer un fardeau fiscal qu'ils ne seraient pas en mesure de supporter suite à leur enregistrement auprès de la Direction générale de revenu.

« [...] Il y a une entente avec la Direction du revenu pour que les entreprises puissent se formaliser et profiter du régime fiscal spécial. Une fois enregistrées, elles peuvent bénéficier d'exonérations fiscales (dans l'importation de matières premières et de biens en capital pour le secteur de la petite industrie) [...]. Comme vous le savez, un des problèmes que nous observons en matière de formalisation est la crainte qu'ont les entreprises de s'inscrire auprès de la Direction du revenu, parce qu'elles pensent qu'après elles seront obligées de payer le même taux d'impôt que payent les grandes entreprises sous le régime général d'impôts et qu'on va les obliger à tenir une comptabilité et à produire une déclaration d'impôt, etc. [...] » P25: Fp-MIFIC(MV-D-f-pym).txt - 25:3 (34:60)

Deuxièmement, les ressources pour offrir une série d'incitatifs aux microentreprises et petites entreprises en vue de promouvoir leur formalisation sont insuffisantes. À titre d'exemple, un

des interlocuteurs témoigne des difficultés rencontrées par les institutions dans l'atteinte de l'objectif modeste de formaliser 5 000 entreprises sur une période de cinq ans.

« [...] Nous voulions dans le cadre du PROMIPYME, formaliser 5 000 entreprises sur une période de quatre à cinq ans. Cela ne va pas être facile [...] l'expérience nous enseigne, que si nous arrivons à structurer un grand nombre d'incitatifs, cela pourrait promouvoir la formalisation [...] » P25: Fp-MIFIC (MV-D-f-pym).txt - 25:11 (202:219)

« [...] Je crois que les entreprises légalisées ne comptent que pour 5 %. Le reste est illégal. Nous avons travaillé pour les formaliser et je crois que nous avons réussi à en formaliser environ 10 000, mais surtout dans le secteur de la production particulièrement [...] » P22: Fp-Inpyme(ANG).txt - 22:7 (77:91)

Troisièmement, l'absence de mesures et de stratégies intégrales en vue de favoriser le processus de développement et de formalisation des microentreprises et petites entreprises (MYPES). Selon ces acteurs, dans un pays sous-développé comme le Nicaragua, les politiques d'aide à la formalisation et le développement des MYPES doivent fixer des objectifs à moyen terme puisque les ressources limitées ne permettent pas d'atteindre des résultats plus immédiats. En outre, les incitatifs offerts aux MYPES doivent promouvoir leur développement et leur formalisation et non leur stagnation.

« [...] Il existe différents facteurs à envisager lors de l'élaboration des politiques. En premier lieu, il y a l'éducation. Si on parle de développement, nous devons prendre en considération les facteurs macro en lien avec le développement du pays, les politiques à moyen terme qui vont poser les jalons du développement. Nous ne pouvons pas espérer qu'à court terme, avec les ressources limitées dont dispose ce pays, que nous puissions réaliser tous ces changements qui demandent une quantité importante de ressources [...] » P23: Fp-Inpyme(NC).txt - 23:34 (470:486)

« [...] Il faut offrir des bénéfices aux MIPYMES, mais sans que ceux-ci ne deviennent un obstacle à leur développement. Trop d'avantages peuvent inciter les établissements à rester dans l'informalité pour continuer à profiter des bénéfices qu'ils ont déjà. Je crois que l'approche des MIPYMES doit viser à promouvoir le développement et non la stagnation [...] » P25: Fp-MIFIC (MV-D-f-pym).txt - 25:6 (100:117)

Finalement, l'accès à l'information demeure un problème à résoudre. Il est important de s'assurer que l'information se rend à ces établissements. Toutes les mesures et stratégies

adoptées en vue de les formaliser seront vouées à l'échec tant que les bénéficiaires n'auront pas accès à l'information.

« [...] Je dirais que le problème est l'accès à l'information, car l'information est principalement disponible sur Internet. Nous-mêmes, nous avons notre page Web dans laquelle figure toute l'information sur le thème de l'associativité, sur la création d'une organisation, sur les démarches pour devenir formel, de l'enregistrement d'une marque [...]. Je crois qu'il y a une combinaison de facteurs : premièrement, le fait de ne pas connaître les avantages qu'offre la formalité, tels que les exonérations fiscales pour l'importation de matières premières, et deuxièmement les procédures d'enregistrement peuvent s'avérer longues. Le guichet unique pour les MIPYMES rend la procédure plus expéditive, mais combien d'entrepreneurs le connaissent ? »
P23: Fp-Inpyme(NC).txt - 23:18 (215:236)

- Manque d'uniformité des critères servant à caractériser la microentreprise

Les critères utilisés dans la caractérisation de ces établissements ne sont pas uniformes. Chaque institution utilise ses propres critères menant ainsi à une certaine confusion parmi les fonctionnaires, expliquent les acteurs. D'ailleurs, nous constatons que pour certains d'entre eux, le seul élément qui permet d'identifier la microentreprise de la petite entreprise est le nombre de travailleurs. Pourtant, comme nous l'avons vu au chapitre IV, la loi MIPYMES fait référence à trois critères dans la classification : le nombre de travailleurs, le total des actifs et le volume annuel des ventes.

« [...] Il y a seulement trois classifications d'entreprises : les grandes, les moyennes et les petites, qui sont au nombre d'environ 480 000 [...]. Il faut noter que la classification du Ministère de l'Industrie (MIFIC) est différente de la nôtre. Certaines entreprises classifiées par le MIFIC comme petites sont pour nous (la Direction du revenu) des moyennes entreprises. Il y a beaucoup de confusion dans la classification des entreprises » P21: Fp-DGI.txt - 21:2 (12:19)

« [...] Nous n'étions pas d'accord avec le fait que la microentreprise soit définie ou qualifiée uniquement selon le nombre d'employés. Le revenu devrait aussi être pris en considération, car il se peut aussi qu'une entreprise de haute technologie soit gérée par une seule personne et détenir un capital de 200 000 \$US. Donc, cette entreprise ne peut pas être considérée comme une microentreprise. Nous ne sommes pas d'accord avec le fait que le nombre de travailleurs soit le seul critère considéré. Il devrait y en avoir d'autres. Toutefois, celui qui a été retenu par la commission a été le

nombre d'employés (de un à cinq). De plus, le critère n'est pas uniforme. La Banque centrale qualifie de microentreprise comme l'établissement qui emploie de un à dix travailleurs, de petite entreprise celui de dix à vingt-cinq travailleurs et de moyenne entreprise celui de vingt-cinq à cinquante travailleurs [...] »P22: Fp-Inpyme(ANG).txt - 22:11 (131:144)

- La qualification des personnes qui oeuvrent dans ce secteur

Ces acteurs font part de leur inquiétude à l'égard des 100 000 nouveaux chercheurs d'emploi qui chaque année se joignent à la population économiquement active (PEA) dont la plupart ne possèdent pas les qualifications nécessaires pour démarrer une entreprise. Ce manque de qualification, expliquent ces acteurs, fait obstacle à la bonne gestion de ces établissements. Par ailleurs, poursuivent-ils, le système d'éducation est conçu pour former des salariés malgré le fait que le secteur formel du Nicaragua soit dans l'impossibilité d'absorber toute cette main d'œuvre, d'où la nécessité d'une réforme profonde du système d'éducation pour mieux répondre à la réalité et aux besoins du pays.

« [...] Il existe plusieurs programmes et aussi une grande gamme de services et d'assistance technique, mais c'est encore insuffisant, car les besoins sont grands. Il faut noter que chaque année il y a environ 100 000 nouveaux chercheurs d'emploi dont la majorité intégrera le secteur informel et créera une microentreprise. Nous parlons d'une partie de la population qui n'a pas pu terminer ses études primaires et qui est à la recherche d'un emploi ou qui ont terminé avec difficulté leur secondaire. Par conséquent, la plupart de ces gens-là qui cherchent un emploi ne sont pas suffisamment qualifiés pour gérer une entreprise. Et le système d'éducation ne te prépare pas à cela, ne te donne pas les outils, l'éducation, la mentalité pour te lancer en affaires. Ici [...] le système est orienté à produire des employés et ce n'est pas la réalité du pays, parce que les employeurs ne sont pas là, à attendre ces gens-là qui sortent de l'école et qui veulent intégrer le marché du travail. Le système d'éducation est mal adapté et part d'une fausse prémisse : former des employés, des gens avec une mentalité d'employé [...] » P25: Fp-MIFIC (MV-D-f-pym).txt - 25:9 (154:179)

« [...] Il faut préparer les étudiants à faire face à la vie réelle, à la vie économique, au travail. C'est un fait qu'il n'y a pas suffisamment d'emplois et que chacun doit se préparer et créer son propre emploi. Le secteur informel est le produit de cette réalité. Parmi les personnes qui vont intégrer le secteur informel, soit sous la forme d'auto-emploi soit comme microentrepreneur, combien échoueront? On ne le sait pas. [...] » P25: Fp-MIFIC (MV-D-f-pym).txt - 25:10 (182:199)

Malgré que certains interlocuteurs considèrent que le gouvernement doit concentrer ses efforts vers la formalisation des entreprises, la majorité estime que le Nicaragua fait face à une réalité complexe et que la problématique du secteur informel exige une approche plus intégrale. Certes, il est important de formaliser les entreprises, estiment ces acteurs, mais il est également primordial de les former et de mettre à leur disposition toutes les ressources nécessaires pour qu'elles puissent progresser. Selon eux, les universités pourraient travailler de concert avec le gouvernement dans les programmes de formation pour les entreprises.

Il importe également, selon un des acteurs, de prendre en considération la réalité du secteur des MYPES et en conséquence d'adapter les programmes aux besoins particuliers de chaque segment qui le compose. Par exemple, certaines entreprises ont besoin d'un accompagnement de la part de l'État plus important que d'autres. Cependant, le PROMIPYME a été élaboré sans avoir effectué les diagnostics qui auraient permis une meilleure connaissance de la réalité de ces établissements pour offrir ainsi une aide plus adaptée à leurs besoins.

« [...] J'estime que nous devons d'abord nous concentrer à formaliser les entreprises. [...] » P23: Fp-Inpyme(NC).txt - 23:22 (289:296)

« [...] il faudrait faire une étude des besoins, parce qu'à mon avis, donner de la formation sans connaître les besoins des entreprises, c'est du gaspillage. Il faut faire un diagnostic afin de savoir quel est le niveau de production, de développement, de technologie. Ces choses-là, on ne le fait pas. Il y a une quantité énorme d'ateliers de formation qui sont offerts sans qu'aucun diagnostic n'ait été fait préalablement ce qui est une erreur [...] Je dirais que c'est un manque de vision, un manque de stratégie [...] Quand on veut mettre en œuvre un projet, il faut se fixer des objectifs concrets, mais je ne sais pas pourquoi on ne le fait pas [...] P27: Fp-MIFIC(Py.Inn-tcng).txt - 27:23 (357:373)

« [...] Les microentreprises ont besoin d'autres types de projets. Elles ont besoin d'un accompagnement, parce qu'il ne s'agit pas seulement de leur fournir des ressources, on doit aussi les former, les aider, les guider comme un bébé pour qu'elles puissent s'en sortir. [...] » P27: Fp-MIFIC(Py.Inn-tcng).txt - 27:18 (246:263)

- Financement

L'accès à un financement adéquat est un des enjeux importants pour les microentreprises et petites entreprises. Actuellement, les microfinancières constituent leur principale source de financement puisque les banques privées n'ont aucun intérêt à investir dans le microcrédit. Les principaux problèmes reliés au financement qui ont été soulevés par ces acteurs sont :

Premièrement, le taux élevé d'intérêt. Ces acteurs expliquent que les institutions de microfinances ont des succursales dans presque toutes les régions du pays donnant ainsi accès au crédit aux personnes à faible revenu. Cependant, le taux d'intérêt est très élevé et les entreprises informelles sont contraintes d'accepter sans protester puisque les microfinancières sont leur principale source de financement. Il est à noter que selon ces acteurs, les institutions de microfinance ont un taux de récupération se situant autour de 90 %.

« [...] Les taux d'intérêt sont très élevés, mais les frais d'exploitation pour ces institutions le sont aussi [...] Dans une rencontre que nous avons eu avec des microentrepreneurs la semaine dernière, ils nous ont dit que les microfinancières les ont amenés à la faillite [...] » P25: Fp-MIFIC(MV-D-f-pym).txt - 25:17

« [...] Le taux de récupération est très bon. Pour les microfinancières, c'est une bonne affaire, voire une excellente affaire. L'objectif des microfinancières, c'est la rentabilité ». P40: SF.txt - 40:11 (98:103)

« [...] Pour que les entreprises puissent croître, se développer et fonctionner, il leur faut du financement. Il faut donc travailler en fonction d'une nouvelle approche des services financiers pour ce secteur [...] » P24: Fp-Mific(D-p-p).txt - 24:11 (139:148)

Pour pallier ce problème, le gouvernement a mis sur pied le programme « Usure Zéro » qui donne l'accès au crédit aux secteurs à faibles revenus à un taux d'intérêt annuel de 5 et 8 %. Ce programme est financé par les fonds de la coopération vénézuélienne, expliquent ces acteurs. D'autres projets sont également à l'étude ou en voie de se concrétiser, tels que la création d'une banque de développement et les sociétés de garantie réciproque qui ont comme objectif de favoriser une meilleure accessibilité au crédit à un bas taux d'intérêt.

« [...] Les banques n'ont pas de succursales dans les endroits où opèrent les microfinancières, soit dans des zones plus éloignées. Il existe un programme financé par la coopération vénézuélienne nommée « Usure Zéro » qui opère sous la forme du microcrédit, avec un taux d'intérêt de 5 ou 8 %. Je ne suis pas certaine que ce soit un programme durable [...] parce qu'il est financé par un fonds de 20 millions. Ce n'est pas beaucoup [...] Il y a aussi la banque de développement dont la loi a été adoptée l'an dernier. C'est une banque de l'État et elle pourra aussi offrir du microcrédit [...] » P26: Fp-SBS.txt - 26:16 (186:203)

« [...] Il y a un plan pour mettre sur pied la banque de développement, car le principal problème des MIPYMES est le manque de financement. Elles ont donc besoin d'accéder à un crédit économique et non à un crédit avec un taux d'intérêt très élevé, comme ce qui existe actuellement. C'est la préoccupation du gouvernement, de les financer par l'entremise de CARUNA. Les financer en appliquant un faible taux d'intérêt [...] » P21: Fp-DGI.txt - 21:16 (167:176)

Deuxièmement, le manque de régulation et de contrôle du microcrédit. Les institutions de microcrédit opèrent sans être assujetties à aucune législation spéciale. D'après ces acteurs, il existe une centaine de microfinancières au pays, dont seulement 19 font partie de l'Association de microfinancières (ASOMIF).

« [...] Il y a environ 300 microfinancières, mais comme la Surintendance des banques et des institutions d'assurances ne les réglementent pas, ces institutions continuent à augmenter. Selon un rapport de la coopération suisse, la Surintendance ne contrôle pas ça. Nous prenons connaissance seulement de l'information fournie par l'Association de microfinancières (ASOMIF). Ces microfinancières essaient de s'adapter aux normes de la Surintendance [...] » P26: Fp-SBS.txt - 26:3 (40:50)

« [...] Il y a un projet de la Banque mondiale visant la régulation et le contrôle du microcrédit, car au Nicaragua, il n'y a pas de loi qui le régle. Actuellement il y a des institutions qui offrent des microcrédits telles que les ONG, qui ne sont pas régulées. Certaines d'entre elles sont associées à l'ASOMIF qui est l'association des microfinancières qui regroupe 19 institutions; des ONG qui reçoivent des fonds de l'extérieur. Ces institutions s'autoréglementent [...] » P26: Fp-SBS.txt - 26:1 (4:15)

Actuellement, expliquent ces acteurs, la norme applicable à ces opérations de crédit est celle qui régle le prêt entre particuliers et qui établit à 12 % le taux maximum d'intérêt annuel. Cette situation a amené les microfinancières à créer une série de frais d'administration et de

commissions qui sont facturés aux microentrepreneurs qui dissimule le taux réel d'intérêt, confirmant ainsi ce qui a été mentionné par les acteurs MYPES au chapitre précédent.

« [...] Il n'y a pas une loi qui régule le microcrédit. Bon, il existe une loi [...] je crois que c'est la loi du crédit entre particuliers [...] qui établit que la Banque centrale est l'institution responsable de fixer le taux d'intérêt, mais ces institutions ne la respectent pas. À un moment donné, la banque a fixé le taux maximal d'intérêt pour ce type de crédit à 12 %, mais les microfinancières ne peuvent pas survivre avec un taux de 12 % [...]. Ce type de régulation n'a pas réglé les choses, au contraire. Ces microfinancières déguisent le taux d'intérêt réel en appliquant des frais administratifs, commissions et autres. Il n'y a pas de transparence [...] Ces microfinancières disent que le taux d'intérêt est de 12 %, mais après il faut payer des commissions et des frais pour l'utilisation du bureau, etc. Ils inventent n'importe quoi et ça ne permet pas aux clients d'identifier et de choisir une autre microfinancière, parce qu'elles ne fournissent pas toute l'information aux clients. Il n'y a pas de transparence [...] » P26: Fp-SBS.txt - 26:4 (53:75)

Finalement, l'absence de coordination et de consultations entre les institutions gouvernementales. Ce manque de coordination met en évidence le peu d'intérêt du gouvernement à vouloir réguler et contrôler les institutions de microfinances. Le gouvernement, expliquent ces acteurs, ne dispose ni des ressources, ni de la technologie pour s'occuper d'un crédit très disséminé, très différent du crédit commercial ou de consommation.

« [...] Nous ne connaissons pas le nombre exact de microfinancières puisque ces institutions financières ni sur les ONG ou les coopératives de crédit qui offrent aussi du microcrédit ne sont pas régulées par la Surintendance [...]. La Surintendance des banques devrait les réglementer, mais la loi n'a pas été adoptée. D'ailleurs, il n'y a pas de coordination entre le gouvernement, la SBS, et les associations de microfinancières (ASOMIF) [...] » P26: Fp-SBS.txt - 26:2 (17:37)

- L'organisation du secteur MYPES

L'organisation de ce secteur est un de plus grands défis de l'État. Ces acteurs expliquent que les coopératives sont le seul moyen dont dispose le gouvernement pour rejoindre un plus grand nombre d'entreprises. Cependant, précisent ces interlocuteurs, les établissements sont

très réticents à l'idée de s'organiser en raison des mauvaises expériences que ces établissements ont vécues dans le passé. On pense ici à la corruption, à une vie démocratique déficiente au sein de ces organisations, au manque d'équité et de solidarité envers les associés. D'après un des interlocuteurs, c'est une pratique courante dans ces organisations d'élire les dirigeants pour une période indéterminée, ce qui ne contredit pas la législation en vigueur.

« [...] Au Nicaragua, les gens ont une très mauvaise perception du modèle coopératif. Nous essayons d'organiser les entrepreneurs selon les principes de ce modèle associatif, c'est-à-dire comme une forme de développement entrepreneurial, participatif, démocratique, volontaire [...] » P22: Fp-Inpyme (ANG).txt - 22:16 (214:232)

« [...] Concernant le principe démocratique, le règlement des coopératives établit que les postes de dirigeants de coopératives peuvent être à vie, cependant nous encourageons [...] un renouvellement de leurs dirigeants [...] mais comme dans la loi les postes de dirigeants peuvent être permanents, la décision prise dans les assemblées pour que les dirigeants restent en poste de manière permanente ne contredit pas la loi en vigueur. Toutefois, nous suggérons qu'après une réélection, les dirigeants soient remplacés. De cette manière, on s'assure qu'il y a une participation démocratique dans les postes de direction [...] » P23: Fp-Inpyme (NC).txt - 23:10 (115:135)

« [...] Au Nicaragua, l'entrepreneur a une vision, une perspective d'un microentrepreneur, d'un noyau familial. Il est donc difficile de promouvoir les organisations associatives pour que les microentrepreneurs puissent en identifier des avantages, accéder au financement, améliorer leurs possibilités d'investissements et bénéficier d'une assistance technique. D'ailleurs, il est impossible pour le gouvernement de desservir individuellement les 150 000 entreprises existantes. Il est plus faisable pour le gouvernement d'offrir ces services aux associations d'entreprises organisées par secteur économique [...] » P24: Fp-Mific (D-p-p).txt - 24:17 (201:210)

L'État du Nicaragua travaille beaucoup à promouvoir l'associativité, car travailler de manière associée offre aux établissements informels, selon ces acteurs, la possibilité de se consolider en tant qu'entreprises et de réaliser des actions communes dans le but de renforcer leur position face aux effets du marché. De plus, estiment ces acteurs, les établissements qui sont organisés en coopératives peuvent mieux profiter des avantages fiscaux et, en tant

qu'entreprises organisées, elles sont en meilleure position pour surmonter des obstacles auxquels individuellement ils ne seraient pas en mesure de faire face.

Toutefois, il est important de reconnaître, comme le soulignent les acteurs, que dans un pays pauvre comme le Nicaragua les attentes, les intérêts et les objectifs des associés à l'égard des coopératives sont très différents de ceux des pays développés. Au Nicaragua, les associés s'attendent à obtenir des résultats à court terme, voire immédiat, sans quoi, ils perdent leur motivation.

« [...] Nous promouvons le modèle coopératif, parce que seulement les entreprises qui font partie d'une coopérative peuvent entreprendre des actions de manière conjointe et profiter des avantages fiscaux. Elles peuvent aussi se regrouper pour faire des achats, avoir un meilleur prix et se consolider comme entreprises. Dans tous les pays, il y a des problèmes, mais la différence ici, au Nicaragua, qui est un pays sous-développé, c'est que les entreprises veulent les choses immédiatement contrairement aux pays développés qui se préparent pour l'avenir. Ils travaillent pour l'avenir [...] » P22: Fp-Inpyme (ANG).txt - 22:19 (269:285)

« [...] Nous insistons sur le fait que la meilleure façon de faire, c'est par l'entremise des coopératives, car dans ces organisations, les gens peuvent au moins apprendre à tenir une comptabilité, à lire et à écrire. Et cela implique aussi qu'ils adhèrent aux principes du modèle coopératif [...] » P22: Fp-Inpyme (ANG).txt - 22:16 (214:232)

Malgré tous les obstacles à surmonter, le modèle coopératif soutenu par le gouvernement prend de l'ampleur au Nicaragua. Toutefois, les institutions manquent de ressources financières pour assurer un suivi et veiller à sa consolidation, expliquent ces acteurs.

« [...] Les entrepreneurs se sont rendu compte qu'il faut s'organiser. Nous appuyons l'associativité depuis des années et [...] la création des coopératives a considérablement augmenté, car ils se sont aperçus que c'est un moyen pour réussir, pour avoir une meilleure gestion de leurs affaires et créer des alliances avec d'autres entrepreneurs. Je dirais donc que les coopératives sont plutôt un moyen pour devenir plus compétitif dans une économie d'échelle ». P23: Fp-Inpyme (NC).txt - 23:7 (75:85)

« [...] De manière générale il y a un développement du modèle coopératif, mais il doit y avoir un suivi de la part de l'organisme promoteur afin d'assurer une consolidation de ce modèle. Cependant, nous n'avons pas la capacité économique pour continuer à le promouvoir et pour le consolider comme modèle associatif, car la

coopération internationale a commencé à nous couper les ressources financières [...] » P22: Fp-Inpyme(ANG).txt - 22:21 (301:311)

Il y a des secteurs qui sont plus faciles à organiser que d'autres, tels que l'agro-industrie, le tourisme et les services, soulignent certains interlocuteurs. Ils estiment que le gouvernement devrait concentrer ses efforts dans les secteurs où les coopératives fonctionnent bien au lieu de gaspiller des ressources, qui sont déjà limitées, en promouvant le modèle coopératif dans des secteurs où le gouvernement peut prédire qu'un tel modèle ne va jamais aboutir.

« [...] Les secteurs où il y a le plus de demandes pour la création d'organisations coopératives sont l'agro-industrie et le secteur du tourisme. Les secteurs du cuir, de la chaussure et du textile, sont des secteurs qui sont confrontés à beaucoup de problèmes à cause de la globalisation. Ils doivent concurrencer avec les produits qui viennent de Chine, qui sont des produits bon marché. Ce secteur est donc déjà organisé. La demande se concentre donc, dans les secteurs émergents tels le tourisme et l'agro-industrie [...] » P23: Fp-Inpyme (NC).txt - 23:11 (138:150)

« [...] Les coopératives diffèrent selon le secteur. Une coopérative fonctionne bien dans le secteur agricole, dans le secteur des services, mais dans l'industrie, elles n'ont jamais fonctionné, car les caractéristiques de la production industrielle sont différentes et les gens ne sont pas très ouverts à l'idée de faire partie de ce type d'organisation. Ce qui fonctionne très bien dans les pays de l'Amérique latine, ce sont les coopératives de crédit et d'épargne. Les gens peuvent s'associer pour acheter des produits de base ou pour commercialiser, mais pas pour produire. Cela ne fonctionne pas. Et c'est quelque chose dont nous devons être conscients pour ne pas gaspiller en vain des ressources dans des choses dont nous savons qu'elles ne fonctionneront pas [...] » P25: Fp-MIFIC (MV-D-f-pym).txt - 25:19 (309:320).

- Les ressources

Les fonds requis pour la réalisation du programme d'aide aux microentreprises, les petites et moyennes entreprises (PROMIPYME) sont d'environ 100 000 000 \$US, précisent ces acteurs. Ces fonds proviennent principalement de la coopération internationale. La contribution financière de l'État est minime ce qui freine le travail des institutions gouvernementales et retarde la mise en œuvre d'une série de projets, car, expliquent les acteurs, les donateurs ne respectent pas les délais prévus pour le déboursement des fonds. Sans les fonds nécessaires, la réalisation du programme devient incertaine.

« [...] Le PROMIPYME est en phase initiale et les ressources financières n'ont pas encore été déboursées, car la coopération internationale n'est pas d'accord avec l'idée que les fonds soient gérés par le gouvernement. D'un autre côté, la contribution de l'État est d'environ 28 millions de cordobas (environ 1 300 000 \$US), c'est très peu. Nous espérons avoir plus de ressources l'année prochaine. Je crois que si le PROMIPYME arrive à centraliser toutes les ressources, il va y avoir plus d'ordre pour pouvoir mieux organiser le travail avec le secteur et éviter ainsi un dédoublement d'efforts et des ressources [...] » P18: FP-mipe.txt - 18:32 (379:389)

« [...] Le fonds de ce programme est de 149 000 000 \$US pour cinq ans [...] Et pour vous donner une idée sur ces 149 000 000 \$US, nous avons réussi à avoir pour la première année seulement 500 000 livres sterling et 2 000 000 \$C (100 000 \$US) du gouvernement du Nicaragua. C'est-à-dire que seulement 2 % du total de ces fonds ont été débloqués parce qu'il y a des conditions à respecter [...] » P24: Fp-Mific (D-p-p).txt - 24:19 (227:239)

« [...] Les ressources ne sont pas suffisantes et cela limite notre capacité d'aider un plus grand nombre d'entreprises. Par exemple, nous travaillons actuellement avec environ 10 000 entreprises, mais qui aide les autres ? [...] la coopération internationale et le gouvernement essaient de mettre sur pied ce programme intégral afin de vaincre ces obstacles et aussi pour éviter le dédoublement des services de formation » P23: Fp-Inpyme (NC).txt - 23:27 (360:380)

De plus, les fonds de la coopération internationale sont investis par projets, selon le choix du donateur. Par exemple, la Banque mondiale investit dans la promotion de la compétitivité des entreprises, dans la mise sur pied des sociétés de garantie pour favoriser l'accès au crédit et dans la formalisation des entreprises. Le gouvernement estime à 200 le nombre d'entreprises qui bénéficieront de ce projet.

Les Pays-Bas investissent plutôt dans la promotion de l'associativité des entreprises et la formation. Pour l'instant, le gouvernement s'occupe d'organiser les entreprises en coopératives puisque les fonds fournis par les Pays-Bas lui permettent de le faire.

« Certains projets sont financés avec l'aide de la Grande-Bretagne qui a fourni 500 000 livres sterling et les fonds du gouvernement du Nicaragua pour un montant de 56 000 000 \$C (2 600 000 \$US environ) » P24: Fp-Mific(D-p-p).txt - 24:1 (5:14)

« [...] Nous avons l'aide des Pays-Bas qui nous appuie quant à l'associativité. Par exemple si les entrepreneurs veulent s'associer, nous leur offrons un séminaire. Nous

offrons la formation associative. Nous le faisons parce que nous avons les fonds des Pays-Bas, mais c'est aux entreprises de faire leur organisation [...] » P22: Fp-Inpyme(ANG).txt - 22:17 (235:250)

« [...] Nous avons aussi un programme de la Banque mondiale pour un montant de 20 000 000 \$US. Avec ces fonds, nous allons pouvoir offrir un soutien en ce qui est l'environnement des affaires, la technologie pour améliorer la compétitivité des MIPYMES, mettre en place un fonds de garantie qui va faciliter l'accès au crédit pour ces établissements. Ce sont les principaux thèmes de ce projet et nous pensons pouvoir en faire profiter à au moins 200 MIPYMES. Ce n'est pas beaucoup, mais il est très difficile d'atteindre les objectifs fixés et ça nous ne pouvons pas le faire dans un laps de un ou deux ans [...] » P24: Fp-Mific(D-p-p).txt - 24:10 (122:136)

Le manque de ressources affecte la viabilité du programme ainsi que celle de divers projets qui visent la création de conditions pour offrir une aide plus intégrale, ajoutent les acteurs. Cette approche intégrale comprendrait la mise sur pied d'une banque de développement, le renforcement de la capacité institutionnelle, la création d'un système statistique fiable ainsi que la mise en place des programmes de formation pour les jeunes qui sont à la recherche d'emploi. Toutefois, pour y arriver, une conjugaison d'efforts de tous les acteurs et partenaires impliqués dans le secteur MYPES est nécessaire, estiment ces interlocuteurs.

« [...] Nous sommes intéressés à promouvoir le développement des MIPYMES, mais nous avons le problème du manque de ressources et des idées pour mettre en œuvre un plan intégral [...] Il y a le projet de mettre sur pied une banque de développement, parce que le principal problème des MIPYMES est le manque de financement, l'accès au financement à un faible taux d'intérêt et pas aux taux d'intérêt qu'elles payent actuellement [...] » P21: Fp-DGI.txt - 21:16 (167:176)

« [...] L'Union européenne a investi 11 000 000 \$US dans un projet et il y a d'autres aussi qui investissent cinq, dix, quatre, huit millions de dollars américains et où s'en va tout cet argent? Combien sont investis dans ce secteur? [...] Il y a plus de 100 000 personnes que chaque année doivent intégrer le marché du travail et nous ne faisons rien pour les aider, pour les former afin qu'ils puissent créer leurs entreprises [...] Où est l'argent de la coopération? Vous croyez qu'avec de petits ateliers d'une semaine, de trois jours, qu'on va former ces gens là? [...] » P25: Fp-MIFIC(MV-D-f-pym).txt - 25:15 (258:280)

- La coordination institutionnelle

Un autre aspect important dans le cadre de la politique et du programme d'aide au secteur MYPES, mentionné par ces acteurs, est l'absence de coordination entre certaines institutions publiques et privées qui sont impliquées au niveau du travail dans ce secteur. Le fait que les établissements MYPES comptent actuellement sur deux associations pour représenter leurs intérêts auprès du gouvernement et des diverses organisations de coopération internationale constitue un progrès vers la recherche du dialogue et la coordination interinstitutionnelle, estiment ces acteurs.

« [...] Il y a un manque de coordination entre les institutions publiques et privées [...] il y a deux ou trois ans, nous ne comptons pas sur ces organisations d'entrepreneurs. Et même si ces dernières doivent travailler sur leur représentativité, les conditions qui existent actuellement sont meilleures que celles d'avant [...] »
P23: Fp-Inpyme(NC).txt - 23:27 (360:380)

« [...] Nous (la Surintendance des banques et des assurances) nous n'avons pas de relation avec l'INPYME. Nous n'avons pas de contacts avec eux [...] » P26: Fp-SBS.txt - 26:13 (164:168)

Synthèse

Pour ces fonctionnaires, les défis à relever face aux microentreprises et petites entreprises sont très importants. Avec le PROMIPYME, le Nicaragua tente de consolider les efforts de la coopération internationale, des institutions internationales et du gouvernement afin d'offrir une aide plus efficace aux entreprises à faible productivité. Toutefois, les acteurs s'entendent pour signaler que les obstacles à surmonter sont divers.

Premièrement, l'absence d'un système statistique qui recueille de manière systématique des données sur les caractéristiques de ces établissements ainsi que leur évolution entrave le travail des institutions publiques qui interviennent auprès des entreprises informelles, car leur connaissance de la réalité entourant ce secteur est insuffisante.

Le processus de formalisation des MYPES est un autre aspect mentionné par ces acteurs. À ce jour, les résultats obtenus sont assez mitigés. On constate, une méfiance des établissements à l'égard de l'État, un manque de ressources qui permettraient d'offrir des incitatifs à la formalisation, l'inexistence d'une approche plus globale pour bien répondre aux demandes principales de ce secteur.

Notons ensuite que le faible niveau de qualification d'une grande partie de la population qui intègre le secteur informel nuit aux efforts mis dans le développement des MYPES. Chaque année un nombre considérable de travailleurs non qualifiés vont se réfugier dans le secteur informel pour pouvoir travailler et survivre. Des diagnostics sur les besoins de formation de ce secteur permettraient d'offrir des programmes de formation plus adaptés au niveau de la segmentation des établissements et des travailleurs qui y oeuvrent.

De plus, l'accès au financement, le taux élevé d'intérêt appliqué par les microfinancières et l'absence de régulation sont des thèmes qui requièrent une action rapide de l'État, selon ces acteurs. Ces derniers ont fait référence aux différentes options explorées par l'État visant à pallier les problèmes de financement de ce secteur. Les ressources limitées dont il dispose pour investir dans des différents projets rendent toutefois leur viabilité incertaine.

La difficulté d'organiser les entreprises en coopératives est un autre aspect soulevé par ces fonctionnaires. La situation très précaire de cette partie de la population, la nécessité d'obtenir des résultats concrets et immédiats aux problèmes de pauvreté font obstacle à ce processus. Par ailleurs, les problèmes reliés à la vie démocratique au sein de ces organisations ainsi que les rapports entre les associés, ne permettent pas au modèle coopératif de se consolider au Nicaragua, et ce, malgré les efforts du gouvernement qui, par le biais des coopératives, tente de mieux véhiculer l'aide au secteur et de rejoindre un plus grand nombre d'établissements.

Finalement, le manque de ressources de l'État pour financer les différents projets dans le cadre du PROMIPYME, évalué à 100 000 000 \$US. La plupart de ces fonds proviennent de

l'aide de la coopération internationale. La participation financière de l'État est minimale ce qui le rend très dépendant de la coopération internationale.

7.1.2 La perception des représentants des associations

Dans cette section nous analyserons la perception des acteurs représentants des deux associations MIPYMES et de l'association des moyennes et grandes entreprises. Nous pourrions constater que dans le cas des deux associations MIPYMES, le discours est très politique et diverge sur certains aspects, en fonction de l'affiliation politique de l'interlocuteur. Néanmoins, ils convergent sur les thèmes qui, selon eux, constituent les principaux défis à relever par l'État :

- Le manque des ressources de l'État

Pour ces acteurs, un des plus grands obstacles est l'insuffisance des ressources financières qui limite de manière significative la capacité de l'État de mettre sur pied une stratégie plus globale pour avancer, entre autres, dans le processus de formalisation des entreprises. À l'heure actuelle, d'après un des représentants de ces associations, due au manque de ressources, l'aide au secteur vise plutôt les segments plus productifs, tels ceux de la petite et de la moyenne entreprise.

« [...] Le Nicaragua est un pays qui n'a pas de ressources pour ce type de programme. Pour le moment, il n'y a pas de grands incitatifs pour devenir formel, sauf pour les PYMES qui ont la possibilité d'explorer d'autres marchés plus importants. Et même pour ces entreprises, le moment va arriver où il n'y aura pas de ressources pour continuer à offrir certains services [...] » P19: Gremios-empresa.txt - 19:20 (319:324)

« [...] La Loi MIPYMES ne peut pas, à elle seule, résoudre le problème. Il faut créer les conditions, un environnement propice aux affaires, simplifier les procédures et démarches de formalisation des entreprises et aussi compter sur des ressources [...] Il faut chercher les ressources parce que si nous ne les avons, ces lois n'auront aucune utilité [...] » P18: Gremios-mipe.txt - 18:35 (420:437)

Ce manque de ressources affecte également le processus de formalisation des entreprises qui pour ces acteurs, ouvre la porte à une série d'avantages. Ces acteurs insistent sur le fait que pour inciter les entreprises à se formaliser, l'aide offerte doit faire partie d'une stratégie plus large qui réponde aux demandes des établissements tels que l'accès au financement, aux matières premières et à la formation. Ils signalent que l'informalité est un problème structurel qu'il faut l'aborder sous différents angles pour susciter l'intérêt des microentrepreneurs à s'engager dans ce processus. Ils reconnaissent toutefois qu'une telle stratégie requiert une quantité considérable de ressources dont l'État ne dispose pas.

« [...] Convaincre l'entrepreneur de se formaliser est compliqué et l'autre problème est que les efforts déployés pour formaliser les entreprises sont sporadiques. Quand on veut montrer aux PYMES qu'il y a un marché, on doit aussi leur apprendre qu'il faut respecter les horaires de travail, les délais pour livrer un produit [...] Éduquer les gens est très difficile et si on décide de le faire, il faut le faire de manière constante, sinon les entreprises oublient. Il faut donc compter sur des programmes durables dans lesquels les entrepreneurs sont en processus de formation ou de qualification permanente, qui les aident à obtenir la matière première, à tenir une comptabilité [...] » P19: Gremios- empresa.txt - 19:9 (125:155)

« [...] À mon avis, il n'y a pas beaucoup d'avantages pour inciter les entreprises à se formaliser [...] tels que l'accès immédiat au financement [...] Pour faire ça, il faut compter sur des ressources que nous n'avons pas..... P19: Gremios- empresa.txt - 19:19 (308:317)

« [...] Avec ce problème d'informalité, le pays entre dans une dynamique dans laquelle, la croissance se voit limitée, car ces segments n'avancent pas. ... Il n'y a pas que l'éducation, c'est un problème structurel [...] » P19: Gremios- empresa.txt - 19:22 (348:368)

Par ailleurs, le système d'information de l'État est très défaillant, d'après ces acteurs. Ils estiment que dû au manque des ressources, l'État est dans l'incapacité de déployer une vaste campagne pour informer les MYPES des bienfaits de la formalisation de manière à les inciter à se formaliser. Pour un des interlocuteurs, les établissements MYPES pourraient jouer un rôle beaucoup plus important dans l'économie si l'État pouvait leur offrir les conditions et les moyens de progresser.

« [...] Je crois qu'il y a très peu d'information sur les démarches à suivre pour se formaliser comme entreprises [...] Le gouvernement devrait faire une campagne

d'information à la radio [...] sur les avantages de la formalisation et sur les conditions à remplir pour se formaliser [...], mais une campagne de ce type coûte cher [...] » P18: Gremios-mipe.txt - 18:44 (550:570)

- La formation des personnes qui gèrent les établissements informels

Pour ces acteurs, la formation est essentielle afin d'améliorer la compétitivité des établissements MYPES plus particulièrement dans un contexte de libre échange où il faut profiter des opportunités du marché. Toutefois, ajoute le représentant de l'association des moyennes et grandes entreprises, tant que les entreprises ne se formaliseront pas, elles ne progresseront pas et ne profiteront pas des opportunités offertes.

« [...] Il faut continuer à travailler afin de créer [...] des programmes systématiques [...] qui offrent de la formation, des compétences... Si on ne dote pas les MYPES de compétences, ces entreprises ne seront pas compétitives [...] Nous avons un Accord de libre-échange. Il faut donc, en profiter et établir des relations commerciales et [...] créer un réseau qui va permettre aux MYPES de fournir des produits de qualité, mais tant qu'il n'y a pas un système gouvernemental qui oblige les entreprises informelles à devenir formelles, ça va être difficile. Tant que la DGI (Revenu) n'a pas les ressources pour remplir sa mission, nous allons avoir plus de gens dans l'informalité. » P19: Gremios-empresa.txt - 19:27 (454:472)

Un autre aspect important auquel ces acteurs ont fait référence est la qualité des services de formation. Ils estiment que le niveau de ces ateliers est très élémentaire. À la différence des fonctionnaires qui considèrent que la participation des universités est essentielle dans la formation des entrepreneurs, les représentants des associations MIPYMES souhaitent plutôt l'implication des grandes entreprises dans ce processus. Ils estiment que ces derniers pourraient partager leur expérience et leur savoir-faire, ce qui contribuerait au succès de ce type de projet.

« La formation technique offerte aux MYPES n'est qu'élémentaire ». P17: Gremio-mipe.txt - 17:11 (155:166)

« [...] Je crois que promouvoir certains projets ensemble peut inciter la grande entreprise à participer à certains projets avec les MIPYMES. Cela pourrait être une bonne occasion pour transférer des connaissances relatives à la formation, à

l'assistance technique, à la technologie, etc., en plus de faire participer différents acteurs dans la chaîne de production et même amener des produits à des segments à faibles revenus, mais qui en demandent. Donc, la grande entreprise pourrait bénéficier de cet avantage. Par ailleurs, la petite entreprise aurait la chance d'amener des produits de meilleure qualité vers un segment plus développé [...] » P18: Gremios-mipe.txt - 18:45 (573:588)

- Le financement

L'opinion de ces acteurs est très partagée à l'égard des microfinancières. Pour un des représentants des associations MYPES, les microfinancières constituent un obstacle au développement des MYPES. Pour l'autre, ces institutions de microfinances jouent un rôle important dans l'économie nationale et comblent le vide laissé par les banques qui ne montrent aucun intérêt à investir dans le microcrédit. Il considère que les microfinancières n'ont aucune marge de manœuvre quant au taux d'intérêt qu'elles doivent appliquer au microcrédit, car les nombreux intermédiaires qui interviennent dans cette transaction la rendent très onéreuse pour les MYPES.

« Actuellement, les microfinancières sont la principale source de financement, et cela n'est pas une solution car les microfinancières appliquent un taux mensuel de 2, 3, 4 et même de 5 %, c'est-à-dire de 60 % annuellement, en plus des autres frais qui leur sont facturés [...]. Il faut penser que ces microentreprises doivent payer d'autres factures, de l'électricité, des travailleurs, comment donc est-ce qu'elles vont pouvoir se développer? P17: Gremio-mipe.txt - 17:11 (155:166)

« [...] Il y a une grande quantité des microfinancières qui affectent grandement le secteur des MYPES et ce sont justement celles qui ne sont pas contrôlées par la Surintendance des banques [...] Mais de manière générale, on peut dire que ces microfinancières ont joué un rôle important dans l'économie et continueront à le faire encore longtemps, parce que la banque n'a aucun intérêt à intervenir dans ce secteur. Les banques ne veulent pas participer aux opérations de microcrédit, bien que certaines offrent ce produit, mais de manière très limitée et selon leur propre système d'opération [...] » P18: Gremios-mipe.txt - 18:40 (485:499)

« [...] Les microfinancières disent que c'est impossible pour elles d'appliquer un taux d'intérêt plus bas puisqu'elles reçoivent l'argent avec un taux d'intérêt déjà élevé. En effet, quand l'argent arrive aux banques, il y vient avec un taux d'intérêt s'élevant déjà à 7 %. Ensuite les banques transfèrent cet argent aux microfinancières à un taux de 17 ou de 22 %. Les microfinancières appliquent à leur tour un taux d'intérêt encore plus élevé. Plus il y a d'intermédiaires dans cette transaction financière, plus onéreux est le crédit. Le plus judicieux serait que cet argent passe

directement de la banque de l'extérieur à un organisme qui va prêter l'argent aux MIPYMES [...] » P17: Gremio-Cosu-mipe.txt - 17:13 (185:195)

Ces acteurs sont très critiques à l'égard de l'État et plus particulièrement envers le manque de contrôle des institutions de microfinances. Ils déplorent le peu d'intérêt montré par les institutions du gouvernement à réglementer le microcrédit qui justifie leur inaction par la complexité et l'onéreux de contrôler un crédit qui est éparpillé en petits montants. Les acteurs considèrent donc important la création d'une entité qui aurait la charge de réglementer et contrôler les opérations des microfinancières.

« [...] Une des raisons pour lesquelles la loi sur les microfinancières n'a pas été adoptée est que personne ne veut assumer la responsabilité de réglementer les microfinancières. La Surintendance des banques ne veut pas de cette responsabilité [...] Pour cette institution, c'est un problème, car ce sont des institutions trop dispersées. L'institution considère plus facile de contrôler les grandes institutions bancaires que contrôler et réguler les microfinancières [...] » P18: Gremios-mipe.txt - 18:39 (474:483)

« [...] Peut-être que la solution serait de créer un organisme indépendant pour contrôler les microfinancières et auquel la Surintendance de la banque pourrait siéger. C'est pourquoi nous voulons réviser la loi plus en profondeur et nous réunir avec l'Association des microfinances afin de trouver une solution [...] » P18: Gremios-mipe.txt - 18:40 (485:499)

- L'organisation du secteur

Ces acteurs se montrent très favorables au modèle coopératif et considèrent que l'État doit continuer à le promouvoir et à créer les conditions pour le consolider malgré la résistance démontrée par les établissements MYPES. Ils estiment que le seul moyen pour les établissements MYPES de progresser est de travailler en association.

« [...] Un des axes qu'il faut travailler est celui de l'associativité. Ici, au Nicaragua, les entrepreneurs ne sont pas très disposés à s'associer, à unir leurs efforts [...] Il y a une grande résistance, beaucoup d'individualisme. Il faut donc créer des conditions, tant de la part de l'État que de la coopération internationale et même de l'entrepreneur pour créer des organisations plus solides, afin qu'elles puissent s'incorporer à la chaîne de production, pour faire face à des situations particulières ou pour créer des capacités d'exportation de certains produits [...] » P18: Gremios-mipe.txt - 18:19 (215:224)

« [...] La vérité, c'est qu'ici, au Nicaragua, nous avons le problème que les gens ne veulent pas s'associer, mais si nous ne travaillons pas de manière associée, il n'y pas de moyens de progresser, de croître [...] » (gr-emp-19 :8(111 :123)

- Adapter les politiques et projets à la réalité du secteur MYPES

Ces acteurs nous font part de l'importance d'élaborer des politiques et des projets mieux adaptés à la réalité des MYPES et de tenir compte des thèmes qui leur sont prioritaires tels que l'accès au marché, l'assistance technique, l'amélioration des conditions de travail et le financement.

« [...] L'idée est de créer des conditions et des politiques adaptées aux MIPYMES pour que la microentreprise, et plus particulièrement la petite entreprise, puisse affilier leurs travailleurs à l'Institut de la sécurité sociale par une forme de contribution différentielle, particulière à ces établissements [...] » P18: Gremios- mipe.txt - 18:23 (264:271)

« [...] Au Nicaragua, la grande majorité d'établissements c'est l'auto-emploi. Quand il y a des travailleurs, c'est la femme, le fils, le cousin. Nous, pour être honnêtes, nous n'avons pas fait grand-chose pour changer ça. Nous nous sommes concentrés à travailler pour un cadre juridique plus souple pour les MIPYMES en vue d'un meilleur financement de ce secteur qui pour le moment n'en a pas [...] » P19: Gremios- empresa.txt - 19:7 (99:109)

« [...] Un autre axe est l'accès au marché de manière à fournir aux MIPYMES de l'information sur les produits, sur les marchés, de l'assistance technique [...] Bien sûr tout ça dépend de l'existence d'infrastructure, d'électricité, des autoroutes, de moyens de communication, etc. » P18: Gremios-Con-mipe.txt - 18:17 (195:203)

Ils signalent que certains projets financés par la coopération internationale révèlent une méconnaissance de la réalité de ce secteur. Les bailleurs de fonds arrivent au pays avec des modèles conçus ailleurs pour les implanter sans consulter préalablement les acteurs qui sont directement concernés. Ceci expliquent-ils, se traduit par les résultats très mitigés de certains projets. Ils se montrent toutefois optimistes et considèrent que le PROMIPYME peut contribuer à corriger ce problème, à mieux gérer les ressources et à prioriser les stratégies en fonction des besoins du secteur de manière à rendre plus efficace l'aide de la coopération.

« [...] Nous avons proposé, lors d'élaboration du PROMIPYME, d'inviter les petites et les moyennes entreprises à participer parce que ce type de projets est élaboré par des gens qui ne sont pas d'ici, qui travaillent à la Banque interaméricaine de développement. Par conséquent, quand ils veulent évaluer l'impact de ces types de projets, ils se rendent compte que ce n'était pas ce qu'ils espéraient. Et justement parce qu'ils n'ont pas consulté le secteur des MIPYMES dès sa formulation [...]. Ces projets peuvent difficilement être adaptés à la réalité de ce pays [...] » P18: Gremios-mipe.txt - 18:48 (615:625)

« [...] On remet en question certains travaux réalisés par la coopération internationale, parce qu'il y en a plusieurs qui viennent ici avec un programme qui a été élaboré ailleurs, et [...] pour être franc, il y a d'autres intérêts aussi. Certaines organisations cherchent à imposer un modèle et viennent avec leur personnel payé à même les fonds de la coopération et le considèrent comme faisant partie de la contribution de la coopération à un pays pauvre. C'est pourquoi on appuie le gouvernement pour que les fonds de la coopération soient canalisés par l'entremise du PROMIPYME [...] justement pour donner la priorité à certaines actions [...] » P18: Gremios-mipe.txt - 18:30 (351:363)

« [...] Il y a beaucoup des projets gérés directement par les ONG de coopération internationale et jusqu'à aujourd'hui, la plupart des programmes doivent être implantés selon les conditions imposées par la coopération internationale. Parfois donc, les ressources ne sont pas bien investies, car il y a d'autres organismes internationaux qui font la même chose, qui établissent les mêmes programmes. Toutefois, on observe un changement d'attitude du côté de la coopération internationale et justement pour ça, nous avons créé de manière conjointe le PROMIPYME [...] pour établir plus clairement tout le travail à faire pour développer le secteur [...] » P18: Gremios-mipe.txt - 18:31 (367:376)

- Améliorer la coordination entre les différents intervenants dans ce secteur

Tout comme les fonctionnaires, les représentants des associations MIPYMES font aussi référence à la mauvaise coordination et au manque de communication entre les institutions publiques impliquées directement dans le secteur MYPES et les associations MIPYMES ainsi qu'entre les associations elles-mêmes. Bien qu'ils reconnaissent l'existence de certains espaces de dialogue, la politisation des associations ne permet pas à ces acteurs de trouver un terrain d'entente.

« [...] Je ne connais pas l'agenda de travail de l'autre association, même si nous travaillons sur des thèmes qui sont communs et nous nous rencontrons pour aborder ces thèmes qui concernent le développement de ce secteur [...] Notre association

essaie de coordonner des efforts de manière globale, d'avoir une plus grande incidence, de créer des espaces de dialogue pour les MIPYMES et bien sûr, nous travaillons avec tout le secteur et non seulement avec une ou deux associations [...] Nous travaillons même à promouvoir les avantages pour la grande entreprise ainsi qu'avec celles qui établissent des alliances ou s'articulent autour de la microentreprise, la petite et la moyenne entreprise, car c'est favorable pour le secteur [...] » P18: Gremios-mipe.txt - 18:4 (59:72)

« [...] Le thème des associations qui sont à faveur du gouvernement et celles qui ne le sont pas est très important ici. [...] » P17: Gremio- mipe.txt - 17:3 (36:49)

« [...] Elles (les associations favorables au parti au pouvoir) estiment que nos origines sont différentes. La conception de libre entreprise diffère de leur conception du modèle économique. Elles mélangent les choses et elles préfèrent donc, ne pas avoir à faire avec nous et cela affecte ce type de programme [...] C'est avec cette logique que le gouvernement a géré ce type de programmes pour les MYPES [...] » P19: Gremios- empresa.txt - 19:11 (175:187)

« [...] Il y a des espaces de dialogue, mais ça ne sert à rien si nous n'arrivons pas à un consensus. À quoi ça sert de dialoguer si on n'a pas l'intention de changer notre position [...] » P19: Gremios-empresa.txt - 19:14 (225:232)

Synthèse

Pour ce groupe d'acteurs le plus grand défi de l'État en matière d'aide aux microentreprises et petites entreprises est le manque de ressources pour financer le PROMIPYME ce qui rend incertaine la viabilité de tous les autres projets émanant du programme. Ces acteurs ont beaucoup insisté sur la nécessité d'élaborer des politiques plus adaptées à la réalité du secteur des MYPES et dénoncent le fait que certaines organisations de coopération internationale financent des projets qui ne répondent pas nécessairement à la réalité du pays et plus particulièrement au secteur des MYPES.

Ils considèrent que la formalisation des MYPES doit faire partie d'une stratégie plus large qui réponde aux besoins prioritaires des MYPES pour les inciter justement à se formaliser. Ils conviennent toutefois, qu'une telle stratégie requiert un plus grand investissement des ressources, ce dont l'État ne dispose pas.

Ces acteurs se montrent très concernés par le contexte économique actuel et les possibilités qui s'ouvrent au pays avec les accords de libre-échange dont le Nicaragua est signataire. La qualification des microentrepreneurs devient en conséquence, essentielle pour améliorer leur compétitivité. Les représentants des associations MIPYMES considèrent que les grandes entreprises ont un rôle important à jouer dans le partage de l'expérience et du savoir-faire.

L'accès au financement est évidemment un thème central pour les MYPES ainsi que pour les associations MIPYMES. Nous avons pu constater toutefois, que leur perception est très divergente quant au rôle joué par les microfinancières. Pour un des acteurs, ces institutions de microfinances constituent un obstacle au développement des MYPES et pour l'autre, elles offrent à ces établissements la possibilité d'accéder au microcrédit. Cependant, ils sont unanimes à critiquer l'inaction de l'État dans le contrôle et la réglementation des microfinancières et proclament la création d'une institution autonome qui puisse exercer un contrôle sur leurs opérations.

Finalement, ils ont fait référence, mais de manière très succincte, à la difficulté d'organiser le secteur MYPES. Ils considèrent cependant, qu'il faut insister pour promouvoir le modèle coopératif, car c'est le meilleur moyen, pour ces établissements de progresser.

7.1.3 La perception de représentants des organisations de coopération internationale

Ce groupe d'acteurs est composé de quatre représentants des principales organisations non gouvernementales (ONG) qui exécutent des projets financés par la coopération internationale dans le secteur des MYPES. Pour ces acteurs les principaux défis à relever en matière des politiques de développement des MYPES sont :

- Manque de ressources

Pour ces représentants des organisations de coopération internationale, un des plus grands défis est la situation économique précaire de l'État et de toute évidence le manque de

ressources (financières, humaines et matérielles) indispensables à l'exécution des différents projets. D'ailleurs, ce manque de ressources ne permet pas à l'État d'offrir de meilleures conditions de vie à la population ni l'accès aux services publics essentiels, estiment ces acteurs.

« [...] Un des problèmes que nous rencontrons dans notre travail est le nombre limité de ressources humaines [...] Parfois, un seul inspecteur doit visiter 100 entreprises. Un autre, les ressources financières limitées, le manque de matériel, d'équipement, de logistique. Nous avons déjà donné aux institutions des ordinateurs pour que les fonctionnaires puissent tenir un registre. Les institutions gouvernementales ont besoin d'aide » P29: Coop-inter.txt - 29:20 (306:320)

« [...] Nous aidons les institutions gouvernementales, parce que les ressources sont limitées. Par exemple, si nous allons dans un ministère avec un problème, ils nous disent qu'ils n'ont pas de véhicule pour se rendre sur place, donc nous devons leur fournir le véhicule ou l'essence. Même avec ce programme, pour en arriver à avoir les résultats que nous attendons, nous devons apporter des ressources aux institutions [...] » P29: Coop-inter.txt - 29:10 (153:171)

« Par exemple, dans les zones dans lesquelles nous travaillons, les gens n'ont pas accès aux services publics. Donc, les principaux problèmes pour cette population sont l'infrastructure, l'électricité, la sécurité et l'hygiène. Nous, notre organisation, avant d'investir dans les entreprises, nous devons d'investir dans la sécurité [...] » P30: Coop-int.txt - 30:6 (88:107)

Tel que mentionné par les fonctionnaires, le PROMIPYME est financé principalement avec des fonds de la coopération internationale, expliquent ces acteurs. Avec la nouvelle loi MIPYMES, ajoutent-ils, une partie des ressources destinées au secteur MYPES ainsi qu'aux différents projets qui auparavant étaient gérés directement par les organisations de coopération internationale, le seront à l'avenir par le biais du PROMIPYME. Il est à noter que les organisations de coopération internationale continuent d'exécuter certains projets, mais en coordination avec les institutions gouvernementales, ajoute un des acteurs.

« [...] Le gouvernement actuel veut que les programmes de la coopération se concentrent sur les stratégies du pays et en deux grands programmes : le PROMIPYME et le Pro-rural. Donc, une partie de ces fonds va être administrée par le gouvernement, l'autre partie sera administrée par nous. Nous allons travailler avec le secteur privé et les gouvernements locaux [...] » P29: Coop-inter.txt - 29:22 (332:341)

« [...] Le fonds pour ce projet est de 2,5 millions de dollars américains sur une période de trois ans [...] et nous administrons directement ce fonds [...] Nous travaillons en concertation avec certaines institutions de l'État (ministère de la Santé et ministère de l'Éducation) dans certains projets, car elles sont les entités régulatrices ». P30: Coop-int-.txt - 30:18 (294:309)

- Organisation du secteur

En ce qui concerne le modèle coopératif, ce groupe d'acteurs fait part de la résistance démontrée par les microentreprises à travailler de manière associée. Les mauvaises expériences ont rendu ces établissements très méfiants à l'égard des coopératives. Par conséquent, dans une première étape il faut rétablir la confiance des MYPES et les informer sur les avantages de travailler de manière associée et de l'existence d'autres formes associatives pour qu'elles puissent faire leur propre choix.

« [...] La première chose qu'on doit faire est de sensibiliser l'entrepreneur, l'informer sur les avantages de l'associativité. Après, on lui fait connaître d'autres expériences positives dans la région... mais c'est difficile parce qu'il y a beaucoup d'égoïsme parmi les entrepreneurs, peu de solidarité, donc c'est un travail, un processus dans lequel il faut rompre des barrières. Certains décident de se retirer, d'autres de continuer. Le problème est le manque de confiance, la rivalité et aussi le niveau d'éducation de l'entrepreneur. Il y a eu de mauvaises expériences avec des coopératives qui ont fonctionné dans le passé (beaucoup de corruption et un manque de transparence). [...] » P29: Coop-inter-.txt - 29:15 (213:233)

« [...] Ici il y a eu des mauvaises expériences avec les groupes solidaires et cela a rendu les entrepreneurs sceptiques [...] Pour que le travail en organisation soit un succès, il faut d'abord créer un environnement de confiance [...] » P30: Coop-int-.txt - 30:12 (189:207)

La résistance à travailler en association complique la tâche des institutions du gouvernement puisque les coopératives sont le seul moyen dont elles disposent pour rejoindre un plus grand nombre d'entreprises et favoriser leur développement.

« [...] Les ressources investies dans la promotion des coopératives ne sont pas suffisantes par rapport à la demande des MIPYMES, et les secteurs qui en profitent

sont les secteurs productifs. [...] Le montant total investi est de 100 000 \$US par coopérative [...] nous travaillons beaucoup à la promotion des coopératives [...] tout ce travail que vous voyez ici, c'est le résultat de groupes associatifs composés d'une vingtaine d'entreprises. Ces entreprises construisent elles-mêmes avec notre aide leur propre développement [...] L'associativité est un outil qui donne de bons résultats [...] » P29: Coop-inter-.txt - 29:14 (203:210)

« [...] pour que les entreprises puissent profiter des bienfaits du programme, elles doivent travailler sous un modèle associatif [...] » P29: Coop-inter-.txt - 29:13 (196:200)

La coopération internationale a investi des ressources importantes dans la promotion du modèle coopératif, signalent ces interlocuteurs. Certaines ONG font essentiellement bénéficier de certains projets les groupes d'entreprises qui sont organisées, tandis que d'autres promeuvent le modèle coopératif, mais sans l'imposer. Ces acteurs soulignent également l'importance, dans la promotion du coopératisme, de fixer toujours des objectifs à court terme afin d'encourager les entreprises à continuer à travailler en association.

« [...] Nous ne les obligeons pas à s'organiser, mais nous promouvons l'associativité. Nous aimerions qu'ils s'organisent, parce que c'est plus facile de pouvoir administrer, faire des achats et vendre quand ils sont organisés, mais nous les laissons prendre la décision [...] Notre ONG n'exige pas que les entrepreneurs s'associent [...] » P30: Coop-int-.txt - 30:12 (189:207)

« [...] Selon mon expérience tant que le travail en association apporte des résultats positifs à court terme, cela va inciter les entrepreneurs à continuer à travailler en association [...] l'entrepreneur veut des résultats rapides, sinon il perd la motivation, l'intérêt et tout l'effort et le travail pour promouvoir cette association risque de se perdre. Dans ce type d'associations, il vaut mieux se fixer des objectifs à court terme afin de laisser la porte ouverte à d'autres initiatives d'association, d'organisation [...] » P30: Coop-int-.txt - 30:13 (210:225)

Finalement, un des représentants de ces organisations considère que la motivation et la vision entrepreneuriale sont essentielles pour que ce modèle fonctionne. C'est pourquoi l'aide aux MYPES doit être structurée de manière à répondre à la réalité de chaque segment qui compose le secteur des MYPES. Cela implique d'offrir un accompagnement à plus long terme aux segments à très faible revenu.

« [...] Dans le secteur où nous travaillons, nous avons observé que les conditions se sont améliorées : les conditions de travail, les salaires sont meilleurs qu'avant. Et si, c'est possible de parler de travail digne. Toutefois, dans les entreprises de subsistance, normalement ce sont des travailleurs familiaux, non salariés [...] Tant que l'entrepreneur n'aura pas une vision de développement, d'amélioration et de changement, il lui sera difficile de prospérer. Le travail de sensibilisation doit être intégral et il faut continuer à les accompagner pour les aider à avancer, à améliorer leur niveau de revenu et s'associer est essentiel, car en étant associés, les établissements diminuent leurs frais d'exploitation, l'achat de matières premières [...] » P29: Coop-inter- txt - 29:29 (401:412)

- Assurer la continuité des programmes et coordination

Ces interlocuteurs considèrent très important le fait que la coopération internationale travaille de manière concertée avec les institutions gouvernementales d'une part, pour renforcer leurs capacités et de l'autre, pour qu'elles puissent prendre la relève une fois terminés les projets exécutés par la coopération internationale. Ceci favorisera une certaine continuité de tout le travail réalisé par les ONG sur le terrain.

« [...] À mon avis pour que l'aide de la coopération ait plus d'impact, nous devrions travailler avec un plan plus durable et laisser les gens s'approprier le processus, parce que sinon, une fois le projet terminé, les entreprises vont rester toutes seules. [...]. La coopération doit travailler à développer les capacités des institutions afin de mieux connaître la réalité et le travail des MIPYMES et ainsi avoir plus d'impact dans ce secteur [...]. Il faut décentraliser le travail, promouvoir le développement des zones les plus pauvres, d'autres localités [...] » P29: Coop-inter-.txt - 29:30 (415:430)

« [...] Travailler à développer les capacités institutionnelles est important pour assurer un travail durable. Ces types des projets ont une durée limitée, il faut donc former les fonctionnaires, transmettre la méthodologie, l'expérience pour qu'ils puissent continuer le travail [...] » P29: Coop-inter-Swscon.txt - 29:12 (186:194)

Le roulement fréquent des fonctionnaires affecte la continuité des programmes, souligne un des acteurs, car une partie du travail de la coopération internationale est de former les fonctionnaires et de renforcer les capacités institutionnelles pour qu'elles puissent exécuter directement les programmes financés par la coopération internationale.

« Nous avons un nouveau mandat dans notre organisation qui est de renforcer les capacités des institutions [...] Nous allons nous concentrer dans notre travail sur les MYPES rurales [...] et le mode d'intervention sera en quelque sorte celui de co-facilitateur, c'est-à-dire, nous n'allons pas travailler directement avec les entrepreneurs, mais avec les institutions pour qu'elles soient celles qui exécutent les programmes [...] » P29: Coop-inter.txt - 29:10 (153:171)

« Il y a aussi le changement constant des fonctionnaires et cela limite aussi le développement, parce qu'aujourd'hui, on donne la formation à certains fonctionnaires, on les aide à faire les choses et demain on trouve de nouveaux fonctionnaires et il faut tout recommencer [...] On doit aussi préparer, former les fonctionnaires pour qu'ils connaissent la problématique dans toutes les régions du pays et non pas seulement celle des entreprises localisées à Managua [...] » P29: Coop-inter.txt - 29:20 (306:320)

Certains acteurs font également part d'un manque de coordination du travail réalisé par les différentes organisations de la coopération internationale ce qui entraîne une duplication des services. Les établissements peuvent en conséquence, recevoir la même formation, le même service plusieurs fois en raison de ce manque de coordination d'efforts et de travail, explique un des interlocuteurs.

« [...] Un des problèmes des ONG qui travaillent ici est que les agences et les organisations de coopération ne travaillent pas en coordination. Par conséquent, parfois nous faisons tous la même chose [...]. Par exemple, nous visitons parfois un entrepreneur pour lui offrir certains ateliers de formation et peut-être qu'il a participé aux mêmes ateliers trois, quatre ou cinq fois [...] » P30: Coop-int.txt - 30:19 (311:324)

- La Formalisation

La formalisation pour ces acteurs est un processus très complexe. Il y a des barrières importantes à franchir pour devenir formel de sorte que les établissements informels accéderont difficilement au secteur formel malgré tout le travail d'accompagnement réalisé par les organisations de coopération auprès des microentreprises, expliquent ces acteurs. Les coûts reliés aux normes de qualité, d'emballage et de marques entre autres, sont très élevés pour ces entreprises qui n'ont pas les ressources nécessaires pour se conformer à ces exigences. Celles qui parviennent à franchir certaines de ces barrières ne réussissent pas à

survivre longtemps dans le secteur formel en raison du manque des ressources. Les microentrepreneurs préfèrent garder le peu des ressources qu'ils peuvent générer avec leur travail pour subsister plutôt que de contribuer au fisc. De plus, ils ne disposent pas de l'information nécessaire leur permettant de prendre une décision éclairée sur la pertinence d'initier une telle démarche

« [...] Pour ces entreprises, un des principaux problèmes vers la formalisation est le coût d'opération [...] Par exemple, dans le groupe avec lequel je travaille actuellement, celui de *rosquillas*, les établissements ne vendent pas leur produit au secteur formel, parce que pour entrer dans le secteur formel il y a beaucoup d'exigences telles que les codes-barres, les registres, les exigences liées à l'emballage, les normes de qualité et l'uniformisation des formules. Selon une étude que nous avons réalisée, les exigences sont nombreuses et sur 30 entreprises qui arrivent à entrer sur le marché formel, seulement 15 survivent et restent dans ce secteur. Les exigences sont énormes et plusieurs disent « je ne peux plus » et préfèrent donc continuer dans le secteur informel [...] » P29: Coop-inter-txt - 29:23 (344:353)

« [...] Seulement 20 % des entreprises avec qui nous travaillons ont réussi à se formaliser et, à mon avis, une des causes est le manque de ressources pour le faire et aussi parce qu'elles n'ont pas l'information qui pourrait les aider à prendre une décision pour s'enregistrer auprès du registre pour les MIPYMES. Et la vérité est que le revenu qu'elles génèrent est tellement précaire qu'elles préfèrent le garder plutôt que de payer les impôts » P30: Coop-int- txt - 30:20 (327:334)

- La formation

La coopération internationale accorde une grande importance aux services de formation pour les MYPES. Ils soulignent que la qualification des entreprises fait partie d'un long processus d'accompagnement que les institutions gouvernementales doivent être en mesure d'offrir aux établissements des MYPES pour les aider à s'approprier ce savoir-faire.

« [...] Nous nous sommes rendu compte que le microentrepreneur a besoin d'un processus de suivi et d'accompagnement pour mettre en pratique les outils et connaissances acquises durant ces formations. Sinon, c'est un investissement perdu. Nous agissons aussi pour que l'entrepreneur fasse des compromis et faisons pression

pour qu'il mette en pratique ses connaissances [...] »P30: Coop.txt - 30:16 (267:281)

« [...] Nous pouvons aider les entrepreneurs avec des programmes de formation et d'accompagnement. Par exemple, nous avons travaillé avec un groupe de microentrepreneurs pendant deux ans et notre aide était très ponctuelle. Nous sommes allés vivre sur leur territoire et nous y sommes installés. Il y avait un accompagnement et il y a eu des améliorations. Ils sont désormais capables de négocier auprès de leurs fournisseurs, de les choisir et d'avoir plus de contrôle. Ils savent maintenant quoi faire pour se défendre. C'est le résultat de tout un processus de formation et d'accompagnement. Nous leur avons appris à avoir plus d'incidence auprès du gouvernement. Ils peuvent maintenant faire des réclamations et s'exprimer [...] » P29: Coop-inter.txt - 29:19 (282:303)

Cet accompagnement peut s'étaler sur des périodes plus ou moins longues selon le niveau de développement de l'établissement et selon le type de formation à offrir. Pour les établissements à très faible productivité, l'accompagnement peut s'étendre jusqu'à trois ans et il permet, non seulement une meilleure assimilation des méthodes de travail et de gestion, mais aussi la formation de leaders dans la communauté qui pourraient, à leur tour, transmettre ce savoir-faire aux autres microentrepreneurs et petits entrepreneurs.

« [...] L'accompagnement varie selon les connaissances et les outils que vous voulez qu'ils mettent en pratique. Par exemple en matière de comptabilité, pour que le microentrepreneur assimile toute l'information, il faut faire un suivi constant au moins pendant six mois suivant l'atelier jusqu'à ce qu'ils soient capables de comprendre l'utilité de tenir un registre comptable [...] »P30: Coop-int- txt - 30:17 (284:291)

« [...] Il est important de faire un accompagnement à plus long terme parce que les gens partent de zéro. Les microentrepreneurs [...] sont pratiquement analphabètes. Ils ne connaissaient pas l'existence du registre sanitaire ou des normes contraignantes. Ils ne savaient pas comment obtenir un code-barre. Il a pratiquement fallu les prendre par la main et leur expliquer toute la procédure. Les accompagner dans toutes les démarches. Il faut donc préparer des leaders et ces leaders vont transmettre les connaissances aux autres. Il a fallu beaucoup de travail. Maintenant nous nous sommes retirés et ils ont appris et savent faire tout ce que nous leur avons montré. C'est pourquoi je vous dis que deux ans ne sont pas suffisants. Je crois qu'il faudrait les accompagner pendant quatre ans pour les aider à développer leurs capacités, à préparer la comptabilité, à prendre des décisions, à établir des liens avec les institutions du gouvernement qui sont stratégiques pour leur développement, et améliorer leur environnement d'affaires [...] » P29: Coop-inter.txt - 29:8 (122:140)

Ils expliquent que l'objectif de ces formations est d'améliorer la compétitivité des entreprises et de les aider à se doter d'une vision entrepreneuriale. Le but ultime est de contribuer à la lutte contre la pauvreté par l'augmentation de leurs revenus. Ces ateliers sont conçus particulièrement à l'intention des établissements situés dans les zones les plus défavorisées du pays.

« [...] Notre organisme cherche à améliorer la compétitivité des entreprises, à créer une vision entrepreneuriale [...] Le nombre de microentreprises informelles est en augmentation, c'est pourquoi il est important de les aider à se développer. [...] » P28: Coop-inter-txt - 28:7 (69:92)

« [...] L'objectif principal de ce programme est la réduction de la pauvreté par la création d'emploi et de revenus dans des zones défavorisées. Et comment le faisons-nous ? En contribuant à augmenter la productivité des microentreprises et des petites entreprises [...] en rendant plus dynamique le marché des services non financiers. Nous ne faisons pas de contribution financière. Tout est fait avec une approche d'initiation au marché, c'est-à-dire que nous faisons le lien entre l'offre et la demande, donc, dans ce cas précis, entre les MIPYMES et les fournisseurs de services non financiers [...] » P29: Coop-inter-txt - 29:2 (34:49)

D'après ces acteurs, il est toutefois essentiel d'adapter les services de formation aux besoins de chacun des segments qui composent le secteur. Cela implique de les adapter à la réalité de ces établissements sans leur imposer des modèles de gestion qui ne correspondent pas à la réalité dans laquelle ils vivent.

« [...] Je crois que ce n'est pas logique de demander à l'entrepreneur de séparer le budget de l'entreprise de celui de la maison, car c'est impossible. Ce qu'il faut lui apprendre c'est de noter toutes ses dépenses et ses revenus pour qu'il sache à combien s'élèvent les dépenses de son entreprise et celles de la famille. Cela va leur permettre de savoir si les membres de la famille subventionnent la microentreprise ou si c'est la microentreprise qui subventionne la famille [...] » P30: Coop-int-txt - 30:8 (133:148)

« Le problème c'est que plusieurs consultants qui travaillent avec ces groupes offrent des formations selon ce qu'ils pensent qui doit être fait et ils ne les adaptent pas à la réalité. Nous avons réuni les formateurs et les entrepreneurs pour que les formateurs puissent adapter les formations et les rendre très simple et pour que les entrepreneurs puissent profiter au maximum des connaissances de consultants. Nous avons

supervisé les formations afin d'éviter d'être trop théoriques pour nous concentrer sur l'aspect pratique parce que les microentrepreneurs se plaignent et disent qu'ils sont fatigués de recevoir des formations théoriques qui portent toujours sur la même chose et ce n'est pas dont ils ont besoin. Nous utilisons une méthodologie d'enseignement pour personnes adultes [...] » P29: Coop-inter-.txt - 29:19 (282:303)

- Le financement

Pour certains représentants de ces organisations, il est important de structurer l'aide aux microentreprises avec une approche plus large dont le financement et les programmes de formation feraient partie d'une même stratégie. Les microentrepreneurs doivent apprendre à bien gérer leurs ressources pour en faire un meilleur usage. Avec une telle stratégie, le microcrédit aurait plus d'impact dans le développement de ce secteur.

D'autres interlocuteurs sont d'un avis différent. Ils considèrent que d'accorder l'accès au financement à ces établissements n'est pas la solution. Il est clair que ce segment de la population vit dans des conditions très précaires et que ledit financement pourrait être utilisé pour combler les besoins de base des microentrepreneurs et de leurs familles. Un des interlocuteurs suggère plutôt de leur procurer les outils ou les biens matériels pour qu'ils puissent travailler et les accompagner pour augmenter la productivité des établissements. Ceci leur permettrait de sortir du mode de production de subsistance.

« [...] Nous savons qu'un des principaux problèmes des MIPYMES est l'accès au crédit, peut-être pas pour les entreprises qui fonctionnent déjà et qui ont la capacité de présenter des garanties pour les crédits demandés, mais pour les entreprises qui commencent [...] c'est plus laborieux. C'est difficile d'accéder à un crédit pour un investissement initial [...] » P30: Coop-int-.txt - 30:3 (47:56)

« [...] À mon avis, on ne doit pas donner de l'argent aux gens, mais leur fournir des outils de travail pour faire fonctionner leurs établissements. Leur donner des outils de travail est déjà risqué, car ils peuvent les vendre pour satisfaire d'autres besoins qui sont plus essentiels tels que l'alimentation et le logement, mais c'est encore plus risqué si on leur donne de l'argent. Donc, une des stratégies que nous prévoyons mettre en place, si nous réussissons à obtenir les fonds pour ce projet, sera de leur fournir certains biens qui demeureront la propriété de l'institution jusqu'à ce que les entreprises soient bien consolidées. Cela vise à la consolidation des entreprises et non pas seulement à assurer un *modus vivendi* [...] » P30: Coop-int-.txt - 30:5 (74:85)

« [...] Pour que les microcrédits aient un impact social. Il faut développer les capacités des entrepreneurs pour qu'ils puissent profiter des opportunités qu'offre le marché et voir jusqu'où ils peuvent prospérer, faire des changements et mieux profiter du crédit. Il y a beaucoup d'entrepreneurs qui ne savent pas bien exploiter leur crédit. Il y en a plusieurs qui ne savent pas tenir une comptabilité. Nous travaillons beaucoup sur cet aspect, sur comment tenir une comptabilité simple, comment noter les revenus et les dépenses, pour qu'ils sachent combien ils gagnent ou perdent, qu'ils sachent quels sont leurs coûts. Mais tout cela requiert un accompagnement [...] » P29: Coop-inter-txt - 29:18 (267:279)

Synthèse

Pour ces acteurs, le manque des ressources de l'État est de toute évidence un des principaux obstacles à relever pour assurer la viabilité de la politique d'aide aux MYPES. Ils font référence non seulement aux ressources pour financer le PROMIPYME, mais également aux ressources humaines et matérielles pour que les institutions gouvernementales puissent bien remplir leur rôle. De plus, le roulement fréquent des fonctionnaires et une coordination déficiente entre les institutions gouvernementales et les organisations de coopération internationale affectent la continuité et l'efficacité des programmes.

Ils ont également soulevé la difficulté d'organiser ce secteur, un aspect sur lequel la coopération internationale insiste beaucoup. Tout comme les fonctionnaires, ces acteurs expliquent que les coopératives sont le meilleur moyen que connaît le l'État pour rejoindre un plus grand nombre d'établissements MYPES et pour que les ressources de la coopération soient plus efficacement investies. Ces interlocuteurs font également part de la résistance des MYPES à s'associer soit par manque de motivation ou à cause de problèmes au sein des organisations coopératives. Une attitude qui engendre une certaine méfiance chez les MYPES à l'égard de ce modèle associatif.

La complexité du processus de formalisation des MYPES est soulignée également par ces acteurs en faisant référence plutôt aux barrières d'entrée au secteur formel qui sont infranchissables pour la majorité des MYPES. D'après ces acteurs, du nombre réduit qui

parvient à se formaliser, la moitié réussit à survivre dans le secteur formel. Les autres retournent à l'informalité.

La qualification des microentrepreneurs est capitale dans le travail de la coopération internationale qui a comme objectif d'améliorer la compétitivité des entreprises. Ce groupe d'acteurs évoque toutefois les obstacles à surmonter en lien avec les programmes de formation. D'une part, la nécessité d'un plus grand investissement pour adapter ces programmes aux besoins réels des établissements selon leur niveau de développement. De l'autre, l'offre d'accompagnement aux établissements informels pour les aider à améliorer leur productivité. Cet accompagnement devrait, selon ces acteurs, pouvoir s'étendre sur une période plus au moins longue selon les besoins des établissements.

Finalement, le financement lequel comme nous avons pu constater, est un thème incontournable dans la problématique des entreprises informelles. Pour ces acteurs, le financement et la formation doivent faire partie d'une même stratégie, car avant de donner l'accès au crédit aux petits établissements, il est essentiel de leur apprendre à bien gérer l'argent pour qu'ils puissent faire un bon usage du financement. Certains interlocuteurs trouvent toutefois, fort risqué de faciliter l'accès au financement à un groupe de la population qui vit dans des conditions très précaires. Ils suggèrent plutôt de les soutenir avec des outils ou des biens matériels pour les aider dans leur travail.

7.2 L'impact social du microcrédit : le discours des représentants du secteur des microfinances

L'accès à un financement adéquat, étant un des principaux problèmes qui affectent le développement des établissements des MYPES, nous avons considéré pertinent d'avoir la participation d'un groupe d'acteur, celui du secteur des microfinances. Ceci ayant pour objectif de connaître sa perception sur les différents aspects soulevés par les autres catégories d'acteurs en ce qui est l'accès au financement des MYPES. Dans cette section, nous analyserons le discours de quatre personnes impliquées dans le secteur des microfinances,

dont un représentant de l'Association nicaraguayenne des institutions de microfinances qui regroupe les plus importantes institutions de microfinances qui opèrent dans le pays et trois spécialistes et consultants en microfinances.

Pour bien comprendre le mode de fonctionnement de cette source principale de financement du secteur des MYPES, nous allons axer l'analyse des entrevues de ce groupe d'acteurs sur cinq principaux aspects : a) l'émergence de ces institutions; b) la clientèle; c) le taux d'intérêt; d) le contrôle et la réglementation du microcrédit et; e) l'impact social du microcrédit.

7.2.1 L'apparition des institutions de microfinance au Nicaragua

Les institutions de microfinances ont fait leur apparition au pays dans les années 1990, suite à la faillite de la plus grande banque nationale, la Banque Nationale du Nicaragua (BNN), seule banque au pays qui desservait la microentreprise et la petite entreprise. Un des interlocuteurs explique que cette banque avait des succursales dans la majorité des régions du pays facilitant ainsi l'accès au crédit aux habitants des régions très éloignées.

« [...] Les microfinancières sont apparues suite à la faillite de la plus importante banque du Nicaragua : la Banque Nationale du Nicaragua [...] Cette banque finançait les grandes entreprises et les MIPYMES. [...]. Comme il s'agissait d'une banque de l'État, il y avait des succursales dans les différentes régions du pays [...] Elle desservait les petits commerçants, la petite industrie et le secteur agricole [...] » P39: RC-Microfinanzas.txt - 39:1 (4:18)

En raison du manque d'intérêt de la banque privée pour cette clientèle informelle, qui ne possède ni les biens ni le capital pour répondre de ses dettes, les organisations de coopération internationale (ONG), qui exécutaient des projets directement dans le secteur des MYPES, ont commencé à aider financièrement ce secteur de la population de manière à compléter les programmes d'assistance technique déjà en cours. Ces ONG ont commencé ainsi à octroyer des petits crédits avec les fonds de la coopération internationale, expliquent ces

interlocuteurs. Avec le temps ces ONG se sont spécialisées en microcrédit pour devenir la principale source de financement de ce secteur.

« [...] Avec la fermeture de la banque de l'État, un nombre important de petits entrepreneurs tant dans les zones urbaines que rurales, se sont retrouvés sans crédit. Pour la banque privée, le petit crédit était trop risqué à administrer en raison du manque de garanties, de l'informalité des établissements, de l'absence d'information financière ou comptable [...] Les ONG ont donc commencé à offrir des services de microcrédit avec les fonds de donations qu'elles recevaient de l'étranger. Ces programmes ont commencé à prendre de l'ampleur au Nicaragua dans les années 90 alors que dans d'autres régions du monde, le phénomène du microcrédit commençait à émerger comme un moyen de lutte contre la pauvreté. Le phénomène du microcrédit a pris de l'ampleur et est entré en contradiction avec les programmes d'aide et d'assistance offerts par les ONG. Les promoteurs de ces programmes d'aide sont devenus des promoteurs du crédit [...] les critères financiers entraînent en contradiction avec les critères sociaux [...] Elles ont donc choisi de séparer les services et de créer des ONG spécialisées en microcrédit [...]. Certaines ONG appartenaient à des réseaux religieux, d'autres aux organismes d'assistance et d'autres, aux particuliers [...] Tout ça en raison de l'absence de la banque de l'État qui avait été fermée ou privatisée [...] » P20: microf.txt - 20:3 (32:61)

Contrairement au modèle qui existe en Asie ou en Afrique où le microcrédit est opéré par les banques, en Amérique latine et plus particulièrement au Nicaragua explique un des interlocuteurs, ce sont des ONG qui ont adopté ce modèle pour répondre aux demandes de financement des MYPES.

« [...] À l'échelle mondiale, les plus importantes institutions qui offrent du microcrédit à un faible taux d'intérêt sont des banques. Mais, elles offrent du microcrédit plus pour une question d'image plutôt que pour faire une bonne affaire. Et la vérité est qu'elles l'ont regretté. Elles le font pour dorer leur image et dire qu'elles aussi prêtent de l'argent aux pauvres. J'ai parlé avec des banquiers et ils m'ont confié que c'était une erreur d'investir dans le microcrédit, car cela nécessite du temps et ce n'est pas aussi rentable qu'ils le croyaient [...] » P20: Gremios-microf.txt - 20:29 (425:438)

« [...] Le modèle du microcrédit en Inde ou au Pakistan est distinct de celui de l'Amérique latine. Le modèle latino-américain a d'autres éléments. D'abord, c'est un modèle selon lequel le microcrédit est opéré par des institutions de microcrédit qui jouent un rôle important, parce qu'elles donnent accès au financement aux secteurs dans lesquels les institutions bancaires n'interviennent pas [...] » P38: AP.txt - 38:1 (5:20)

« [...] Le modèle asiatique est plus centralisé, opéré par des banques ou d'autres grandes institutions qui ont placé massivement dans les microcrédits allant à l'encontre de l'idée que les banques ne pouvaient qu'accorder de petits prêts aux secteurs qui n'avaient aucun type de garantie ou biens pour répondre de leurs dettes. Et le pas qu'elles ont fait a donné des bons résultats. [...] Pour l'Amérique latine, c'est différent. Le modèle fonctionne avec un grand nombre de microfinancières qui ont commencé à travailler avec un petit portefeuille de 500 000 \$US » P38 :AP-38 :6 (79 :90)

7.2.2 La clientèle

Ces acteurs estiment que la clientèle des microfinancières est composée de 350 000 microentreprises, desservies par environ 150 microfinancières qui détiennent un portefeuille de crédit de 240 000 000 \$US. Ce capital est investi principalement dans les secteurs du commerce, de l'habitation et des services.

La clientèle des microfinancières a beaucoup évolué au cours des années, signalent ces acteurs. Au tout début, elle était constituée majoritairement de groupes solidaires et de banques communautaires. Aujourd'hui, cette clientèle ne représente que 11 et 4 % respectivement. D'après un des interlocuteurs, au Nicaragua, les gens sont plus portés à travailler seuls qu'en association et cela s'applique également à leurs dettes.

« [...] Les microfinancières qui se sont associées à l'ASOMIF desservent environ 350 000 clients par l'entremise de 150 agences de microcrédit situées dans des différentes localités du pays avec un portefeuille de crédit de 240 millions \$US. Au départ, nous travaillions dans le secteur urbain en raison des coûts d'opération et parce que la majorité de la clientèle y était concentrée. Les clients, au début, faisaient partie des groupes solidaires, mais les banques communautaires ont commencé à perdre leur force et aujourd'hui, la plupart des clients (85 %) sont des demandes individuelles. Seulement 11 % des demandes sont collectives et 4 % sont des demandes de banques communautaires [...]. Je ne sais pas pourquoi, mais les Nicaraguayens n'aiment pas travailler en groupe, avoir des dettes conjointes, donc ils préfèrent payer plus cher, mais travailler seuls [...] » P20: Gremios-microf.txt - 20:13 (194:212)

« [...] Le pourcentage total du crédit disponible pour le secteur du commerce a un peu diminué. Il est actuellement de 27 % du total du portefeuille de crédit. Pour le secteur de l'habitation et des services, il est de 24 % et pour le secteur de l'industrie 2

% [...]. Les *remesas* (envoi d'argent des émigrés à leurs familles) a rendu le secteur du commerce plus dynamique [...] » P20: Gremios-microf.txt - 20:15 (224:238)

7.2.3 Le taux d'intérêt

Ce groupe d'acteurs reconnaît que le taux d'intérêt du microcrédit est élevé, mais justifié d'une part, par le risque que représente l'investissement dans un secteur à faible revenu, sans garanties à offrir sur leurs dettes. De l'autre, par l'instabilité politique qui règne dans le pays rendant le financement plus onéreux pour les microfinancières qui reçoivent des fonds de capital avec un intérêt plus élevé dû aux risques encourus. Ces acteurs expliquent que les microfinancières ne travaillent plus avec des donations, mais avec un capital sur lequel elles doivent payer un intérêt de 11,5%. Leurs frais d'administration s'élèvent à environ 17 %, le pourcentage pour les pertes annuelles se situe entre 1 et 5 %. Il faut également appliquer un pourcentage du taux d'inflation, ce qui crée un taux d'intérêt annuel de plus de 30 %.

« [...] L'année dernière, on nous prêtait l'argent à un taux de 8 %, cette année on nous applique un taux de 11.5 % en raison du facteur risque au pays [...] La politique de ce gouvernement engendre l'instabilité [...]. Toutes ces questions font en sorte que les investisseurs deviennent plus prudents.... Donc, si nous, nous travaillons avec un taux de 11,5 % et que nos frais d'administration sont autour de 17 %, ça nous amène à un taux moyen de 29 %, auquel nous devons ajouter les pertes annuelles de notre portefeuille de crédit qui se situe entre 1 et 5 %, plus le taux pour l'inflation. On arrive donc à un taux de plus de 30 % [...] » P20: Gremios-microf.txt - 20:32 (473:489)

« [...] Mais si on nous prête de l'argent à un taux d'intérêt de 11 %, comment pouvons-nous prêter à un taux de 8 % ? Qui va payer alors les frais d'administration? [...] le président a compris ça après qu'on lui ait expliqué quels étaient nos frais d'exploitation, et ce dernier, dans une sortie publique [...] a dit: « la vérité est que les microfinancières ne sont pas les responsables, elles ne sont pas les usuriers, ce sont les blancs (les Américains, les Européens, etc.) qui prêtent de l'argent à un taux d'intérêt élevé aux microfinancières qui à leur tour doivent aussi appliquer ce taux d'intérêt élevé [...] » P20: Gremios-microf.txt - 20:35 (525:534)

Or, ce taux d'intérêt n'est pas fixe, il varie en fonction de chaque secteur, signalent ces acteurs. Par exemple, le taux d'intérêt qui s'applique au secteur agricole est de 17 %. Pour le

secteur du commerce où se concentre une grande partie de la clientèle, le taux annuel se situe entre 36 % et 54 %. Ces acteurs conviennent que bien que les taux d'intérêt soient très élevés, les microentreprises parviennent à générer des profits. Par ailleurs, pour les microentreprises il est préférable de compter sur le financement des microfinancières pour pouvoir travailler plutôt que d'être dans l'impossibilité de répondre à la demande de leurs clients faute des ressources. Ils admettent toutefois que les intérêts payés par ces entreprises peuvent éventuellement nuire à leur développement. Il est à noter que le taux de récupération des microfinancières est très élevé. Il est de 97 % comme le confirme un des acteurs.

« [...] Il existe différents taux d'intérêt, ils ne sont pas fixes. Pour le secteur agricole, par exemple, le taux est en moyenne de 17 %, pour la petite industrie, il est de 34 à 36 % annuellement, pour le secteur du commerce, il est de 36 à 54 % annuellement [...] la plupart de notre portefeuille de clients se concentre dans les secteurs où le taux d'intérêt est plus élevé [...] » P20: Gremios-microf.txt - 20:20 (300:311)

« [...] Le taux d'intérêt des microcrédits est élevé, mais les risques pour les microentreprises de perdre des bonnes occasions d'affaires sont encore plus élevés si elles ne comptent pas sur cet argent [...] Si, par exemple, je commence une affaire qui me procurera 30 % de profits par mois et que j'emprunte de l'argent à un taux d'intérêt mensuel de 6 %, c'est une bonne affaire pour moi. Donc, il est vrai d'affirmer que le taux d'intérêt au Nicaragua est élevé vu l'exposition au risque, mais ça fonctionne bien et c'est une motivation. Je ne sais pas si le microcrédit a eu un effet sur la formalisation des entreprises, mais il en a eu sur leur développement [...] » P40: SF.txt - 40:12 (105:112)

« [...] Les microentreprises obtiennent une rentabilité même avec ces taux d'intérêt [...] Toutefois, à un certain moment le financement devient un obstacle pour leur développement [...] en raison des taux élevés d'intérêt. C'est un grand fardeau financier pour les microentreprises [...] » P38: AP.txt - 38:8 (109:124)

« [...] le niveau de récupération est bon, 97 % des clients payent ». P20: Gremios-microf.txt - 20:33 (492:502)

7.2.4 Réglementation et contrôle du microcrédit

Pour ces acteurs, l'absence de réglementation du microcrédit est perçue comme un manque d'intérêt de l'État puisque les microfinancières qui ne représentent que 10 % du total du portefeuille financier ne constituent aucun risque pour le système financier national. De plus, comme il s'agit des petits montants de crédit, éparpillés dans différentes régions du pays et

gérés par des nombreuses institutions de microfinances, le contrôle serait très onéreux pour l'État.

Ce groupe d'acteurs considère que les microfinancières pourraient s'autoréglementer et suggère la création d'une entité formée par des représentants du gouvernement et des microfinancières qui auraient la charge d'élaborer une certaine normativité permettant de mieux encadrer ces institutions.

« [...] La Surintendance des banques ne veut pas réglementer les microfinancières, d'abord parce qu'il y en a beaucoup et que les frais de supervision seraient très élevés. Il est donc préférable de les laisser faire, parce qu'après tout, elles ne représentent que 10 % du total du portefeuille financier du système financier. Elles n'ont aucun impact économique, car elles ne mettent pas en péril le système financier, mais elles ont un impact social, tel que la création d'emploi. Ce que nous réclamons, c'est l'autoréglementation, la création d'une entité spéciale régulatrice dans laquelle participeraient des délégués du ministère de l'Économie, du ministère de l'Agriculture, des représentants de la Surintendance des banques et des compagnies d'assurances, ainsi que des représentants des microfinancières dont le but serait d'élaborer une certaine normativité prudentielle [...] » P20: microf.txt - 20:38 (574:593)

« [...] Je crois que nous sommes le seul pays de l'Amérique latine où il n'y a pas de réglementation pour les microfinancières, ce qui est incroyable si on tient compte du rôle que les microentreprises jouent dans l'économie du pays [...] » P38: APs.txt - 38:4 (47:64)

« [...] La principale raison pour laquelle la norme n'a pas encore été adoptée vient du fait que la Surintendance des banques n'est pas intéressée à assumer le contrôle et la supervision de ces organisations, parce que c'est très problématique. Administrer les grands crédits ce n'est pas cher, mais administrer, contrôler un crédit qui est atomisé, réparti en petits montants est très coûteux et ce n'est pas attirant pour les banques. La Surintendance des banques peut superviser huit ou dix banques, mais elle ne peut pas superviser 150 microfinancières. Il faut créer un autre système et ça coûte cher. C'est pourquoi la Surintendance ne fait aucune pression pour que la loi soit adoptée [...] » P39: RC-Microfinanzas.txt - 39:8 (93:108)

7.2.5 L'impact social du microcrédit

L'impact social du microcrédit peut être mesuré, selon certains acteurs, à partir du rôle que ces microfinancières jouent comme source principale de financement. Le microcrédit a

contribué à améliorer la qualité de vie des propriétaires des établissements MYPES et de leurs familles, estiment certains acteurs. Il leur a permis d'investir dans leur logement et d'embaucher du personnel. L'augmentation annuelle de 30 % de leur clientèle en provenance de ce secteur témoigne de l'effet bénéfique du microcrédit et du rôle qu'il joue dans le développement de ce secteur.

« [...] L'impact social du microcrédit...je le vois dans le sens que face à l'absence d'une banque traditionnelle, face à l'absence d'un financement pour les MIPYMES, les microfinancières jouent un rôle important [...] » P18: Gremios-mipe.txt - 18:37 (447:461)

« [...] Selon une étude que nous avons faite il y a trois ans, l'impact des microfinancières a été positif parce qu'elles ont contribué à l'amélioration de la qualité de vie des gens du secteur des MYPES, à rénover leur logement, à habiller leurs enfants et qu'aillent à l'école, à ce qu'ils puissent embaucher du personnel pour les aider à améliorer leur santé et à continuer à travailler. D'ailleurs, la clientèle augmente de 30 % chaque année et pourrait augmenter davantage, mais nous avons des problèmes de disponibilité des fonds [...] » P20: Gremios-microf.txt - 20:41 (628:636)

Ces interlocuteurs reconnaissent toutefois, que le microcrédit se concentre majoritairement dans le secteur du commerce qui est le plus dynamique du secteur des MYPES et donc, capable de mieux absorber les coûts d'un taux d'intérêt élevé tandis que les microentreprises qui opèrent dans les autres secteurs, comme celui de la production, éprouvent une grande difficulté à rembourser leurs crédits. Un des interlocuteurs explique que les orientations des investissements suivent une logique économique, celle d'investir les ressources de manière efficiente qui suppose la génération des profits.

« [...] Toutefois, elles se sont concentrées majoritairement dans le secteur du commerce, parce que c'est un secteur avec un plus grand dynamisme, où l'argent circule plus rapidement et la récupération est plus rapide. Ça fait maintenant deux ans que, sous la pression d'autres secteurs, elles ont commencé à desservir d'autres secteurs productifs. Dans ce sens, elles ont joué un rôle important, mais les taux d'intérêt sont très élevés [...] et bien que le secteur du commerce puisse supporter la charge d'un taux d'intérêt élevé, pour les autres secteurs, c'est très difficile. Ici, il y a beaucoup de microentreprises et de microproducteurs qui n'ont pas pu rembourser leurs dettes et qui ont dû fermer leur établissement. Le problème est qu'une fois que

l'entrepreneur a accès au crédit, il prend l'argent et il ne sait pas bien administrer ses ressources [...] » P18: Gremios-micro.txt - 18:37 (447:461)

« [...] Il y a des organisations internationales qui ne croient pas qu'il faut subventionner certains secteurs. Dans le cas des pays riches qui ont d'excédants budgétaires, il est normal d'octroyer des subventionnes économiques ou des microcrédits à l'agriculture par exemple. Toutefois, dans les pays pauvres qui vivent de l'aide de la coopération internationale [...] les ressources doivent aller vers les activités et les personnes plus efficientes. On ne peut pas soutenir quelque chose qui n'est pas rentable, qui ne génère pas des profits [...] » P20 : Gremios-micro-20 :31 (449 :471)

Selon un des interlocuteurs, il est cependant difficile de mesurer avec certitude l'impact social du micro crédit. Sans contredit, les microfinancières investissent dans les secteurs pauvres du pays, mais elles ne peuvent pas affirmer que ce sont les personnes le plus défavorisées qui en bénéficient, car elles ne disposent ni des outils, ni de la méthodologie pour recueillir cette information. Pour un autre interlocuteur, ce type de financement au lieu de constituer un moyen pour promouvoir le développement peut devenir un obstacle à la croissance de certains établissements en raison de l'onéreux qui résulte ce type de crédit.

« [...] Nous avons la certitude d'avoir investi dans les localités les plus pauvres, mais nous ne pouvons pas être certains que nous avons prêté l'argent aux plus pauvres de cette localité [...] Nous n'avons ni les outils ni les statistiques, ni les moyens de définir le profil des personnes pauvres à qui nous prêtons l'argent. Toutefois, nous avons la certitude que l'investissement dans cette localité a un impact social et économique qui, d'une certaine manière, contribue à améliorer l'activité économique de cette localité [...] » P20: Gremios-microf.txt - 20:43 (665:687)

« [...] Les microentreprises qui cherchent du financement font des profits malgré les taux d'intérêt élevés, mais à un certain moment, le financement peut aussi devenir un obstacle au lieu d'être le catalyseur du développement en raison du taux d'intérêt très élevé [...] » P38 :AP-38 :8 (109 :124)

Ce qu'il est possible d'affirmer par contre, selon un des interlocuteurs, c'est l'efficacité de ces institutions au point de vue financier. L'impact social, reste à confirmer. Cet acteur explique que les coûts pour élaborer une étude sur l'impact social du microcrédit sont assez importants. Par ailleurs, dans un premier temps, il faut identifier les indicateurs qui

permettront la collecte de données et le suivi de l'évolution du microcrédit ainsi que son impact dans le secteur des MYPES.

« [...] De manière générale, la mission des microfinancières est de combattre la pauvreté. Toutefois, malgré le fait que nous avons pu démontrer notre efficacité financière nous n'avons pas pu démontrer l'impact social [...] et faire des études sur l'impact social est très coûteux. Nous avons besoin d'élaborer des outils et une série d'indicateurs qui nous aideraient à faire cette évaluation de manière continue [...] »

P20: Gremios-microf.txt - 20:42 (639:663)

Synthèse

À l'heure actuelle, les microfinancières sont sans doute la principale source de financement pour les entreprises informelles. Elles sont parvenues à combler le vide laissé par la banque étatique suite à la faillite de la Banque Nationale du Nicaragua et l'absence d'intérêt des institutions bancaires privées dans les opérations de microcrédit. Sans oublier le fait que ces institutions donnent du financement à un nombre important d'entreprises leur permettant ainsi de travailler et de rester sur le marché. La perception de ces acteurs est très divergente quant au rôle que les institutions doivent jouer dans le développement de ce secteur. Certains d'ailleurs, considèrent qu'à long terme les microfinancières peuvent devenir une entrave à son développement.

Par ailleurs, l'impact social du microcrédit dans le secteur des MYPES et, plus particulièrement, dans les segments à plus faible productivité, n'a jamais été mesuré, tel qu'expliqué par certains acteurs. À cause du taux d'intérêt, seuls les établissements les plus productifs peuvent accéder à ce type de crédit. Il ne faut pas oublier que le niveau de revenu des segments de subsistance et des segments à très faible productivité ne permet pas de défrayer les coûts élevés du microcrédit.

CONCLUSION

Le manque des ressources est un thème qui semble faire l'unanimité parmi ces acteurs comme étant un des principaux obstacles auquel est confronté l'État qui souhaite mieux

répondre aux besoins des entreprises à faible productivité. Les fonctionnaires reconnaissent que la contribution de l'État est minimale et que la viabilité du PROMIPYME est tributaire de la coopération internationale. Sans contredit la coopération internationale joue un rôle essentiel dans l'implantation du programme. Les fonctionnaires mentionnent qu'elle est un partenaire importante de l'État qui finance une grande partie du PROMIPYME. Toutefois, certaines questions sont soulevées par ces fonctionnaires et par les représentants des associations MIPYMES quant à l'aide de la coopération internationale. Premièrement, ce sont les bailleurs de fonds qui déterminent où les fonds doivent être investis. Deuxièmement, les ressources limitées dont dispose l'État pour financer le programme l'obligent à se concentrer sur les segments plus productifs délaissant les autres segments qui ont le plus besoin de l'aide de l'État.

Par ailleurs, certains de ces projets qui s'exécutent dans le cadre du PROMIPYME sont mal adaptés à la réalité des entreprises informelles et du pays, ce qui explique les résultats très mitigés de certains projets. De plus, le manque de coordination entre les différentes institutions gouvernementales et la coopération internationale fait en sorte que les efforts déployés par ces acteurs ne sont pas bien utilisés par ces établissements. Cette situation a pour effet de miner le processus dans la mesure où le travail réalisé dans le cadre du programme ne suit pas une ligne de conduite précise.

Tableau synthèse 39 Aspects soulevés par ces acteurs reliés au financement des programmes d'aide aux MYPES

Thèmes	Fonctionnaires	Associations	Coopération internationale
Insuffisances des ressources de l'État	✓	✓	✓
Coopération internationale-source principale du financement	✓	✓	✓
Programmes mal adaptés à la réalité du pays	✓	✓	✓
Système statistique défaillant	✓	✓	

Au niveau de l'intervention auprès des MYPES, selon les thèmes considérés prioritaires par ces acteurs, les fonctionnaires, les associations et les organisations de coopération internationale se sont prononcés sur la formalisation, la qualification des entrepreneurs, la promotion de l'associativité et finalement, l'accès à un financement adéquat.

La formalisation des MYPES est perçue par tous ces acteurs comme un processus très complexe et une des étapes importantes de leur développement. Il s'agit d'une formalisation partielle, tel que l'affirment les fonctionnaires, car en raison de la faiblesse de leurs revenus, ces établissements sont dans l'impossibilité de respecter toutes les obligations fiscales, celles du travail et autres, prévues par la législation nationale. Pour les fonctionnaires, la formalisation devient une sorte de filtrage permettant au gouvernement de mieux cibler les entreprises qui ont une meilleure capacité productive et qui auront accès à l'aide dans le cadre du PROMIPYME afin d'assurer que les ressources de l'État soient bien investies.

Pour les associations et les représentants de la coopération internationale, la formalisation est un processus qui requiert un accompagnement afin de permettre à ces établissements de rester dans le secteur formel. Ce processus doit d'ailleurs, faire partie d'une stratégie plus globale comportant des mesures qui favorisent l'accès à la technologie, au financement, au marché, etc., afin d'inciter les établissements à entamer les démarches. C'est une étape qui requiert des ressources importantes lesquelles, comme on le sait, sont limitées au Nicaragua.

Tableau synthèse 40 Aspects soulevés par les acteurs intervenants reliés à la formalisation

Thèmes	Fonctionnaires	Associations	Coopération internationale
Processus très complexe	✓		✓
Barrières de la formalité			✓
Moyen servant à cibler les entreprises plus compétitives	✓	✓	
Processus ayant besoin d'un accompagnement		✓	✓
Processus devant faire partie d'une stratégie plus globale	✓	✓	✓

Quant à la formation des microentrepreneurs et petits entrepreneurs, il y a une convergence d'opinion des fonctionnaires et des associations et organisations de coopération sur son importance pour le développement de ce secteur. Pour ces acteurs, il est impératif que les programmes de formation fassent partie d'une stratégie plus globale qu'ils doivent s'adapter aux besoins des établissements selon leur niveau de segmentation. Pour les représentants des organisations de coopération internationale, cela implique de leur fournir un accompagnement pour assurer une meilleure assimilation et une mise en pratique des connaissances acquises. Pour les représentants des associations MIPYMES, la formation a une incidence directe sur la compétitivité des entreprises. D'ailleurs, elles accordent un grand intérêt aux Accords de libre-échange et aux opportunités qui s'ouvrent aux MYPES. Bien que ce soient les institutions de l'État et les organisations de coopération internationale qui procurent les services de formation, ces acteurs estiment que les grandes entreprises aussi ont un rôle à jouer dans ce processus, plus particulièrement dans le partage de leur expérience et de leur savoir-faire.

Tableau synthèse 41 Aspects soulevés par les acteurs intervenants reliés à la qualification des MYPES

Thèmes	Fonctionnaires	Associations	Coopération internationale
Processus devant faire partie d'une stratégie plus globale	✓	✓	✓
Programmes mal adaptés aux besoins des MYPES	✓	✓	✓
Processus ayant besoin d'un accompagnement			✓
Incidence sur la compétitivité des MYPES		✓	✓
Nécessité d'impliquer d'autres acteurs	✓	✓	

Pour ce qui est du niveau d'organisation de ce secteur par le biais du modèle coopératif, les acteurs s'entendent pour dire que l'organisation de ces établissements en coopératives

représente le seul moyen pour l'État de rejoindre un plus grand nombre d'entreprises. Toutefois, ce modèle se heurte à certains obstacles qui semblent difficiles à surmonter tels que la résistance de ces établissements à s'organiser. Les problèmes de corruption vécus par le passé et le manque d'équité et de solidarité entre les associés au sein de ces organisations sont les causes principales qui ont rendu les acteurs MYPES sceptiques quant aux bienfaits de ce modèle associatif.

D'autres obstacles sont aussi soulevés par les représentants de la coopération internationale, pensons ici au manque de ressources visant l'adoption d'une stratégie plus large afin d'accompagner les MYPES dans ce processus et créer des conditions pour que le travail en association donne des résultats positifs. Du côté des fonctionnaires, ceux-ci ont souligné l'importance de tenir compte de la réalité du pays et des personnes qui composent le secteur des MYPES lors de la promotion de ces modèles associatifs. Rappelons que dans un pays comme le Nicaragua, où une grande partie de la population est touchée par la pauvreté, les gens s'attendent à voir des résultats à court terme, car leurs besoins sont immédiats. Ils considèrent que les ressources de la coopération internationale sont consacrées à promouvoir le modèle coopératif dans des secteurs où les coopératives n'ont jamais fonctionné.

Tableau synthèse 42 Aspects soulevés reliés à l'organisation du secteur MYPES

Thèmes	Fonctionnaires	Associations	Coopération internationale
Les coopératives, le seul moyen pour une distribution efficace de l'aide	✓	✓	✓
Résistance des entreprises à s'organiser	✓	✓	✓
Programme non adapté à tous les secteurs économiques	✓		
Besoin d'adapter le modèle au niveau de pauvreté du pays et besoins de la population	✓		✓

Le financement est un aspect incontournable dans la problématique des MYPES et par conséquent, à prendre en considération dans les programmes d'aide au secteur. À l'heure actuelle, ce sont les microfinancières la principale source de financement pour ce secteur.

Différents problèmes ont été soulevés par tous les acteurs y compris ceux du secteur des microfinances en lien avec ce type de crédit. Premièrement, le taux d'intérêt élevé, le manque de régulation et le contrôle de l'État sur ces institutions de microfinance et leurs opérations. Avec le PROMIPYME, l'État du Nicaragua explore différentes options visant à favoriser l'accès de ces établissements à un financement adéquat. Toutefois, les ressources limitées dont dispose l'État pour investir dans des différents projets, tels que le programme *Usure Zéro* et les sociétés de garanties réciproques rendent l'avenir de ces derniers très incertain. Les représentants des associations MIPYMES sont très critiques à l'égard de l'État et de son inaction dans le contrôle des microfinancières. Ils estiment qu'il est de sa responsabilité de contrôler et de réglementer de ce type de crédit.

Tableau synthèse 43 Aspects soulevés par les acteurs intervenants reliés au financement

Thèmes	Fonctionnaires	Associations	Coopération internationale	Microfinances
Microfinancières comme source principale de financement	✓	✓	✓	✓
Taux d'intérêt élevé	✓	✓	✓	✓
Manque de régulation et contrôle de la part de l'État	✓	✓		✓
Impact social non évalué		✓		✓
Financement non adapté aux besoins des MYPES	✓			✓
Obstacle au développement des MYPES	✓	✓	✓	✓

Il est à noter que mis à part les représentants des associations MIPYMES, les mesures pour favoriser l'accès au marché ou pour contrer la pénurie des matières premières et la fluctuation

des prix, thèmes déjà mentionnés par les acteurs MYPES, n'ont pas fait l'objet d'une réflexion par ces acteurs.

Nous pouvons constater que la perception des acteurs concernant le programme d'aide au secteur des MYPES est plutôt favorable. Sans doute, le PROMIPYME constitue, tel que le font valoir ces acteurs, un pas en avant par rapport aux différents projets et programmes qui ont été implémentés dans le pays depuis des années. Il permet en effet une meilleure coordination et une meilleure gestion de l'aide de la coopération afin de rendre plus efficace le travail réalisé par les différentes organisations et institutions.

Toutefois, une série de questions sont soulevées par ces interlocuteurs qui estiment que dans le cadre de l'exécution du programme, il est essentiel d'adopter une approche intégrale afin d'offrir aux établissements des MYPES des conditions propices à leur développement. À savoir : un cadre juridique favorable, un système d'infrastructure amélioré afin que ces établissements puissent avoir accès aux différents services, de la formation, de l'accompagnement pour aider les groupes de personnes des segments à plus faible productivité à développer une vision entrepreneuriale, un financement adéquat et adapté aux besoins de ce secteur et finalement la mise sur pied d'un système de collecte de données sur le secteur qui permettrait l'élaboration de programmes mieux adaptés.

L'absence d'un système statistique permettant à l'État du Nicaragua de suivre régulièrement l'évolution du secteur des MYPES et de recueillir de l'information sur les caractéristiques de ces établissements a été soulevée uniquement par les fonctionnaires. Ces interlocuteurs se montrent préoccupés par le fait de travailler à développer un secteur qu'ils ne connaissent pas suffisamment. La formalisation de ces entreprises constitue, pour ces acteurs le moyen le plus efficace pour recueillir l'information. D'ailleurs, tel qu'indiqué par certains fonctionnaires, la réalisation de diagnostics avant l'implantation du PROMIPYME aurait pu servir de point de repère pour mieux orienter le travail des institutions chargées de son exécution.

La fréquente rotation des fonctionnaires est un aspect essentiel évoqué par les représentants des organisations de coopération internationale. Il se doit d'être considéré comme un obstacle

de taille quant à l'efficacité de l'assistance technique offerte aux institutions gouvernementales. Une partie importante des ressources est consacrée au renforcement des capacités des fonctionnaires pour qu'ils assurent la relève une fois que les programmes exécutés par la coopération internationale auront pris fin. Toutefois, l'instabilité des fonctionnaires qui sont en place affecte la succession et la durabilité de certains projets initiés par ces organisations.

Tableau synthèse 44 Aspects reliés à l'exécution du PROMIPYME

Thèmes	Fonctionnaires	Associations	Coopération internationale
Favorise une meilleure coordination et gestion des ressources	✓	✓	✓
Nécessité d'une approche plus globale	✓	✓	✓
Viabilité incertaine	✓	✓	
Besoin d'un système statistique fiable et la réalisation de diagnostics du secteur pour suivre son évolution	✓		
Importance d'assurer la continuité et durabilité des projets			✓
Programme nécessitant d'une meilleure adaptation à la réalité du pays	✓	✓	✓

RÉSULTATS ET CONCLUSIONS FINALES

Lorsque nous avons amorcé notre travail de recherche dans le cadre de cette thèse, nous avons comme motivations principales : 1) de faire connaître une problématique qui touche une grande partie de la population issue des pays pauvres, 2) d'approfondir nos connaissances du secteur afin d'identifier certains thèmes qui semblent importants à explorer en matière de politiques d'aide.

En dépit de tous les obstacles rencontrés dans la collecte des données, nous avons pu, grâce à la complémentarité des différentes méthodes et outils de recherche, dégager certaines pistes d'intervention et arriver aux résultats et conclusions suivantes :

1. Les causes de l'informalité

L'informalité est sans doute une des caractéristiques des économies sous-développées, cependant, nous sommes à même de constater que de plus en plus l'informalité est un phénomène qui prend de l'ampleur dans certains pays développés tel que la France, l'Italie, etc. où les immigrantes sans permis de travail vont gagner leur vie en effectuant du commerce informel. Les causes qui peuvent être à l'origine de l'informalité sont en conséquence diverses. Au Nicaragua, les facteurs liés à l'informalité sont principalement la pauvreté et un secteur formel peu développé incapable d'absorber la main-d'œuvre qui chaque année doivent intégrer le marché du travail. De plus, les problèmes liés à l'instabilité politique, l'ouverture du marché et l'application des mesures d'ajustement structurel dans les années 1990, ont eu un impact négatif sur l'industrie et le marché du travail contribuant ainsi à amplifier ce phénomène.

Le fait que la pauvreté touche de manière plus importante la population du milieu rural entraîne un mouvement migratoire important de ses habitants vers les principales villes du pays. C'est pourquoi l'informalité est considérée comme étant un phénomène plus urbain que

rural, sans nier, toutefois, le fait que cette informalité peut se développer dans les zones rurales du pays, mais en moindre importance. Le secteur informel est devenu ainsi le refuge pour des milliers des personnes à la recherche d'une alternative de vie. L'informalité n'est donc pas le résultat d'un excès de régulation, mais d'un besoin de survie, d'absences d'opportunités, de mauvaises conditions de vie et de pauvreté. Elle est devenue une alternative de vie et une source d'emplois pour les secteurs les plus vulnérables de la société.

Nous avons pu constater dans notre enquête de terrain qu'aucun des acteurs MYPES n'a invoqué l'excès de régulation comme un des facteurs qui les a incités à travailler dans l'informalité. Pour les acteurs des segments de subsistance et d'accumulation simple, la pauvreté les a amenés à travailler dans l'informalité afin de créer un mode de survie pour eux et leurs familles. Cette pauvreté ne leur permet pas d'avancer et les contraint à vivre et à travailler dans des conditions très précaires faute de moyens et d'autres options pour s'en sortir.

Le manque ou la perte d'emploi ainsi que les bas salaires ont été également invoqués pour tous les acteurs. En effet, tel que mentionné au chapitre I, parmi les 328 000 établissements existants au Nicaragua, seulement 94 000 ont la capacité d'embaucher des travailleurs salariés dont 71 000 sont des microentreprises, 19 000 sont des petites entreprises et 3 000 des moyennes et grandes entreprises. De plus, seulement 16% de ces établissements remplissent toutes les conditions pour opérer comme entreprises légalement incorporées et respecter toutes les obligations propres à l'employeur selon la législation du travail.

Un marché du travail formel qui n'offre pas de salaires compétitifs entraîne aussi à un grand nombre de jeunes professionnels à se réfugier, au moins dans une première étape, dans le secteur informel afin de créer une source d'emploi et de revenu jusqu'à ce que leurs établissements atteignent un certain niveau de consolidation avant de devenir formels.

2. L'hétérogénéité du secteur

Reconnaître l'existence d'un niveau de segmentation des établissements informels est une étape qui, bien qu'importante dans le processus d'analyse de l'informalité, est insuffisante, car à l'intérieur de chacun de ces segments, il y a un univers d'acteurs et d'établissements dont les problèmes diffèrent d'un segment à l'autre. L'hétérogénéité se manifeste à l'intérieur même de chaque segment. Il y a par conséquent, une diversité de critères à considérer. Comprendre l'hétérogénéité du secteur est par conséquent, essentiel pour mettre en place des programmes plus adaptés et capables de répondre plus efficacement aux besoins de ce secteur. C'est pourquoi l'élaboration d'un portrait des établissements informels s'avère d'une grande utilité comme source d'information, et ce, afin de bien connaître le public visé par une politique ou un programme.

Comme nous l'avons vu au chapitre III, la définition de microentreprise reste très générale, elle est fondée essentiellement sur des aspects quantitatifs (nombre de travailleurs, volume des ventes, montant du revenu). À notre avis, ce type de définition, contenu dans la Loi MIPYMES et le Règlement, ne permet pas de reconnaître les particularités des différents groupes d'établissements qui font partie de ce secteur. D'autres caractéristiques doivent être prises en considération en lien avec le niveau d'instruction des personnes qui intègrent chacun des segments MYPES, la pauvreté, la motivation, les facteurs qui les ont amenés à travailler dans l'informalité, le niveau de formalité et d'organisation.

Par conséquent, et afin que la notion de microentreprise parvienne à refléter cette hétérogénéité, il est important que les différents groupes d'établissements soient bien déterminés de même que les aspects d'ordre qualitatif qui les caractérisent.

D'ailleurs, comme nous avons pu le constater au chapitre VI, chacun des segments du secteur informel a ses propres particularités quant au niveau de l'instruction, de la motivation, du niveau de formalité, de la productivité, la pauvreté, du nombre des travailleurs salariés et non-salariés, du contrôle et de la gestion de leurs activités. Bien sûr, il y a des caractéristiques qui sont communes à certains segments, mais d'autres sont clairement différentes.

Nous parvenons ainsi à la conclusion que le segment de subsistance ne devrait pas se retrouver dans la catégorie de la microentreprise puisque l'esprit entrepreneurial n'y est pas présent. La motivation des personnes qui composent ce segment n'est pas orientée vers la croissance de l'entreprise, mais sur la nécessité de survivre. Ce segment nécessite des mesures spéciales de lutte à la pauvreté et d'un accompagnement de l'État à plus long terme. Ici, l'implication d'autres acteurs de la société civile et du secteur privé est essentielle dans le processus afin d'offrir à ce segment les moyens et les outils nécessaires (la qualification des ressources humaines, une aide financière adaptée à leurs besoins et capacités financières, l'accès au marché) pour finalement les aider à sortir de la pauvreté.

Bien que ces établissements ou activités d'auto-emploi contribuent à la lutte contre la pauvreté et le chômage, leur rôle comme vecteur du développement dépend directement des moyens et des mesures qui sont mis à leur disposition afin de promouvoir leur productivité et leur formation.

3. La formalisation des entreprises

Sans doute, le secteur informel au Nicaragua constitue un refuge pour une grande partie de la population. Tel que mentionné au chapitre I, plus de 60% de la population économiquement active (PEA) au niveau national travaille dans ce secteur informel. C'est pourquoi, un des objectifs du PROMIPYME est de promouvoir la formalisation des entreprises informelles et pour y arriver, un registre spécial simplifié a été créé afin d'inciter les établissements informels à s'enregistrer. Il est clair que ce processus de formalisation entamé par l'État du Nicaragua est purement fiscal comme l'ont souligné certains fonctionnaires au chapitre VII. Il s'agit donc, d'une formalisation partielle.

Nous avons pu constater au chapitre VI, que les acteurs MYPES ne se montrent pas très enthousiastes à l'idée de devenir formels, notamment ceux du segment de subsistance qui n'ont pas les moyens financiers et qualifications nécessaires pour le faire et pour tenir une comptabilité, même simple, tel que l'exige le registre fiscal. De plus, ces acteurs craignent de

se voir imposer un plus grand fardeau fiscal suite à leur enregistrement. Les acteurs des segments de subsistance et d'accumulation simple qui sont majoritairement dans l'informalité, considèrent qu'il y a très peu d'incitatifs à la formalisation. En effet, dû au manque des ressources de l'État, le PROMIPYME, au moins dans une première étape, se concentrera sur les établissements qui ont une incidence importante sur le processus de production, de transformation, de commercialisation de produits exportables et aptes à s'intégrer dans des chaînes de production. Bien que le PROMIPYME, au fur et à mesure de sa consolidation, prévoit élargir son champ d'application, sans les ressources financières pour le faire, les établissements moins productifs pourront difficilement en tirer des grands bénéfices de ce programme. Par conséquent, le processus de formalisation ne donnera pas les résultats escomptés.

La formalisation est un processus très complexe qui nécessite un accompagnement, particulièrement dans le cas d'établissements de subsistance et d'accumulation simple, car il ne s'agit pas simplement de parvenir à enregistrer ces établissements, mais aussi de les aider à survivre dans la formalité. C'est pourquoi il est important que l'aide portée à ces établissements couvre différents aspects: aide à la commercialisation, à la formation, à l'amélioration de l'accès au financement, à l'innovation technologique, etc.

L'invisibilité du secteur qui est en lien direct avec le niveau d'informalité des établissements qui le composent, constitue une entrave au travail réalisé par les autorités gouvernementales dans la collecte des données considérant leur contribution en matière d'emploi, leur niveau de productivité, leurs conditions de travail, leurs conditions de vie, leurs problèmes et leurs besoins. Notre enquête nous a permis de constater qu'effectivement, nous sommes face à deux types d'informalité: une informalité absolue dans laquelle se retrouve la grande majorité des établissements du segment de subsistance ou de l'auto-emploi et une semi-informalité dans laquelle nous pourrions classer la majorité des établissements d'accumulation simple, accrue et la petite entreprise, ainsi que les établissements des jeunes professionnels.

Nous avons remarqué également que le niveau d'informalité diminue une fois que les établissements franchissent le stade de subsistance. Cependant, nous ne sommes pas en

mesure d'affirmer que l'informalité disparaît selon la taille de l'établissement ou selon leur niveau de productivité. Au contraire, les établissements d'accumulation accrue et ceux de la petite entreprise ne montrent aucun intérêt à changer de régime fiscal, car la formalité entraîne une série d'obligations. Ce sont des barrières difficiles à franchir pour les établissements. Il est à noter que ces établissements opèrent dans l'informalité parviennent à générer un certain profit, mais la formalité entraîne des coûts, des obligations, des règles régissant la commercialisation quant aux normes de qualité, d'emballages, sanitaires et d'autres, des coûts qui sont en somme assez élevés pour ces établissements.

Dans la circonstance, il faudrait se questionner si le fait de créer un registre simplifié pour les microentreprises, les petites et moyennes entreprises et un système fiscal spécial pour ces établissements peut les inciter à entamer un processus de formalisation, d'autant plus que jusqu'à présent, le nombre d'inscriptions est assez faible. En effet, la majorité des établissements font partie du segment de subsistance et comme nous l'avons vu, la priorité de ces établissements est de pouvoir subvenir aux besoins de base de leurs familles. De plus, l'information sur les différentes mesures d'aide au secteur ne se rend pas à ce segment. Finalement, dans le segment de subsistance, les acteurs ne perçoivent pas les bénéfices qu'une telle démarche pourrait leur apporter, car c'est un segment qui se sent clairement abandonné par l'État.

Nous considérons que la précarité des revenus de concert avec l'absence d'une stratégie intégrale favorisant une incorporation graduelle à la formalité, constituent les principaux obstacles à relever dans le processus de formalisation.

4. Le niveau de qualification des microentrepreneurs au Nicaragua

Un des graves problèmes auquel le Nicaragua doit s'attaquer est le faible niveau d'instruction d'une grande partie de la population. La moyenne d'instruction des personnes œuvrant dans le secteur informel est de six ans et 14% de cette population n'a jamais fréquenté l'école.

Chaque année, plus de 100 000 nouveaux chercheurs d'emploi, dont la plupart n'ont aucun diplôme vont se réfugier dans le secteur informel pour pouvoir travailler. Ceci a une incidence directe sur la possibilité des établissements informels d'améliorer leur compétitivité et sur la motivation des personnes qui les gèrent. En effet, les personnes qui travaillent dans les établissements dans les segments de subsistance et d'accumulation simple sont peu scolarisées et rencontrent beaucoup de difficultés à préparer un simple budget et à tenir un contrôle de leurs revenus et de leurs dépenses. De plus, la motivation ou vision entrepreneuriale est plus développée dans les segments où œuvrent des personnes avec un meilleur niveau de qualification. Dans le segment de subsistance par exemple, cette motivation ou vision entrepreneuriale est pratiquement absente tel que nous avons pu le constater.

Les acteurs intervenant s'entendent pour dire que les programmes de formation qui sont offerts aux établissements informels doivent être adaptés aux besoins et aux réalités de chaque segment qui compose le secteur informel. Actuellement, le niveau des ateliers de formation auxquels les établissements de subsistance et d'accumulation simple peuvent avoir accès est très élémentaire. Les ONG qui travaillent sur le terrain consacrent d'importantes ressources à la formation des microentrepreneurs dans le but d'améliorer la compétitivité des entreprises. Cependant, ce type de formation nécessite un accompagnement dont la durée sera déterminée par le niveau de qualification de ces derniers. Pour les établissements de subsistance et d'accumulation simple, l'accompagnement doit s'étaler sur plusieurs années selon ce que suggèrent les mêmes ONG qui travaillent auprès des établissements informels. Notons que ce sont là des établissements qui rencontrent beaucoup de difficultés pour accéder au marché, mais qui manifestent le désir d'améliorer leur productivité.

5. Les problèmes auxquels sont confrontées les entreprises informelles

Nous avons pu constater aux chapitres III et VI que les principaux problèmes auxquels les entreprises informelles sont confrontées sont l'accès à la technologie, la qualification des petits entrepreneurs et de leurs travailleurs, la pénurie de matières premières, la fluctuation des prix, la commercialisation et le financement.

Pour le segment de subsistance par exemple, l'accès au marché devient essentiel à la survie. Ce segment doit d'ailleurs recourir aux intermédiaires pour vendre ses produits, ce qui entraîne une diminution importante des revenus. De plus, la clientèle de ce segment est majoritairement issue de milieux défavorisés, d'où la nécessité de les orienter vers des marchés plus dynamiques et diversifiés. Par conséquent, l'accessibilité aux marchés devrait être un des volets à prioriser dans la promotion du secteur et devrait être insérée dans une stratégie plus intégrale. N'oublions pas que l'accès au marché est directement lié au financement, au contrôle des prix, et à l'accessibilité des matières premières, entre autres. Ce sont des thèmes qui sont indissociables et essentiels pour permettre à ce segment d'améliorer et d'accroître sa production.

En ce qui a trait au deuxième groupe, composé par le segment de la microentreprise d'accumulation simple, accrue ainsi que celui de la petite entreprise à faible productivité, l'accès à un meilleur financement constitue un enjeu important. Comme nous l'avons mentionné, les microfinancières sont la principale source de financement, cependant, le taux d'intérêt du microcrédit est très élevé et peu adapté aux formes de travail et capacités financières du secteur.

Bien sûr chaque segment a ses propres particularités et besoins qui varient selon les ressources dont il dispose et son niveau de développement. De manière générale, on peut dire que les problèmes mentionnés par les acteurs MYPES sont couverts par le PROMIPYME à l'exception de la pénurie des matières premières et la fluctuation des prix qui ne font l'objet d'aucune mention par le programme. Le nombre d'établissements qui peuvent effectivement bénéficier du PROMIPYME est cependant peu significatif comparativement au nombre total d'établissements informels existants. Sans l'aide de la coopération internationale, le Nicaragua ne peut pas mener à bien ce programme. Le fait de ne pas compter sur un système de statistiques fiable pour suivre l'évolution du secteur informel ainsi que l'absence de diagnostics et d'analyses des besoins met en évidence l'insuffisance des ressources du Nicaragua pour offrir une aide plus adaptée à ce secteur. La mise en place d'une stratégie plus intégrale visant la formalisation des entreprises, la formation des microentrepreneurs et

l'accompagnement durant le processus de formalisation, l'élimination des barrières de la formalité, l'amélioration de l'accès au financement, n'est pas alors envisageable.

6. L'impact de l'aide aux microentreprises

Le secteur de la microentreprise joue un rôle important comme source d'emploi et comme un moyen de survie pour une grande partie de la population, c'est pourquoi promouvoir le développement du secteur est devenu une des priorités de l'État du Nicaragua. Toutefois, l'impact de l'aide est assez mitigé en raison de l'insuffisance des ressources et d'un manque de coordination entre les instances gouvernementales responsables du secteur et les différentes organisations de coopération qui opèrent dans le milieu.

Bien qu'il soit prématuré de mesurer l'impact du PROMIPYME, puisque le programme est dans la première étape d'implémentation, notre enquête nous a permis d'identifier certains obstacles à surmonter afin d'assurer sa viabilité:

- a) Premièrement, la dépendance financière de l'État. Le Nicaragua est tributaire de l'aide de la coopération internationale pour financer les différents programmes de développement. Et justement, la stratégie d'implémentation du PROMIPYME prévoit, comme solution optimale à court et moyen terme pour le financement du Programme, le partage des coûts parmi les principaux acteurs (coopération internationale, les établissements de MYPES et les ressources de l'État)³²⁷. Toutefois, l'investissement de l'État est minimal et la mise en œuvre du programme doit être ajustée en fonction de la disponibilité effective des ressources. D'ailleurs, la première phase du programme, qui est actuellement en exécution, est couverte par les fonds de la coopération internationale. Cette dépendance financière, limite non seulement la capacité d'action de l'État, mais également, lui fait perdre son influence et son pouvoir de décision dans le processus d'élaboration de ces types des programmes, ce qui peut conduire à notre avis, à l'adoption de politiques dont les impacts seraient peu significatifs pour des groupes ou segments des MYPES qui justement, ont plus besoin de l'appui institutionnel. En effet,

³²⁷ Supra note 284

les fonds de la coopération sont investis selon le choix du bailleur de fonds ce qui non seulement retarde l'exécution des projets, mais empêche aussi aux institutions de l'État d'offrir une aide plus intégrale et adaptée aux entreprises. Ainsi donc, certains acteurs dénoncent le fait que certains projets financés par la coopération internationale démontrent une méconnaissance du secteur et de la réalité des entreprises informelles du Nicaragua. Par conséquent, l'aide offerte ne tient pas compte des thèmes qui leur sont prioritaires tel que la création d'une banque de produits visant à contrer le problème de fluctuation des prix causée par la pénurie de matières premières qui affecte la grande majorité des entreprises informelles du pays.

- b) Une coordination déficiente entre les institutions et les autres acteurs du milieu est un thème qui fait obstacle aux efforts et ressources investis dans l'offre de service aux entreprises informelles.

Et même si les institutions gouvernementales et les organismes de coopération internationale sont conscients de l'importance de travailler de manière concertée, le manque de coordination du travail de ces institutions et organismes entraîne une duplication des services offerts aux entreprises informelles, notamment en matière de formation. Les entreprises peuvent recevoir la même formation plusieurs fois auprès de différentes organisations et institutions du gouvernement, une situation qui est à éviter compte tenu des ressources limitées pour financer les services aux entreprises informelles.

Cette mauvaise coordination entre les acteurs ou son absence totale n'est pas seulement un problème institutionnel, il affecte également les associations qui regroupent les microentreprises, les petites et les moyennes entreprises. Ceci a pour effet de les affaiblir dans leur action de représentation et de négociations avec les institutions gouvernementales et les organismes de coopération internationale concernant les demandes du secteur. Au lieu de se présenter comme une seule voix auprès de ces institutions et organisations, elles semblent atomisées, divisées dans leurs demandes.

Il est à espérer que le nouveau cadre juridique contribuera à une meilleure coordination du travail réalisé par les différents acteurs et à mieux orienter les priorités en matière de projets qui susciteront plus d'efficacité dans les axes d'intervention et éviteront de la sorte le dédoublement des services. Il est également important, de s'assurer qu'il y ait une continuité dans les projets et programmes afin de créer une stabilité des stratégies adoptées, essentielle pour obtenir la confiance et la crédibilité des secteurs visés. L'expérience du projet d'innovation technologique devrait amener les autorités responsables de ces types de projet à porter plus d'attention lors de la planification de leurs investissements, et ce, dans le meilleur intérêt des propriétaires des établissements de MYPES. Il faut se rappeler que ce projet, probablement un des plus importants, sinon le plus important jamais implémenté dans le secteur, devait a priori se réaliser en deux étapes. On compte 200 établissements du segment de la petite entreprise qui se sont qualifiés et ont bénéficié du projet. Et bien que la première étape du projet ait été jugée positive par la majorité des bénéficiaires, la deuxième étape n'a jamais été réalisée. Ce type de situations mine la crédibilité du gouvernement et des institutions sur leur capacité de mener à terme leurs programmes.

- c) La faible connaissance du secteur, des problèmes auxquels sont confrontés les établissements selon leur niveau de segmentation dû à l'absence d'études ou des diagnostics sur le secteur. Cette information est indispensable pour que les institutions de l'État puissent élaborer des politiques et des programmes d'aide avec une approche plus intégrale et mieux adaptée à la réalité du secteur. Actuellement et compte tenu du nombre limité des microentreprises qui ont atteint un certain niveau de formalité, l'information la plus fiable dont disposent les institutions concernées en matière de MYPES est celle recueillie par l'Institut National d'Information du Développement (INIDE) à partir d'enquêtes sur l'emploi. Toutefois, ce système ne constitue pas une source d'information exclusive du secteur informel et, par conséquent, ne permet pas de fournir de l'information sur le nombre d'établissements dans ce secteur, leur taille, leur type d'activités, le nombre d'employés, les salariés et les non-salariés. Cette information est nécessaire et indispensable pour la formulation des politiques qui soient plus adaptées à chacun des segments qui composent le secteur.

Bien que la Résolution du CIST de 1993 ait fait une importante contribution dans l'harmonisation des critères qui servent à mesurer le secteur informel et à distinguer les établissements informels de ceux qui sont formels, dans plusieurs pays de l'Amérique latine dont le Nicaragua, les méthodes d'enquêtes n'ont pas encore été adaptées aux critères proposés par cette résolution. Par exemple, les institutions qui s'intéressent à suivre l'évolution du marché du travail, vont plutôt suivre le modèle du PROMICRO. Selon ce modèle, l'identification et la quantification des établissements informels sont établies au moyen d'enquêtes nationales auprès des ménages, malgré le fait que ce type d'enquête ne soit pas le plus adéquat pour fournir de l'information sur les caractéristiques des établissements. Il permet toutefois d'identifier le nombre de ménages qui exercent une activité économique dans le secteur informel. Ceux qui s'intéressent seulement aux entreprises auront plutôt recours à l'annuaire économique du ministère d'économie.

Par conséquent, la difficulté qu'on éprouve pour connaître le nombre réel d'établissements existants au Nicaragua s'explique en grande partie, par la méthode de compilation utilisée, l'absence d'uniformité des critères servant à identifier les établissements et le type d'unité économique à recenser. Chaque institution a ses propres critères ou se base uniquement sur la taille de l'établissement, d'autres utilisent également le montant du revenu généré et certaines institutions s'appuient sur les critères proposés par le PROMIPYME.

De plus, le Nicaragua ne dispose pas d'un système statistique lui permettant de mettre à jour régulièrement les données sur le secteur. D'ailleurs, les données que nous avons utilisées dans cette étude datent de 2005.

- d) Au regard de ce qui précède, les mesures implémentées sont peu adaptées aux réalités et besoins particuliers de chaque segment ou groupe d'établissements de MYPES. Pour bénéficier de l'aide de l'État, les établissements doivent attendre un certain niveau de formalité. La formalisation est ainsi un filtre qui permet d'identifier les établissements

qui sont plus compétitifs. Tel que mentionné au chapitre IV, la structuration de l'offre des services de l'état vise à améliorer la compétitivité du pays et pour cela, les établissements privilégiés sont ceux qui participent dans le processus productif, et celui de transformation des produits exportables. Nous savons toutefois que la grande majorité des établissements qui font partie du segment de subsistance sont dans l'informalité absolue. Par conséquent, les ressources de l'État, déjà limitées, ne se rendent pas aux segments qui ont le plus besoin de l'aide de l'État.

Par ailleurs, nous sommes de l'avis que le segment de subsistance ait besoin d'un cadre juridique différent de celui des microentreprises et des petites entreprises, car c'est un segment qui est dans l'impossibilité de respecter les conditions minimales prévues dans la loi pour pouvoir accéder aux bénéfices. À notre avis, d'un point de vue stratégique, il serait plus avantageux d'insérer les programmes d'aide pour ce segment dans les politiques de lutte à la pauvreté. Cela pourrait donner à l'État l'accès à d'autres ressources de la coopération et des institutions internationales, destinées au financement de ces types de programmes.

7. L'accès au financement

L'accès au financement est un des principaux obstacles auquel sont confrontés les établissements informels. En raison de la précarité de leurs revenus, la grande majorité de ces établissements ne peut obtenir de crédit. Actuellement, ce sont les microfinancières, qui demeurent la plus importante source de financement pour les microentreprises et les petites entreprises informelles faute d'intérêt de la banque privée pour ces établissements. Ces institutions de microfinance investissent surtout dans le secteur du commerce où le flux de capital est plus rapide. Une des demandes des Acteurs MYPES est l'accès à un meilleur système de financement, plus adapté au secteur économique dans lequel elles opèrent.

Les Acteurs MYPES manifestent leurs craintes face à ces institutions en raison du taux d'intérêt très élevé du microcrédit, une situation qui a été corroborée par les représentants des microfinancières et justifiée selon ces dernières en raison du risque financier que représente l'investissement dans les entreprises informelles.

L'adaptabilité du crédit par secteur économique et par segment est un des thèmes à étudier en matière de financement. En effet, la nécessité d'une diversification de produits financiers, adaptés au niveau de segmentation et du secteur économique où opèrent ces établissements, a été largement abordée comme étant une des mesures nécessaires pour favoriser l'accès au financement par tous les acteurs qui interviennent dans cette étude.

Améliorer l'accès aux services financiers des entreprises informelles est donc un des plus grands défis à relever. Bien que le Programme Usure Zéro, récemment mis en place par le gouvernement ainsi que les Sociétés de Garanties Réciproques constituent des mesures concrètes favorisant un meilleur accès au crédit, notamment pour les sous segments à faibles revenus, les sources de financement pour ces projets sont assez restreintes. Malgré l'importance des institutions de microfinances dans le placement de microcrédits, le pays ne s'est pas encore doté d'une loi spéciale afin de réglementer ces institutions. Un cadre juridique approprié favoriserait la spécialisation de ces institutions les rendant plus efficaces et contribuerait également à un meilleur contrôle de leurs opérations.

Il reste toutefois, qu'il faudrait également une plus grande diversité des projets de financement tels que le Programme usure Zéro ou le Régime des sociétés de garantie afin de répondre aux besoins du secteur. La coopération internationale aurait un rôle important à jouer pour soutenir ces types de projets qui requièrent d'importants investissements. L'implication des banques privées dans le financement des MYPES devient également essentielle afin d'offrir à ces établissements un accès plus direct aux ressources financières. Tel que le mentionnent plusieurs acteurs interviewés, le fait qu'il y ait plusieurs intermédiaires dans les transactions du microcrédit rend très onéreux ce type de crédit, essentiel pour le développement des entreprises informelles .

8. La promotion du modèle coopératif

La création des coopératives et la promotion des bienfaits du modèle coopératif auprès des entreprises informelles constituent un des principaux objectifs du gouvernement du

Nicaragua dans le cadre du PROMIPYME. En effet, le gouvernement ambitionne de pouvoir rejoindre un plus grand nombre d'entreprises pour mettre à leur disposition les différents services d'aide aux coopératives plutôt que le faire individuellement à plus de 300 000 entreprises, ce qui serait pratiquement impossible compte tenu du manque de ressources de l'État du Nicaragua.

L'organisation de ce secteur représente toutefois, un grand défi pour l'État du Nicaragua, car les entreprises informelles sont peu portées à travailler de manière associée. Ce sont les établissements de subsistance et d'accumulation simple qui se montrent plus réticents à se regrouper. Ils ne voient pas les avantages de faire partie d'une coopérative. Cette perception est alimentée par le fait que l'aide de l'État s'adresse plus aux établissements qui ont une meilleure productivité. En outre, les personnes qui composent ces deux segments vivent dans des conditions très précaires et travaillent pour satisfaire leurs besoins de base comme l'alimentation. Elles pourront difficilement se sentir motivées à s'associer pour atteindre des objectifs à long terme, car leurs besoins sont plus immédiats.

Notre enquête nous a permis de constater que l'esprit coopératif est peu développé au Nicaragua. Les établissements qui s'organisent en coopératives sont davantage guidés par l'intérêt de recevoir l'aide de l'État que par la volonté de travailler en groupe pour se consolider en tant qu'entreprises et avoir ainsi les meilleures options d'amélioration de leur productivité et de prospérité. Il y a toutefois, un groupe de microentrepreneurs qui voient dans les coopératives une opportunité pour développer et réaliser des actions communes pour formuler leurs demandes à l'État pourvu que les coopératives regroupent les établissements d'un même secteur économique et qu'ils soient d'un niveau de développement semblable. La cohabitation entre entreprises productives ou potentiellement productives et les établissements de subsistance ou d'accumulation simple ne semble pas inciter les entreprises plus productives à s'associer, car elles perçoivent cette cohabitation plutôt comme un obstacle au bon fonctionnement des coopératives.

Les coopératives semblent en effet être le moyen le plus efficace pour véhiculer l'aide aux entreprises informelles et la coopération internationale investit des ressources importantes à

la promotion de ce modèle associatif auprès des entreprises informelles. Les ONG qui sont sur le terrain travaillent non seulement à organiser les entreprises, mais cherchent aussi à leur offrir de l'accompagnement et à tenter de rétablir la confiance des entreprises à l'égard des coopératives, ébranlée par les mauvaises expériences du passé. Dans la promotion de ce modèle toutefois, il est aussi essentiel de connaître les demandes des établissements informels pour que celui-ci réponde à la réalité de chaque segment. Dans une première étape, il s'agit de fixer des objectifs faciles à atteindre sans perdre de vue les objectifs à plus long terme, car l'esprit coopératif et la motivation des microentrepreneurs à travailler en association sont des éléments primordiaux pour que le modèle fonctionne.

9. Implication des acteurs et solidarité sociale

Devant la carence des ressources financières de l'État, l'implication d'autres acteurs dans les différentes stratégies d'intervention devient nécessaire. Pensons ici à l'offre de services en formation, au transfert des connaissances ou à l'aide à la commercialisation. En effet, la participation des acteurs de la société civile et du secteur privé contribuerait, sans doute, à ce qu'un plus grand nombre d'entreprises informelles, et plus particulièrement les segments les plus vulnérables, puisse bénéficier de l'aide au secteur, permettant ainsi, avec une vision à plus long terme, de construire un meilleur avenir pour ceux qui en ont le plus besoin.

La construction d'une solidarité sociale devient ainsi essentielle dans un pays comme le Nicaragua qui ne dispose pas des ressources nécessaires pour investir dans des programmes sociaux et de développement. L'implication d'autres acteurs est un facteur important pour le succès du programme et pourrait être d'une grande utilité dans le développement et le renforcement des capacités dans le segment de subsistance et d'accumulation simple pour leur donner de l'espoir, l'envie de progresser et de travailler avec d'autres acteurs.

10. Apprendre des autres expériences

Il est de l'intérêt du gouvernement du Nicaragua d'importer et d'adapter des stratégies qui ont donné des bons résultats dans d'autres pays de l'Amérique latine³²⁸. Au Brésil, par exemple, les MYPES ont une participation exclusive dans le programme d'acquisitions gouvernementales des biens et des services jusqu'à la concurrence d'un certain montant. Ainsi, la participation des MIPYMES dans les acquisitions gouvernementales devrait passer sur une période de 5 ans de 17 % à 30 % ce qui a eu un impact direct sur la génération des revenus pour ces établissements et la création d'emplois.

Un autre projet intéressant également, en matière d'associativité, est celui implémenté au Chili qui vise à améliorer la compétitivité des entreprises qui souhaitent travailler de manière collective en formant des groupes d'au moins 5 établissements. Ces types de projets associatifs, dont le travail se fait avec un petit groupe d'établissements, pourraient être une option à envisager par les établissements informels du Nicaragua qui manifestent une grande réticence au travail en association, particulièrement dans des coopératives qui rassemblent un grand nombre d'associés. Évidemment, pour promouvoir la participation des établissements à ce genre de projets, des incitatifs financiers seraient nécessaires dans chacune des étapes du projet. Au Chili par exemple, la subvention de l'État peut aller jusqu'à 50 % des coûts du projet.

Malgré la limitation des ressources de l'État, une bonne gestion et une distribution équitable des ressources pourraient maximiser l'impact du programme sur le secteur pourvu que des diagnostics soient réalisés afin d'identifier les forces et les faiblesses des établissements selon leur niveau de segmentation et leur secteur économique. Ceci, dans le but d'établir un plan d'intervention en matière d'associativité qui permettrait d'identifier les groupes ou les secteurs économiques dans lesquels le travail en collectif est plus viable et de ceux dont le travail de promotion et de sensibilisation en faveur de l'associativité devra s'intensifier.

³²⁸ Voir El sistema de fomento a las micro y pequeñas empresas en Brasil, dans Belmar, Christian et Maggi, Claudia. 2010. «Políticas e instituciones de fomento de las Pymes en Chile», *Políticas de apoyo a las PYMES en América latina. Entre avances innovadores y desafíos institucionales*. Livres ECLAC, pp. 163-207, en ligne : <http://www.eclac.org/ddpe/publicaciones/xml/7/41837/LBC107.pdf>

Finaleme^{nt}, le partage d'informations et de bonnes pratiques entre les différentes institutions de la région pourraient contribuer à une plus grande efficacité institutionnelle et à une meilleure connaissance d'un secteur issu d'une réalité qui est commune aux pays de l'Amérique latine. Dans ce sens, il serait également important de promouvoir la coopération technique entre les pays de la région en matière de formation, d'évaluation de projets, de renforcement institutionnel. Ceci permettrait d'avoir une meilleure connaissance du secteur et des programmes qui sont plus viables selon le niveau de segmentation des établissements et ainsi répondre plus efficacement aux demandes de ce secteur.

APPENDICE A

TABLEAU GUIDE D'ENTREVUE POUR LES ACTEURS MYPES

A.1 Questions se rapportant aux critères qui servent à la caractérisation des établissements selon leur niveau de segmentation

Critères	Questions
Productivité	<ul style="list-style-type: none"> • Parlez-moi de votre travail ? • Combien est votre revenu mensuel? • Combien investissez-vous dans votre établissement ?
Taille de l'établissement et relations d'emploi	<ul style="list-style-type: none"> • Qui travaille avec vous ? • Avez-vous un salaire? • Les personnes qui travaillent avec vous, ont-elles un salaire? • Combien d'heures par jours travaillez-vous?
Conditions de vie et de pauvreté	<ul style="list-style-type: none"> • Comment qualifieriez-vous votre revenu ? Est-il suffisant, insuffisant pour vivre et répondre à tous vos besoins et pourquoi ? • Pouvez-vous m'expliquer comment vous vous organisez ici dans votre maison pour travailler?
Niveau d'informalité et bilan comptables	<ul style="list-style-type: none"> • Depuis quand travaillez-vous ici? • Avez-vous un permis ou registre pour réaliser cette activité et pourquoi? Savez-vous comment en obtenir un et quels sont les frais liés au permis ou au registre ?
Causes menant à l'informalité	<ul style="list-style-type: none"> • Qu'est-ce que vous a amené à réaliser cette activité ?
Niveau de scolarité	<ul style="list-style-type: none"> • Êtes-vous allé à l'école ? Combien d'années ? • Aimerez-vous avoir une meilleure formation et pourquoi ?
Motivation	Aimeriez-vous prospérer ? Pourquoi?
Travail en association	<ul style="list-style-type: none"> • Que pensez-vous de travailler en association avec d'autres microentrepreneurs ? • Avez-vous déjà travaillé en association ou avez-vous déjà fait partie d'une coopérative ? Parlez-moi de votre expérience ?

A.2 Questions se rapportant aux obstacles rencontrés par les Acteurs MYPES dans la réalisation de leurs activités et leurs attentes à l'égard de l'État

Thème	Questions
Questions se rapportant aux obstacles	<ul style="list-style-type: none"> • Quels sont les principaux obstacles que vous rencontrez dans la réalisation de votre travail ? • Quelles sont vos principales préoccupations?
Questions se rapportant aux attentes des acteurs MYPES à l'égard de l'État	<ul style="list-style-type: none"> • Savez-vous s'il y a des programmes d'aide pour les microentreprises ? • Avez-vous déjà bénéficié de l'aide du gouvernement ? Si oui, pouvez-vous nous expliquer quel type d'aide avez-vous reçue? • Avez-vous déjà bénéficié de l'aide d'une organisation de coopération (ONG) ? Quel type d'aide? • Que pensez-vous de ces programmes ? Pourquoi?

APPENDICE B

TABLEAU GUIDE D'ENTREVUE POUR LES ACTEURS INTERVENANTS

GUIDE D'ENTREVUE ÉLABORÉ POUR LES FONCTIONNAIRES PUBLICS, ORGANISATIONS DE COOPÉRATION INTERNATIONALE ET ASSOCIATIONS

Thèmes	Questions
Questions se rapportant à la connaissance du secteur	<ul style="list-style-type: none">• Avez-vous une idée de combien d'établissements informels opèrent au Nicaragua ?• Quel est le rôle de ces établissements en matière d'emploi ?• Quels sont les principaux problèmes et demandes de ces établissements ?
Questions se rapportant à l'aide disponible pour le secteur	<ul style="list-style-type: none">• Quelle est votre perception sur les politiques d'aide au secteur ?• Quels sont les secteurs visés pour le programme et pourquoi ?• Quelles sont les ressources disponibles pour la réalisation du programme ?• Quelle est votre perception sur le rôle des microfinancières et le microcrédit ?• Quelle est votre perception sur le rôle de la coopération internationale ?• Quels sont les principaux obstacles pour la réalisation du PROMIPYME ?

APPENDICE C

TABLEAU GUIDE D'ENTREVUE POUR LES ACTEURS DU SECTEUR DE
MICROFINANCES

Thèmes	Questions
Questions se rapportant aux opérations du microcrédit	<ul style="list-style-type: none">• Qui sont les microfinancières ?• Qui peut accéder au microcrédit ?• Expliquez-nous pourquoi le taux d'intérêt du microcrédit est très élevé ?
Questions se rapportant à l'impact social du microcrédit	<ul style="list-style-type: none">• Pensez-vous que le microcrédit contribue au développement des MYPES et pourquoi?• Pour les microfinancières, quels sont les établissements considérés comme prioritaires dans le financement ?• Quelle est la problématique entourant le microcrédit ?

BIBLIOGRAPHIE

Afristat, « Évolution internationales dans la mesure du secteur informel et de l'emploi informel » Notes techniques no. 1 : Cadre conceptuel, 2010, p. 2. En ligne : http://ecastats.uneca.org/acswweb/Portals/20/Employment%20and%20Informal%20Sector/Note%20technique%20sur%20le%20secteur%20informel%20et%20les%20emplois%20informels_Fr.pdf

Angelelli, Pablo, Maudry, Reecca et Llisterri, Juan José. 2007. «Capacidades institucionales para el desarrollo de políticas de fomento de la micro, pequeña y mediana empresa en América latina y el Caribe» 2007, 56p, Série des rapports techniques du Département de développement durable, Banque Interaméricaine du développement, Washington. En ligne: <http://idbdocs.iadb.org/wsdocs/getdocument.aspx?docnum=1448854>

Arana, Mario, Chamorro, Sebastián, De franco, Silvio et autres. 1997. «Nicaragua», 48p. ECLAC. En ligne: <http://www.eclac.org/publicaciones/xml/8/4648/NICARAGUA.pdf>

Arana, Mario et Rocha, Juan F. 1997. «Efecto de las políticas macroeconómicas y sociales sobre la pobreza en el caso de Nicaragua», 19p. *Actes du séminaire sur les Politiques macroéconomiques et la pauvreté* (Managua, 3-5 juin et 30 octobre et 2 novembre 1997)

ASOMIF et autres, 2007, *El impacto social de las microfinanzas en Nicaragua*, EDISA, Nicaragua, pp.10-12

Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE), fiche statistique du Nicaragua, <http://www.bcie.org/uploaded/content/article/1249943988.pdf>

Banque Mondiale. 2003. «Nicaragua, Reporte de pobreza: aumentando el bienestar y reduciendo la vulnerabilidad», 68p. En ligne: http://www.bcn.gob.ni/publicaciones/eventuales/informes_especiales/Nicaragua%20Poverty%20Assess%20Main_spa.pdf

Belmar, Christian et Maggi, Claudia. 2010. «Políticas e instituciones de fomento de las Pymes en Chile», *Políticas de apoyo a las PYMES en América latina. Entre avances innovadores y desafíos institucionales*. Livres ECLAC, pp. 163-207. En ligne : <http://www.eclac.org/ddpe/publicaciones/xml/7/41837/LBC107.pdf>

Bielschowsky, R. 2006, « Vigencia de los aportes de Celso Furtado al estructuralismo », *Review Cepalc*, No. 88, p. 8. En ligne: <http://www.eclac.cl/publicaciones/xml/0/24340/G2289eBielschowsky.pdf>

Bureau international du Travail, «Impactos de la crisis mundial en el mercado laboral de Centroamérica y República Dominicana», 2009, 84p. En ligne: <http://portal.oit.or.cr/dmdocuments/impactoscrisismercadolaboralmay2009.pdf>

_____ (2009) « Impacto de la crisis mundial sobre el empleo en América latina y el Caribe, Perspectivas para el año 2010, » dans Panorama laboral 2009, América Latine y el Caribe. 1^édi. 122p. En ligne : <http://oit.org.pe/WDMS/bib/publ/panorama/panorama09.pdf>

_____ (2002) «EL trabajo decente y la economía informal», Conférence internationale du Travail, 90a session, 1^édi. 151p. En ligne : <http://www.ilo.org/public/spanish/standards/relm/ilc/ilc90/pdf/rep-vi.pdf>

_____. 1999. *Colloque sur les conséquences de l'évolution technologique, de la déréglementation et de la privatisation des transports dans le domaine social et du travail*. Document de base, Genève, BIT. En ligne : <http://www.ilo.org/public/french/dialogue/sector/techmeet/sdpt99/sdptr.htm>

Castel, Odile. 2007. «De l'économie informelle à l'économie populaire solidaire ; concepts et pratiques», halshs-00119530, version 1 14 p. En ligne : http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/11/95/30/PDF/Texte_odile_neuchatel.pdf

Castells, M., et Portes, A., (1989), « World Underneath : The Origins, dynamics and Effects of the Informal Economy » dans *The Informal Economy: Studies in Advanced and Less Developed Countries*, ed. A. Portes, M. Castells et L.A Benton, Baltimore, MD. The Johns Hopkins University Press

Cavalleri, Stella. 2001. « Precisiones conceptuales acerca de las formas que asume la población excedente ». Actes du Congrès sur l'Étude de l'emploi (Argentine, 1-3 août 2001), Association de spécialistes sur l'emploi, 24p.

Centro de investigaciones y de la Comunicación (CINCO). 2009. «La crisis mundial y el plan de gobierno». *Suplemento de análisis político* No.29, febrero 2009, p. 1-4. En ligne: http://www.enlaceacademico.org/uploads/media/Boletin_Perspectivas_No_29.pdf

Centro para la promoción de la micro y de la pequeña empresa en Centroamérica (Cenpromype). 2006. «Análisis de políticas y programas de apoyo a la competitividad de la mipyme en Centroamérica». El Salvador, 43p. En ligne: http://www.sica.int/busqueda/busqueda_archivo.aspx?Archivo=info_10732_2_05102006.htm

Cervantes Niño, J., 2007. «Informalidad t racionalidad económica laboral en la zona metropolitana de Monterrey, 1995-2004: Nuevos paradigmas del empleo». Thèse de doctorat, México, Universidad Autonoma de Nuevo león. 317p

Chacaltana, E., *Experiencias de formalización empresarial y laboral: un análisis comparativo en Guatemala, Honduras y Nicaragua*, 2009, CEPALC, », Serie Macroeconomía del desarrollo, no. 88, CEPALC, División de Desarrollo Económico, juillet 2009, p. 55-56, en ligne : http://www.eclac.org/publicaciones/xml/8/36888/Serie_MD_88.pdf

Cimoli, M, Prinni, A, Pugno, M. 2006. «Un modelo de bajo crecimiento: la informalidad», dans *Revue CEPAL*, No.88, p.92. En ligne:

<http://www.eclac.cl/publicaciones/xml/5/24345/G2289eCimoliPrimiPugno.pdf>

Contreras, J. 1997. «El Sector informal: superación económica o atraso?» (1997), dans *Red de Revistas Científicas de América Latina y el Caribe, España y Portugal*, Mexique, pp. 87-113, en ligne: <http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=26700805>

Coordinadora Regional de Investigaciones Económicas y Sociales. 2001. «Mercado laboral en Nicaragua», Nicaragua, 23p. En ligne: http://www.gpn.org/data/nicaragua/espa_%F1ol-nicaragua-analysis.pdf

Coraggio, José Luis. 2003. «Que significa pasa de la economía popular a la economía del trabajo?» *REvue Proposta* No. 98, p.12-19. En ligne :

<http://www.fase.org.br/projetos/vitrine/admin/Upload/1/File/Proposta98/coraggio98.pdf>

Coraggio, citado por Bergesio. 2004. « Lo popular y la economía en América latina: conceptos y políticas posibles», *Cahiers de la Faculté de Sciens humaines et Sciences sociales*, Université de Jujuy, Argentine, numéro 24, pp. 23-44. En ligne: <http://redalyc.uaemex.mx/pdf/185/18502403.pdf>

Crocco, Marco et Santos, Fabiana. 2010. «El sistema de fomento a las micro y pequeñas empresas en Brasil». *Políticas de apoyo a las PYMES en América latina. Entre avances innovadores y desafíos institucionales*. Livres ECLAC 107, pp. 98-157. Chili. En ligne <http://www.eclac.org/ddpe/publicaciones/xml/7/41837/LBC107.pdf>

Cruz-Sequeira, A, « Qué ocurrió con Nicaragua? Un relato de medio siglo 1951-2005», s-d.

En ligne: http://www.incae.ac.cr/ES/centros-academicos-investigacion/pdfs/Que_ocurrio_con_Nicaragua.pdf

D'Excelle, Ben. 2002. « Medición del impacto de las instituciones micro-financieras: algunos insumos para mejorar los ejercicios de evaluación de impacto». *Revista Encuentro*, XXXIV, no. 60, p. 94-103.

Dans Baumann, Renato, *et autres*. 2006. «La sustitución de importaciones en Brasil», 2006, *Revue Cepal* No. 89, pp.195-209. En ligne:

http://pdf2.biblioteca.hegoa.efaber.net/ebook/16215/La_sustitucion_de_importaciones_en_Brasil.pdf

De Franco, Silvio. 1993. *Sobrevivencia y espíritu empresarial. El sector informal en Managua 1977-1978*, 1éd. Fondo Editorial Banco Central de Nicaragua, 167 p

De Soto, Hernando. 1994. *L'autre sentier : la révolution informelle dans le tiers monde*, Paris, Éd. La Découverte, 244p.

Delgadillo, Maritza. 2007. «Desigualdades socio demográficas en Nicaragua: tendencias, relevancias y políticas pertinente», Série ECLAC no. 77, Poblacion y Desarrollo, Chili, 84 p. En ligne: <http://www.eclac.cl/publicaciones/xml/8/30268/lcl2794-P.pdf> “»

Duboeuf, Françoise, 1999, *Introduction aux théories économiques*, Paris, Éd. La Découverte, pp.47, 120p

ECLAC/OIT. 2009. «Crisis de los mercados laborales y respuestas contra cíclicas. *Coyuntura laboral en América latina y el Caribe*», *Revue ECLAC/OIT*. No. 1, 20p. En ligne: http://www.oitchile.cl/oit-cepal/jun_09_es.pdf

Edwards III, George et Sharkansky, Ira. 1981 *Les politiques publiques. Élaboration et mise en œuvre*. p.167. Paris. Les éditions des organisations, 278p.

Espinoza G., Isolda, 2004, *Perfil de género de la economía nicaragüense en el nuevo contexto de la apertura comercial* 1ª éd. UNIFEM, Managua, Nicaragua, pp.105-106. En ligne: http://www.pnud.org.ni/files/perfil_complete.pdf

Fajardo Ugaz, Raúl. 1992. « La OIT y la microempresa ». *Actes du séminaire sur La microentreprise au Nicaragua* (Managua 1992), pp.55-65. Centro de Documentación INPYME

Fernández Jilberto *et autres*, 1985. «La situación socioeconómica de Nicaragua en el nuevo esquema de desarrollo », dans la *Revue Afers InterNacionals* , (1985), Barcelona, p38-50.

Ferrero, Carlos et Stumpo Giovanni. 2010. *Políticas de apoyo a las PYMES en América latina. Entre avances innovadores y desafíos institucionales*. Livres ECLAC 107, 393 p. Chili., En ligne <http://www.eclac.org/ddpe/publicaciones/xml/7/41837/LBC107.pdf>

Fonds monétaire international. 2011. *Rapport sur les avancements du Plan national du développement humain. Nicaragua*. No. 11/323. Nov. 2011, 171p. En ligne : <http://www.imf.org/external/spanish/pubs/ft/scr/2011/cr11323s.pdf>

Fonseca, R. 2010. «17 300 empleos perdidos en las zonas francas». *Revista Confidencial* Edición 2010, en línea: <http://www.confidencial.com.ni/articulo/349/17-300-empleos-perdidos-en-zonas-francas>

Furtado, Celso, 1976, *Théorie du développement économique*, Presse Universitaires de France, 1 Édition, 281p.

Glaser, Barney et Anselm Strauss. 1967. *The discovery of grounded theory: Strategies for qualitative research*. Chicago (IL) : Aldine Publishing Co., 271p.

Grigsby, Arturo. 2009. «Nicaragua, Golpe a golpe, paso a paso, la crisis mundial nos está afectando severamente». *Revista Envio*, No. 324. En ligne: <http://www.envio.org.ni/articulo/3973>

Guerrien Bernard, 2004, *La théorie économique néoclassique, 1. Microéconomie*, pp.39-40, Paris, Éd. La Découverte

Gutiérrez Aguirre, I. 2000. « Las microfinanzas: por la sostenibilidad y un marco legal apropiado », (2002), dans *Revista Encuentro No. 60, UCA*, pp.8-34

K. Hart, « Informal income opportunities and urban employment in Ghana » in *Journal modern African studies, II I* (1973), pp.61-69, en ligne:
<http://www.docshare.com/doc/232435/Informal-Income-Opportunities-and-Urban-Emplo>

Herrera, J et Roubaud, F., « La problemática y la medición del sector informal: la experiencia 1-2-3 en los países andinos » dans “El sector informal en Colombia y demás países de la Comunidad Andina” 2004, p.26. En ligne:
http://estadisticas.comunidadandina.org/eportal/contenidos/contdc_14.pdf

Hurtado, M, 1992. « Diagnóstico y perspectivas de la microempresa en Nicaragua », *Actes du séminaire sur la microentreprise au Nicaragua*. (Managua, 1992). p. 77-89. Centre de Documentation INPYME.

Institut International d'Études Sociales, OIT, «La flexibilité des marchés du travail », Document de travail (1991), Programme marché du travail, 123p. En ligne :
<http://www.ilo.org/public/french/bureau/inst/download/dp3291.pdf>

Instituto Nacional de Información y Desarrollo (INIDE), 2006. « VIII Censo de población y IV de Vivienda, Resumen Censal, Censos Nacionales 2005 », p.24, Nicaragua. En ligne:
<http://www.inec.gob.ni/censos2005/ResumenCensal/Resumen2.pdf>

Instituto Nacional de Información y Desarrollo (INIDE). 2004. « Informe general sobre encuesta de hogares, para medición del empleo ». 85p. Nicaragua. En ligne:
<http://www.inide.gob.ni/bibliovirtual/publicacion/Infemp04.pdf>

Instituto Nacional de Información y Desarrollo (INIDE). 2012. Système national de statistiques vitales (SINEVI), Projections au 30 juin 2012, en ligne :
<http://www.inide.gob.ni/estadisticas/Cifras%20municipales%20año%202012%20INIDE.pdf>

Instituto Nicaragüense de apoyo a la Pequeña y Mediana Empresa (INPYME). 2001. « Propuesta de desarrollo para la micro, pequeña y mediana empresa nicaragüense ». Nicaragua. Centro de documentación INPYME, p.15

_____. 2000. « Análisis institucional del Instituto Nicaragüense de Apoyo a la Pequeña y Mediana Empresa », 68p. Nicaragua : Centro de documentación.

Laperrière, Anne. 1982. « Pour une construction empirique de la théorie : la nouvelle école de Chicago », *Sociologie et Sociétés*, Vol. 14, No.1, p.31-41

_____. 1997. « La théorisation ancrée (grounded theory) : démarche analytique et comparaison avec d'autres approches apparentées », dans *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, pp.309-332. Montréal : Gaetan Morin Éditeur, 405p.

Lautier, Bruno, 2004, *L'économie informelle dans le tiers monde*, 2004, Éditions La Découverte, Paris, 1994, 114p

Melcher, D, et al., « Interpretaciones teóricas en torno al sector informal urbano », s/d, Instituto de Estudios de Ciencias Económicas y Sociales, Universidad de los Andes, p.71, en ligne: <http://www.saber.ula.ve/bitstream/123456789/19260/2/articulo4.pdf>

Menesses Rivas, Max, « Enfoques teóricos sobre la problemática urbano popular en el Perú », dans *Revue Investigaciones Sociales*, année 2, No.2, UNMSM, Lima, pp.200, (1998). En ligne: http://sisbib.unmsm.edu.pe/bibvirtualdata/publicaciones/inv_sociales/N2_1998/a09.pdf

Mezzera, Jaime et Christian, Robert, « Políticas de apoyo a la micro y pequeña empresa », *Revue Cinterfor*, OIT, No. 138, 1997, janv-mars, 22p. En ligne: <http://www.oitcinterfor.org/public/spanish/region/ampro/cinterfor/publ/boletin/138/pdf/bol138f.pdf>

Monserrat, Roser Solà, 2008, *Estructura económica de Nicaragua y su contexto centroamericano y mundial*, 1era. Éd. Hispamer, Managua, pp.93

Morales, R., Peres, J., Zabalaga, M. et al, s/d. « Pobreza y globalización en América Latina, estudio de casos: Bolivia y Nicaragua », p. 103-164. En ligne: <http://www.cep.org.bo/files/pub/Pobreza-globalizacion.pdf>

Nohlem, D., et Sturm, R., « La heterogeneidad estructural como concepto básico en la teoría del desarrollo », *REvue d'études politiques (Nueva época)*, número 28, juil-Août 1982, p.45-74.

Num, José, Murmis, M., et Marín, J., « La marginalidad en América Latina – Informe preliminar », *Document de travail No. 53*, *Institute Torcuato Di Tella*, Centro de Investigaciones Sociales, Buenos Aires, Argentine, (1968), pp.24-29

Núñez Castrejón. A et Gómez Chiñas, C, « Controversia y debate actual sobre el sector informal », (2008), *Análisis económico* No.54, vol. XXIII, pp.135. En ligne: <http://www.analisiseconomico.com.mx/pdf/5407.pdf>

Obando Montero, *et al.*, « Características de las microempresas y sus necesidades de formación en Centroamérica y República Dominicana », (2008), 1 Éd, Coordinación

Educativa y cultural Centroamericana CECC, p.23. En ligne:
http://portal.oit.or.cr/dmdocuments/oml/observa_form.pdf

Pérez Sainz, Juan Pablo « Es necesario aún el concepto de informalidad ? » (1998),
<http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=11501303&iCveNum=2228>

_____ « Globalización y neoinformalidad en América Latina », *Revue Nueva Sociedad*, No.135, Janvier-Fevrier (1995), pp.36-64. En ligne:
http://www.nuso.org/upload/articulos/2388_1.pdf

_____ « Es necesario aun el concepto de informalidad », (1999), Red de revistas científicas de América latina, No. 13, p. 55-71. En ligne:
<http://redalyc.uaemex.mx/pdf/115/11501303.pdf>

Pérez E., Laura et Campillo C., Fabiola, «Marco de análisis y situación de las micros y pequeñas empresas», s/d, PROMICRO/OIT, Série de formation aux micro et petites entreprises : Gestion entrepreneuriat avec perspectif de genre, pp.15.

Pinto, Aníbal (1970), cité dans Nuñez Castrejón. A et Gómez Chiñas, C, «Controversia y debate actual sobre el sector informal», (2008), *Análisis económico* No.54, vol. XXIII, pp.135, en ligne: <http://www.analisiseconomico.com.mx/pdf/5407.pdf>

Pinto, A., 1976, « Heterogeneidad estructural y modelo de desarrollo reciente de la América Latina », dans *Inflación: raíces estructurales*, México, DF. Fondo de Cultura Económica, p. 104-109

Pomar Fernández, Silvia, Rendón Trejos, Araceli et Hernández Mar, Raúl, «La micro empresa, reconociendo su importancia» 2005, Producciones economicas 24 p. México, en ligne:
<http://csh.xoc.uam.mx/produccioneconomica/publicaciones/MEMORIAS/2005/microempresas.pdf>

Portes, A., et autres, «La economía informal», dans *la Série No.100 de la Division de Développement social, Nations Unies, CEPAL* (2004), p.55, en ligne :
http://www.eclac.cl/publicaciones/xml/5/20845/sps100_lcl2218.pdf

Portes, A.; (1995), « En torno a la informalidad: ensayos sobre teorías y medición de la economía no regulada » dans *Perfiles latinoamericanos*, No. 13, décembre 1998, p. 259-262. En ligne : <http://redalyc.uaemex.mx/pdf/115/11501310.pdf>

Portes, A., Castells, M., et Benton A., 1989, *The informal Economy, Studies in Advances and Less Developed Countries*, , USA, Ed. The Johns Hopkins University Press, 327p

_____ et Roberts, Bryan R. 2004. « Empleo y desigualdad urbanos bajo el libre mercado ». *Revue Nueva Sociedad*. No. 193, pp. 76-96. En ligne:
http://www.nuso.org/upload/articulos/3220_1.pdf

Programme des Nations Unies pour le développement. *Objectif No. 1 Reducir la pobreza extrema y el hambre*. En ligne :

http://www.pnud.org.ni/files/dmilenio/1170781797_objetivo1.pdf

_____. *Metas de desarrollo. Seguimiento a la cumbre del Milenio, Nicaragua, Primer Informe*, p.14. En ligne: http://www.undp.org.ni/files/doc/1275498295_primerinformemilenio.pdf

PROSEDE, «Mémoire du Programme de Services de Développement Entrepreneurial». 2005, 49p.

Quijano, Anibal, 1969, cité dans Menesses Rivas, Max, «Enfoques teóricos sobre la problemática urbano popular en el Perú», dans *Revue Investigaciones Sociales*, année 2, No.2, UNMSM, Lima, pp.200, (1998), en ligne: http://sisbib.unmsm.edu.pe/bibvirtualdata/publicaciones/inv_sociales/N2_1998/a09.pdf

Rodríguez Alas, T., 2002, *Ajuste estructural y desarrollo rural en Nicaragua*, Cuaderno de investigación No.16, Nitlapan, UCA,

Rodríguez, Octavio, «Heterogeneidad estructural y empleo» 1998, *Revue ECLAC*, Numéro Spécial, p.315-321. En ligne: <http://www.eclac.cl/publicaciones/xml/0/19390/rodrig.htm>

_____, «Prebish: Actualidad de sus ideas basicas», 2001, *Revue ECLAC*, No. 75, p.45-52. En ligne: <http://www.eclac.org/publicaciones/xml/9/19319/rodriguez.pdf>

Roy, Simon, 1998, « L'étude de cas », dans *L'épistémologie et instrumentation en sciences humaines*, Liège, P. Mardaga Éd. 235p. p.158-183

Salas, Carlos, « El sector informal : Auxilio u obstáculo para el conocimiento de la realidad social en América Latina», pp.193-194. En ligne : http://docencia.izt.uam.mx/egt/publicaciones/libros/teoria_social/cap6.pdf

Sancén Rodríguez, Alejandro Julian, 2011, *La microempresa como estrategia de crecimiento económico y dignificación del trabajo*, Thèse de maîtrise, Éd. FLACSO, 110p. En ligne: http://www.flacsoandes.org/dspace/bitstream/10469/2917/1/La_microempresa_como_estrategia_de_crecimiento_Alejandro_Julian_Sancen_Rodriguez.pdf

Sandoval Casilismas, Carlos a. « Investigación cualitativa », Programas de especialización en teorías y técnicas de la investigación social, (1996)., Ed. Instituto Colombiano para el Fomento de la Educación Superior, ICFES, Bogotá. p.313. En ligne: www.icfes.gov.co/cont/s_fom/pub/libros/ser_inv_soc/modulo4.pdf

Santiso, Carlos, « Gobernabilidad democrática y reformas económicas de segunda generación en América Latina ». 2001, *Revista Instituciones y desarrollo* No. 8 et 9, pp. 6-12. En ligne : <http://www.iigov.org/id/attachment.drt?art=187564>

Schulz, N. 2007. «Nicaragua: Un duro despertar en el laboratorio de la eficacia de la ayuda». para las Fundación para las Relaciones internacionales y el Dialogo Exterior (FRIDE), 14p.

Tinoco, Gilma Yadira, « Diagnóstico género y mercado laboral en Nicaragua», Rapport final (2003), OIT, p.29. En ligne: http://white.oit.org.pe/gpe/documentos/nic_gpe_estudio.pdf?PHPSESSID=f68513e8c6400c0a3c6d9b1d2a85a216

Tokman, V. 2009. «El sector informal hoy: el imperativo de actuar». *Revue Nueva Sociedad*, No. 222, juil-Août 2009, 18p. En ligne http://www.nuso.org/upload/articulos/1528_1.pdf

_____. 2007. «Économie informelle, insécurité et cohésion sociale en Amérique latine». *Revue internationale du travail*, vol. 146, no 1-2, pp. 89-116

Trejos Solorzano, J.D.,. 2000. «La microempresa en Nicaragua en la década de los noventa », *Projet centraméricain d'appui aux programmes en faveur des micro-entreprises (PROMICRO)*, OIT. En ligne : http://www.sipromicro.org/fileadmin/pdfs_biblioteca_SIPROMICRO/1151.pdf

_____. 2002. « El trabajo decente y el sector informal en los países del istmo centroamericano », 94p. En ligne: http://www.oit.org.pe/WDMS/bib/publ/doctrab/dt_158.pdf

Trejos, El trabajo decente y el sector informal en los países del istmo centroamericano, p.75-76

Universidad Centroamericana, *Revue Encuentro « Instituciones microfinancieras y desarrollo rural en Nicaragua »* 2002, Année XXXIV, No.60

Van der Kamp, 2006, *PYMES, competitividad y SDE en Nicaragua*, Nitlapan, pp.18

Velasco, Enrique, Larrazábal Hernando et Villavicencio, Ricardo. 2000 «Marco Integral de políticas para el desarrollo de la micro y pequeña empresa», 112p. La Paz. Comité de coordinación de Micro finanzas y micro empresa.

Vidal García, A, 2001 «La microempresa latinoamericana desde un enfoque de desarrollo local», dans *Economía social e Iberoamérica: La construcción de un espacio común*, Valencia, Éd. CIRIEC, 95p

Vivas Viachica, Elgin Antonio, « Migración interna en Nicaragua: descripción actualizada e implicancias de políticas, con énfasis en el flujo rural-urbano». 2007. En ligne: <http://www.cepal.org/publicaciones/xml/3/32073/lc12839-P.pdf> ,

Législation et documentation gouvernementale

Accord ministériel sur le salaire minimum JCHG 010-09-08, Art. 1, approuvé le 23 septembre 2008. En ligne : <http://www.mitrab.gob.ni/documentos/AcJCHG-010-09-08.pdf>

Régime Spécial d'estimation administrative pour contribuables à quota fixe, Accord Ministériel No. 022-2003, approuvé le 8 septembre 2003 et publié à la Gaceta No. 174 le 12 septembre 2003. En ligne : [http://legislacion.asamblea.gob.ni/Normaweb.nsf/\(\\$All\)/2D7ED5FD63E243F006257233006700E5?OpenDocument](http://legislacion.asamblea.gob.ni/Normaweb.nsf/($All)/2D7ED5FD63E243F006257233006700E5?OpenDocument)

Création du Programme national d'aide à la micro-entreprise, Décret No.6-94, Art. 1, approuvé le 8 mars 1994, publié dans la Gaceta No. 59 le 24 mars 1994. En ligne : [http://legislacion.asamblea.gob.ni/Normaweb.nsf/\(\\$All\)/4834B41E3D5F8EE5062570A10057B1AF?OpenDocument](http://legislacion.asamblea.gob.ni/Normaweb.nsf/($All)/4834B41E3D5F8EE5062570A10057B1AF?OpenDocument) , date de consultation le 23/03/09

Décret d'instauration du Conseil National du Pouvoir citoyen pour le Programme Usure Zéro, No.75-2007, approuvé le 3 août 2007 et publié dans La Gaceta No. 160 du 22 août 2007, Art. 1 et 8. En ligne : [http://legislacion.asamblea.gob.ni/Normaweb.nsf/\(\\$All\)/45C5C57454D80940062573530060A58D?OpenDocument](http://legislacion.asamblea.gob.ni/Normaweb.nsf/($All)/45C5C57454D80940062573530060A58D?OpenDocument)

Loi sur l'organisation, compétence et procédures du pouvoir exécutif, Loi 290, Chapitre V, Dispositions finales et transitoires, approuvée le 27 mars 1998, publiée dans la Gaceta No. 102 le 3/06/98. En ligne : <http://legislacion.asamblea.gob.ni/Normaweb.nsf/d0c69e2c91d9955906256a400077164a/d029f5dded635c34062570a60064217c?OpenDocument>

Loi sur la promotion et développement de la micro, petite et moyenne entreprise (Loi MIPYME), Loi No. 645, adoptée le 31 janvier 2008, publiée dans La Gaceta No.28 le 8/02/08. En ligne: [http://www.mific.gob.ni/PROMIPYME/documentos/VOLUMEN_%20I%20-%20Documento_%20General_%20PROMIPYME_%20\(APROBADO_%20noviembre%202007\).pdf](http://www.mific.gob.ni/PROMIPYME/documentos/VOLUMEN_%20I%20-%20Documento_%20General_%20PROMIPYME_%20(APROBADO_%20noviembre%202007).pdf)

Loi annuelle du Budget Général de la République 2008, Loi No. 646, Annexe III. En ligne : [http://legislacion.asamblea.gob.ni/Normaweb.nsf/\(\\$All\)/C894CB43DA369E31062574470058A2F7?OpenDocument](http://legislacion.asamblea.gob.ni/Normaweb.nsf/($All)/C894CB43DA369E31062574470058A2F7?OpenDocument)

Loi Annuelle du Budget General de la République 2011, Loi No. 744, Art. 5 et 6. En ligne : [http://legislacion.asamblea.gob.ni/Normaweb.nsf/\(\\$All\)/5890A24281C9931106257824005CEA8A?OpenDocument](http://legislacion.asamblea.gob.ni/Normaweb.nsf/($All)/5890A24281C9931106257824005CEA8A?OpenDocument)

Annexe au Budget General de la République 2011, Loi No. 744- Marco presupuestario de mediano plazo 2011-2014. En ligne: <http://www.hacienda.gob.ni/documentos/presupuesto/presupuesto-gral.-de-la->

[republica/presupuesto-2011/anexo-al-pgr-marco-presupuestario-de-mediano-plazo-2010-2013](http://republica.presupuesto-2011/anexo-al-pgr-marco-presupuestario-de-mediano-plazo-2010-2013)

Loi sur le salaire minimum, Loi No. 625, approuvée le 31 mai 2007 et publiée dans La Gaceta No. 120 du 26 juin 2007. En ligne : <http://www.mitrab.gob.ni/index/Ley625Nic.pdf>

Loi du Système des Sociétés de Garanties Réciproques pour les MIPYMES, Loi No. 663 approuvée le 25 juin 2008 et publié dans la Gaceta No. 173, le 8 septembre 2008, Art. 1, 2 et 13. En ligne : http://www.asamblea.gob.ni/index.php?option=com_wrapper&Itemid=153

Loi générale de Coopératives, Loi No. 499, approuvée le 29 septembre 2004 et publiée dans La Gaceta No.17 du 25 janvier 2005, Considérants IV. En ligne : [http://legislacion.asamblea.gob.ni/Normaweb.nsf/\(\\$All\)/F133348E36258F4A062570A100583C72?OpenDocument](http://legislacion.asamblea.gob.ni/Normaweb.nsf/($All)/F133348E36258F4A062570A100583C72?OpenDocument)

Loi d'Équité Fiscale, Loi No.453, art. 126, Dispositions finales adoptée le 29 avril 2003 et publiée dans la Gaceta No.82 le 6 mai 2003. En ligne : http://www.asamblea.gob.ni/index.php?option=com_wrapper&Itemid=153

Loi d'admission temporaire pour le perfectionnement actif de facilitation des exportations, Loi No.382, approuvée le 20 février 2001 et publié dans la Gaceta le 16 avril 2001. En ligne : [http://legislacion.asamblea.gob.ni/Normaweb.nsf/\(\\$All\)/C8ADCECF57FA5EDF062570A100581168?OpenDocument](http://legislacion.asamblea.gob.ni/Normaweb.nsf/($All)/C8ADCECF57FA5EDF062570A100581168?OpenDocument)

Loi régulatrice des crédits entre particulières, Loi No. 176, approuvée le 12 mai 1994, et publiée dans la Gaceta No. 112, le 16 juin 1994. En ligne : [http://legislacion.asamblea.gob.ni/Normaweb.nsf/\(\\$All\)/85ED385786B0C7370625711D005691AB?OpenDocument](http://legislacion.asamblea.gob.ni/Normaweb.nsf/($All)/85ED385786B0C7370625711D005691AB?OpenDocument) réformée par la Loi. No. 374 « *Loi réforme de la Loi No. 176*, approuvée le 28 mars 2001 et publiée dans la Gaceta No. No. 70 le 16 avril 2001. En ligne : [http://legislacion.asamblea.gob.ni/Normaweb.nsf/\(\\$All\)/7C67F080C6CBDC53062570A100581088?OpenDocument](http://legislacion.asamblea.gob.ni/Normaweb.nsf/($All)/7C67F080C6CBDC53062570A100581088?OpenDocument)

Programme pour le développement de la micro, petite et moyenne entreprise nicaraguayenne (PROMIPYME), adopté le 1 juin 2007, en ligne: PROMIPYME Vol. I. En ligne : [http://www.mific.gob.ni/PROMIPYME/documentos/VOLUMEN%20I%20-%20Documento%20General%20PROMIPYME%20\(APROBADO%20noviembre%202007\).pdf](http://www.mific.gob.ni/PROMIPYME/documentos/VOLUMEN%20I%20-%20Documento%20General%20PROMIPYME%20(APROBADO%20noviembre%202007).pdf) et Vol II. En ligne : [http://www.mific.gob.ni/PROMIPYME/documentos/Volumen%20II%20-%20Estrategia%20Implementaci%C3%B3n%20PROMIPYME%20\(APROBADO%20Octubre-07\).pdf](http://www.mific.gob.ni/PROMIPYME/documentos/Volumen%20II%20-%20Estrategia%20Implementaci%C3%B3n%20PROMIPYME%20(APROBADO%20Octubre-07).pdf)

Plan National du Développement 2008-2012. En ligne : <http://www.pndh.gob.ni/documentos/Plan%20Nacional%20de%20Desarrollo%20Humano%202008-2012-Nicaragua.pdf>

Règlement de la Loi de promotion et développement de la micro, petite et moyenne entreprise, Décret No. 17-2008, Art. 3, adopté le 4 avril 2008 et publié dans La Gaceta

No.83, le 5 mai 2008. En ligne :

[http://legislacion.asamblea.gob.ni/Normaweb.nsf/\(\\$All\)/2766FF9B6992B6190625744F00752273?OpenDocument](http://legislacion.asamblea.gob.ni/Normaweb.nsf/($All)/2766FF9B6992B6190625744F00752273?OpenDocument)

Règlement de la Loi No 453 Loi d'Équité Fiscale, Décret No. 46-2003, Art. 210, approuvé le 2 juin 2003 et publié à La Gaceta No. 109 le 12 juin 2003. En ligne :

http://www.asamblea.gob.ni/index.php?option=com_wrapper&Itemid=153

Estrategia de implementación del Plan operativo Multianual PROMIPYME, 2009, MIFIC, 35p. En ligne: <http://www.mific.gob.ni/LinkClick.aspx?fileticket=32cQCQaQ2V0%3D&tabid=177>

Documento Operativo del PROMIPYME, Fase de implantación. 2009, MIFIC, 45p. En ligne: <http://www.mific.gob.ni/LinkClick.aspx?fileticket=2mW-nNe0qg0%3d&tabid=176>

La mipyme en la estrategia nacional de desarrollo. 2003. MIFIC et INPYME. 22p.

Accords et instruments internationaux

Accord de Libre échange entre les États-Unis et les pays de l'Amérique centrale (CAFTA-DR), signé le 5 août 2004 et entré en vigueur pour Nicaragua le 1 avril 2006. En ligne :

http://www.ustr.gov/Trade_Agreements/Regional/CAFTA/CAFTA-DR_Final_Texts/Section_Index.html

Accord constitutif du Centre pour la promotion de la micro et petites entreprise en l'Amérique centrale (CENPROMYPE), adopté 15 juin 2001 et en vigueur le 3 novembre 2001. En ligne:

http://www.sica.int/busqueda/busqueda_archivo.aspx?Archivo=conv_1325_2_15062005.htm

OIT, *Résolution concernant les statistiques de l'emploi dans le secteur informel* adoptée par la quinzième Conférence internationale des statisticiens du travail OIT (1993). En ligne :

http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---stat/documents/normativeinstrument/wcms_087485.pdf

Directrices sobre una definición estadística de empleo informal, adoptées par la XVII Conférence internationale du Travail, OIT (2003), à Genève. En ligne :

<http://www.ilo.org/public/spanish/bureau/stat/download/guidelines/defempl.pdf>

Protocole à la Charte des États Centroaméricains (ODECA) ou Protocole de Tegucigalpa qui a créé le Systeme d'Intégration Centroaméricain (SICA) le 13 décembre 1991, et en vigueur à partir du 23 juillet de 1992. Les pays membres du SICA sont le Belize, le Costa Rica, Le Salvador, Honduras, Nicaragua et Panama, et la République dominicaine comme État Associé. En ligne : http://www.sica.int/sica/marco_j.aspx?IdEnt=401

Sites d'Internet consultés

UQÀM : Cadre normatif pour l'éthique de la recherche avec des êtres humains. En ligne : <http://www.recherche.uqam.ca/ethique/humains-cadre-normatif.htm>

UNDP Nicaragua. En ligne : <http://www.undp.org.ni/>

Club de Paris : <http://www.clubdeparis.org/sections/termes-de-traitement/initiative-ppte>

Banco Central de Nicaragua, date de consultation le 27/04/09. En ligne : <http://www.bcn.gob.ni/estadisticas/basedatos/datos/1a.2.1.04.htm>

ECLAC: http://www.eclac.org/cgi-bin/getprod.asp?xml=/noticias/paginas/4/21324/P21324.xml&xsl=/tpl/p18fst.xsl&base=/tpl/top-bottom_acerca_xs

Banque Mondiale, date de consultation 08/04/09. En ligne: <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/BANCOMUNDIAL/EXTSPPAISES/LACI NSPANISHEXT/NICARAGUAINSPANISHEXTN/0,,contentMDK:21803154~menuPK:455566~pagePK:2865066~piPK:2865079~theSitePK:455348,00.html>

MIFIC : <http://www.mific.gob.ni/ucp/index.htm>

SICA: http://www.sica.int/sica/marco_j.aspx?IdEnt=401

CENPROMYPE: http://www.sica.int/cenpromype/cmc_breve.aspx?IdEnt=21

REDCAMIF: <http://www.redcamif.org/acerca-de-redcamif/>

ASOMIF: <http://www.asomif.org>

Source : http://www.rimisp.org/FCKeditor/UserFiles/File/documentos/docs/pdf/2008_gomez_martinez_modrego_ranvborg_mapeo_cambios_nicaragua.pdf